

TABLE DES MATIÈRES

REVUES DE PRESSE H12 SUR LA GGI: Actions, manifestations, Vote, AGECVM, Éditoriaux	7
Autour de la GGI	7
Semaine du 16 avril 2012	7
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Le conflit étudiant bouleverse le calendrier des cégeps – Mise à jour le dimanche 22 avril 2012 à 23 h 45 HAE	7
Les commentaires (12)	7
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Négociations droits de scolarité: Beauchamp convoque la FECQ et la FEUQ, mais pas la CLASSE - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 23H26 Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 23H57	7
Afficher 79 de 149 commentaires (Montréal)	7
Afficher 24 commentaires (Québec)	7
TVANOUVELLES: Entre Line Beauchamp, la FEUQ et la FECQ: Une première rencontre de négociation - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 23h23	7
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Vandalisme: La CLASSE condamne la violence - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 19H41	8
Jean Charest et son épouse	8
Soulagement	8
Places offertes	8
Afficher 75 de 225 commentaires (Montréal)	8
Afficher 20 de 21 commentaires (Québec)	8
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Legault appelle Charest à s'engager - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 17h12 - Mise à jour : dimanche 22 avril 2012 à 19h05	8
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Droits de scolarité: La FECQ se dite prête à négocier sans la CLASSE - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 17H35 Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 18H13	9
Afficher 3 commentaires (Québec)	9
Afficher 9 de 10 commentaires (Montréal)	9
TVANOUVELLES: Grève étudiante: «Notre main est tendue depuis très longtemps», dit Charest - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 15h52	10
RADIO-CANADA / GATINEAU: Jean Charest lance à nouveau un appel au calme à Gatineau – Mise à jour le dimanche 22 avril 2012 à 15 h 01 HAE	10
Des propos condamnés	11
Une grève de la faim	11
Les commentaires (100)	11
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: CLASSE: Longs débats - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 13H34 Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 13H42	11
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: François Legault: Régler le conflit étudiant - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 13H13 Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 13H22	11
Montrer 1 commentaire (Montréal)	12
TVANOUVELLES: Grève étudiante: La CLASSE condamne la violence - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 11h37 - Mise à jour : dimanche 22 avril 2012 à 22h17	12
La FECQ prête à négocier sans la CLASSE	12
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Jean Charest: Il esquivé les manifestants - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 11H14 Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 20H39	13
«Des emplois dans le Nord»	13
Afficher 2 commentaires (Québec)	13
Afficher 5 de 41 commentaires (Montréal)	13
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Congrès de la CLASSE : condamner la violence ou pas? – Mise à jour le dimanche 22 avril 2012 à 10 h 11 HAE	13
Au cœur du conflit	14
Démocratie directe	14
Les commentaires (438)	14
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : des personnalités publiques appellent Québec à faire preuve d'ouverture – Mise à jour le samedi 21 avril 2012 à 21 h 46 HAE	14
Un appel urgent au dialogue entre le gouvernement et les étudiants	15
Ont signé cette déclaration :	15
Les commentaires (766)	15
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante: Des étudiants américains appuient le mouvement québécois - Publié le: samedi 21 avril 2012, 21H36 Mise à jour: samedi 21 avril 2012, 21H51	15
Le Québec, un modèle	16
Afficher 6 commentaires (Montréal)	16
Afficher 3 commentaires (Québec)	16
TVANOUVELLES: Salon Plan Nord: Haute surveillance policière - Première publication samedi 21 avril 2012 à 21h34	16
Un autre monde	17
Beaucoup de travailleurs	17
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Actes de vandalisme: La CLASSE ne condamne pas - La position de la plus militante des associations étudiantes pourrait créer des tensions - Publié le: samedi 21 avril 2012, 18H36	17
Lourd de sens	18
Division étudiante ?	18
Une journée décisive	18
Plan Nord: Manifestation du 21 avril: Contrôle rapide	18
Afficher 9 commentaires (Québec)	18
Afficher 122 de 130 commentaires (Montréal)	18

LESOLEIL.COM: Grève étudiante: des personnalités lancent un appel pressant au gouvernement - Publié le samedi 21 avril 2012 à 17h00 Mis à jour le samedi 21 avril 2012 à 17h22.....	18
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Droits de scolarité : Des personnalités lancent un appel pressant au gouvernement - Publié le: samedi 21 avril 2012, 16H35 Mise à jour: samedi 21 avril 2012, 20H06 / Première publication samedi 21 avril 2012 à 18h46.....	19
La liste des signataires:	19
Afficher 14 commentaires (Québec)	20
Afficher 13 commentaires (Montréal).....	20
LA PRESSE: Léo Bureau-Blouin: un sensible à l'esprit critique - Publié le samedi 21 avril 2012 à 15h30	20
LAPRESSE.CA: Des personnalités publiques appellent Québec à négocier - Publié le samedi 21 avril 2012 à 14h45 Mis à jour le samedi 21 avril 2012 à 16h55.....	20
RADIO-CANADA / POLITIQUE: Manifestations à Montréal : l'humour de Charest ne passe pas – Mise à jour le samedi 21 avril 2012 à 8 h 49 HAE	21
« Le premier ministre a dérapé complètement », s'indigne Pauline Marois	21
« Le Québec n'avait pas de premier ministre », lance Legault	21
La FEUQ et la CLASSE demandent des excuses	21
Grève étudiante : que pensez-vous des événements du jour? (20 avril 2012)	22
Les commentaires (976).....	22
LE DEVOIR: Émeute à l'extérieur, sarcasme à l'intérieur: Le PQ, la CAQ et les fédérations étudiantes dénoncent les blagues de Charest au Salon Plan Nord – samedi 21 avril 2012	22
Hausse «raisonnable».....	22
Vos réactions (181)	23
LE DEVOIR: Actions étudiantes - Une facture de plus de 4 millions pour les services policiers – Samedi 21 avril 2012	23
Vos réactions	23
LE DEVOIR: En bref: Charest pris à partie sur le Web – Samedi 21 avril 2012	23
Vos réactions (25)	23
LE DEVOIR: Manifestation au Salon Plan Nord - Ingrédients réunis pour un cocktail explosif – Samedi 21 avril 2012.....	23
Vos réactions	24
LE DEVOIR: Au gouvernement d'ouvrir le dialogue: Pour la première fois, la direction d'un cégep met de la pression sur Beauchamp – Samedi 21 avril 2012	25
Vos réactions	26
LE DEVOIR: Un premier établissement annule la session des étudiants en grève – Samedi 21 avril 2012.....	27
Vos réactions (22).....	27
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Analyse: Lutte de classe , par Régys Caron - Publié le: vendredi 20 avril 2012, 19H43 Mise à jour: vendredi 20 avril 2012, 20H04	27
Insurrection	28
Le test « violence »	28
Afficher 27 de 28 commentaires (Québec)	28
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Page Facebook demandant la démission de Jean Charest: Plus de 27 000 «j'aime» - Publié le: vendredi 20 avril 2012, 17H11 Mise à jour: vendredi 20 avril 2012, 18H31 / Première publication vendredi 20 avril 2012 à 22h29 - Mise à jour : vendredi 20 avril 2012 à 23h51	28
Afficher 2 commentaires (Montréal)	28
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Jean Charest au sujet des manifestants: Des moqueries qui font réagir - Première publication vendredi 20 avril 2012 à 14h48 - Mise à jour : vendredi 20 avril 2012 à 19h02	28
Vives réactions.....	29
Déclaration de Jean Charest	29
Sur Twitter	29
Afficher 5 de 355 commentaires (Montréal).....	29
Afficher 5 de 83 commentaires (Québec)	29
LE DROIT: UQO: La démission du recteur réclamée - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 11h56	29
LA PRESSE: Grève: l'unité des associations étudiantes vacille - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 09h36	29
LE SOLEIL: Ultimatum à la CLASSE: une reprise de 2005 - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 20 avril 2012 à 08h06.....	30
Un sujet délicat.....	30
TVANOUVELLES: Grève étudiante : Facture de 1,5 million \$ à la Sûreté du Québec - Première publication vendredi 20 avril 2012 à 07h03 30 Négociations reportées.....	31
LA PRESSE: «La clé est à l'autre bout de la 20», selon le recteur Guy Breton - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 05h00	31
Climat de peur sur les campus.....	31
LE DEVOIR: Pas de rencontre sans la CLASSE – Vendredi 20 avril 2012	32
Démocratie anarchisante.....	32
Condamnera-t-elle la violence?	32
Vos réactions (84)	32
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Guerre ouverte sur le Web - Publié le: jeudi 19 avril 2012, 22H38 Mise à jour: jeudi 19 avril 2012, 22H44.....	32
Insultes et messages haineux sur le Web :	33
Des courriels « épeurants »	33
Des réactions enflammées.....	33
Assumer ses propos.....	33
Afficher 79 commentaires (Montréal).....	33
Afficher 11 commentaires (Québec)	33
CYBERPRESSE: EXCLUSIF: Grève étudiante: les ailes jeunesse s'en mêlent - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 22h11	34
CYBERPRESSE: Charest a perdu le contrôle, selon Khadir - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 22h03	34

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Line Beauchamp prête à rencontrer la FEUQ et la FECQ vendredi, mais pas la CLASSE – Mise à jour le jeudi 19 avril 2012 à 22 h 03 HAE	35
Plusieurs manifestations au Québec	35
Laissons le temps à la CLASSE, disent la FECQ et la FEUQ	35
Pas de règlement sans la CLASSE	35
Les commentaires (786).....	35
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Conflit entre Québec et les étudiants : analyse d'experts en communication – Mise à jour le jeudi 19 avril 2012 à 20 h 10 HAE	35
Les erreurs stratégiques.....	35
L'opinion publique	35
Manque de cohérence du message	36
Mettre de l'eau dans son vin.....	36
Les commentaires (64).....	36
CYBERPRESSE / LE NOUVELLISTE: SQ: la grève a coûté 1,5 million \$ en heures supplémentaires - Publié le 19 avril 2012 à 18h13 / Publié le vendredi 20 avril 2012 à 07h48	36
LE DEVOIR: Les leaders étudiants solidaires contre Line Beauchamp: Les professeurs d'université dénoncent le retour forcé – Jeudi 19 avril, 17h59	37
Les professeurs d'université dénoncent.....	37
Manifestations: voir revue de presse Action.....	37
Vos réactions (83)	37
CYBERPRESSE: Le conflit s'enlise, les profs se rebiffent - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 16h39.....	37
Accusations criminelles.....	38
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Universités: Les professeurs dénoncent le climat malsain - Publié le: jeudi 19 avril 2012, 14H53 Mise à jour: jeudi 19 avril 2012, 15H12	38
CYBERPRESSE: Climat «extrêmement tendu» à l'Université de Montréal - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 11h56	39
TVANOUVELLES: Grèves étudiantes: Beauchamp prête à rencontrer la FECQ et la FEUQ - Première publication jeudi 19 avril 2012 à 11h13	39
CYBERPRESSE: La FEUQ refuse de rencontrer Beauchamp sans la CLASSE - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 10h49 Mis à jour le jeudi 19 avril 2012 à 14h29.....	39
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Grève étudiante: Les associations solidaires - Publié le: jeudi 19 avril 2012, 10H48 Mise à jour: jeudi 19 avril 2012, 23H52 / Première publication jeudi 19 avril 2012 à 17h03 - Mise à jour : jeudi 19 avril 2012 à 18h06	40
Afficher 5 de 39 commentaires (Québec)	40
Afficher 5 de 103 commentaires (Montréal).....	40
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Gabriel Nadeau-Dubois victime de menaces – Mise à jour le jeudi 19 avril 2012 à 8 h 53 HAE.....	40
CYBERPRESSE: Reprise des cours: l'Université de Montréal recule - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 08h28	40
CYBERPRESSE: Ultimatum: la CLASSE ne bronche pas - Publié le 19 avril 2012 à 08h18	41
LE DEVOIR: La CLASSE de plus en plus isolée: La FEUQ et la FECQ condamnent désormais clairement les actes de violence – Jeudi 19 avril 2012.....	41
Même scénario qu'en 2005?.....	42
Ligne dure et ultimatum	42
Vos réactions (91)	42
LE DEVOIR: Des élèves du secondaire en débrayage contre la hausse – jeudi 19 avril 2012	42
Climat tendu à l'UQO	43
Vos réactions	43
LE DEVOIR: Pas de blâme pour Durivage – Jeudi 19 avril, 00h20	44
Vos réactions	44
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: La crise paralysée - Publié le: mercredi 18 avril 2012, 23H03 Mise à jour: mercredi 18 avril 2012, 23H15.....	44
Ultimatum	45
Synonymes	45
Afficher 4 commentaires (Montréal)	45
Montrer 1 commentaire (Québec).....	45
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: L'UdeM suspend temporairement les cours des étudiants en grève – Mise à jour le mercredi 18 avril 2012 à 22 h 40 HAE	45
« L'UdeM Inc. » clouée au pilori	45
Décisions de gestion douteuse.....	46
Professeurs entre l'arbre et l'écorce	46
Session suspendue en sciences politiques	46
Les commentaires (102).....	46
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La FEUQ et la FECQ condamnent la violence, la CLASSE ne bouge pas – Mise à jour le mercredi 18 avril 2012 à 22 h 27 HAE	46
La CLASSE maintient sa position	46
Un ultimatum aux associations étudiantes	46
Les étudiants déplorent que la ministre ne dénonce pas certains débordements	47
Manifestations sous tension	47
Les commentaires (889).....	47
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Université de Montréal: Les professeurs critiquent la direction et le gouvernement - Publié le: mercredi 18 avril 2012, 21H46 Mise à jour: mercredi 18 avril 2012, 21H55 / Première publication mercredi 18 avril 2012 à 23h15	48
TVANOUVELLES: Grève étudiante: La CLASSE et la FEUQ fustigent l'ultimatum de la ministre Beauchamp - Première publication mercredi 18 avril 2012 à 16h25	48

Ouverture de la ministre Beauchamp	48
LE DEVOIR: Line Beauchamp lance un ultimatum aux étudiants: La CLASSE refuse l'ultimatum – Mercredi 18 avril, 16h03	48
Vos réactions (122)	49
LE QUOTIDIEN: L'Association étudiante de l'unité d'enseignement en travail social de l'UQAC: "La CLASSE doit participer" - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 15h27	49
CYBERPRESSE: Le gouvernement lance un ultimatum à la CLASSE - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 14h50 Mis à jour le mercredi 18 avril 2012 à 15h37	49
LE SOLEIL: Vain ultimatum à la CLASSE - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 13h56 Mis à jour le mercredi 18 avril 2012 à 22h58	49
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Charest accuse Marois de mollesse - Publié le: mercredi 18 avril 2012, 11H09 Mise à jour: mercredi 18 avril 2012, 11H14 / Première publication mercredi 18 avril 2012 à 15h09	50
Afficher 15 de 15 commentaires (Montréal)	50
Afficher 13 de 13 commentaires (Québec)	50
TVANOUVELLES: Grève étudiante: Les employeurs redoutent les conséquences - Première publication Mercredi 18 avril 2012 à 11h27 ...	51
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Grève Violence: Ultimatum de Beauchamp / Grève étudiante: La ministre Beauchamp exhorte la CLASSE à dénoncer la violence - Publié le: mercredi 18 avril 2012, 10H37 Mise à jour: mercredi 18 avril 2012, 10H43 / Première publication mercredi 18 avril 2012 à 15h05	51
«Dissociation», pas «dénonciation»	51
Afficher 5 de 37 commentaires (Québec)	51
Afficher 5 de 133 commentaires (Montréal)	51
TVANOUVELLES: Conflit sur la hausse des droits de scolarité: Pas de dialogue sans la CLASSE - Première publication mercredi 18 avril 2012 à 07h35	51
Division	52
Élections	52
Compression dans les universités	52
Cibles réduites	52
Directives	52
CYBERPRESSE: Grève étudiante: Québec condamne la violence - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 07h28	52
CYBERPRESSE: UdeM: des agents de sécurité accusés d'intimidation - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 05h00	52
Trimestre suspendu?	53
Contre la ministre	53
LE DEVOIR: Grève étudiante - Le climat demeure toujours aussi tendu – Mercredi 18 avril 2012	53
Judiciarisation	53
Des sympathies fascistes sanctionnées	54
Vos réactions (37)	54
LE DEVOIR: Droits de scolarité: Charest ne bouge pas d'un iota: Une trentaine d'étudiants ont assisté aux échanges entre le gouvernement et l'opposition – Mercredi 18 avril 2012	54
Vos réactions	54
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : suspension de session, tensions et manifestations à Montréal – Mise à jour le mercredi 18 avril 2012 à 0 h 08 HAE	55
Rififi au département d'urbanisme de l'UdeM	55
Manifestations à Montréal	55
Outaouais	55
Estrie	55
Québec	55
Les commentaires (502)	56
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Grève étudiante : un haut fonctionnaire aux sympathies fascistes est sanctionné – Mise à jour le mardi 17 avril 2012 à 23 h 53 HAE	56
Les commentaires (74)	56
TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Gabriel Nadeau-Dubois à Denis Lévesque: L'appel au calme doit venir de Mme Beauchamp - Première publication mardi 17 avril 2012 à 20h48 / Publié le: mardi 17 avril 2012, 21H36 Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 21H48	56
«Discours de batteur de femmes»	56
Afficher 2 commentaires (Québec)	56
Afficher 10 de 10 commentaires (Montréal)	56
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Droits de scolarité : la CADEUL et la TaCEQ font leurs propositions – Mise à jour le mardi 17 avril 2012 à 18 h 52 HAE	57
Les étudiants de Québec restent mobilisés	57
Arrestation et constats d'infraction	57
Les commentaires (32)	57
TVANOUVELLES: Dérapages liés au conflit étudiant: Marois et Charest réagissent - Première publication mardi 17 avril 2012 à 18h49 - Mise à jour : mardi 17 avril 2012 à 19h20	57
Réactions d'autres personnalités politiques	58
Manifestations mouvementées à l'UQO	58
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Conflit étudiant: La CLASSE dénonce la «guerre de mots» - Publié le: mardi 17 avril 2012, 18H09 Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 18H25 / Première publication mardi 17 avril 2012 à 19h59	58
«Répression judiciarisée»	58
Manifestation	58
Afficher 6 de 6 commentaires (Montréal)	58
Afficher 3 commentaires (Québec)	58
RADIO-CANADA / QUÉBEC: Université Laval : l'abandon des cours sans échec sera permis, mais sans remboursement – Mise à jour le mardi 17 avril 2012 à 18 h 03 HAE	59
La CADEUL satisfaite	59

Les commentaires (2).....	59
CYBERPRESSE: La CLASSE loin de la table de discussion - Publié le mardi 17 avril 2012 à 17h45.....	59
Des appuis pour la CLASSE.....	59
LE DEVOIR: Encore rien de concret pour une rencontre entre les étudiants et Québec – Mardi 17 avril, 16h54.....	59
Vos réactions (22).....	60
TVANOUVELLES (QUÉBEC / MONTRÉAL) : Université Laval: Les modalités d'abandons de cours dévoilées - Première publication mardi 17 avril 2012 à 16h41 / Première publication mardi 17 avril 2012 à 21h36.....	60
TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Hausse des frais de scolarité: La facture aux entreprises plutôt qu'aux étudiants ? - Première publication mardi 17 avril 2012 à 15h43 / Publié le: mardi 17 avril 2012, 17H34 Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 17H40.....	60
Afficher 5 commentaires (Montréal).....	61
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Droits de scolarité: Dutil entre dans le débat - Publié le: mardi 17 avril 2012, 15H21 Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 15H25.....	61
Afficher 5 commentaires (Québec).....	62
LE SOLEIL: Allusions fascistes: un haut-fonctionnaire sanctionné - Publié le mardi 17 avril 2012 à 15h10 Mis à jour le mardi 17 avril 2012 à 22h46.....	62
LE SOLEIL: Laval permet des abandons de cours sans échec, sans remboursement - Publié le mardi 17 avril 2012 à 13h11 Mis à jour le mercredi 18 avril 2012 à 07h42.....	62
Nouveaux scénarios.....	62
Abandon de cours.....	62
CYBERPRESSE: Une rencontre entre Québec et les étudiants reste hypothétique - Publié le mardi 17 avril 2012 à 12h12 Mis à jour le mardi 17 avril 2012 à 17h04.....	63
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Pour résoudre le conflit: Dans la poche des entreprises - Publié le: mardi 17 avril 2012, 11H48 Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 21H40.....	63
Afficher 10 de 10 commentaires (Québec).....	63
Afficher 12 de 12 commentaires (Montréal).....	64
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Grève étudiante: Pourparlers entrepris entre Beauchamp et les étudiants - Publié le: mardi 17 avril 2012, 11H38 Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 11H44 / Première publication mardi 17 avril 2012 à 15h54.....	65
Afficher 14 de 14 commentaires (Montréal).....	65
Afficher 5 de 17 commentaires (Québec).....	65
CYBERPRESSE: Les étudiants défient les appels au retour en classe - Publié le mardi 17 avril 2012 à 06h30.....	66
LE SOLEIL: Commission sur la gestion des universités: la CLASSE n'est toujours pas invitée - Publié le mardi 17 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 17 avril 2012 à 07h57.....	66
Dissocier, pas condamner.....	66
Condition sine qua non.....	66
La TaCEQ veut aussi sa place.....	67
>> LES GRANDS REGROUPEMENTS ÉTUDIANTS DU QUÉBEC.....	67
LA VOIX DE L'EST: Au cégep de Granby, on admire les grévistes tout en dénonçant le vandalisme - Publié le mardi 17 avril 2012 à 05h00.....	67
La faute à Charest?.....	67
Déséquilibre.....	67
LE DEVOIR: Grève étudiante - Des étudiants forcent l'annulation de cours: Des cours ont été annulés à Gatineau, à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Valleyfield – Mardi 17 avril 2012.....	67
Saccage: de nouvelles arrestations.....	68
Vos réactions.....	68
LE DEVOIR: Étudiants vers une sortie de crise ? - Les parties campent sur leurs positions, mais... - La FEUQ reconnaît que la balle est maintenant dans le camp de la CLASSE – Mardi 17 avril 2012.....	68
La CLASSE veut négocier.....	69
Vos réactions (107).....	69
LE DEVOIR: Aux recteurs de faire des efforts, dit Jean Garon: L'ex-ministre donne son appui aux étudiants et suggère de couper dans les administrations – Mardi 17 avril 2012.....	69
Pour la gratuité.....	69
Vos réactions.....	69
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Pas de cours lundi aux cégeps de Valleyfield et Saint-Jean-sur-Richelieu – Mise à jour le lundi 16 avril 2012 à 23 h 05 HAE.....	70
Cours annulés à l'UQO.....	70
Votes de grève.....	70
Un étudiant de l'UQAR obtient une injonction.....	70
Les commentaires (57).....	70
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève: Les étudiants perdent du terrain - L'appui à l'égard du gouvernement remonte à 53 % - Publié le: lundi 16 avril 2012, 22H41 Mise à jour: lundi 16 avril 2012, 22H58.....	71
Le vandalisme déplaît.....	71
Le gouvernement remonte.....	71
Les étudiants inquiets ?.....	71
Pas plus d'impôts.....	71
Afficher 5 de 25 commentaires (Québec).....	71
Afficher 5 de 151 commentaires (Montréal).....	71
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : la CLASSE ne veut pas être isolée – Mise à jour le lundi 16 avril 2012 à 22 h 28 HAE.....	71
Éviter le scénario de 2005.....	72
La FEUQ exige la présence de la CLASSE.....	72
La CLASSE se dissocie des violences.....	72
L'objectif : faire reculer Québec sur les droits de scolarité.....	72
Les commentaires (877).....	73

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Gestion des universités: Les recteurs et les principaux sont ouverts à la discussion - Publié le: lundi 16 avril 2012, 16H40 Mise à jour: lundi 16 avril 2012, 16H54 / Première publication lundi 16 avril 2012 à 17h14.....	73
Afficher 2 commentaires (Montréal).....	73
LE DEVOIR: Gestion des universités: la CLASSE doit dénoncer la violence pour être invitée, dit Charest - Lundi 16 avril 2012, 16h27	73
La CLASSE veut participer.....	74
Des syndicats approuvent l'ouverture de la ministre.....	74
Vos réactions (107).....	74
LE DEVOIR: Les cours annulés au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu et à l'Université du Québec en Outaouais - Lundi 16 avril, 15h28	74
Cours annulés en Outaouais et à Valleyfield.....	74
Vandalisme aux couleurs étudiantes à Montréal.....	74
Vos réactions.....	75
TVANOUVELLES: La question étudiante vole la vedette au Plan Nord: La CLASSE doit condamner la violence - Première publication lundi 16 avril 2012 à 13h10 - Mise à jour : lundi 16 avril 2012 à 14h30	76
La CLASSE exclue.....	76
Tournée Cap Nord.....	76
CYBERPRESSE: La CLASSE doit condamner les actes de violence, dit Charest - Publié le lundi 16 avril 2012 à 11h31 Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 16h55.....	76
La CLASSE veut discuter.....	76
Réunion compromise?.....	76
TVANOUVELLES: Gestion des universités: La CLASSE veut être à la table de négociation - Première publication lundi 16 avril 2012 à 10h21 - Mise à jour : lundi 16 avril 2012 à 12h32	77
Solidarité.....	77
Positions «assez extrêmes».....	77
Vandalisme.....	77
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Négociations: Charest dénonce la CLASSE - Publié le: lundi 16 avril 2012, 10H19 Mise à jour: lundi 16 avril 2012, 16H17	77
Afficher 5 de 180 commentaires (Montréal).....	77
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Saint-Jean-sur-Richelieu: Cours annulés - Publié le: lundi 16 avril 2012, 8H18 Mise à jour: lundi 16 avril 2012, 17H02	77
Afficher 5 de 55 commentaires (Montréal).....	78
TVANOUVELLES: Fermeture du cégep: Cours annulés à Saint-Jean-sur-Richelieu - Première publication lundi 16 avril 2012 à 07h04 - Mise à jour : lundi 16 avril 2012 à 15h59	78
LE SOLEIL: Grève étudiante: jour de vérité à l'UQAR - Publié le lundi 16 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 08h28....	78
LE SOLEIL: Un appui aux étudiants militants de Québec - Publié le lundi 16 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 09h50	78
LE SOLEIL: Grève étudiante: aucune date butoir à l'Université Laval - Publié le 16 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le 16 avril 2012 à 08h10	79
La CADEUL confirme.....	79
Retours forcés et menaces.....	80
LE DEVOIR: Grève des étudiants - Un petit pas de Line Beauchamp - La ministre de l'Éducation lance une invitation à la FEUQ seulement, un geste perçu comme une tentative de division par les étudiants - Lundi 16 avril 2012.....	80
Stratégie de division.....	80
Marche secondaire.....	80
Vos réactions (86).....	80

REVUES DE PRESSE H12 SUR LA GGI: Actions, manifestations, Vote, AGECVM, Éditoriaux

[Revue de presse sur les actions menées par les étudiants – Manifestation semaine du 05 et 12 mars 2012](#)

[Revue de presse sur les actions menées par les étudiants – Manifestation jusqu'au 04 mars 2012](#)

[Revue de presse sur les votes – AGECVM et vote](#)

[Autour de la GGI: jusqu'au 04 mars 2012](#)

[Autour de la GGI: du 05 mars 2012 au 18 mars 2012](#)

[Éditoriaux et opinions sur la GGI: janvier et février 2012](#)

[Éditoriaux et opinions sur la GGI: mars 2012](#)

Autour de la GGI

Semaine du 16 avril 2012

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Le conflit étudiant bouleverse le calendrier des cégeps – Mise à jour le dimanche 22 avril 2012 à 23 h 45 HAE

Le reportage de Louis-Philippe Ouimet

Des milliers d'étudiants contre la hausse des droits de scolarité sont en grève depuis presque 70 jours au Québec, du jamais vu. Et le conflit commence à coûter cher.

« Il n'est pas minuit moins une, il est minuit plus une... On a des effets déjà mesurables », affirme Jean Beauchesne, président-directeur-général de la Fédération des cégeps.

Les collèges de Valleyfield et de Saint-Jean-sur-Richelieu ainsi que le Cégep Montmorency ont déjà annulé leur session d'été. Le Cégep de Sherbrooke doit prolonger sa session d'hiver l'automne prochain. Le Collège Maisonneuve songe à l'imiter. Plusieurs autres cégeps devront prendre une décision cette semaine.

Jean Beauchesne explique qu'il y aura des coûts à ce conflit : « Par exemple, des heures supplémentaires, de l'argent pour les fins de semaine, pour les employés précaires », précise-t-il.

La Fédération des cégeps affirme que les effets du remaniement du calendrier scolaire se feront sentir pendant un an. Dans les collèges, les conventions collectives pourraient être rouvertes.

Les commentaires (12)

Envoyé par [Marianne longland Marianne](#) de Québec, 23 avril 2012 à 12 h 07 HAE

"Jean Beauchesne explique qu'il y aura des coûts à ce conflit : « Par exemple, des heures supplémentaires, de l'argent pour les fins de semaine, pour les employés précaires », précise-t-il."

Les contribuables n'ont pas à payer pour ça. La décision de boycotter vient des étudiants: qu'ils assument.

Envoyé par [Pierre Vallieres](#) de Longueuil, 23 avril 2012 à 10 h 58 HAE

C'est drôle j'ai une autre réponse au problème. on annule toutes les sessions et tout les étudiants perdent 1 ans de scolarité. même plus, ceux qui étaient en première année de cégep doivent refaire une demande pour être ré-inscrit car ils vont devoir faire compétition avec tout les secondaires 5 qui doivent entrer au cégep. ça va faire du chialage mais bon.

Je ne suis pas pour la hausse mais contre la grève et je le dis depuis le début. des étudiants

Les enseignants doivent se rencontrer mardi pour discuter de ces questions et tenter de trouver des solutions.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - [Le reportage de Louis-Philippe Ouimet](#)

qui font la grève ne font que se tirer dans le pied. l'école est un privilège et non un droit acquis. il existe bien d'autre façon de manifester ce système qu'on boycottant l'école.

Envoyé par [Christian Sheink](#) de Gatineau, 23 avril 2012 à 06 h 36 HAE

Drôle quand même que l'on pense à remuer mers et mondes pour tenter de sauver une session. C'est que je ne me rappelle pas avoir vu des industries virées à 400%, soirs et fins de semaine, pour tenter de récupérer le temps perdu durant une grève. Dommage pour les étudiants qui étaient contre cette grève depuis le début, mais la majorité a dicté la marche à suivre de façon "démocratique" et vous devrez vous assumer et vivre avec les conséquences qui viennent avec.

Envoyé par [Diane Lefebvre](#) de St-Hubert, 23 avril 2012 à 02 h 42 HAE

"Jean Beauchesne explique qu'il y aura des coûts à ce conflit : « Par exemple, des heures supplé-

mentaires, de l'argent pour les fins de semaine, pour les employés précaires », précise-t-il."

Qui va payer pour cela ?? Les contribuables de la classe moyenne ! Un gros merci .

" Dans les collèges, les conventions collectives pourraient être rouvertes " Les syndicats n'appuyaient pas pour rien , cela va leur rapporter . Qui va encore payer ??? Les " bons " contribuables et ces charmants étudiants (tes) qui vont payer quand ils vont travailler . Ils n'oublieront pas de se plaindre qu'ils paient trop d'impôt . Feront-ils une autre grève à ce moment là ? Non car ils vont protégé leurs poches .

Envoyé par [Isabelle Caron](#) de Montréal, 23 avril 2012 à 00 h 55 HAE

Le prix de l'entêtement! Et que les professeurs prennent leur trou. Si ça peut leur servir de leçon également, ce sera toujours ça de pris. Ils n'avaient pas à prendre parti dans ce dossier. Ils sont là pour tous les étudiants. Pas uniquement pour ceux qui contestent les frais de scolarité. Très mauvais jugement de leur part.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Négociations | droits de scolarité: Beauchamp convoque la FECQ et la FEUQ, mais pas la CLASSE - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 23H26 | Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 23H57



Photo Agence QMI / Archives
Line Beauchamp

Agence QMI

Une première rencontre de négociation aura lieu ce lundi entre la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

La nouvelle a été annoncée en toute fin de soirée dimanche par la ministre Beauchamp.

«Le dimanche 15 avril dernier, j'ai formellement invité les associations étudiantes à une rencontre, a indiqué la ministre dans un communiqué de presse. Aujourd'hui, je constate enfin leur volonté d'établir un dialogue constructif afin de trouver des solutions pour régler cette situation.»

Quant à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la ministre a indiqué qu'elle tenait «à prendre connaissance de l'ensemble des résolutions adoptées dimanche afin de vérifier si la CLASSE s'est exclue d'elle-même des discussions».

Afin «d'assurer un climat propice aux échanges constructifs et respectueux envers toutes les parties impliquées», le lieu et l'heure de la rencontre n'ont pas été précisés.

[Afficher 79 de 149 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 24 commentaires \(Québec\)](#)

TVANouvelles: Entre Line Beauchamp, la FEUQ et la FECQ: Une première rencontre de négociation - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 23h23



Crédit photo : Archives Agence QMI Agence QMI

Une **première rencontre de négociation** aura lieu ce lundi entre la ministre de l'Éducation, **Line Beauchamp**, la **Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)** et la **Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)**. La nouvelle a été annoncée en toute fin de soirée dimanche par la ministre Beauchamp. «Le dimanche 15 avril dernier, j'ai formellement invité les associations étudiantes à une rencontre, a indiqué la ministre dans un communiqué de presse. Aujourd'hui, je constate enfin leur volonté d'établir un dialogue constructif afin de

trouver des solutions pour régler cette situation.» Quant à la **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)**, la ministre a indiqué qu'elle tenait «à prendre connaissance de [l'ensemble des résolutions adoptées dimanche](#) afin de vérifier si la CLASSE s'est exclue d'elle-même des discussions». Afin «d'assurer un climat propice aux échanges constructifs et respectueux envers toutes les parties impliquées», le lieu et l'heure de la rencontre n'ont pas été précisés.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Vandalisme: La CLASSE condamne la violence - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 19H41



photo Agence qmi, ERROL MCGIHON Les policiers empêchent des manifestants d'entrer dans une école secondaire où Jean Charest prononçait un discours devant une assemblée partisane, hier, à Gatineau.

Jean Charest et son épouse



photo Agence qmi, ERROL MCGIHON Jean Charest et son épouse Michelle ont dû emprunter une porte dérobée pour éviter les manifestants à Gatineau. Les étudiants, déçus, auraient aimé lui parler.

Francis A-Trudel

Elle s'en dissociait jusqu'à hier. Maintenant, la CLASSE condamne la « violence physique perpétrée de manière délibérée, sauf en cas de légitime défense », clé d'une place à la table des négociations proposée par la ministre de l'Éducation.

Réunis en congrès au Collège de Maisonneuve, les 200 délégués de la CLASSE ont débattu toute la journée pour en arriver à une série de résolutions adoptées en soirée.

« Depuis quelques semaines, des actions inacceptables ont été posées, que ce soit par des étudiants et des étudiantes ou par d'autres personnes. Il est inadmissible que l'intégrité physique de citoyens et de citoyennes soit mise en danger, notamment ceux et celles qui se rendent au travail. Le mouvement étudiant désire lutter avec la population et non contre elle », ont déclaré ses porte-parole par voie de communiqué.

La pression s'accroît sur la faction militante du mouvement étudiant pour condamner certains débordements. Depuis une semaine, la ministre Line Beauchamp l'avait posé comme condition sine qua non d'une participation de la CLASSE aux négociations.

Soulagement

« J'ai hâte de voir comment la ministre va réagir », a commenté Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, avant d'apprendre que la ministre Beauchamp avait convoqué une rencontre avec la FEUQ et la FECQ, mais sans la CLASSE. Du moins pas avant avoir étudié les résolutions adoptées par la CLASSE.

« J'accueille (la résolution) avec soulagement et je souhaite entamer un processus de négociation à trois le plus rapidement possible », a indiqué M. Bureau-Blouin.

L'adoption d'une telle résolution est tombée à point, alors que la FECQ commençait à montrer quelques signes d'impatience.

Plus tôt dans la journée, les membres de la FECQ avaient exigé la présence de la CLASSE autour de la table de négociations, à condition qu'ils condamnent la violence. Le cas contraire, M. Bureau-Blouin admet qu'il aurait « très sérieusement » considéré une nouvelle offre de la ministre, CLASSE ou pas.

Places offertes

La solidarité est restée intacte du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Même qu'elle avait proposé de contourner la contrainte sémantique de la ministre Beauchamp en offrant deux postes à des représentants de la CLASSE sur sa délégation.

« La CLASSE a nettement pris ses responsabilités dans ce dossier, et il est plus que temps qu'on passe à autre chose », a réagi Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

« Elle a fait le pas de plus, ajoute-t-elle. Est-ce suffisant pour la ministre de l'Éducation, on l'espère. Et on espère qu'elle ne va pas rajouter une couche de plus et que sa proposition tient toujours. »

[Afficher 75 de 225 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 20 de 21 commentaires \(Québec\)](#)

TVA NOUVELLES: Conflit étudiant: Legault appelle Charest à s'engager - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 17h12 - Mise à jour : dimanche 22 avril 2012 à 19h05



Crédit photo : Agence QMI Agence QMI et TVA Nouvelles

François Legault estime que devant l'urgence de régler rapidement la **crise liée aux droits de scolarité**, **Jean Charest** doit prendre en main ce dossier et **rencontrer les leaders étudiants**.

«Ce n'est pas normal que les parties ne se soient pas rencontrées pendant dix semaines », a dit le chef de la **Coalition Avenir Québec** en entrevue dimanche à l'émission **Larocque Lapierre** de TVA.

«On peut être ferme sans être fermé», a dit M. Legault qui déplore que M. Charest n'ait pas

encore pris l'initiative d'appeler les chefs étudiants pour résoudre cette crise.

«Il faut que ça arrête. Il faut que cela se règle cette semaine», a ajouté M. Legault qui craint que la session ne puisse être reprise par la suite. Cependant, le chef de la CAQ n'a pas fourni de suggestions pour dénouer l'impasse puisqu'il appuie toujours cette augmentation des droits de scolarité.

«On a besoin de cette hausse. C'est raisonnable», a-t-il dit en mentionnant toutefois que l'accessibilité est «un problème».



Il croit que la «perte de légitimité et de crédibilité» du gouvernement Charest l'empêche de faire passer cette hausse des droits de scolarité auprès de la population.

M. Legault espère donc que des élections auront lieu d'ici deux mois. «Ça prend des élections ce

printemps», a-t-il dit en promettant que son parti va fournir du sang neuf aux électeurs québécois avec de candidats qui n'ont jamais fait de politique.

«On fera des élections quand les Québécois seront prêts à aller en élections», a répondu le

[premier ministre, en déplacement à Gatineau, dimanche.](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Droits de scolarité: La FECQ se dite prête à négocier sans la CLASSE - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 17H35 | Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 18H13



Photo: Francis Dugas
Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Agence QMI

MONTRÉAL – La pression sur la CLASSE s'intensifie pour qu'elle condamne la violence lors des manifestations étudiantes pour que

Afficher 3 commentaires (Québec)

- C19sonics
Analogie de la tarte:
Quand je négocie avec mes enfants la gros-seur de la pointe de tarte que je vais manger au souper, j'aime bien que mon ado ne soit pas là, car à ce moment, on est 3 au lieu de 4 pour séparer la tarte.
Surtout que mon ado agit quelques fois avec « pas de CLASSE » en prenant beaucoup trop de tarte. Il est quelques fois assez baveux pour me demander d'en acheter davantage pour le prochain souper sans que j'aie mon mot à dire.
Quand je négocie avec ma fille, c'est plus facile, elle est plus responsable, moins gourmande et me laisse ma juste de part.
Alors, je me demande depuis la dernière semaine pourquoi les autres associations attendent que le « pas de CLASSE » vienne à la table avec eux.
Si vous êtes 2 groupes à décider, n'avez-vous pas la chance de beaucoup plus influencer le résultat puisqu'il n'est pas dilué avec le 3e ?
Comme si la CLASSE était la « VRAIE » association qui a de meilleures idées que les 2 autres.
Est-ce que la FECQ et la FEUQ ont besoin d'un troisième groupe pour prendre des décisions ?
Vous êtes des adultes avec des idées, vous représentez des adultes avec des idées, affirmez-vous.
Dans le cas contraire, vous devez les mou-tions qui n'auront pas de tarte !
Claude
- Ben
Pas très fidèle à ses engagements le jeune. Ils vont répéter la même chose qu'en 2005. Ils vont rentrer la q... entre les deux jambes et Charest doit déjà rire dans sa barbe. Il pourra dire qu'il a encore une foi réussi à diviser pour mieux régner.
- Marc

les négociations puissent commencer entre le gouvernement et les trois principales associations représentant les étudiants.

La CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante) était en congrès ce dimanche afin de débattre de la question. Avant que les résultats de cette rencontre ne soient rendus publics, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a dit qu'elle a la marge de manœuvre nécessaire pour aller négocier avec le gouvernement si la CLASSE refuse de condamner les gestes de violence posés lors de manifestations étudiantes.

«On veut que la situation débloque, on pense qu'on est mûrs pour amorcer un processus de discussion, parce que si on veut dénouer l'impasse, il faut commencer un jour à discuter», a déclaré à TVA Nouvelles, Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Selon lui, il faut rapidement amorcer les discussions avec le gouvernement pour mettre fin à la crise qui perdure depuis près de dix semaines et qui « a des impacts très importants sur les trimestres ».

M. Bureau-Blouin a appelé les représentants de la CLASSE à condamner les actes de violence qui ont eu cours depuis quelques jours en marge des manifestations.

«Ce serait plus simple s'il y avait une condamnation des actes », a fait savoir Léo Bureau-Blouin. «On va quand même prendre le temps de s'ar-rimer et de voir avec eux [la CLASSE], quel est le plan de match de leur côté, mais on aurait la marge de manoeuvre nécessaire pour aller s'asseoir avec la ministre.»

De son côté, la CLASSE a réagi en implorant la solidarité des associations étudiantes.

C'est quoi d'après vous son engagement?? Serai-ce de continuer à tout démolir sans raison (comme si il pouvait y avoir une raison à ça) ou bien d'essayer de négocier?? Vous semblez être plutôt du genre on brise tout jusqu'à temps que ça nous tentes plus...ça commence à ressembler de plus en plus à du terrorisme.

Afficher 9 de 10 commentaires (Mon-tréal)

- Martin Riopel
Bravo à la FECQ. Enfin des étudiants qui ont une tête sur les épaules. En espérant que ce-la incitera la FEUQ à aller négocier et que l'effet boule de neige fera en sorte que la CLASSÉ condamne la violence et puisse elle aussi aller à la table des négociations. On a eu un bon show depuis dix semaines, mais là, il est temps de retourner sur les bancs d'école.
- markus
mon pere est plus fort que ton pere , non cé le miens qui ye plus fort , quelle babounerie circopolitique , mais maudit que cest divertissant !
- Denis Besner
Derniere Heure. La Classe vient de condamner la violence physique sauf en cas de légitime défense.Ce qui revient à dire continuons d'entretenir la désobéissance ci-vile,continuons de tout casser et de détruire le bien d'autrui et si jamais la police ose nous brutaliser face à ces actes illégaux nous pourrons légalement nous défendre.24 heures pour en arriver a ca. Pas fort.
- uheep
La CLASSE est de plus en plus isolée.Il serait temps que Nadeau-Dubois revienne sur terre et lache les envolées a la Kahdir.
- jnboisvert
Exiger de la part de la CLASSE de condamner l'utilisation de la violence, c'est trop exiger pour leurs egos de perdre la face. Mais il suffirait simplement d'exprimer que la vio-

lence n'est pas un outil acceptable dans une négociation civilisée, et on passe à la table de négociations:

1. Pour tous les représentants étudiants, enlever ce carré rouge qui ne représente qu'un fraction minoritaire de l'ensemble des étudiants. Vos positions personnelles, tout le monde s'en fout.
2. Face aux 8 millions de citoyens représentés par les négociateurs gouvernementaux, vos chaises sont occupées par 600 000 étudiants. Ce sont LEURS intérêts qui passent avant vos egos. Vos points de vue personnels, tout le monde s'en fout.
3. Dans cette négociation, l'opinion publique appuiera les ingénieurs de la solution gagnant-gagnant. C'est le temps de prouver que la valeur n'attend pas le nombre d'années.

[Denis Besner](#)

Voilà le résultat d'une décision murement réfléchie C.A.D. espérer un renouveau du système scolaire par la négociation au lieu de crever par so so solidarité avec un mouvement (LA CLASSE) qui ca va nulle part sinon dans le mur avec son égaux et son complexe de supériorité.En passant quelle belle manifestation aujourd'hui.Voila le résultat d'une manifestation organisée d'une facon mature et intelligente,pas de bavure,pas de casse,et bizarre aucune brutalité policiere posez-vous la question.Tres bonne couverture médiatique et le message a tres bien passé.Désolé pour les amateurs de sensations fortes,ne vous en faites pas c'est pour tres tres bientot malheureusement.

Mathieu

C'est un revirement interessant, bravo a la FECQ.

Guest

Commentaire supprimé.

[Mononc Claude](#)

Ils les forcent à se positionner clairement en ce qui concerne les moyens légitimes et illégitimes de faire valoir leurs demandes. Si la

CLASSE déchante, c'est de sa propre irresponsabilité civil qu'il s'agit. Ils auront récolté ce qu'ils méritent.

- GhostRiderRunTop 10 [Réduire](#)

Dans la mesure que le gouvernement manipule déjà les associations étudiantes j'espère qu'ils n'irons pas négocier n'importe quoi avec le gouvernement.

Les vrais questions de fond devons être débattus sinon les étudiants aurons fait tout ce chemin pour rien pour les prochaines générations.

TVA NOUVELLES: Grève étudiante: «Notre main est tendue depuis très longtemps», dit Charest - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 15h52

TVA Nouvelles

En point de presse à Gatineau dimanche après-midi, le premier ministre du Québec, Jean Charest a affirmé que c'était maintenant à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) de répondre à l'invitation lancée par son gouvernement.

«Notre position est la même depuis très longtemps et depuis le début, nous voulons rencontrer les leaders des associations étudiantes, avec qui on veut avoir un échange dans le respect, un échange qui pourra nous permettre (sic) de faire le tour de la question», a déclaré le premier ministre à la dizaine de journalistes présents.

«Ça fait deux semaines qu'on veut les rencontrer, on attend la réponse depuis des semaines.»
Violence et intimidation

Une fois de plus, Jean Charest a demandé à la CLASSE de condamner les actes de violence qui se sont tenus lors de manifestations étudiantes. Il a rappelé que l'association a refusé «jusqu'à tout récemment» de le faire et que c'était, pour

ses dirigeants, un geste qu'ils devaient poser en tant que «citoyens».

«On ne peut pas accepter l'intimidation et la violence. Il faut être clairs là-dessus», a dit M. Charest avant d'ajouter que ça n'empêchait pas la FECQ et la FEUQ «de s'asseoir avec nous, puisque depuis des semaines nous attendons cette rencontre.»

Selon lui, c'est un «enjeu» qui va au-delà de la hausse des droits de scolarité et en tant que société, ces types de comportements ne sont pas «des moyens pour faire pression sur quiconque». Respect

Il a poursuivi en rappelant aux étudiants que le respect était de mise et qu'ils se devaient de se plier aux injonctions émises par la cour afin d'empêcher les manifestants de bloquer l'accès à certains établissements d'enseignement et ainsi permettre aux professeurs de donner leur cours malgré les votes de grève pris par les différentes associations étudiantes.

«Pour permettre à chacun d'exercer sa pleine liberté, il faut respecter les lois et respecter également les ordres de cour», a-t-il expliqué.

En ce qui concerne l'offre faite par le gouvernement le 5 avril dernier de bonifier le système de prêts et bourses, le premier ministre affirme que les associations étudiantes n'ont pas saisi la chance que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, leur donnait.

«On a bougé, on a agi, on tend la main depuis des semaines. Et nous attendons que les associations étudiantes qui partagent nos valeurs répondent à cet appel-là et qu'on puisse s'asseoir ensemble. On veut le faire le plus vite possible.»

Quant à ses déclarations controversées lors d'un discours prononcé dans le cadre du Salon Plan Nord, au Palais des congrès vendredi, le premier ministre a répété qu'il avait été cité hors contexte et qu'il ne voulait pas revenir sur le sujet.

Avant de quitter rapidement les journalistes, Jean Charest a semblé laisser une ouverture quant à de possibles négociations.

«Ce que nous proposons est équitable, juste. Cela ne nous empêche pas d'écouter et de faire mieux si on peut.»

[Jean Charest se trouvait à Gatineau pour un brunch](#) en compagnie de 400 militants libéraux.

RADIO-CANADA / GATINEAU: Jean Charest lance à nouveau un appel au calme à Gatineau - Mise à jour le dimanche 22 avril 2012 à 15 h 01 HAE



Jean Charest prononce un discours à Gatineau.

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, lance, une fois de plus, un appel aux associations étudiantes pour entamer une ronde de négociations afin de mettre un terme à la grève étudiante.

En visite à Gatineau, le premier ministre a réaffirmé que son gouvernement ne pouvait pas accepter l'intimidation et la violence. Il a expliqué que la hausse des droits de scolarité a été décidée il y a plus d'un an après de longues consultations.

M. Charest participait à un rassemblement partisan à l'École secondaire du Versant. L'événement était organisé par les cinq associations libérales de l'Outaouais.

« Nous voulons rencontrer les associations étudiantes avec qui on veut avoir un échange dans le respect et un échange qui va nous permettre de faire le tour de la question. »

Jean Charest, premier ministre du Québec



L'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec est prête à intervenir.

Le premier ministre a réussi à quitter les lieux, peu après 14 h, sous forte escorte policière.

L'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec s'est présentée sur les lieux, mais n'est pas intervenue puisque la manifestation des étudiants est restée pacifique. Quelques centaines de personnes se sont déplacées pour participer à la manifestation.

« Nous voulons montrer à la société québécoise que la région de l'Outaouais est capable de se lever. »

Jean-Philippe Levert, étudiant

La visite du premier ministre a été confirmée, tôt dimanche matin, par le Parti libéral du Québec. Certains libéraux, dont la députée de Hull, Maryse Gaudreault, estimaient que la visite devait être annulée en raison des nombreux appels à manifester.



Quelques centaines de personnes ont accueilli Jean Charest à Gatineau.

Des propos condamnés

Plusieurs manifestants ont dénoncé [les propos qu'a tenus Jean Charest](#), vendredi, sur les étudiants. Le député de Papineau, Norman MacMillan, a minimisé les paroles de son chef en indiquant que Jean Charest a un bon sens de l'humour.

Le député de Chapleau, Marc Carrière, a rappelé que les discussions entre le gouvernement et les étudiants doivent être entamées le plus rapidement possible. Il a ajouté que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, est prête à négocier.

Une grève de la faim

Par ailleurs, Brandon Bolduc, un étudiant en sciences humaines au Cégep de l'Outaouais, entamera une grève de la faim illimitée dès dimanche soir à 23 h 50. Il veut s'enchaîner près du campus Gabrielle-Roy.

L'étudiant réclame une levée des cours à l'Université du Québec en Outaouais pour la durée de l'injonction établie par la Cour supérieure. Il demande aussi à ce que [les amendes et accusations déposées contre des étudiants et des professeurs](#) plus tôt cette semaine soient annulées.

Le Syndicat des professeurs de l'UQO se présentera en Cour supérieure, lundi, pour demander la levée de l'injonction qui oblige l'établissement à reprendre la tenue des cours. Selon l'association, il est impossible de dispenser les cours sans compromettre la santé et la sécurité du personnel.



Des manifestants attendent Jean Charest à Gatineau © Lorian Bélanger

En complément



Vidéo - [Catherine Lanthier a rencontré des manifestants à l'extérieur de l'École secondaire du Versant](#)



Vidéo - [Mylène Crête dresse un compte rendu de la situation à l'UQO et de l'injonction qui doit être débattue lundi](#)

[Les commentaires \(100\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: CLASSE: Longs débats - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 13H34 | Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 13H42



Photo PASCALE LÉVESQUE /AGENCE QMI
Gabriel Nadeau-Dubois

AGENCE QMI

Réunis en congrès au Cégep de Maisonneuve à Montréal, les membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) débattaient, dimanche, de la pertinence de condamner des actes violents posés lors des manifestations.

Les débats risquent d'être longs puisque plusieurs fédérations étudiantes membres de la CLASSE sont divisées sur la question.

Certains estiment que les gestes posés ne sont pas condamnables.

« Personnellement, je trouve que l'escalade est belle », a affirmé l'un des délégués.

La CLASSE semble ne pas tenir mordicus à prendre part à la table de négociation de la ministre.

« Il ne faut pas se leurrer, les fédérations étudiantes iront probablement négocier sans nous », a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois.

Les discussions risquent de se terminer en soirée puisque l'ordre du jour est chargé.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: François Legault: Régler le conflit étudiant - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 13H13 | Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 13H22



Photo YVES CHARLEBOIS/AGENCE QMI
François Legault

AGENCE QMI

Montrer 1 commentaire (Montréal)

- [Dominique Dufresne](#)

Je ne comprends pas le discours de M. Legault. Il désire que le PM rencontre les chefs étudiants. Mais pour leur dire quoi? M. Charest demeure sur ses positions et lui-même abobde dans le même sens. Un discours vide de sens à mes yeux; rien qui

permettre un rapprochement entre les parties.

La CAQ nous présente du néant comme projet d'avenir. Je ne voterai jamais pour quelqu'un qui me dit élisez-moi, après nous verrons si nous pouvons faire quelque-chose pour vous.

Une chose cependant, j'invite TOUS les Québécois à se prévaloir de leur droit de vote;

quelle que soit votre allégeance. Votez pour celui que vous désirez comme représentant de votre comté; votez pour le parti qui partage vos idéaux; annulez votre vote dans le pire des cas.

Un taux de participation élevé aux élections change la donne quand vient le temps de demander au gouvernement en place de rendre des comptes.

François Legault estime que devant l'urgence de régler rapidement la crise liée aux droits de scolarité, Jean Charest doit prendre en main ce dossier et rencontrer les leaders étudiants.

« C'est pas normal que les parties ne se soient pas rencontrées pendant 10 semaines », a dit le chef de la Coalition Avenir Québec en entrevue dimanche à l'émission « Larocque Lapierre » de TVA.

« On peut être ferme sans être fermé », a dit M. Legault qui déplore que M. Charest n'ait pas encore pris l'initiative d'appeler les chefs étudiants pour résoudre cette crise.

« Il faut que ça arrête. Il faut que cela se règle cette semaine », a ajouté M. Legault qui craint que la session ne puisse être reprise par la suite.

Cependant, le chef de la CAQ n'a pas fourni de suggestions pour dénouer l'impasse puisqu'il appuie toujours cette augmentation des droits de scolarité. « On a besoin de cette hausse. C'est raisonnable », a-t-il dit en mentionnant toutefois que l'accessibilité est « un problème ».

Il croit que la « perte de légitimité et de crédibilité » du gouvernement Charest l'empêche de faire passer cette hausse des droits de scolarité auprès de la population.

M. Legault espère donc que des élections auront lieu d'ici deux mois. « Ça prend des élections ce printemps », a-t-il dit en promettant que son parti va fournir du sang neuf aux électeurs québécois avec de candidats qui n'ont jamais fait de politique.

TVA NOUVELLES: Grève étudiante: La CLASSE condamne la violence - Première publication dimanche 22 avril 2012 à 11h37 - Mise à jour : dimanche 22 avril 2012 à 22h17

TVA Nouvelles avec Agence QMI

La **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)** est parvenue à un consensus pour condamner la violence lors de manifestations.

«La CLASSE a une position claire sur la question de la violence: nous avons tenu à dénoncer plusieurs actes qui se sont produits dans les dernières semaines, des gestes qui ont ciblé des citoyens qui ne sont pas concernés, mais tout cela, en réaffirmant la nécessité de continuer à se mobiliser à travers le principe de désobéissance civile», a déclaré dimanche soir le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, à TVA Nouvelles.

La CLASSE a donc finalement cédé à la pression, en adoptant une résolution condamnant la «violence physique perpétrée de manière délibérée, sauf en cas de légitime défense».

Quelque 200 délégués de la CLASSE ont passé la journée à discuter de la question au Cégep de Maisonneuve. Ils se sont adonnés à un vif débat sémantique toute la journée, alors qu'ils ne s'entendaient pas sur les termes exacts à employer concernant la violence.

Un communiqué de presse publié en soirée précisait que «le débat est toujours en cours au sein du congrès de la CLASSE et d'autres résolutions seront adoptées dans les prochaines heures».

Selon nos sources, à l'intérieur de ce congrès tenu à huis clos, tout semble indiquer que bien qu'ils se soient entendus pour «condamner la violence physique délibérée» posée lors des manifestations, les délégués de la CLASSE veulent adopter une clause pour «défendre vigoureusement le principe de désobéissance civile».

«La CLASSE rappelle que la désobéissance civile n'est pas la violence ni de l'intimidation», indiquait une autre proposition soumise aux délégués de l'association étudiante durant la rencontre de dimanche et dont nous avons été informés.

La FECQ prête à négocier sans la CLASSE



(Crédit photo: Agence QMI)

Léo Bureau-Blouin

La pression sur la CLASSE s'intensifiait pour qu'elle **condamne la violence** lors des manifestations étudiantes pour que les **négociations** puissent commencer entre le gouvernement et les trois principales associations représentant les étudiants.

Avant que les résultats du congrès de la CLASSE ne soient rendus publics, la **Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)** avait dit qu'elle a la marge de manœuvre nécessaire pour aller négocier avec le gouvernement si la CLASSE refuse de condamner les gestes de violence posés lors de manifestations étudiantes.

«On veut que la situation débloque, on pense qu'on est mûrs pour amorcer un processus de discussion, parce que si on veut dénouer l'impasse, il faut commencer un jour à discuter»

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Selon lui, il faut rapidement amorcer les discussions avec le gouvernement pour mettre fin à la crise qui perdure depuis près de dix semaines et qui «a des impacts très importants sur les trimestres».

M. Bureau-Blouin a appelé les représentants de la CLASSE à condamner les actes de violence qui ont eu cours depuis quelques jours en marge des manifestations.

«Ce serait plus simple s'il y avait une condamnation des actes, a fait savoir Léo Bureau-Blouin. On va quand même prendre le temps de s'arrimer et de voir avec eux [la CLASSE], quel est le plan de match de leur côté, mais on aurait la marge de manoeuvre nécessaire pour aller s'asseoir avec la ministre.»

La CLASSE avait alors réagi en implorant la solidarité des associations étudiantes, mais s'attendait à ce qu'elles puissent prendre part à la table de négociation de la ministre Beauchamp sans elle.

«Il ne faut pas se leurrer, les fédérations étudiantes iront probablement négocier sans nous», avait affirmé **Gabriel Nadeau-Dubois** en faisant référence à la **Fédération universitaire du Québec** (FEUQ) et la FECQ. Toutefois, après la publication de ces propos par l'Agence QMI, l'attaché de presse de la CLASSE, Renaud Poirier-St-Pierre, avait réagi vivement pour démentir les affirmations de M. Nadeau-Dubois.



(Crédit photo: Agence QMI)

Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds

Bien qu'ils songent à «condamner la violence physique délibérée» posée lors des manifestations, les membres de la CLASSE discutent d'une clause pour «défendre vigoureusement le principe de désobéissance civile», avait-il dit.

Malgré cela, certains estimaient toujours que les gestes posés ne sont pas condamnables.

«Personnellement, je trouve que l'escalade est belle», avait affirmé l'un des délégués.

Rappelons que la ministre de l'Éducation accepte de discuter avec la FECQ et la FEUQ, mais pas la CLASSE, parce que ses porte-paroles n'ont pas fermement condamné les actes de violence commis lors de certaines manifestations contre la hausse des droits de scolarité.

Un peu plus tôt dimanche, en entrevue à LCN, M. Nadeau-Dubois avait rappelé que la CLASSE représente plus de la moitié des grévistes. «Si on est vraiment sérieux de régler la situation, la CLASSE devra faire partie de la solution.»

Les membres des associations affiliées à la CLASSE devraient adopter une résolution sur le sujet à l'issue du congrès de dimanche.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL: Jean Charest: Il esquive les manifestants - Publié le: dimanche 22 avril 2012, 11H14 | Mise à jour: dimanche 22 avril 2012, 20H39



Photo JOËL LEMAY/AGENCE QMI
Jean Charest

Les étudiants n'ont pas caché leur déception de ne pas avoir pu s'adresser, ne serait-ce que quelques secondes, au premier ministre.

Pour plusieurs d'entre eux, Jean Charest devrait avant tout entamer des négociations avec les fédérations étudiantes plutôt que de multiplier les apparitions publiques dans le cadre du Plan Nord.

«Que le premier ministre ait le culot de venir ici, dans la région, quand il ne s'est pas [attaqué] au problème, à la crise, je trouve ça impensable, affreux», a dit une manifestante.

Pour un autre, deux choix s'offrent au premier ministre : «soit d'aller en table ronde avec les étudiants et calmer les tensions dans la rue, soit de démissionner parce c'est certain qu'il ne gagnera pas les prochaines élections».

«Des emplois dans le Nord»

La blague que le premier ministre a faite vendredi, devant un parterre de financiers du Salon Plan Nord, a aussi contribué à hausser la grogne des étudiants, mais également des familles et des enseignants qui étaient présents à l'école du Versant samedi.

Jean Charest avait dit en ouverture de discours qu'il était prêt à donner des emplois à ceux qui manifestaient à l'extérieur du Palais des congrès, mais «dans le Nord, autant que possible».

À la suite de ses commentaires, une page Facebook a été créée pour demander la démission du premier ministre. Plus de 90 000 personnes avaient «aimé» cette page vers 20 h dimanche. Le premier ministre avait affirmé que ses propos avaient été sortis de leur contexte et n'a pas voulu revenir sur cette question dimanche devant les journalistes présents à Gatineau.

«Notre main elle est tendue depuis très longtemps, depuis le 5 avril dernier, sur les prêts, sur les remboursements proportionnels au revenu, s'est contenté de répéter M. Charest en point presse. Nous avons tendu la main aux leaders des associations étudiantes, nous espérons qu'ils accepteront cette main tendue et qu'ils s'assoieront avec nous.»

AGENCE QMI

GATINEAU – Le premier ministre Jean Charest, qui assistait samedi matin à un brunch populaire à l'école secondaire du Versant à Gatineau, a dû entrer dans l'établissement en catimini, par la porte de derrière, afin d'éviter les 200 manifestants contre la hausse des droits de scolarité qui l'attendaient de pied ferme.

Ils s'étaient massés en fin de matinée devant l'établissement scolaire sous la surveillance des policiers pour interpellier le chef du gouvernement et lui demander de discuter avec les étudiants, en grève depuis 11 semaines, mais à leur grand désarroi, ils n'ont pas croisé Jean Charest.

«Fidèle à son courage habituel, il est rentré par la porte d'en arrière, donc il n'est pas prêt à aller parler à sa population, comme d'habitude», a commenté Charles Brunette, étudiant au Cégep de l'Outaouais.

Afficher 2 commentaires (Québec)

- La poule mouillée Charest Jean Charest a pas été capable de rencontré 200 étudiants. Il est entré par une autre porte la poule mouillée. Sont règne va bientôt

prendre fin. Ya pu grand monde qui le veu au pouvoir, car y, a pas fait grand chose jusqu, a maintenant

• Jean Laliberté [Réduire](#)

Je suis d'accord avec votre propos mais... beaucoup moins avec votre français!

[Afficher 5 de 41 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Congrès de la CLASSE : condamner la violence ou pas? – Mise à jour le dimanche 22 avril 2012 à 10 h 11 HAE



Des étudiants manifestent devant l'édifice de la Banque Nationale à Montréal le 11 avril 2012.

Lors du congrès de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) qui aura lieu dimanche, à Montréal, les participants devront décider s'ils condamnent les actes de violence commis dans le cadre de la grève des étudiants, qui en est à sa dixième semaine.

Cette condamnation réclamée par le gouvernement est devenue une condition pour la participation de la CLASSE aux discussions avec le ministre de l'Éducation Line Beauchamp aux côtés des autres fédérations étudiantes du Québec, la FECQ (collégiale) et la FEUQ (universitaire).

Dans un document rendu public vendredi, les propositions des différentes associations étudiantes affiliées à la CLASSE abordent cette question, mais ne lui donnent pas l'importance que lui confère le ministre. Ainsi, les propositions à ce sujet figurent parmi d'autres qui abordent surtout les revendications de la CLASSE dans ce conflit.

Au sujet de la condamnation de la violence, l'AFELC-UQAM (Association facultaire étudiante des Langues et Communication de l'UQAM) propose à la CLASSE de consacrer 29 minutes à « dénoncer les actions répréhensibles du gouvernement libéral, ainsi que celles des administrations des universités depuis dix ans ». Puis, pendant une minute, de « constater les actions violentes effectuées dans le cadre de la grève étudiante », précisant que « le gouvernement ne pouvait qu'être conscient de la nécessité de cette chaîne causale ».

Enfin, sur une note d'humour, cette proposition se termine en recommandant à la CLASSE de « dénoncer l'assassinat de Toutankhamon » si l'organisation juge que le mouvement peut ainsi s'attirer « les faveurs du public ».

De son côté, l'ADEPUM (Association des étudiants en philosophie de l'Université de Montréal) propose que la CLASSE demande que le gouvernement « condamne également la violence du conflit, de tout genre et de toute provenance, y compris la violence du recours aux injonctions et à la brutalité policière ».

L'AESSUM (Association étudiante de Service social de l'Université de Montréal) propose quant à elle que la CLASSE accepte de « rencontrer la ministre si elle n'impose aucune condition politique à la négociation » et

propose que la CLASSE reconnaisse « les torts que la violence peut avoir lorsqu'elle est dirigée vers l'être humain ».

Au cœur du conflit



Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. En ce qui concerne le cœur du conflit, en l'occurrence la hausse des droits de scolarité, l'AESSUM propose que la CLASSE exige « un moratoire sur la hausse des droits de scolarité » jusqu'à ce que soient tenus des états généraux sur l'éducation.

Et sur ces états généraux, l'AESSUM soumet une douzaine d'éléments à la discussion, notamment « les moyens de financer les établissements d'enseignement postsecondaire », « l'endettement étudiant » et « les critères d'admission et d'attribution de l'aide financière aux études ».

Par ailleurs, l'AFESH-UQAM (Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM) propose que la CLASSE lance un appel à une grève sociale les 1er et 15 mai. Pour ce faire, elle recommande à l'organisation étudiante de prendre contact avec les syndicats nationaux et des groupes communautaires.

Démocratie directe

Dans son fonctionnement, la CLASSE préconise la démocratie directe. Les associations membres doivent d'abord se réunir et prendre position sur les enjeux qui leur sont soumis. Au moment du congrès, les représentants des associations s'expriment selon les mandats que leur ont conférés leurs membres. Toutes les associations y ont le même poids.

La CLASSE regroupe 56 associations qui représentent plus de 93 000 étudiants.

En complément

• Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)

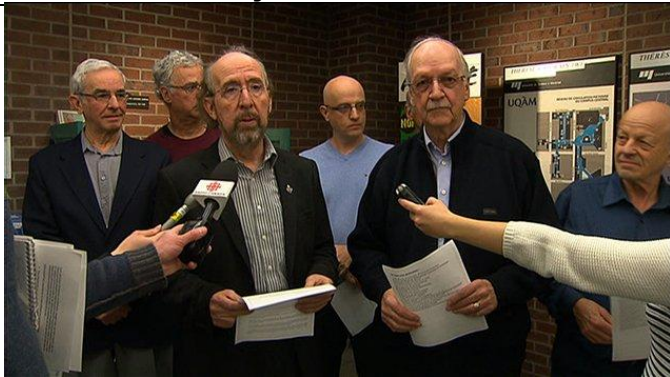
Ailleurs sur le web

Radio-Canada n'est aucunement responsable du contenu des sites externes suggérés ci-après.

- [Les propositions qui seront discutées lors du congrès de la CLASSE](#)
- [Bloquons la hausse - site de la CLASSE](#)

[Les commentaires \(438\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : des personnalités publiques appellent Québec à faire preuve d'ouverture – Mise à jour le samedi 21 avril 2012 à 21 h 46 HAE



Gérald Larose et Robert Burns, en avant-plan

Dix-huit personnalités québécoises venant d'horizons divers ont signé une Déclaration solennelle demandant à Québec d'ouvrir un dialogue avec les associations étudiantes, au lendemain des [heurts devant le Palais des Congrès](#).

Les signataires estiment qu'il y a « urgence d'agir » afin d'éviter que la situation ne se « dégrade davantage ».

Ils déplorent la façon dont le gouvernement libéral de Jean Charest gère la situation, rappelant qu'il ne s'agit pourtant pas de la première crise à laquelle est confronté l'État québécois, que ce soit la crise d'Oka, l'emprisonnement des chefs syndicaux en 1972 ou les référendums de 1980 et 1995.

« Mais jamais, dans ces moments dramatiques, le gouvernement du Québec, l'État québécois, n'a-t-il opposé une aussi incompréhensible fin de non-recevoir aux groupes s'opposant à ses volontés. Au plus haut niveau de l'État québécois, la porte avait toujours fini par s'ouvrir. Toujours. Mais pas cette fois », peut-on lire dans la déclaration.

Ils estiment que si rien n'est fait, les étudiants, dont ils disent partager les idéaux, risquent « de perdre bientôt ce qui est le plus important : l'espoir et la confiance envers la société et ses mécanismes démocratiques, acquis de haute lutte depuis des générations ».

Parmi les signataires, qui se disent inquiets de la détérioration du climat social, on retrouve Claude Béland, ex-président du Mouvement Desjardins, l'ex-président de la CSN Gérald Larose, l'ancien ministre libéral Jean Cournoyer, le réalisateur et comédien Luc Picard, l'ex-député péquiste et juge à la retraite Robert Burns.

La déclaration met de l'avant quatre propositions :

- 1- Que le gouvernement rencontre les trois associations étudiantes, et ce, sans délai.
- 2- Qu'il suspende la hausse de 75 % des droits de scolarité pour les cinq prochaines années.
- 3- Que Québec ouvre un débat sur l'éducation et son financement.

4- Que les associations étudiantes mettent fin à leur mouvement de grève après une réponse positive du gouvernement.

« Le tissu social est mis à mal. Il faut se ramener au sujet principal, qui est la question des droits de scolarité. »

Gérald Larose,
professeur à Faculté des sciences humaines de l'UQAM

Un conflit qui s'enlise

Le mouvement étudiant multiplie les manifestations depuis dix semaines pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité, avec l'appui du PQ, de Québec solidaire, ainsi que d'une large part de la société civile.

Le gouvernement Charest refuse cependant de faire marche arrière sur la hausse des droits. La ministre de l'Éducation du Québec Line Beauchamp a déclaré qu'elle était prête à rencontrer la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) pour entreprendre [des discussions sur la gestion des universités](#) et l'accessibilité aux études.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante ([CLASSE](#)) en est exclue tant qu'elle ne condamne pas explicitement et publiquement les violences commises.

Depuis vendredi, une déclaration du premier ministre, [Jean Charest](#), sur un ton humoristique au sujet des étudiants, au moment où des [affrontements](#) avaient lieu à Montréal pour dénoncer le Plan Nord, a provoqué une avalanche de commentaires.



© PC/Graham Hughes

Manifestation étudiante au centre-ville de Montréal le 8 mars

[Un appel urgent au dialogue entre le gouvernement et les étudiants](#)

Il faut mettre fin immédiatement à la crise sociale

Nous sommes, comme citoyennes et citoyens du Québec, profondément inquiets de la grave crise qui secoue actuellement l'ensemble de la société. Nous ne pouvons permettre de voir la situation se dégrader davantage

C'est pourquoi, convaincus de l'urgence d'agir, nous intervenons publiquement, aujourd'hui le 21 avril 2012.

Nous sommes d'horizons divers. Sur d'autres questions, nos points de vue divergent. Mais nous sommes clairement en accord sur cet enjeu fondamental : cette crise autour des droits de scolarité assez duré. Ayant causé de sérieux dommages au tissu social, elle menace des valeurs qui nous sont chères et que nous avons mis beaucoup de temps et d'énergie, dans nos occupations respectives, à incarner dans le réel. Depuis la Révolution tranquille, le Québec a traversé d'autres crises graves : les événements d'Octobre, l'emprisonnement des chefs syndicaux en 1972, la crise d'Ok

a de 1990, sans compter les deux référendums qui ont aussi soulevé les passions, de part et d'autres.

Mais jamais, dans ces moments dramatiques, le gouvernement du Québec, l'État québécois, n'a-t-il opposé une aussi incompréhensible fin de non-recevoir aux groupes s'opposant à ses volontés. Au plus haut niveau de l'État québécois, la porte avait toujours fini par s'ouvrir. Toujours.

Mais pas cette fois. Il est maintenant plus que temps d'ouvrir la porte.

C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui cet appel solennel, mais fraternel, à toutes les parties engagées, afin de trouver une voie de sortie dans ce qui est de plus en plus un cul-de-sac politique et social. Cette génération d'étudiantes et d'étudiants, engagés dans une lutte inspirée par des idéaux que nous partageons, risque de perdre bientôt ce qui le plus important : l'espoir et la confiance envers la société et ses mécanismes démocratiques, acquis de haute lutte depuis des générations, ouvrant la voie à des parasites qui ne peuvent qu'exacerber les tensions et nous éloigner d'une résolution de la crise.

Alors aujourd'hui, nous lançons un appel solennel aux parties en cause:

- Nous demandons au gouvernement du Québec de rencontrer ensemble et sans délai les trois associations étudiantes.
- Nous demandons au gouvernement du Québec de suspendre l'application des mesures prévues dans le budget 2011 qui prévoient une hausse de 75 % des droits de scolarité pour les 5 prochaines années.
- Nous demandons au gouvernement du Québec de mettre en place les mécanismes nécessaires pour qu'un large débat sur l'importance de l'éducation dans notre société et son financement prenne place, traçant ainsi la voie à une solution durable et partagée.
- Nous demandons aux associations étudiantes qu'après réponse positive du gouvernement québécois, de mettre un terme à leur grève, de s'engager avec ouverture et espoir dans cette démarche et d'y contribuer avec toute la force de conviction dont ils ont su, jusqu'ici, faire preuve.

Ont signé cette déclaration :

Claude Béland, ex-président, Mouvement Desjardins
Sœur Yvonne Bergeron, théologienne, Université de Sherbrooke
Robert Burns, juge à la retraite
Dominic Champagne, metteur en scène
Jean Cournoyer, ex-ministre libéral
Bernard Émond, réalisateur
Benoît Fortin, provincial des Capucins
Claude Lafortune, artiste
Gérald Larose, professeur UQAM
Jacques Languirand, animateur
Jacques l'Heureux, comédien
Luc Picard, réalisateur et comédien
Jean-Pierre Proulx, ex-président du Conseil supérieur de l'éducation
Guy Rocher, professeur, Université de Montréal
Céline St-Pierre, ex-présidente, Conseil supérieur de l'éducation
Alain Vadeboncoeur, médecin et animateur
Louise Vandelac, professeure, UQAM
Florent Villeneuve, théologien, Université de Chicoutimi

[Les commentaires \(766\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante: Des étudiants américains appuient le mouvement québécois - Publié le: samedi 21 avril 2012, 21H36 | Mise à jour: samedi 21 avril 2012, 21H51



Photo MICHEL DESBIENS/AGENCEQMI

Scène d'affrontements violents entre manifestants et policiers à l'intersection des rues Viger et Bleury à Montréal, le vendredi 20 avril 2012.

Agence QMI

NEW YORK – Des étudiants américains appuient le mouvement de grève de leurs collègues québécois.

Afficher 6 commentaires (Montréal)

- GhostRiderRunTop 10
Unissons nos forces pour le combat à une instruction libre et démocratique.
- [Jacques Pelletier](#)
lachez pas les jeunes , nous avons une classe moyenne déconnecter , voue êtes notre avenir
et je vous encourage , on l'a fait dans les années 60 , ont nous à promis toute sorte de chose , qui ne sais jamais réalisez , allez jusqu'au bout .
et réclamer une vrai démocratie pour notre peuple .
Quand un gouvernement se fait élire avec 25 % des électeurs ,
fait que sa arrête nos gouvernement sont des business et ceux qui y adère sont ré-compenser faut que sa arr^te .
- FiereTop 50
Conviction,Union,Solidarité et Fierté
- trolldad_amidointrite
Solidarité
- [Jacques Pelletier](#)
La classe moyenne des égoïste et des ingrats ,
Le 25 à 55 ans , que l'on considère comme la classe moyenne , il ne comprennent pas les étudiants qui tout à l'heure vont devoir payer pour eux et doivent payer ,1) Augmentation du coût de la vie 2)Emprunt supérieur pour survivre pendant les études3)Impôt sur la dette que cette classe ne paie pas ou pas assez et se sur endette et laissent ces gouvernements s'endetter et en profite et que la future génération va devoir payer pour eux .La

classe moyenne pas de problème ont va dans la rue et ont à nos augmentation et l'états continue de s'endetter pour les satisfaisant et qui va payer , un jour faudra payer , cette classe moyenne égoïste pense pas et dépensent, et pense qu'à paie tout , la dernière année 2011 , l'état ses endetter de ??? l'état nous dit , un déficit de 1,5 milliards mais rajoute 10 milliards \$\$ de plus à la dette et le vérificateur nous dit qu'il y a un cachette de dette de 7,5 milliards\$\$, juste en 2011 , la classe moyenne nous à endetter de 19 milliards \$\$\$ et ses gens la pensent qui paie tout , sans oublier leur négligence envers le peuple et qui votent mal ou ne votent pas du tout ils s'en fou , y vont dans la rue et on pelte le déficit sur les génération future , on en profite ses ça notre classe moyenne ,une gang d'incompétent , qui dans le temps de leur études sa coutais presque rien et 60 % d'entre eux n'ont même pas réussi leur diplôme , ont leur à donner , aujourd'hui ont en à les résultats , corruption ,et du , je m'en foutisme et une province sur le bors de la faillite .C'est sa notre classe moyenne , elle nous dirige aujourd'hui .Et bien souvent mettent ça sur le dos des baby boomers , belle génération Y a même un idiots de cette génération qui à dit l'autre jour , que ces enfants , les enfants d'aujourd'hui sont des enfants roi , y sont tout seul à maison ou en garderie , si ces ça des enfants roi et bien , ont ne vie pas dans le même monde .Il est peut-être temps que la classe moyenne et les riches prennent leurs responsabilités et commencent à payer .La classe

moyenne vous êtes en faillite , réveillez-vous et arrêtez de rêver .Bravo à cette génération qui ce lève debout , bravo les étudiant lachez pas la dette de Québec ses votre dette , et ses tout à fait normal ,que l'on vous aident aujourd'hui .Voue êtes les payeur de demain et ce n'est pas en vous endettant que vous nous aiderai , nous lepeuple Québécois .
L'instruction ses l'avenir de nous tous .

• [Dominique Beaudet Réduire](#)

wow... cette grève restera sans contre-dit dans nos mémoires!Voir la solidarité des étudiants même ailleurs qu'ici ca fait chaud au coeur! BRAVO aux étudiants!!

Afficher 3 commentaires (Québec)

- Georges_Allaire
Erreur dans la page titre: Ce n'est de l'«Appui des Américains» dont il s'agit, mais d'un appui apporté par quelques Américains. Considérant qu'il y a plus de 300 000 000 d'Américains, je doute que l'émotion de quelques visiteurs ait réverbéré très forts chez nos voisins du Sud. Écart de perspective journalistique.
- monacooo
Américains dehors.
- M.Bédard
J'aurai tout entendu, les étudiants américains comme disait notre Elvis Gratton, qui appuient les étudiants québécois .Je crois que la barrière de langue empêche les américains de comprendre comment certains québécois les traitent et les accusent de tous les maux. Oui j'aurai tout entendu

TVANOUVELLES: Salon Plan Nord: Haute surveillance policière - Première publication samedi 21 avril 2012 à 21h34



Crédit photo : Agence QMI

Par Charles Lecavalier | Agence QMI

La deuxième journée du **Salon Plan Nord**, un « franc succès » selon ses organisateurs, s'est déroulée sous **haute surveillance policière**, samedi, au **Palais des congrès de Montréal**.

En mettant le pied dans l'enceinte du Palais des congrès, on apercevait immédiatement le groupe d'intervention du **Service de police de la ville de Montréal** (SPVM), des policiers en uniforme avec des dossards et des casques ainsi que des membres de l'escouade antiémeute qui patrouillaient en rang serré, faisant résonner le bruit de leurs bottes.

Il y avait même des agents de sécurité de l'entreprise privée B.E.S.T. - propriété de Garda-, qui a fait les manchettes pour sa présence à l'Université de Montréal la semaine dernière.



Pour arriver au 7^e étage, où se trouvait le Salon, les visiteurs devaient d'ailleurs traverser quatre « checkpoint » où il fallait montrer patte blanche. Et si jamais le bracelet ou la carte d'identification n'étaient plus visibles, un agent de sécurité s'empressait de nous le faire remarquer.

« C'est assez impressionnant, je trouve ça épuisant de voir qu'on en est rendu là », a raconté Jacques, un travailleur de la construction qui se cherche un emploi dans le Nord. Comme bien d'autres, il paraissait impressionné par le dispositif de sécurité.

Un autre monde

Une fois dans le salon, les participants oubliaient rapidement [les troubles extérieurs](#). Près de 800 personnes - sans compter les exposants - ,vaguaient d'un kiosque à l'autre, rencontrant des hommes d'affaires ou des représentants de villes nordiques.

Au son de la musique « lounge » et dans une ambiance feutrée, la région de Valleyfield donnait même de petites bouteilles de vodka: l'agitation qui se déroulait dans les rues de Montréal paraissait bien loin.

Plusieurs dizaines de personnes attendaient d'ailleurs devant le stand d'**ArcelorMittal**, curriculum vitae en main. La minière a annoncé qu'elle allait ouvrir 1000 postes en 2012 seulement.

« On cherche des cuisiniers, des soudeurs, des mécaniciens, des gestionnaires de projets », a expliqué Pierre Fouquet, directeur du développement des réseaux de la minière.

D'autres entreprises, comme **Rio Tinto** ou **Blackrock Metals**, cherchaient aussi de la main d'œuvre.

Et il y avait des gens en masse. Vers 13h, la **Chambre de commerce du Montréal métropolitain** a dû mettre fin à l'inscription, le salon ayant atteint sa pleine capacité. Plusieurs milliers de personnes faisaient déjà la file en espérant pouvoir entrer.



Beaucoup de travailleurs

Certains exposants se sont étonnés à mot couvert de la forte présence de travailleurs à la recherche d'un boulot.

« Ce n'est pas un Salon du Plan Nord, c'est une foire de l'emploi », a estimé l'un d'entre eux.

Pour **Michel Leblanc**, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, ce n'est pas une surprise.

« Vendredi, Jean Charest était sur place et tout s'est bien déroulé malgré les événements malheureux, a-t-il expliqué. D'ailleurs, comme les gens n'ont pas pu sortir de l'après-midi, ils ont eu le temps de faire du réseautage. Samedi, c'était la fin de semaine. On s'attendait plutôt à avoir beaucoup de chercheurs d'emploi. »

Le franc succès du Salon Plan Nord fait miroiter une deuxième édition, cette fois avec un volet international.



JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Actes de vandalisme: La CLASSE ne condamne pas - La position de la plus militante des associations étudiantes pourrait créer des tensions - Publié le: samedi 21 avril 2012, 18H36



Mélanie Colleu

Malgré l'émeute dans le centre-ville vendredi, la plus militante des trois associations étudiantes ne condamne toujours pas les gestes de violence.

En campant sur sa position, la CLASSE pourrait s'attirer les foudres des deux autres associations étudiantes, la FECQ et la FEUQ, qui attendent désormais la première pour s'asseoir à la table des négociations avec la ministre de l'Éducation.

Line Beauchamp refuse en effet de parler avec la CLASSE tant que ses leaders ne tiennent pas un discours plus tranché sur la violence des manifestations.

Réunie en congrès aujourd'hui, l'association pourrait cependant revoir la position qu'elle défend depuis des semaines. Tous les regards seront tournés vers elle, comme si le premier pas vers la résolution du problème ne dépendait plus que de la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante).

Lourd de sens

« Tout le monde attend qu'on dise "on condamne". Ce n'est pas un simple mot, mais au contraire un mot lourd de sens. Surtout pour les étudiants qui ont été victimes de répression policière », a expliqué Jeanne Reynolds, coleader de la CLASSE.

« On se dissocie de ces actes, on ne les encourage pas, mais on ne les condamne pas non plus », répétait-elle hier après-midi.

La mobilisation atteint sa 69e journée de grève aujourd'hui et les rapports de force ne cessent de durcir. Vendredi, alors que le premier ministre du Québec Jean Charest donnait une conférence sur le Plan Nord au Palais des congrès, près d'un millier de personnes ont manifesté à l'extérieur.

Jet de pierres, feu de poubelles, vitres brisées, voitures vandalisées, bombes lacrymogènes et autres grenades sonores ont rythmé le centre-ville de Montréal tout au long de la journée.

Au total, 17 arrestations et 6 blessés légers. Le bilan s'est alourdi hier lorsque les agents du SPVM, faisant face à un nouveau regroupement jugé illégal, ont procédé à près d'une centaine d'arrestations dans le même secteur.

Afficher 9 commentaires (Québec)

- Pierre Harnois28
En toute stratégie, la classe devrait faire preuve de classe et se positionner contre la violence et dénoncer tous ces actes de vandalismes indignent de cégépiens et d'universitaires.
La négociation se fait quand les deux parties permettent de faire avancer le débat.
Quand on peut s'asseoir a une table de négo, c'est un bon pas de fait.
Difficile pour le gouvernement de lâcher le morceau. S'il le fait c'est tracer la voix à tous les revendications que nous pourrions lui faire chaque fois qu'il modifie la loi de l'impôt, ou impose de nouvelles taxes, ou re-

- fuse l'indéxation des fonds de pension aux enseignants, ou impose une nouvelle taxe pour le dossier santé (en passant 100% d'augmentation et l'an prochain 200%)
Allez un bon geste, si tu n'est pas contre la violence et de tels gestes, on peut présumer que tu es pour et ça notre société québécoise ne peut l'accepter.
- Rodal
Cris..que j suis tanné de ses pleureux...
- pinaute
Faudrait que tu penses à déménager le p'tit mononcle
- Marc
et toi à te la fermer 8-p
- rédéric

- Les bourgeois bohèmes...
the-unsinkable
Si y peuvent juste passé la cris\$\$%\$ de loi pour les lâche qui se cache la face ...ca va coupé l'envie a ben des feseux de trouble de se présenté a ses manifestation inutile...
pinaute
Un p'tit mononcle pas content.
the-unsinkable
p`tit con débile...
• Georges Allaire [Réduire](#)
La classe casse.

[Afficher 122 de 130 commentaires \(Montréal\)](#)

Division étudiante ?

« Ce sont des actes de violence intolérables, estime pour sa part Léo Bureau-Blouin, le leader de la FECQ. On parle de jets de pavés sur l'autoroute et de vitrines fracassées, c'est inacceptable. Il est important de lancer un appel au calme. »

Invitée par Line Beauchamp à venir s'asseoir à la table des négociations vendredi dernier, la FECQ a décliné l'offre, tout comme la FEUQ, estimant qu'elles devaient attendre la CLASSE.

Mais la patience des deux organisations étudiantes pourrait bien avoir ses limites si la CLASSE ne revoit pas sa copie.

« Nos membres ont voté pour qu'on participe à un processus de discussion. On aurait pu le faire vendredi, mais on a choisi d'attendre, a rappelé Léo Bureau-Blouin. Cependant, si la CLASSE campe sur sa position, on réévaluera la situation. Et si la ministre nous convoque lundi, on va réfléchir », a-t-il prévenu.

S'il admet que pour que la crise se règle rapidement, il faut s'asseoir et parler au plus vite, il avance tout de même que la ministre place les associations étudiantes dans une situation inconfortable.

« J'espère que la volonté du gouvernement de vouloir régler le conflit est sincère et qu'il n'essaie pas de gagner des points avec les manifestations pour les prochaines élections », craint-il.

Une journée décisive

Avant de se donner rendez-vous à la marche pour le Jour de la Terre, les membres de la CLASSE prévoient discuter sérieusement de la tournure violente qu'ont prise les manifestations. « Nous allons aborder longuement cette question et préciser notre position sur la violence. Soit la réviser, soit la garder », a confié Jeanne Reynolds.

« La colère des étudiants grandit. Nous voulons une table de négociations sans condition, où les frais de scolarité seront aussi abordés », martèle-t-elle.

La FECQ suivra de près leur décision.

Plan Nord: Manifestation du 21 avril: Contrôle rapide

Contrairement à l'émeute de la veille, la manifestation d'hier a rapidement été contrôlée par les policiers.

« On dit merci à Dame Nature », lance Ian Lafrenière, porte-parole de la police de Montréal (SPVM).

Il mentionne que les arrestations massives ont rapidement mis fin à la manifestation.

« Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'on a demandé de quitter. Ils ont refusé. On a agi », expose-t-il.

Ian Lafrenière ajoute que les policiers interviennent en fonction de la foule à laquelle ils ont affaire.

« Hier (vendredi), on faisait face à une émeute, pas à une foule. On était donc en mode de protection de la vie », explique-t-il.

En prévision de la marche pour le Jour de la Terre prévue aujourd'hui à Montréal, Ian Lafrenière mentionne que les policiers sont à l'affût.

« À la suite de ce qui s'est passé récemment, on est aux aguets. On a prévu l'effectif nécessaire. À chaque fois, on s'adapte au type de foule », précise-t-il.

- Valérie Gonthier
Le Journal de Montréal

LESOLEIL.COM: Grève étudiante: des personnalités lancent un appel pressant au gouvernement - Publié le samedi 21 avril 2012 à 17h00 | Mis à jour le samedi 21 avril 2012 à 17h22





Photo: André Pichette, La Presse
«À ceux qui frappaient à la porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi... dans le Nord, autant que possible», a dit Jean Charest, vendredi, lors du Salon Plan Nord.

Marie-Michèle Sioui, La Presse Canadienne, Montréal

Le gouvernement Charest doit suspendre sa proposition d'augmenter les frais de scolarité de 75 % pour les cinq prochaines années, créer un espace de dialogue, rencontrer les trois associations étudiantes et ainsi permettre aux grévistes de retourner sur les bancs d'école.

Voilà la proposition formulée par un groupe de personnalités québécoises qui, au terme d'une journée de violentes manifestations, vendredi, ont «débranché le téléphone» et choisi de «lancer un message pressant pour le dénouement de la crise».

Ces personnalités, parmi lesquelles figurent l'ancien ministre libéral Jean Cournoyer, l'ancien ministre péquiste Robert Burns, l'ancien président de la CSN, Gérald Larose, les comédiens Luc Picard et Jacques L'Heureux ainsi que l'ancien président du Mouvement Desjardins, Claude Béland, craignent que l'intransigeance manifestée par les deux parties nuise au tissu social et politique québécois.

Le Québec, disent-ils, a traversé de graves crises depuis la Révolution tranquille.

Mais si les événements d'octobre 1970, l'emprisonnement des chefs syndicaux en 1972, la crise d'Oka et les deux référendums «ont soulevé les passions», «jamais», écrivent-ils dans une lettre qui détaille leur invitation au dialogue, «dans des moments dramatiques, le gouvernement du Québec, l'État québécois, n'a-t-il opposé une

aussi incompréhensible fin de non-recevoir aux groupes s'opposant à ses volontés».

Et pendant que la poussière retombe, le Québec doit se défaire des diversions qui l'aveuglent afin de recentrer le débat, proposent les signataires.

«Le tissu social est mis à mal»

«C'est trop court comme raisonnement, c'est terriblement court», a lancé le célèbre interprète de Passe-Montagne, Jacques L'Heureux, en référence à la possibilité que le gouvernement Charest profite de la situation actuelle pour s'attirer la sympathie de certains électeurs.

«Jean Charest, c'est quelqu'un qui a toujours dirigé avec les maudits sondages et je pense que c'est ça qu'il regarde. Il faut aller plus loin que ça. Il faut voir qu'historiquement, le Québec a toujours massivement subventionné l'éducation supérieure.»

Pour le syndicaliste devenu professeur Gérald Larose, l'expulsion de la CLASSE de la table des négociations proposée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, comme la blague du premier ministre Charest - qui a proposé d'offrir un emploi, «dans le Nord, si possible», aux étudiants qui frappaient à la porte du gouvernement vendredi - ne sont que des manœuvres de diversion.

«Il faut trouver un règlement rapide, a-t-il tranché. Ça a trop duré, le tissu social est mis à mal. Il y aura des coûts importants pour notre propre jeunesse.»

C'est ainsi que, face à «une incompréhension qui risque de détruire l'espoir et la confiance envers la société et ses mécanismes démocratiques, acquis de haute lutte depuis des générations», les signataires de l'appel au dialogue demandent notamment au gouvernement de rencontrer «ensemble et sans délai les trois associations étudiantes», de suspendre sa proposition et de mettre en place des mécanismes pour un large débat sur l'éducation et son financement.

Mettre un terme à la grève

En contrepartie, la proposition est faite aux associations étudiantes de mettre un terme à la grève dès que le gouvernement québécois aura donné une réponse positive, et de s'engager «avec ouverture et espoir» au dialogue.

«Ce qui manque depuis le début, c'est un espace de discussion et de négociations», a commenté M. Larose.

«Quand on a affaire à un conflit de principes et que les parties ne peuvent pas le régler, il faut rouvrir la table, créer un comité s'il le faut. On s'organise pour que le débat se fasse.»

Et selon lui, ce n'est pas ce que la ministre Beauchamp a fait en invitant deux des trois associations étudiantes à la rencontrer pour discuter de la gestion des universités.

«Ce n'est pas une table qu'elle proposait. Elle suggérait d'abord de diviser le mouvement et ensuite de discuter d'une autre question. C'est comme une porte qui est ouverte, mais qui est peinte sur un mur. On comprend que les associations n'aient pas accepté», a expliqué M. Larose, qui cumule quelques décennies d'expérience dans la défense des causes syndicalistes.

«Dans ce cas-ci, c'est pas un débat à deux, c'est un débat de société. On a à se prononcer collectivement. Demandons-nous si l'orientation globale qu'on s'est donnée avec le rapport Parent doit être remise en question. Est-ce qu'on pourrait en débattre?», a-t-il demandé.

La présence de casseurs condamnée

Par ailleurs, le groupe de signataires n'hésite pas à condamner la présence des casseurs lors des récentes manifestations, les qualifiant de «parasites qui ne peuvent qu'exacerber les tensions et nous éloigner d'une résolution de la crise».

Il est donc plus que temps d'ouvrir la porte pour que la violence cesse, au dire de Jacques L'Heureux.

«On peut pas se mettre la tête dans le sable et faire des «jokes» sur le dos des étudiants devant tout le gratin des affaires qui sont intéressés à faire de l'argent avec le Plan Nord. C'est triste, je suis écoeuré de voir mes enfants se faire taper sur la tête», a lancé, avec émotion, celui qui a animé les débuts de soirées de nombreux jeunes à l'époque de Passe-Partout.

Au passage, il a rappelé le potentiel qu'il voit et l'espoir qu'il place dans la jeunesse.

«Avec son Plan Nord, il Jean Charest cherche une façon d'exploiter les richesses sans, disons, polluer. Eh bien, c'est un jeune qui est dans la rue présentement qui va avoir l'idée brillante d'inventer une machine qui ne pollue pas et qui va exploiter notre minéral de fer sans détruire l'écologie. Ce sont nos cerveaux qui vont trouver des trucs comme ça. Il faut les éduquer, il faut leur donner la chance de s'éduquer.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Droits de scolarité : Des personnalités lancent un appel pressant au gouvernement - Publié le: samedi 21 avril 2012, 16H35 | Mise à jour: samedi 21 avril 2012, 20H06 / Première publication samedi 21 avril 2012 à 18h46



Gérald Larose et Robert Burns, juge à la retraite, font partie des signataires de cette déclaration.

Agence QMI

Des personnalités publiques du Québec ont demandé samedi au gouvernement provincial d'ouvrir prestement un dialogue avec les trois regroupements étudiants pour mettre «fin immédiatement à la crise sociale».

Lors d'un point de presse samedi, l'ancien président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) Gérald Larose et le juge à la retraite Gérald Burns se sont prononcés pour un dialogue entre le gouvernement et les étudiants.

En plus de MM Larose et Burns, une vingtaine de personnes provenant de différents horizons de la sphère publique se sont dites profondément «inquiètes» de la crise qui secoue actuellement la province sur la question de la hausse des droits de scolarité.

«Cette crise autour des droits de scolarité a assez duré, indique-t-on dans la déclaration. Ayant causé de sérieux dommages au tissu social, elle menace des valeurs qui nous sont chères et que nous avons mis beaucoup de temps et d'énergie, dans nos occupations respectives, à incarner dans le réel.»

Les signataires demandent à Québec de suspendre la hausse prévue dans le budget 2011 et l'instauration d'un «large débat sur l'importance de l'éducation dans notre société».

De plus, aux associations étudiantes, les personnalités publiques demandent de mettre un terme à la grève une fois que le gouvernement québécois aura accepté la proposition d'une suspension de la hausse.

«Nous demandons aux associations étudiantes [...] de s'engager avec ouverture et espoir dans cette démarche et d'y contribuer avec toute la force de conviction dont [elles] ont su, jusqu'ici, faire preuve», a-t-on ajouté.

La liste des signataires:

Claude Béland, ex-président, Mouvement Desjardins



Sœur Yvonne Bergeron, théologienne, Université de Sherbrooke
 Robert Burns, juge à la retraite
 Dominic Champagne, metteur en scène
 Jean Cournoyer, ex-ministre libéral
 Bernard Émond, réalisateur
 Benoît Fortin, provincial des Capucins
 Claude Lafortune, artiste
 Gérald Larose, professeur UQAM
 Jacques Languirand, animateur
 Jacques L'Heureux, comédien
 Luc Picard, réalisateur et comédien
 Jean-Pierre Proulx, ex-président du Conseil supérieur de l'éducation
 Guy Rocher, professeur, Université de Montréal
 Céline St-Pierre, ex-présidente, Conseil supérieur de l'éducation
 Alain Vadeboncoeur, médecin et animateur
 Louise Vandelac, professeure, UQAM
 Florent Villeneuve, théologien, Université de Chicoutimi



(Crédit: Agence QMI)

Le médecin et animateur Alain Vadeboncoeur et le comédien Jacques L'Heureux, tous deux signataires, étaient présents

[Afficher 14 commentaires \(Québec\)](#)
[Afficher 13 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE: Léo Bureau-Blouin: un sensible à l'esprit critique - Publié le samedi 21 avril 2012 à 15h30



Photo: Édouard Plante-Frêchette, La Presse
 Léo Bureau-Blouin

Pascale Breton, La Presse

Des années après son passage à l'école secondaire Saint-Joseph, Léo Bureau-Blouin laisse encore sa marque.

Son ancienne enseignante de français présente aux élèves l'enregistrement d'une performance de Léo lors d'un concours de débats oratoires.

Une activité qui a été déterminante pour lui. Son équipe avait gagné le concours régional. «C'était clair, c'est lui qui avait volé la vedette», se rappelle son enseignante, Michèle Lemelin.

L'automne dernier, à la demande de cette dernière, il est allé parler aux élèves de cette école privée de Saint-Hyacinthe avec quelques amis.

Ils ont improvisé un débat oratoire sur la hausse des droits de scolarité. Pour que ce soit équitable, Léo s'est rangé dans le clan qui appuie la

hausse, contre ses principes. «C'est quand même lui qui a gagné», dit-elle.

À 20 ans, il est devenu un bon communicateur, mais rien ne le destinait à se retrouver sous le feu des projecteurs.

Plutôt calme, il a baigné dans une ambiance où la culture était valorisée. Il a suivi des leçons de piano pendant plusieurs années.

Ses parents travaillent tous les deux dans le milieu des arts visuels et contemporains. Ils se sont connus à une époque où le père de Léo dirigeait un collectif de jeunes sans emploi qui voulait mettre fin à une mesure discriminatoire dans le programme d'aide sociale.

Jeune, leur garçon s'intéressait à tout. «On avait beaucoup de discussions à la table, pas seulement des questions d'ordre politique, mais aussi des questions d'ordre philosophique, qu'est-ce que la justice, par exemple. Le Siècle des lumières est quelque chose avec lequel Léo est très familier», relate son père, Marcel Blouin.

Léo était doué à l'école. Il a sauté une année au primaire. «Il cherchait à comprendre les choses plutôt qu'à organiser», ajoute son père.

Il est devenu un adolescent qui articulait bien sa pensée, qui avait une vaste connaissance générale et un bon esprit de synthèse. S'il avait de bonnes notes, il faisait aussi beaucoup de critiques.

«Quand il y avait injustice, incohérence, il était capable de mettre le doigt dessus et de nous le renvoyer», confirme Michèle Lemelin.

Devant des professeurs plus rigides, il éprouvait des difficultés. «J'ai eu des retenues, se rappelle Léo. Je me souviens de mon cours d'espagnol où je n'ai pas été un leader très positif. Je me suis d'ailleurs excusé auprès de l'enseignante.»

La lecture a toujours occupé une place importante dans sa vie. L'organisateur social américain Saul Alinsky et les mémoires de Barack Obama ont inspiré ses premières années de vie adulte.

Au cégep de Saint-Hyacinthe, où il a étudié en sciences humaines, une amie l'a encouragé à se joindre à l'association étudiante plutôt que de simplement se montrer critique.

Il a rapidement gravi les échelons jusqu'à se retrouver président de la Fédération étudiante collégiale du Québec. Il termine son deuxième et dernier mandat.

Se retrouver au coeur de la tempête est déstabilisant, reconnaît-il en louangeant l'équipe qui l'entoure.

Ce doit être difficile pour lui, pense son ancienne enseignante. «Il est sensible. Il a l'impression de faire la bonne chose et ça doit être difficile de se rendre compte que ce n'est pas tout le monde qui partage ses opinions.»

Son père croit qu'il devra prendre du recul pour se ressourcer. Une vision que partage son fils qui souhaite étudier en droit à l'Université de Montréal.

LAPRESSE.CA: Des personnalités publiques appellent Québec à négocier - Publié le samedi 21 avril 2012 à 14h45 | Mis à jour le samedi 21 avril 2012 à 16h55



Photo: André Pichette, La Presse
 «À ceux qui frappaient à la porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi... dans le Nord, autant que possible», a dit Jean Charest, hier, lors du Salon Plan Nord.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Des personnalités du monde de l'éducation et des arts demandent au gouvernement de dé-

nouer la crise étudiante en recevant le plus rapidement possible l'ensemble des associations étudiantes.

Ces personnalités appellent aussi le gouvernement à suspendre sa hausse des droits de scolarité prévue pour les cinq prochaines années afin de permettre la tenue d'un débat sur l'avenir du système d'éducation supérieure et son financement.

En échange, affirment-ils, les étudiants devraient rentrer en classe dès qu'ils auront reçu l'invitation du gouvernement.

Le groupe de personnalités, qui comprend notamment le professeur Guy Rocher, l'ancien président du Mouvement Desjardins Claude Béland, l'ancien ministre libéral Jean Cournoyer et l'animateur Jacques Languirand, tire la sonnette d'alarme. Tous se disent «profondément inquiets de la grave crise qui secoue actuellement l'ensemble de la société».

La crise actuelle, qui se compare selon eux à des événements comme Octobre 70 et la Crise d'Oka, se dégrade dangereusement, affirment-ils.

La génération actuellement aux études «risque de perdre bientôt ce qui est le plus important: l'espoir et la confiance envers la société et ses mécanismes démocratiques», ajoute le groupe dans une courte lettre.

Ils reprochent au gouvernement d'avoir montré une «incompréhensible fin de non-recevoir aux groupes s'opposant à ses volontés».

Le groupe n'hésite pas à condamner la présence des casseurs lors des récentes manifestations, les qualifiant de «parasites qui ne peuvent qu'exacerber les tensions et nous éloigner d'une résolution de la crise».

Les signataires incluent aussi le juge à la retraite et ancien ministre péquiste Robert Burns, l'ancien président de la CSN Gérald Larose, le réalisateur Bernard Émond et le comédien Luc Picard.

«C'est trop court comme raisonnement, c'est terriblement court», a lancé le célèbre interprète de Passe-Montagne, Jacques L'Heureux, en référence à la possibilité que le gouvernement Charest profite de la situation actuelle pour s'attirer la sympathie de certains électeurs. Jean Charest, c'est quelqu'un qui a toujours dirigé avec les maudits sondages et je pense que c'est ça qu'il regarde. Il faut aller plus loin que ça. Il faut voir qu'historiquement, le Québec a toujours massivement subventionné l'éducation supérieure.»

Pour le syndicaliste devenu professeur Gérald Larose, l'expulsion de la CLASSE de la table des négociations proposée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, comme la blague du premier ministre Charest - qui a proposé d'offrir un emploi, «dans le Nord, si possible», aux étudiants qui frappaient à la porte du gouvernement vendredi - ne sont que des manoeuvres de diversion.

Il faut trouver un règlement rapide, a-t-il tranché. Ça a trop duré, le tissu social est mis à mal. Il y aura des coûts importants pour notre propre jeunesse.»

C'est ainsi que, face à «une incompréhension qui risque de détruire l'espoir et la confiance envers la société et ses mécanismes démocratiques, acquis de haute lutte depuis des générations», les signataires de l'appel au dialogue demandent notamment au gouvernement de rencontrer «ensemble et sans délai les trois associations étudiantes», de suspendre sa proposition et de mettre en place des mécanismes pour un large débat sur l'éducation et son financement.

En contrepartie, la proposition est faite aux associations étudiantes de mettre un terme à la grève dès que le gouvernement québécois aura donné une réponse positive, et de s'engager «avec ouverture et espoir» au dialogue.

Ce qui manque depuis le début, c'est un espace de discussion et de négociations», a commenté M. Larose.

Quand on a affaire à un conflit de principes et que les parties ne peuvent pas le régler, il faut rouvrir la table, créer un comité s'il le faut. On s'organise pour que le débat se fasse.»

Et selon lui, ce n'est pas ce que la ministre Beauchamp a fait en invitant deux des trois associations étudiantes à la rencontrer pour discuter de la gestion des universités.

Ce n'est pas une table qu'elle proposait. Elle suggérerait d'abord de diviser le mouvement et ensuite de discuter d'une autre question. C'est comme une porte qui est ouverte, mais qui est peinte sur un mur. On comprend que les associations n'aient pas accepté», a expliqué M. Larose, qui cumule quelques décennies d'expérience dans la défense des causes syndicalistes.

- Avec Marie-Michèle Sioui de La Presse Canadienne

RADIO-CANADA / POLITIQUE: Manifestations à Montréal : l'humour de Charest ne passe pas – Mise à jour le samedi 21 avril 2012 à 8 h 49 HAE

Tandis que des centaines de manifestants affrontaient vendredi les policiers à l'extérieur du Palais des congrès de Montréal, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a commenté l'évolution du conflit avec le mouvement étudiant avec une légèreté qui a indigné l'opposition.

Lors de son allocution au Salon Plan Nord, le premier ministre Charest a déclaré que le Plan Nord était si populaire que les foules se pressaient aux portes de l'édifice pour y entrer.

M. Charest a vanté ce Plan Nord qui permettra selon lui à « ceux qui frappaient à notre porte » d'avoir plus tard un emploi, « dans le Nord autant que possible », a-t-il plaisanté.

« Le Salon du Plan Nord que nous allons ouvrir aujourd'hui, qui est déjà très populaire - les gens courent de partout pour entrer - est une occasion, notamment pour les chercheurs d'emplois. Alors à ceux qui frappaient à notre porte ce matin, on pourra leur offrir un emploi, dans le Nord autant que possible. »

Le premier ministre Jean Charest

Ses propos ont suscité l'ire et l'indignation, parmi les étudiants et au sein de l'opposition. Au point de forcer le premier ministre à faire une mise au point en début de soirée.

« Les propos que j'ai tenus lors de mon discours ont été cités hors contexte et interprétés par certains comme si je prenais la situation à la légère. Ce n'est pas le cas. Les gens dans la salle l'ont très bien compris. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux ont été brusqués à leur arrivée », a-t-il fait savoir dans un communiqué.

Réclamant la démission du premier ministre Charest, une page du site de réseautage Facebook lancée vendredi a recueilli des dizaines de milliers d'appuis et des centaines de commentaires. La page Facebook du premier ministre affiche elle aussi des centaines de commentaires critiques sur sa déclaration.

« Le premier ministre a dérapé complètement », s'indigne Pauline Marois

La chef du Parti québécois a dénoncé les propos de Jean Charest. « Ce n'est pas le temps de faire de l'humour, c'est le temps de tendre la main aux jeunes du Québec, aux étudiants, à nos enfants finalement. »

« D'ailleurs, depuis le début du conflit, il n'a jamais vraiment ouvert la porte à un dialogue, et moi je crois qu'il est temps que ça cesse. »

Pauline Marois, chef du PQ

Pauline Marois fait valoir que c'est au premier ministre d'ouvrir le dialogue avec les étudiants en proposant des compromis.

« Le Québec n'avait pas de premier ministre », lance Legault

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a dénoncé les propos de Jean Charest, « une situation qu'on ne voit pas souvent dans le monde », selon lui.

« Je considère que c'est totalement inacceptable ce que Jean Charest a fait, faire preuve d'arrogance au moment où il y a une émeute à Montréal. Je pense que M. Charest n'a pas respecté les citoyens aujourd'hui », a déclaré M. Legault.

« Est-ce que vous en connaissez beaucoup des chefs d'État qui font des blagues pendant qu'il y a des émeutes à l'extérieur? C'est triste à dire, mais je pense qu'aujourd'hui le Québec n'avait pas de premier ministre. »

François Legault, chef de la CAQ

« Je pense qu'il a déshonoré la profession et il devrait s'excuser auprès des étudiants et convoquer les étudiants de la FEUQ [Fédération étudiante universitaire du Québec] et de la FECQ [Fédération étudiante collégiale du Québec] lundi matin », a ajouté le chef de la CAQ.

« On espère aussi que les représentants de la CLASSE [Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante] vont prendre une bonne décision dimanche. Tous les leaders, et j'inclus là-dedans le PQ, devraient mettre de la pression sur la CLASSE pour qu'elle dénonce la violence et que lundi, on soit capable d'avancer dans ce conflit-là », a conclu François Legault.

La FEUQ et la CLASSE demandent des excuses

Les leaders étudiants ont aussi été insultés par les propos de Jean Charest.

« C'est un dérapage total, d'ailleurs on demande des excuses au premier ministre », a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, en entrevue au Téléjournal Grand Montréal avec Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Ce dernier n'a pas du tout prisé l'humour du premier ministre et n'a pas voulu condamner les actes de vandalisme perpétrés en marge des manifestations vendredi, sauf pour des tirs de projectiles sur l'autoroute 720 qu'il a jugés « inacceptables ».

De son côté, la présidente de la FEUQ a clairement indiqué qu'elle ne se présenterait pas à une rencontre avec la ministre Beauchamp si la CLASSE n'était pas présente.



© Luc Lavigne

Lors d'un point de presse suivant son allocution au Salon Plan Nord, le premier ministre Charest avait adopté un ton plus sérieux, indiquant que le gouvernement ne ferait pas de concession sur la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

Le premier ministre Charest estime que son gouvernement a déjà fait preuve de bonne volonté dans ce dossier. « On a bougé le 5 avril dernier sur la question des prêts, le remboursement proportionnel aux revenus », illustre M. Charest. Il estime que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a bougé en reprenant à son compte la motion de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qui demandait au gouvernement de se pencher sur la création d'un conseil des universités.

« Mais là, on a beau tendre la main, encore faut-il que de l'autre côté quelqu'un la prenne. »

Jean Charest

Le premier ministre invite les associations étudiantes à s'asseoir avec son gouvernement. « La solution, c'est de s'asseoir pour les associations qui sont capables de le faire », indique M. Charest. [...] de s'asseoir le plus vite possible pour qu'on puisse discuter de sujets qu'ils ont eux-mêmes proposés. »

Jean Charest déplore que des étudiants soient empêchés d'aller à leurs cours : « Il y a des personnes qui veulent étudier, laissons-les étudier. Ils ont le droit le plus strict d'avoir accès à leurs locaux, à leur campus et ils ont le droit de le faire sans intimidation. »

Le premier ministre va plus loin, il estime que la tangente qu'a pris le mouvement étudiant touche aux valeurs profondes de la société. « Respecter le droit de chaque citoyen de circuler librement. On est dans ce qu'il y a de plus fondamental dans notre société », estime-t-il.

Le premier ministre persiste à maintenir la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans. Selon lui, il y a eu assez de débats sur la question

depuis 20 ans, il est maintenant temps de passer aux actes. « À 17 % de financement de leurs propres études, qui coûtent en moyenne 12 500 \$ par année, par étudiant, c'est beaucoup moins que le 25 % que payaient leurs parents dans les années 1960 », rappelle-t-il.

Le premier ministre souligne que le régime de prêts et bourses permet aux moins nantis d'avoir accès à l'enseignement postsecondaire.

[Grève étudiante : que pensez-vous des événements du jour? \(20 avril 2012\)](#)

En complément

- Hyperlien - [Salon Plan Nord : La manifestation tourne à l'émeute](#)
- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)
- Hyperlien - [Congrès de la CLASSE : condamner la violence ou pas?](#)

[Les commentaires \(976\)](#)

LE DEVOIR: Émeute à l'extérieur, sarcasme à l'intérieur: Le PQ, la CAQ et les fédérations étudiantes dénoncent les blagues de Charest au Salon Plan Nord – samedi 21 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Pendant que Jean Charest s'adressait à des centaines d'hommes d'affaires au Palais des congrès, une protestation étudiante a complètement dégénéré hier dans les rues de Montréal.

À retenir

[Le dossier du Devoir sur le Plan Nord](#)

Alexandre Shields

Alors qu'il discourait devant un parterre de gens d'affaires acquis à son Plan Nord réunis au Palais des congrès de Montréal, le premier ministre Jean Charest n'a pas manqué l'occasion hier de railler les étudiants qui luttent au même moment contre des policiers de l'escouade antiémeute à quelques mètres de là. Les propos du chef libéral ont d'ailleurs soulevé un tollé, alors que son gouvernement est empêtré dans un conflit qui l'oppose toujours à une bonne partie de la jeunesse québécoise sur la question des droits de scolarité.

Jean Charest devait simplement s'adresser à un parterre de plus 1000 personnes issues du milieu des affaires pour vanter encore une fois son «chantier d'une génération» articulé autour de l'exploitation minière. Le premier ministre avait été invité par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, qui souhaitait faire de son Salon Plan Nord un important rendez-vous d'acteurs du secteur privé attirés par les retombées économiques escomptées au nord du 49e parallèle.

Mais le conflit étudiant est venu voler la vedette quelques minutes avant l'allocation de M. Charest. Au moins une cinquantaine de manifestants se sont alors introduits dans le Palais des congrès, attendus de pied ferme par autant de policiers antiémeute. Les heurts qui ont suivi ont retardé le déroulement des activités pendant une heure, en plus de semer une certaine commotion parmi les participants et les organisateurs du Salon Plan Nord.

Le premier ministre n'a d'ailleurs pas manqué de marquer le coup en raillant les étudiants repoussés à coups de matraque et de bombes assourdissantes à quelques mètres de là. «Le Salon Plan Nord, que nous allons ouvrir aujourd'hui est déjà très populaire; les gens courent de partout pour entrer», a-t-il laissé tomber au milieu de son discours, esquissant alors un large sourire. Des propos qui ont déclenché des éclats de rire dans la salle, y compris chez certains des journalistes présents pour couvrir l'événement.

«À ceux qui frappaient à notre porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi, et dans le Nord autant que possible, ce qui va tous nous permettre de continuer à travailler fort», a poursuivi Jean Charest au cours d'une allocation où il a aussi invité les convives à faire du Plan Nord un «héritage pour nos enfants».

Les propos du premier ministre ont été rapidement dénoncés par les regroupements étudiants et les partis de l'opposition. La Fédération étudiante universitaire du Québec s'est dite «sidérée par l'arrogance» du premier ministre. «En dénigrant la plus vaste et importante mobilisation étudiante de l'histoire du Québec, Jean Charest, qui est aussi ministre de

la Jeunesse, a dévoilé tout le mépris que ce gouvernement a envers la jeunesse québécoise. Avons-nous affaire à un clown ou à un premier ministre à l'écoute de la jeunesse? C'est indigne d'un chef d'État et il doit s'excuser pour ses propos», a fait valoir sa présidente, Martine Desjardins. «Alors que le gouvernement Charest démontre quotidiennement son incapacité à régler le conflit qui l'oppose aux étudiants sur la question des droits de scolarité, le premier ministre, à l'occasion du Salon Plan Nord, a jugé bon de s'improviser humoriste et de railler les étudiants qui manifestent et qui font face à une répression policière de plus en plus brutale. Il doit cesser de s'amuser aux dépens des étudiants, reprendre ses esprits et régler le dossier», a-t-elle ajouté.

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a elle aussi décrié les propos du premier ministre. «Je crois qu'il a envenimé le conflit. Il a jeté de l'huile sur le feu et c'est complètement irresponsable. Il avait commencé cette semaine, vous remarquerez à l'Assemblée nationale, à faire des blagues de très mauvais goût. Mais aujourd'hui, ses blagues ne sont pas seulement de mauvais goût, elles sont provocatrices à l'endroit des étudiants.»

À Victoriaville, où s'ouvrait le congrès de fondation de la Coalition avenir Québec, son chef, François Legault, a fait une sortie virulente contre Jean Charest. «Vous en connaissez beaucoup de chefs d'État qui font des blagues alors qu'il y a une émeute à l'extérieur?» a lancé le chef caquiste dans un point de presse. «C'est triste à dire, mais je pense qu'aujourd'hui [hier], le Québec n'avait pas de premier ministre.» François Legault estime «totalement inacceptable» que Jean Charest ait ainsi fait «preuve d'arrogance».

Réagissant au tollé soulevé par ses propos, le bureau du premier ministre a publié un communiqué en début de soirée hier. «Le gouvernement prend la question de l'intimidation et de la violence très au sérieux. D'autant plus que la manifestation d'aujourd'hui a sans aucun doute été l'une des plus dures depuis le début du conflit», y a d'abord souligné M. Charest.

«Les propos que j'ai tenus lors de mon discours ont été cités hors contexte et interprétés par certains comme si je prenais la situation à la légère. Ce n'est pas le cas. Les gens dans la salle l'ont très bien compris. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux ont été brusqués à leur arrivée», a-t-il ajouté.

Hausse «raisonnable»

Au cours d'un point de presse suivant son discours au Palais des congrès, le chef libéral a aussi répété que la «violence» était «inacceptable pour la société québécoise». «Ce n'est pas le reflet de nos valeurs au Québec. On ne peut pas accepter de vivre dans une société où on cherche à faire avancer ses intérêts avec l'intimidation, avec la violence, la haine. Comme premier ministre du Québec, je n'accepterai pas ça. Les Québécois ne l'accepteront pas non plus.»

Sur la question de la hausse des droits de scolarité, son gouvernement demeure toujours aussi intraitable. «On a une position qui est très, très, très raisonnable», a-t-il insisté. Mais est-ce que Québec pourrait consentir à un moratoire, le temps de négocier une solution avec les étudiants? «L'avenir du Québec n'est pas dans les moratoires et les gels», a fait valoir Jean Charest. Il a aussi réaffirmé que la grève étudiante serait en fait un «boycott». «L'État québécois n'est pas l'employeur des étudiants et les étudiants ne sont pas nos employés.»

Chose certaine, les manifestations d'hier ont volé la vedette au grand happening organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) pour les gens d'affaires intéressés par le Plan Nord. Tous les accès au Palais des congrès — protégé par une imposante présence policière — ont été bloqués par les forces de l'ordre pendant une partie de l'après-midi. Même les participants au Salon ne pouvaient ni entrer ni sortir du vaste immeuble. Plusieurs d'entre eux ont semblé passablement ébranlés par l'ampleur des événements. Règle générale, les personnes avec qui Le Devoir a discuté ont condamné les actions des étudiants.

Par ailleurs, la CCMM a diffusé un communiqué pour signaler que les activités de son Salon Plan Nord étaient «maintenues», et ce, malgré les «perturbations». Il doit être ouvert au grand public aujourd'hui toute la journée.

Avec la collaboration de Robert Dutrisac et Mélissa Guillemette

Vos réactions (181)

LE DEVOIR: Actions étudiantes - Une facture de plus de 4 millions pour les services policiers – Samedi 21 avril 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

L'escouade antiémeute du Service de police de la Ville de Montréal a dû de nouveau être utilisée hier pour maîtriser une nouvelle manifestation étudiante.

Brian Myles

Le printemps rouge coûtera quatre millions de dollars au bas mot aux bleus et aux verts réunis.

Selon des informations colligées par Le Devoir, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a dépensé jusqu'à présent près de deux millions

Vos réactions

- Chantal_Mino – Abonné, 21 avril 2012 14 h 50
Le gouvernement préfère payer en répression du 79% (99% - 20% de larbins), en renvoi d'ascenseur et en publicité que pour le bien commun de l'ensemble de la population, même si c'est plus cher pour l'ensemble des citoyens québécois, ...
... car ce n'est pas eux qui paient et leur pouvoir ainsi que leur enrichissement personnel en dépendent ... et ils sont très égo-centriques donc ... Nous sommes présentement en monarchie et ce, depuis fort longtemps déjà.
Quand on constate la destruction de la vie de plusieurs enfants québécois à l'école publique, les dépenses exagérées, les bonis, les primes, les suppléments, la collusion, la corruption et l'entêtement de maintenir la hausse des frais de scolarité au lieu d'attendre les prochaines élections provinciales en mettant clairement cet optique chez les PLQ, de Beauchamp et de Charest. Québécoi(se)s, réveillez-vous avant qu'ils n'aient fait trop de dommages à nos racines,

- à nos terres, à notre culture et à notre nation québécoise francophone !
- Notsag – Abonné, 21 avril 2012 15 h 33
Demain: Temps double
Demain, pour la méga manifestation du jour de la terre, les tarifs policiers seront à temps double.
Selon M. Charest, ça va se payer tout seul, parce que:
Hausse de frais de scolarité = Moins d'étudiants à l'université
Parce le financement des universités se fait sur la base du nombre d'étudiants dans ces universités.
Donc, chaque étudiant en moins va libérer de l'argent pour financer le service policier.
Tout un comptable, ce M. Chares!
- Marie-France Legault – Inscrit, 22 avril 2012 08 h 27
Nous les payeurs de taxe on est "écoeuré" de payer pour les grabuges des petits opprimés...
la peinture, les roches, lancés sur des édifices publics, les vitres cassées ... ça se paye? par qui?
sûrement pas par les petits opprimés qui ne travaillent pas qui n'étudient pas...

- et qui démolissent pendant que d'autres payent, payent, et payent encore... le vandalisme...ce n'est pas gratuit...pour certains oui, car ils ne payent JAMAIS les dommages qu'ils font...et ils appellent ça la DÉMOCRATIE... quels esprits tordus!!!
- France Marcotte – Abonnée, 22 avril 2012 10 h 24
Mieux vaut investir dans la répression que dans l'éducation?
La répression, c'est un bon investissement, avec un peu de chance, ça fait taire une fois pour toute.
Rien de plus coûteux que l'éducation: les petits morveux se mettent à poser des questions et il faut tout reprendre à zéro ce qui allait si bien.
- Claude Champagne – Abonné, 22 avril 2012 13 h 49
argent. argent où est-tu
Que la caisse de roulement d'enveloppe brune libéral soit utilisée, pour payé le temp surplus ainsi que le salaire octroyé au petit, petit imbue de lui même jean "la matraque" chaarest et autres sommes détourné.

LE DEVOIR: En bref: Charest pris à partie sur le Web – Samedi 21 avril 2012

Le Devoir

La blague du premier ministre, Jean Charest, s'est rapidement propagée dans les médias sociaux.

Si M. Charest a usé de sarcasme en disant qu'il pourrait trouver des emplois «dans le Nord, autant que possible» aux manifestants d'hier, ils le

lui ont rendu sur Facebook et Twitter. Des internautes ont parodié sa déclaration, récoltant des centaines de partages. «On va t'en trouver une job dans l'Nord...» était-il écrit sur une photo du premier ministre partagée en soirée. «Avec des petites bouchées et du champagne, ma blague était très bonne!» lit-on sur une autre. Une page

Facebook a aussi été créée pour demander la démission de Jean Charest et, au moment de mettre en ligne, près de 60 000 personnes y avaient adhéré.

Vos réactions (25)

LE DEVOIR: Manifestation au Salon Plan Nord - Ingrédients réunis pour un cocktail explosif – Samedi 21 avril 2012





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Les policiers ont dispersé la foule avec du poivre de Cayenne et des bombes fumigènes.

Lisa-Marie Gervais

Une grève étudiante qui s'éternise depuis deux mois. Un stérile dialogue de sourds. Des manifestations qui s'accumulent. Et un Salon Plan Nord, pour parler de grosses affaires. Tous les ingrédients étaient réunis pour que le cocktail soit explosif. Dans des affrontements d'une rare violence, une protestation étudiante a complètement dégénéré hier dans les rues de Montréal.

Dans un jeu du chat et de la souris, l'escouade antiémeute du Service de police de Montréal a mis plusieurs heures pour mater les manifestants qui ont allumé de petits feux et monté des barricades pour bloquer des rues. À des tirs de roches et de morceaux de béton, les policiers ont riposté en lançant des bombes lacrymogènes et assourdissantes et tirant des balles de caoutchouc. Bilan de cette houleuse escarmouche: plus d'une dizaine de voitures vandalisées, un Palais des congrès passablement saccagé, au moins six blessés, dont quatre policiers, et 17 arrestations.

«Je ne peux pas dire que la manifestation d'aujourd'hui [hier] a été pacifique», a dit avec prudence Ian Lafrenière, le porte-parole du Service de police de Montréal. Toutefois, il a clairement laissé entendre que les débordements n'étaient pas l'oeuvre seule des étudiants.

«On n'est pas capable d'attribuer tout ce qui s'est passé au mouvement étudiant. Il y a des gens qui étaient là avec une intention criminelle», a poursuivi le sergent Lafrenière, en comparant ces affrontements aux émeutes qui ont parfois lieu lors des finales de hockey. «On a arrêté des gens et 100 % d'entre eux n'avaient même pas vu le match. Est-ce qu'il y avait des manifestants qui avaient de mauvaises intentions et qui étaient loin de la cause étudiante? C'est très possible.» Un groupe d'individus portant des drapeaux vert et noir à l'effigie du mouvement anarcho-primitiviste a été aperçu sur les lieux. Les adeptes de ce mouvement prônent le rejet radical de la civilisation industrielle, source principale d'aliénation.

Le mouvement de protestation étudiante avait pourtant démarré pacifiquement. Répondant à l'appel de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), quelques centaines de manifestants s'étaient réunis vers 11h à la place Émilie-Gamelin au métro Berri-UQAM. Le peloton s'est mis en branle, portant une banderole noire sur laquelle était peint en blanc «la grève est étudiante, la lutte est populaire». Scandant les traditionnels slogans, les étudiants, gonflés à bloc, avançaient à grandes enjambées, déterminés à aller se faire entendre au Palais des congrès où le premier ministre Jean Charest avait convié des gens d'affaires intéressés par le Plan Nord.

Vos réactions

- Assez merci – Inscrit, 21 avril 2012 01 h 42
Le Pinochet du Nord.
le sergent Lafrenière démontre qu'il y a eu provocation mais serais-ce des agents doubles de la police comme le démontre des vidéos de la manif à Montebello avec des roches dans les mains ?
Qui a intérêt à ce que ça déborde ?
Qui a besoin de capital politique avant des élections ?
Qui a besoin de faire oublier les Normandeau, Marcotte et bénévoles libéraux ?
Matraque, bombes assourdissantes, poivre, gaz étourdissant, gardes armés dans les CE-GEPs et universités, brutalité policière est de

la répression digne du temps de Pinochet ou des vestes brunes.

En plus d'envoyer des cloues pour faire rire les vieux, il en fait de lui même un excellent digne du Festival Juste pour Rire....

L'indécence d'un 1er ministre, crue 2012 !
Vincent Bilodeau – Inscrit, 21 avril 2012 11 h 38

Bin voyons donc, des agents doubles? Sérieusement?

Non, il n'y a aucune intérêt à ce que ça déborde.

Oui, il y a quelques étudiants qui sont juste stupides et qui ne voient pas plus loin que "vengeance" ou "rage".

Arrivés aux abords du Palais des congrès, les étudiants se sont mis à courir. Des policiers sous de lourdes armures les attendaient. Pendant que des étudiants manifestaient bruyamment à l'extérieur et frappaient dans les fenêtres, d'autres ont profité d'une brèche créée par la sortie d'une voiture du garage pour s'engouffrer dans l'édifice. Ils ont été repoussés par un contingent de sécurité, qui a notamment utilisé du poivre de Cayenne, et l'allocution du premier ministre Charest a été retardée.

À l'extérieur, le chaos régnait. Des objets, comme une poubelle, ont été lancés et des vitres ont également été fracassées. Les policiers ont commencé à vouloir disperser la foule avec du poivre de Cayenne et des bombes fumigènes. C'est à ce moment que l'attroupement a été déclaré illégal et que la plupart des étudiants sont partis. Mais un noyau dur de manifestants bien déterminé à résister a tenu tête au corps policier intimidant.

Ont suivi des affrontements «action-réaction» d'une violence déstabilisante. L'agent Lafrenière parle «d'assauts». «Dans une manifestation de milliers de personnes, il y a un seul acte, mais là, c'était des assauts. On a vu des gens attaquer des policiers et partir en courant», a-t-il soutenu. Les policiers n'ont pas raté l'occasion de charger les manifestants à plusieurs reprises.

Réactions d'indignation

Le coporte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a qualifié la situation d'inquiétante. «On franchit des limites qui sont dangereuses à franchir, je crois. Il va certainement avoir des débats et des réflexions de fond à notre congrès dimanche», a-t-il noté. Pour lui, ce ne sont pas les associations étudiantes qui peuvent lancer un appel au calme. «On n'a pas le pouvoir de freiner l'augmentation de tension à laquelle on assiste. Je crois que ce pouvoir de calmer le jeu est entre les mains du gouvernement. La ministre [Line Beauchamp] et le premier ministre Charest devraient prendre la situation au sérieux.»

La Fédération étudiante universitaire (FEUQ) déplore l'escalade de violence et de l'intimidation constatées envers des manifestations étudiantes pacifiques. L'attitude du gouvernement, qui a incité les administrations universitaires à obtenir des injonctions et à tenir coûte que coûte les cours, n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. «C'est une attitude qui est indigne d'un gouvernement au Québec», a fait savoir Martine Desjardins, la présidente de la FEUQ.

Elle a appelé au calme, tout comme le président de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), Léo Bureau-Blouin. «On invite les étudiants à rester pacifiques et le gouvernement pourrait faire la même chose avec les policiers», a-t-il déclaré.

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a accusé le premier ministre de jeter de l'huile sur le feu en voulant maintenir la hausse des droits de scolarité. «C'est lui qui doit tendre la main. Ce qu'il a proposé aux étudiants est inacceptable, une hausse inacceptable, alors c'est lui qui est responsable actuellement des dérapages que l'on connaît, et qui sont bien sûr condamnables, mais c'est lui qui en est le premier responsable», a-t-elle affirmé.

Il est temps que le conflit se règle, a dit un étudiant du cégep de Saint-Jérôme. «Je suis surpris de la résilience des étudiants, mais découragé du temps de réaction du gouvernement à entamer un dialogue», a-t-il indiqué. «Les deux parties sont désespérées. Les étudiants sont tannés de simplement protester avec des pancartes. Et comme rien n'est fait, c'est pas étonnant de voir que ça dérape», a-t-il conclu.

La CSN, qui a pris part à la manifestation organisée par la CLASSE, a pour sa part montré du doigt les forces de l'ordre pour expliquer l'escalade de la violence. «La manifestation a été pacifique jusqu'à ce qu'un policier, sans raison, décide d'asperger un jeune avec des gaz lacrymogènes. Du coup, ils ont sorti l'artillerie lourde et s'en sont pris violemment aux manifestants pour les faire reculer, les tabassant à coups de matraque même s'ils reculaient sans résistance. Le comportement des forces policières n'a été que provocation», a dénoncé Jean Trudelle, le président de la FNEEQ-CSN, par voie de communiqué.

Avec la collaboration de Mélissa Guillemette

Chantal_Mino – Abonné, 21 avril 2012 14 h 28

M. Vincent Bilodeau,
Un petite relecture et un minimum de réflexion s'impose avant d'écrire vos jugements derniers envers nos bons étudiants dignes et courageux face à ce gouvernement sans scrupule et ses larbins.

Afin de vous aider à se faire, voici les extraits de cet article que vous semblez avoir ignorés :

«On n'est pas capable d'attribuer tout ce qui s'est passé au mouvement étudiant. Il y a des gens qui étaient là avec une intention criminelle», a poursuivi le sergent Lafrenière, en comparant ces affrontements aux

émeutes qui ont parfois lieu lors des finales de hockey. «On a arrêté des gens et 100 % d'entre eux n'avaient même pas vu le match. Est-ce qu'il y avait des manifestants qui avaient de mauvaises intentions et qui étaient loin de la cause étudiante? C'est très possible. ... Les policiers ont commencé à vouloir disperser la foule avec du poivre de Cayenne et des bombes fumigènes. C'est à ce moment que l'attroupement a été déclaré illégal et que la plupart des étudiants sont partis. Mais un noyau dur de manifestants bien déterminé à résister a tenu tête au corps policier intimidant.»

Le noyau dur des manifestants, croyez-vous vraiment que ce sont nos étudiants pacifiques ?

La vengeance et la rage, elle vient du premier ministre Charest, de sa vice-première ministre Beauchamp, de leur acolyte du PLQ, de certains commentateurs des médias et de leur larbins et ce, de par leur attitude obtuse, arrogante, jugeante, dénigrante et d'une indifférence qui blesse le cœur de chaque étudiant et de leurs compatriotes qui leur ressemblent, dont la majorité des Québécois(se)s qui ne sont pas des larbins au service du 1% et de leur médias. User de violence psychologique est beaucoup plus violent et beaucoup plus dommageable que de recevoir un coup physique. C'est la nouvelle façon de faire de nos élites intelligentes qui administrent maintenant nos instances publiques. C'est la nouvelle façon de détruire tout

- Yves Côté – Abonné, 21 avril 2012 02 h 19
Aux étudiants et autres révoltés (bis et re-bis)

Soyons clairvoyants SVP...

Il y a quelques temps, dans cette tribune de commentaires que nous donne Le Devoir, je disais estimer que ce qui manquait aux fédéralistes, pas aux fédéralistes honnêtes mais à ceux-là qui font du vice une vertu, que ce qui leur manquait était une occasion de pouvoir traiter les mécontents que nous sommes comme des êtres violents.

Toute la stratégie du gouvernement actuel se trouve incluse dans cette idée de pousser au plus loin l'idée de nous discréditer pour nous mettre hors de combat avant d'adonner par obligation les commandes du Québec à d'autres.

Ne soyons pas bêtes au point de vouloir nous satisfaire facilement en usant de force. Même en étant légitime, l'emploi d'une telle méthode n'aura pour conséquence que de donner le droit, du moins en apparence, à Charest et ses amis de passer leurs mesures en force, à la méthode Trudeau et cie.

Restons calmes devant les provocations, celles-ci sont le fruit d'un gouvernement si en déroute qu'il ne tardera pas à s'auto-détruire lui-même...

Résistons avec calme et ténacité.

Et si cela vous semble raisonnable, SVP, faites circuler le sens de ce message chez les plus jeunes.

Vive le Québec libre !

jocelync – Inscrit, 21 avril 2012 07 h 51

Les fruits de l'éducation policière

C'est beau de voir à l'oeuvre tous ces québécois à la colonne vertébrale d'acier, mâter ces vilains étudiants qui n'ont suivi que des cours de violence dans leur formation scolaire.

Une vraie formation éducative, ça se passe à Nicolet ou dans le bureau du PM et nulle part ailleurs.

Bruno Giroux – Abonné, 21 avril 2012 10 h 49

Aux grands maux les grands remèdes

Les manifestations contre la hausse des frais de scolarité se sont graduellement transformées en diverses actions qui, en temps normal, seraient des crimes.

Les personnes qui sont dans des édifices ou qui veulent y entrer ou en sortir sont bousculées, voire blessées pendant que les actes de vandalisme se multiplient.

Sans compter que plus le temps passe, plus il deviendra impossible, pour ceux qui n'assistent pas aux cours, soit par choix, soit parce qu'ils en sont empêchés, de «sauver» leur session.

Quel dégât

Et tout cela à cause de quelques têtes fortes qui ont pris prétexte de la hausse des frais de scolarité pour mener une lutte contre le gouvernement, contre la démocratie québécoise.

Ces manifestants ne semblent pas savoir comment ils sont chanceux de vivre dans un Québec où des infrastructures et des programmes sociaux parmi les plus avancés au monde ont été mis en place par les impôts de leurs générateurs même s'il y a une dette qu'il faudra payer.

Il est temps que cela cesse.

Le gouvernement devrait avoir recours à une loi spéciale pour mettre fin à ce mouvement où le bon sens ne semble pas prévaloir.

Cette loi devrait interdire toute manifestation à moins d'un demi-kilomètre de toute institution scolaire notamment les cégeps et les universités. Elle devrait obliger les dirigeants de ces institutions à prendre tous les moyens nécessaires pour donner les cours.

À défaut de se conformer aux exigences de la loi, de sévères sanctions devraient

s'appliquer : amendes, prison, défense de fréquenter une institution d'enseignement québécoise pendant une durée à déterminer. Les supporteurs des «grévistes» devraient également retourner à leurs obligations habituelles à défaut de quoi ils seraient sanctionnés. Ainsi, les professeurs qui manifestent ou ne donnent pas leurs devraient être suspendus sans solde pour une période indéterminée.

Claude Simard – Abonné, 22 avril 2012 04 h 08

Pourquoi pas transformer le système scolaire en entreprise privée tant qu'à y être. Ce serait moins coûteux. Et les hôpitaux et les prisons

Donald Bordeleau – Inscrit, 22 avril 2012 22 h 24

Merci pour votre leçon de démocratie

C'est vrai dans le débat actuel sur les hausses, quand on veut se débarrasser d'acteurs politique gênants, même s'il s'agit de notre jeunesse que nous avons éduquée nous-mêmes, on utilise des sophismes en guise d'éteignoir comme qu'ils sont des radicaux paresseux, égoïstes et plaignards, qui apportent le désordre.

Ne nous laissons pas abuser par la coalition éteignoir du gouvernement, des recteurs, (pont d'Or) et du patronat version 2012 qui veulent imposer une vision de l'éducation qui n'est plus la notre depuis 50 ans.

Maintenant l'important est le constat d'une prise de conscience de notre jeunesse, nos leaders de demain.

Merci pour vos re et re sophismes que l'on connaît hélas par coeur.

Vous ne saurez jamais ce que représente l'énergie avec une foule de 300,000 Québécois.

Roland Berger – Abonné, 21 avril 2012 12 h 06

Comme Trudeau

Comme Trudeau savait fort bien qu'en prenant place dans une tribune lors de la parade de la Saint-Jean, il allait provoquer de la casse, Charest savait très bien qu'en donnant une conférence aux nantis alors que les étudiants en boycott sont à bout de souffle, il allait provoquer de la casse.

Roland Berger

Donald Bordeleau – Inscrit, 22 avril 2012 22 h 36

Il y aura du charivaris comme au temps des patriotes.

Un nouveau champ de bataille se dessine.

Da toute façon, les étudiants savent maintenant qu'ils ont plus de chose à gagner qu'à perdre.

LE DEVOIR: Au gouvernement d'ouvrir le dialogue: Pour la première fois, la direction d'un cégep met de la pression sur Beauchamp – Samedi 21 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Des manifestants ont fracassé les portes vitrées du Palais des congrès de Montréal, où le premier ministre Jean Charest prononçait une allocution sur le Plan Nord.

Mélissa Guillemette

L'administration du collège Édouard-Montpetit demande au gouvernement d'ouvrir un dialogue «le plus rapidement possible» avec les étudiants. Il s'agit du premier établissement d'enseignement à mettre de la pression sur le gouvernement plutôt que sur les grévistes.

Dans une résolution adoptée par le conseil d'administration (C.A.) du collège longueuillois jeudi et envoyée hier à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, la direction invite le gouvernement à «dénouer la crise actuelle et [à] favoriser le retour en classe des étudiants dans les plus brefs délais, et ce, dans les meilleures conditions possible». Les étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sont en grève depuis 10 semaines, dans certains cas.

Vos réactions

- Michel Duchesne – Inscrit, 21 avril 2012 10 h 15
Au moins 6 autres collèges ont adopté une proposition semblable
Le CA du collège Montmorency a adopté une proposition à l'unanimité le 28 mars 2012 qui a été reprise par au moins 6 cégeps et le sera par 8 autres dans la semaine qui vient. Voici le libellé de la proposition du Collège Montmorency qui a inspiré les autres CA.
- INVITATION AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC À OUVRIR LE DIALOGUE AVEC LES REPRÉSENTANTS DU MOUVEMENT ÉTUDIANT POUR DÉNOUER LA CRISE RELIÉE À LA HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ
CONSIDÉRANT que la mission du Collège Montmorency s'actualise notamment en offrant des programmes d'enseignement supérieur de qualité à une population de jeunes et d'adultes afin de permettre l'accès à l'ordre universitaire ou la participation au marché du travail dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie;
- CONSIDÉRANT que le projet éducatif du Collège Montmorency s'articule notamment autour d'une finalité d'éducation à une citoyenneté responsable, consciente tout autant de ses devoirs que de ses droits et portant vers l'engagement dans la vie de la collectivité et que le mouvement étudiant s'en fait un héritier méritoire et inspirant;
- CONSIDÉRANT que la hausse des droits de scolarité universitaire est une mesure qui a un impact direct sur l'accessibilité à l'éducation postsecondaire, et qui pourrait avoir une incidence négative sur la fréquentation des programmes préuniversitaires et sur les choix de vie professionnelle et personnelle de milliers d'étudiants;
- CONSIDÉRANT que la hausse des droits de scolarité universitaire favorise l'endettement accru des étudiants québécois et de leur famille;

CONSIDÉRANT que les études postsecondaires jouent un rôle primordial dans le développement de l'économie et de la société québécoise;

CONSIDÉRANT que l'enseignement postsecondaire doit être rendu accessible au plus grand nombre;

CONSIDÉRANT que le gouvernement doit ouvrir le dialogue avec le mouvement étudiant sur le financement de l'éducation

- Michel Duchesne – Inscrit, 23 avril 2012 07 h 27

Suite de mon courriel précédent, dont la fin a été escamotée faute d'espace:

CONSIDÉRANT que le gouvernement doit ouvrir le dialogue avec le mouvement étudiant sur le financement de l'éducation;

Il est proposé et unanimement résolu :
DE SALUER l'implication citoyenne du mouvement étudiant

ET D'INVITER le gouvernement du Québec à ouvrir le dialogue avec celui-ci afin de dénouer la crise actuelle et de favoriser le retour en classe des étudiants dans les plus brefs délais.

- Charles F. Labrecque – Abonné, 21 avril 2012 11 h 05

Anarchie

Ne croyez vous pas que votre message envoie un très mauvais signal pour dire à tout les citoyens et syndicats, que si vous n'êtes pas satisfaits de vos conditions, descendez dans la rue et casser tout sur votre passage. Alors nous aurons un gouvernement gouverné dans la rue. L'anarchie quoi.

- Chantal_Mino – Abonné, 22 avril 2012 09 h 00

À votre profit et pour d'autres, voici quelques définitions pris dans «Le Petit Robert» :

[démocratie]: Doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens : organisations politiques dans laquelle les citoyens exercent cette souveraineté.

Ça suffit, «la guerre de sémantique», affirme en entrevue le directeur général du cégep, Serge Brassat, en référence à la condition de la ministre que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) dénonce la violence pour avoir droit de participer à la table de négociation. Cette condition bloque la tenue de négociations, puisque la Fédération étudiante universitaire du Québec refuse d'entrer dans les discussions sans la CLASSE.

La résolution du C.A. indique bien que la clé pour résoudre l'impasse est de trouver une solution «qui conviendrait à toutes les parties concernées».

«C'est au gouvernement à régler le problème, dit Serge Brassat. Il a la responsabilité de dialoguer et de prendre les moyens pour le faire», surtout après une journée comme celle d'hier, où la tension a été des plus vives autour du Palais des congrès. Il croit que la ministre doit mettre les actes répréhensibles de côté et ouvrir grand la porte. «Il y a trois-quatre semaines, il n'y en avait pas [de casse], mais il n'y avait tout de même pas de discussions. Quand il y a des conflits dans les écoles, même au niveau primaire, on a des pacificateurs. On dit aux parties qu'il faut qu'elles se parlent.»

Le C.A. d'Édouard-Montpetit souligne par ailleurs la «démarche responsable, démocratique et transparente» de son association étudiante, l'Association générale des étudiants du collège Édouard-Montpetit.

L'administration précise qu'elle ne veut pas se mêler au débat sur la hausse des droits de scolarité et prendre position. Mais elle a tenu à alerter la ministre et remplir son devoir en tentant d'éviter des «dramas humains», explique Serge Brassat.

Le temps file et les chances de pouvoir réaménager le calendrier scolaire sans affecter la prochaine rentrée se réduisent chaque jour. «Il y a des jeunes qui, si ça ne se règle pas, ne seront pas diplômés en juin et ne pourront pas entrer dans les programmes contingents. Ils risquent de rater l'occasion. On est inquiets pour nos étudiants.» Le collège se donne la mission de valoriser l'enseignement supérieur et juge que la situation fait tout le contraire en ce moment.

Les étudiants du cégep Édouard-Montpetit sont en débrayage depuis sept semaines et la dernière assemblée générale a reconduit la grève jusqu'au 30 avril, à moins d'un règlement d'ici là.

Sur ce point, je vous rappelle que ce n'est pas au 4 ans seulement et que le PLQ a été élu par 26% des Québécois(se)s et que plus de 40 à 50% et plus des Québécois(se)s sont contre la hausse des frais de scolarité. Même avec des sondages qui ne sont pas le reflet de la réalité, mais une tentative avec ses marges d'erreurs tenant compte de leur fidélité et de leur validité en fonction des questions posées, de la façon que cela s'est fait et par qui cela s'est fait, ce qu'on ignore, le PLQ n'a pas la légitimité démocratique d'augmenter les frais de scolarité sans aller à l'encontre totalement des fondements de notre démocratie.

[dictature] : Régime politique autoritaire établi par un individu, une assemblée, un parti, un groupe social.

[monarchie] : Régime politique dans lequel l'autorité politique réside dans un seul individu, et est exercée par lui ou par ses délégués.

Vous ne trouvez pas que les faits démontrent de plus en plus que nous sommes en dictature et en monarchie au Québec avec le PLQ, le roi Charest et ses larbins à sa tête et au Canada avec le PCC et le roi Harper et ses larbins à sa tête, beaucoup plus qu'en démocratie et que cela fait plutôt peur ?

[anarchie] : Confusion due à l'absence de règles ou d'ordres précis.

Sur ce dernier point, je vous rappelle une fois de plus que nous sommes en démocratie et que les règles et les ordres émis se doivent d'être respectés avant tout par l'ensemble de nos élus, nos dirigeants, nos policiers et nos juges, ce qui n'est pas le cas et devrait normalement être sanctionné rapidement afin de montrer l'exemple au 99% du peuple. Le 1% et leurs larbins

- Chantal_Mino – Abonné, 22 avril 2012 10 h 38

Suite de mon commentaire précédent de 09h00 qui n'a pas complètement apparu:

Le 1% et leurs larbins sont ultra-protégés et les simples citoyens honnêtes qui prônent la démocratie sont discriminés, pénalisés, intimidés, poussivés, dénigrés, harcelés, frappés et même arrêtés, condamnés avec un dossier judiciaire et même emprisonné s'il le faut, pensons juste à Michel Chartrand il y a longtemps et à Daniel Bédard aujourd'hui; ce n'est vraiment pas rassurant pour un citoyen honnête et intègre qui veut le rester.

- Chris Ti – Inscrit, 21 avril 2012 20 h 36 Anarchie...

"Ne croyez vous pas que votre message envoi un très mauvais signal pour dire à tout les citoyens et syndicats, que si vous n'êtes pas satisfaits de vos conditions, descendez dans la rue et casser tout sur votre passage. Alors nous aurons un gouvernement gouverné dans la rue. L'anarchie quoi."
Pour répondre à ta question,
Non j'y crois pas.

Le signal qu'on envoi, c'est celui que les prolétaires attendent au fond d'eux-elles-mêmes.

De créer le désordre dans une société malade et hypocrite, fonctionnant par l'oppression et l'aliénation, c'est de créer des conditions de libération pour tous et toutes, pas juste pour les soi-disant "casseurs" (y a aussi beaucoup de casseuses, et pas seulement des jeunes), mais pour tous les gens qui se fendent en quatre pour survivre ou se faire une vie dans une société où les possibles sont passés dans l'entonnoir.

Comprends bien que nous sommes forcés dans un monde de prisons, où on doit payer pour tout, tout en se faisant déposséder collectivement (l'augmentation des frais de scolarité en est qu'un des signes de ça) alors qu'un cartel d'ultra-riches à cravates -les vrais capitalistes- se font donner libre-cours à la destruction de la Terre... et is n'en ont

bien-sûr que pour leurs poches, ces parasites.

De continuer de collaborer avec l'ordre dominant, surtout d'en tirer profit, avec ses lois et exigences, c'est de supporter ce vieux système pourri. De tenter de le réformer, de l'humaniser, c'est de contribuer à le faire perdurer.

Ce que ces anarchistes font, ici et ailleurs, c'est d'initier l'avènement d'un monde libre.

- Donald Bordeleau – Inscrit, 22 avril 2012 23 h 02

Charest est peinturé dans le coin avec du Jello

Le gouvernement du PLQ a trop à perdre, il ne déclarera pas un moratoire sur la hausse. Donc les étudiants sont déterminés à aller jusqu'au bout.

Bravo pour votre persévérance, vous avez appris une leçon d'humanité envers ceux qui seront sur les bancs d'école après votre départ.

LE DEVOIR: Un premier établissement annule la session des étudiants en grève – Samedi 21 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les policiers de Montréal ont été forcés de fuir les manifestants et de réclamer l'assistance de la Sûreté du Québec.

Mélissa Guillemette

Des universités touchées par le mouvement de grève des étudiants contre la hausse des droits de scolarité tentent d'apaiser le climat. Et un premier établissement d'enseignement annule la session des étudiants en grève.

Le Conservatoire de musique de Montréal, où la grève dure depuis quatre semaines, a annoncé que la session des étudiants qui avaient cumulé deux absences et plus dans chaque cours était annulée. Les cours seront repris à la prochaine session, sans remboursement et avec la mention «incomplet temporaire». L'Association étudiante du Conservatoire de musique de Montréal a dénoncé la décision jugée «discriminatoire» pour les personnes qui «ont choisi de respecter le boycott des cours».

L'Université du Québec en Outaouais a quant à elle décidé de suspendre de nouveau les cours lundi. La direction avait décidé de fermer l'établissement hier pour permettre aux étudiants de tenir leur assemblée générale, mais elle a finalement été reportée à une date ultérieure. La direction estime néanmoins «qu'une pause additionnelle est nécessaire avant de pouvoir reprendre l'offre des cours», après une semaine particulièrement

mouvementée au cours de laquelle plusieurs centaines de manifestants ont été arrêtés.

Le syndicat des professeurs de l'université a d'ailleurs dénoncé hier le «climat de peur» sur le campus. Le syndicat s'inquiète de la présence massive d'agents de police et du fait que certains professeurs et étudiants se sont retrouvés coincés dans des immeubles ou dans les stationnements ces derniers jours. Les professeurs dénoncent particulièrement le cas de la dizaine d'arrestations survenues dans la cafétéria de l'université, jeudi.

«Les professeurs ne peuvent pas être tenus d'enseigner dans des conditions anormales ne permettant pas une relation pédagogique», affirment-ils.

Les professeurs de l'Université de Sherbrooke, où une injonction obtenue par des étudiants forçait théoriquement un retour en classe jeudi, ont aussi fait part de leurs craintes à leur employeur hier. Les cours n'ont toujours pas repris pour les facultés en grève.

La direction de l'Université de Montréal (UdeM) a pour sa part décidé de ne pas déposer de demande afin que soit renouvelée l'injonction qu'elle avait obtenue il y a une dizaine de jours et qui obligeait les étudiants à ne pas bloquer les entrées de l'établissement. La direction s'est entendue avec la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM, qui s'est engagée à défendre auprès de ses membres le respect des règles et l'esprit de l'injonction. C'est après l'obtention de cette injonction que le pavillon Roger-Gaudry avait été vandalisé. Les cours visés par le débrayage sont toujours suspendus à l'UdeM.

Par ailleurs, le site du ministère de l'Éducation a de nouveau été bloqué hier pendant plusieurs heures. Des étudiants étaient parvenus à bloquer le site Web du ministère et du Parti libéral il y a une semaine.

Les étudiants du cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, où la direction a tenté de forcer un retour en classe lundi dernier, ont reconduit la grève hier, tout comme ceux du cégep régional de Lanaudière. La direction du cégep de Saint-Jean s'est engagée «à respecter le vote». Les étudiants inscrits aux études supérieures à l'Université Laval ont pour leur part voté une grève générale illimitée hier, deux semaines après avoir voté contre une reconduction de leur mandat de grève.

Le nombre d'étudiants en grève serait légèrement en hausse, établi à 176 000 personnes.

[Vos réactions \(22\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Analyse: Lutte de classe , par Régys Caron - Publié le: vendredi 20 avril 2012, 19H43 | Mise à jour: vendredi 20 avril 2012, 20H04



Photo Agence QMI

La lutte des étudiants contre la hausse des droits de scolarité est devenue une « lutte de classe », proclamait Gabriel Nadeau-Dubois, quelques heures après une manifestation qui avait rassemblé plus de 200 000 étudiants dans les rues de Montréal le 22 mars.

« Si le gouvernement veut un mai 68, il va l'avoir », menaçait le leader de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), évoquant ainsi les émeutes qui avaient secoué toute la France au printemps 1968. Montréal avait en effet pris des allures de Paris en mai 1968, hier, alors qu'une manifestation orchestrée par la CLASSE, à laquelle ont participé des agitateurs venus d'on ne sait où, a tourné à l'émeute. Une brève consultation du site Web de la CLASSE permet de connaître les motivations de ce groupement 200 associations étudiantes qui compte la moitié des quelque 170 000 étudiants en grève. Pour la CLASSE, la grève des étudiants fera un gagnant et un perdant, et le perdant devra être le gouvernement. « Notre grève jusqu'à maintenant a été créative et radicale », peut-on lire dans une récente parution du journal L'Ultimatum, organe d'information de la CLASSE.

Insurrection

Trois petits mots, comme dans « condamner la violence », pourraient pourtant permettre d'apaiser le climat d'insurrection qui règne depuis quelques jours, particulièrement dans les rues de Montréal et de Gatineau. Deux des trois associations étudiantes, la FECQ et la FEUQ, ont dénoncé la violence, le vandalisme et l'intimidation, se rendant ainsi à la condition posée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour entreprendre un dialogue pouvant mener à l'issue du conflit qui dure depuis 10 semaines.

La CLASSE se laisse tirer l'oreille depuis plusieurs jours, ce qui oblige ses deux associées à retarder le début des discussions avec la ministre. Solidarité oblige. « La notion de violence est difficile à définir, disait, cette semaine, la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. En allant sur le débat de la violence, on oublie le sujet principal, qui est la hausse des frais de scolarité. De toute façon, il ne devrait pas y avoir de condition à poser pour amorcer un dialogue avec le gouvernement », disait Mme Reynolds.

Le test « violence »

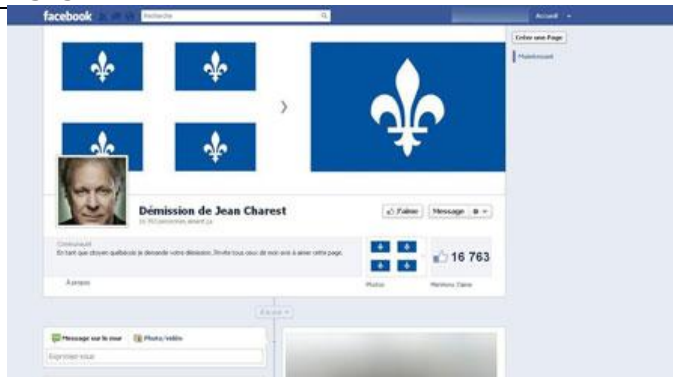
La solidarité entre les trois associations étudiantes pourrait se briser si la CLASSE devait persister dans son refus de dénoncer la violence. La FECQ et la FEUQ ont exprimé, à plusieurs reprises, leur intention d'entreprendre les discussions avec le gouvernement et ces négociations pourraient débuter sans la CLASSE. « On peut le dire ainsi, convient le président de la FECQ, Léo-Bureau Blouin. On souhaite que la CLASSE puisse être invitée, mais nous avons la marge de manœuvre nécessaire (...) La crise politique est devenue tellement importante qu'on ne peut pas rater une occasion comme ça. »

Pour sa part, Gabriel Nadeau-Dubois semblait sous le choc sur le plateau de LCN à la suite des affrontements survenus, hier, dans la métropole. « Mettre la vie des gens en danger, c'est inacceptable. On va en débattre en fin de semaine. On va faire notre part et on espère que le gouvernement fera la sienne », a mentionné le porte-parole de la CLASSE.

Les blagues au sujet des étudiants, prononcées par le premier ministre Jean Charest devant un parterre de gens d'affaires venus l'entendre discourir sur le Plan Nord ont visiblement sonné comme de la provocation. « Tous les appels au calme que je pourrais faire seront inutiles si le premier ministre continue à rire au visage des étudiants », a prévenu M. Nadeau-Dubois.

[Afficher 27 de 28 commentaires \(Québec\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Page Facebook demandant la démission de Jean Charest: Plus de 27 000 «j'aime» - Publié le: vendredi 20 avril 2012, 17H11 | Mise à jour: vendredi 20 avril 2012, 18H31 / Première publication vendredi 20 avril 2012 à 22h29 - Mise à jour : vendredi 20 avril 2012 à 23h51



Crédit photo : Facebook

Par Mélanie Collet | Agence QMI
Créée vendredi après-midi en réaction aux [propos moqueurs tenus par le premier ministre Jean Charest](#) à l'égard des **étudiants**, une **page Facebook** demandant sa **démission** connaissait un vif succès quelques heures seulement après avoir été mise en ligne.

En fin de soirée, plus de 27 000 personnes avaient déjà cliqué sur «j'aime» et les commentaires ne cessaient de se multiplier, dénonçant tour à tour les agissements du gouvernement libéral et de son leader.

Invités à s'exprimer sur les raisons pour lesquelles Jean Charest devrait remettre sa démission, les internautes ont entre autres répondu: «Parce

qu'il rit de l'avenir du Québec», «Mépris de la jeunesse, vol de nos ressources» ou encore «corruption».

Plusieurs photos de la manifestation qui s'est déroulée à Montréal vendredi aux abords du Palais des congrès de Montréal ont également été affichées sur la page, notamment celle d'un étudiant avec le visage ensanglanté.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

- [Mathieu Lapalme](#)
allegro3, on ne serait pas rendu là si le gouvernement avait été à l'écoute de la population... les jeunes sont tannés de faire niaiser. De plus si tu étais un peu attentif tu comprendrais que les casseurs sont probablement même pas des étudiants mais simplement des épais qui profite pour faire de la casse (comme on le voit dans toutes les manifestations et même quand notre CH gagnent et personne à demandé au CH de payé pour ça à ce que je sache)

Tu réagis comme un boomer frustré de voir que les choses doivent et vont changé, tant pis pour toi!

- allegro3Top 100 [Réduire](#)
Bravo, les étudiants...être ministre de l'éducation aujourd'hui, ou premier ministre, je vous donnerais le gel des frais de scolarité,pour cinq ans, mais en retour vous paierez les dégats de vos manifestations et des réseaux informatiques.

La surprise du chiffre a payé pour vos esclandres, vous ressortiriez dans la rue pour le dégel immédiat a la place de la facture a payer de millions qui va bientôt dépasser le montant si ce n'est déjà fait.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Jean Charest au sujet des manifestants: Des moqueries qui font réagir - Première publication vendredi 20 avril 2012 à 14h48 - Mise à jour : vendredi 20 avril 2012 à 19h02

« Le Salon Plan Nord est déjà très populaire, les gens courent de partout pour rentrer »

— Jean Charest

Agence QMI

Jean Charest s'est moqué des manifestants vendredi après-midi, tandis que se déroulaient de violents affrontements entre policiers et étudiants, à Montréal. Il a suggéré notamment d'envoyer les étudiants dans le Grand Nord, provoquant un tollé chez les politiciens, leaders étudiants et sur les médias sociaux.

À la toute fin de son discours inaugurant le Salon Plan Nord, au Palais des congrès, le premier ministre a fait allusion à la manifestation qui se déroulait à quelques mètres de là: «Le Salon Plan Nord est déjà très populaire, les gens courent de partout pour rentrer», a lancé à la blague le premier ministre.

«Ceux qui frappaient à la porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi... dans le Nord, autant que possible», a-t-il ajouté sur un ton moqueur, ce qui a déclenché des éclats de rire dans la salle.

Vives réactions

Les commentaires du premier ministre ont provoqué une tempête de réactions hostiles sur les médias sociaux. De nombreux internautes ont rapidement dénoncé «l'arrogance» et «le mépris» de M. Charest. Une page Facebook a également été créée pour condamner de tels propos.

«Faire des blagues sur le dos des étudiants, c'est franchement insultant!» a dénoncé la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

La chef du Parti Québécois, Pauline Marois, a reproché au premier ministre d'avoir ainsi jeté de l'huile sur le feu, une attitude qu'elle qualifie d'irresponsable.

«Il avait commencé cette semaine à faire des blagues de très mauvais goût à l'Assemblée nationale, mais aujourd'hui, elles ne sont pas

seulement de mauvais goût, elles sont provocatrices à l'endroit des étudiants», a-t-elle indiqué. Elle a également rappelé les conséquences de la décision du gouvernement Charest d'imposer une hausse des frais de scolarité. «Ce qu'il a imposé aux étudiants est inacceptable, une hausse inacceptable, je l'ai dit, c'est lui qui est responsable actuellement des dérapages qu'on connaît et qui sont bien sûrs condamnables, mais c'est lui le premier responsable», a dit Mme Marois.

Selon le chef de la CAQ, François Legault, en tournant au ridicule l'émeute au centre-ville de Montréal, Jean Charest a «deshonoré» la fonction de premier ministre.

«C'est triste à dire, mais je pense qu'aujourd'hui le Québec n'avait pas de premier ministre. Je pense qu'il a déshonoré la profession et qu'il devrait s'excuser», a lancé vendredi M. Legault, peu avant l'ouverture du congrès de fondation de la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui se tient jusqu'à samedi à Victoriaville.

«Je pense qu'on se retrouve dans une situation où on ne se retrouve pas souvent dans le monde : est-ce que vous en connaissez beaucoup de chefs d'État qui font des blagues, alors qu'il y a une émeute à l'extérieur?» a-t-il ajouté.

François Legault demande au premier ministre de convoquer la FECQ et la FEUQ à son bureau lundi matin. Le chef caquiste a aussi lancé un appel à la CLASSE à dénoncer sans attendre la violence.

Déclaration de Jean Charest

Dans un communiqué émis en début de soirée, le premier ministre a souligné que son gouvernement «prend la question de l'intimidation et de la violence très au sérieux».

Il estime que ses commentaires au sujet des manifestants ont été mal rapportés. «Les propos que j'ai tenus lors de mon discours ont été cités hors contexte et interprétés par certains comme si je prenais la situation à la légère, peut-on lire dans le communiqué. Ce n'est pas le cas. Les gens dans la salle l'ont très bien compris.»

M. Charest a appelé les manifestants au calme et a relancé l'invitation de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour une rencontre avec les leaders étudiants afin de régler la crise.

«Je tiens à remercier celles et ceux qui ont dénoncé les gestes disgracieux dont nous avons été témoins [vendredi]», a conclu le premier ministre.

Sur Twitter

« Jean Charest rit des manifestations. Je n'ai jamais eu aussi honte du premier ministre du Québec »

– Jean-Martin Aussant, Option nationale
« Des gens inquiets, des gens qui souffrent et Charest fait des jokes méprisantes ? Envoyer les étudiants en "cheap labor" dans le nord ? Ça dépasse tout »

– Dan Bigras
« Le PM qui fait des blagues sur les étudiants, les méprise, méprise sa fonction... et ridiculise SON Plan Nord. Honteux et petit »

– L'animatrice Marie-France Bazzo
« Pour ou contre, c'est très drôle ! :) Jean Charest blague à propos des manifestations à l'extérieur du Palais des congrès »

– La patineuse artistique Joannette

« Je souhaite vivement que les esprits se calment parce que la situation actuelle cause des préjugés sérieux aux citoyens, aux commerçants et à la métropole du Québec. La patience des Montréalais a atteint ses limites et c'est pourquoi j'en appelle à l'ouverture d'un dialogue constructif entre les parties pour dénouer l'impasse qui prévaut »

— Gérald Tremblay, maire de Montréal

[Afficher 5 de 355 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 5 de 83 commentaires \(Québec\)](#)

LE DROIT: UQO: La démission du recteur réclamée - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 11h56



Etienne Ranger, LeDroit

Le recteur de l'Université du Québec à l'Outaouais, Jean Vaillancourt.

Justine Mercier, Le Droit

Une vingtaine de professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) réclament la démission du recteur Jean Vaillancourt.

«On considère qu'il n'a pas su gérer adéquatement la crise à l'UQO, a indiqué une porte-parole du groupe, Francine Sinclair. On s'est retrouvé vraiment pris en otage, et ce qu'on a conclu [jeudi], c'est que c'est comme si le recteur avait remis les clés de l'université à la police. La consigne faite au personnel de soutien, c'était de s'enfermer dans leurs bureaux et d'attendre les consignes de la police.»

Mme Sinclair souligne que plus tôt cette semaine, le groupe de professeurs appuyait la démarche de l'UQO, qui a cherché lundi à faire lever l'injonction la forçant à offrir les cours malgré le boycottage des étudiants. L'UQO n'a cependant pas réussi, et les efforts faits par la direction pour maintenir l'offre de cours a rapi-

dement mené à des confrontations entre manifestants et policiers, au cours des derniers jours.

«Je suis dans cette crise-là depuis dix semaines, et avant l'injonction, c'était vraiment très, très calme, souligne Mme Sinclair. [...] Il n'y a jamais eu de violence avant l'injonction.»

La vingtaine de professeurs demandent donc la démission du recteur, Jean Vaillancourt. «Ce qu'on souhaite, c'est que le recteur réfléchisse à ça. On est en réunion de crise [vendredi] matin, et on se demande comment il va faire pour reconstruire les ponts avec l'ensemble du personnel. Je ne vois pas comment il va pouvoir faire ça.»

Le groupe attend toujours de savoir quelle sera la position officielle du syndicat des professeurs dans ce dossier.

LA PRESSE: Grève: l'unité des associations étudiantes vacille - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 09h36

Tommy Chouinard, La Presse

(QUÉBEC) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a mis à l'épreuve l'unité du mouvement étudiant jeudi. Mais les fédérations étudiantes collégiales et universitaires, la FECQ et la FEUQ, ont finalement rejeté son invitation à une rencontre sans la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

La journée a toutefois fait apparaître des brèches dans le front commun. La FECQ avait d'abord accepté l'invitation de la ministre, mais elle a «réévalué» sa position en constatant que la FEUQ exige toujours, «pour l'instant», la pré-

sence de la CLASSE. La FEUQ demande maintenant à la CLASSE de «faire un pas» à l'occasion de son congrès de dimanche pour tenter un rapprochement avec Québec.

Line Beauchamp a décidé d'écarter la CLASSE parce qu'elle a opposé une fin de non-recevoir à son ultimatum de mercredi. La ministre avait demandé aux étudiants de condamner sans réserve les gestes de violence.

«J'ai pris acte du fait que deux associations étudiantes sur trois, la FEUQ et la FECQ, ont réitéré le fait qu'elles condamnaient le recours à la violence et au vandalisme. J'ai demandé à mon cabinet d'entrer en contact avec les deux asso-

ciations étudiantes pour qu'on discute de la tenue d'une rencontre», a-t-elle affirmé en point de presse.

Line Beauchamp est prête à discuter de la gestion des universités et du programme des prêts et bourses. «Je ne peux pas empêcher que la question [des droits de scolarité] soit soulevée. Je veux juste réitérer que le gouvernement est ferme sur la hausse», a-t-elle insisté.

La FEUQ a décliné l'invitation de la ministre. «J'ai un mandat très clair d'exiger que la CLASSE soit présente. La ministre doit s'asseoir avec tout le monde», a affirmé sa présidente, Martine Desjardins. Elle a précisé que, «pour l'instant», elle



n'entend pas participer à une rencontre sans la CLASSE. Elle attend de voir les conclusions du congrès de la CLASSE, dimanche, pour prendre une décision sur la suite des choses. «On s'attend à ce que la CLASSE dise qu'elle veut aller s'asseoir avec la ministre et qu'elle prenne un mandat peut-être plus ferme pour appeler à des actions qui sont pacifiques. S'ils ont des réticences à utiliser le mot condamner, je les invite à trouver des synonymes», a affirmé

Mme Desjardins. De son côté, le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a déjà le mandat de ses membres de participer à une rencontre même si, au bout du compte, le gouvernement maintient son refus d'inviter la CLASSE. «La présence n'est pas une condition sine qua non», a-t-il dit. S'il a finalement décliné l'invitation de la ministre, c'est pour ne pas se retrouver seul à la table.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, montre des signes d'inquiétude. «On demande une solidarité totale entre les organisations étudiantes. Même si notre congrès maintenait la position qu'on a, on s'attend à cette même solidarité», a-t-il prévenu. Line Beauchamp est déçue de la décision des fédérations étudiantes. Mais elle se dit toujours prête à tenir une rencontre.

LE SOLEIL: Ultimatum à la CLASSE: une reprise de 2005 - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 20 avril 2012 à 08h06



Photothèque Le Soleil

Une manifestation de la CASSÉE à Montréal, en 2005. «On ne négocie pas avec les casseurs» avait déclaré le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean-Marc Fournier, à propos de l'organisation étudiante.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Acculée à condamner la violence, la CLASSE est en train de revivre le cauchemar sémantique qui a empêché son prédécesseur, la CASSÉE, de négocier une entente avec le gouvernement lors de la grève de 2005.

C'était à la mi-mars. Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, avait décidé d'exclure la majorité des grévistes de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE) et de s'asseoir seulement avec la fédération étudiante universitaire (FEUQ) et collégiale (FECQ).

Le motif? La CASSÉE refusait de condamner les «actes de violence» commis entre autres à son bureau de Châteauguay, où il y avait eu des graffitis et des meubles endommagés. «On ne négocie pas avec des casseurs», avait-il martelé.

Sept ans plus tard, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, exige que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) condamne la violence. Mais celle-ci refuse, du moins tant qu'elle n'aura pas consulté ses membres.

Cette demande rappelle de mauvais souvenirs à Xavier Lafrance et Éric Martin, qui jouaient le rôle de Gabriel Nadeau-Dubois dans la CASSÉE. «En 2005, notre analyse, c'était que le ministre Fournier essayait de con-

tourner la frange la plus démocratique et combative du mouvement pour avoir une porte de sortie un peu plus facile, dit M. Lafrance, qui étudie maintenant au doctorat en science politique à l'Université de York, à Toronto. Là, avec les déclarations de la ministre, on voit bien qu'elle essaie encore de jouer le jeu de la division.»

En assemblée, les membres de la CASSÉE avaient eu de laborieuses discussions sur la condamnation de la violence, mais avaient dit non au ministre.

Un sujet délicat

M. Lafrance le reconnaît, la condamnation de la violence est un sujet délicat, une «patate chaude» même, au sein de la frange la plus activiste du mouvement étudiant québécois. Devenu professeur de philosophie au Collège Édouard-Montpetit, à Longueuil, Éric Martin estime que le gouvernement demande en quelque sorte à la CLASSE de renier ses racines.

«Ce que la CASSÉE ou la CLASSE refuse systématiquement de faire aujourd'hui, dit-il, c'est de condamner les gens qui utilisent des tactiques de désobéissance civile légitimes que les mouvements sociaux emploient depuis des décennies, et même des siècles, pour faire valoir leurs droits. Si les mouvements sociaux condamnent ça, ils se privent du principal moyen ou levier qui, historiquement, a toujours fait bouger les choses.»

En refusant de condamner la violence, la CASSÉE s'était cependant privée d'une occasion de négocier avec le gouvernement, laissant à la FEUQ et à la FECQ le soin de conclure une entente sur le réinvestissement de prêts en bourses qui avait été rejetée par la coalition.

Dans une lettre publiée mercredi sur le site Internet du *Devoir*, l'ancien président de la FEUQ, Pier-André Bouchard St-Amant, qui était en poste pendant la grève de 2005, invite les membres de la CLASSE à être plus pragmatiques.

«Si vous condamnez la violence, vous battez le gouvernement à son propre jeu, écrit-il. Vous devenez une organisation mature qui choisit ses combats pour aller là où les décisions se prennent. Surtout, vous enlevez au gouvernement la seule carte qu'il a pour vous exclure des rencontres.»

En fin de semaine, les délégués de la CLASSE se réunissent au Cégep Maisonneuve, à Montréal, où ils devraient se prononcer sur la demande de la ministre Beauchamp. Mais cette fois, la FEUQ et la FECQ réclament sa participation aux négociations.

Xavier Lafrance espère que les délégués trouveront un moyen de ne pas renier leurs principes tout en adoptant un compromis sur la violence qui conduira Line Beauchamp à inviter la CLASSE à la table. «Il faut tout faire pour [y aller], dit-il. Mais en préservant l'unité, le caractère démocratique et le respect des tactiques de désobéissance civile, qui sont tout à fait légitimes.»

TVANOUVELLES: Grève étudiante : Facture de 1,5 million \$ à la Sûreté du Québec - Première publication vendredi 20 avril 2012 à 07h03



Crédit photo : archives, Journal de Québec

Manifestation des étudiants devant l'Assemblée nationale à Québec, le jeudi 1er mars 2012.

Journal de Montréal

Le conflit qui oppose quelque 170 000 étudiants au gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité ont nécessité 28 000 heures supplémentaires et coûté 1,5 million \$ à la Sûreté du Québec.

«Il est permis de manifester de façon pacifique au Québec. Lorsque des manifestations sont déclarées illégales, les policiers doivent prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre. Il est de la responsabilité des gens qui organisent des manifestations d'avoir le contrôle sur les gens qui y participent», a exposé le patron de la SQ, Richard Deschênes, qui était de passage hier à l'Assemblée nationale.

Appelé lui aussi à réagir aux affrontements qui ont opposés des groupes d'étudiants et des policiers à Montréal, à Gatineau et à Québec, Robert Dutil a signalé que ce sont les établissements qui ont requis la présence de policiers et d'agents de sécurité.

Le ministre de la Sécurité publique a rappelé que les tribunaux avaient confirmé aux étudiants qui ne sont pas en grève le droit d'assister à leurs cours. «Ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord avec l'augmentation des droits de scolarité qu'on doit s'opposer par la violence à des décisions des tribunaux», a-t-il plaidé.



Les interventions policières reliées au conflit ont nécessité 28 000 heures supplémentaires et une facture de 1,5 million \$, a précisé le patron de la SQ en réponse à une question du député péquiste Bertrand Saint-Arnaud.

Négociations reportées

Par ailleurs, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a dû se résoudre à reporter de quelques jours l'ouverture faite à deux associations étudiantes d'entreprendre une discussion avec elle.

«On est prêts à aller s'asseoir avec Mme Beauchamp à condition que la CLASSE soit invitée», a statué la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) par la voix de sa présidente, Martine Desjardins.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a décidé elle aussi d'exiger la présence de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) aux négociations promises.



(photo: TVA Nouvelles)

LA PRESSE: «La clé est à l'autre bout de la 20», selon le recteur Guy Breton - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 05h00



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Une manifestation a eu lieu jeudi à Montréal.

Pascale Breton, La Presse

La cohésion entre les associations étudiantes se lézarde, les débordements se multiplient, la grève coûte cher au Trésor public et le débat s'enlise. Dans ce contexte hautement volatil, le recteur de l'UdeM demande au gouvernement et aux étudiants de s'entendre.

Vivement critiqué par les professeurs pour sa gestion de la crise, le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, sort de sa réserve et somme le gouvernement et les étudiants de trouver une solution.

Deux visions s'opposent et ce n'est pas le recteur qui a le pouvoir de trancher, a-t-il confié en entrevue à *La Presse*. «La clé est à l'autre bout de la 20, elle n'est pas ici.»

À l'heure actuelle, 70% des étudiants de l'Université de Montréal ne sont pas en grève ou sont retournés en classe. Ils doivent pouvoir terminer leur trimestre, a fait valoir M. Breton. D'autres étudiants sont opposés à la grève, mais ne le manifestent peut-être pas suffisamment en grand nombre dans les assemblées de vote, reconnaît-il.

Il reste que cet envers de la médaille est peu présent sur la place publique, affirme M. Breton. «Il va falloir que la population le sache. On est en train de mettre à feu et à sac la province pour 1\$ par jour d'augmentation.»

Accusé au cours des derniers jours de mal gérer la crise, le recteur reconnaît que son administration a commis des erreurs. «On s'est amendés», a-t-il dit en précisant qu'il n'est plus question d'injonction, et que l'Université ne force plus les professeurs dont les facultés sont en grève à donner les cours coûte que coûte.

Une enquête a également été ouverte à la suite de plaintes concernant des agents de sécurité qui auraient intimidé des étudiants et des professeurs. L'un des agents de l'agence Best, qui a eu une altercation avec un étudiant étranger, a été retiré du campus.

«Il y a actuellement une rareté d'agences. Habituellement, on ne fait pas affaire avec eux», a d'ailleurs dit M. Breton.

De la casse, il y en a toutefois eu des deux côtés, rappelle le recteur. Des professeurs ont été bousculés par des manifestants. Au cours d'une échauffourée, l'un d'eux s'est même retrouvé aux urgences pour une blessure à un genou.

Une cinquantaine de personnes se trouvaient également à l'intérieur du rectorat lorsque des manifestants ont voulu défoncer la porte à l'aide d'un bélier et ont vandalisé le hall d'honneur de l'Université. «Je suis obligé de

faire venir des psychologues pour aider mon personnel qui est traumatisé», ajoute M. Breton.

Il confirme du même souffle avoir personnellement reçu des menaces.

Les professeurs ont voté une motion de blâme à son endroit, en critiquant ses actions. Il répond ne pas être surpris. «Mais je n'ai pas la clé à l'issue de tout.»

Le gouvernement et les étudiants doivent s'asseoir et trouver une solution satisfaisante pour les deux parties. «J'essaie d'influencer les parties, mais je ne peux pas le faire à leur place. Je suis prêt à jouer un rôle de médiation s'il le faut.»

Il est urgent de régler le conflit, croit-il. «Je ne peux pas prendre les décisions que le gouvernement doit prendre et je ne peux pas forcer quelqu'un à venir étudier.»

Mais il souligne que sa responsabilité est de permettre aux étudiants qui ne sont pas en grève d'étudier.

Quant à la question de la hausse des droits de scolarité, il rappelle que son université est la plus grande du Québec et qu'elle figure parmi les meilleures du monde. Son budget est toutefois 25% inférieur à celui des autres grandes universités canadiennes.

Il ne croit pas qu'une hausse aura un impact sur l'accessibilité, mais s'engage à faire le monitoring au cours des prochaines années pour s'en assurer.

Climat de peur sur les campus

Hier, des syndicats de professeurs ont par ailleurs vivement dénoncé le climat de peur qui règne actuellement sur les campus, et ont accusé le gouvernement et les administrations d'en être responsables.

«Cette crise prend une tournure absurde», a dénoncé le président de la Fédération québécoise des professeurs d'université, Max Roy.

Des syndicats de professeurs de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université du Québec en Outaouais étaient à ses côtés pour dénoncer la situation. Les affrontements entre policiers et étudiants et professeurs ont d'ailleurs dégénéré à plusieurs endroits hier.

«On peut se demander si la responsabilité est du côté des étudiants, si les manifestants doivent prendre tout le crédit de tout ce qui va mal au Québec en ce moment ou s'il n'y a pas une certaine forme d'irresponsabilité de la part de nos administrateurs et de nos dirigeants politiques», a lancé Jean Portugais, président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal, qui a critiqué à plusieurs reprises la gestion de la crise faite par l'administration et le recteur.

Les professeurs ont aussi pressé le gouvernement de renoncer à appliquer la hausse dès le trimestre d'automne, comme c'est prévu, voire d'imposer un moratoire, le temps de réfléchir à la question des universités.



LE DEVOIR: Pas de rencontre sans la CLASSE – Vendredi 20 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Nouvelle manifestation étudiante hier matin, rue Sherbrooke Ouest, à Montréal.

Lisa-Marie Gervais

Pour la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), c'est un appel à la solidarité réussi. Les deux grandes fédérations étudiantes ont accepté l'invitation de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, mais lui demandent d'attendre pour laisser le temps à la CLASSE de prendre position sur la question de la violence samedi, lors de son congrès.

«La ministre disait qu'elle était déçue, mais on n'est pas à 24 heures près de résoudre un conflit comme ça. Qu'on la rencontre demain ou lundi, ça ne change pas grand-chose», a souligné Martine Desjardins, la présidente de la Fédération universitaire étudiante universitaire (FEUQ). Pendant ce temps, les rues et les campus sont le théâtre de confrontations violentes. Ainsi, alors qu'elle était la première à se lancer à pleine tête dans le mouvement de grève, la CLASSE traîne maintenant de la patte, retardant le dénouement du conflit. C'est que, aussi démocratique soit-elle, comme le prétendent ses membres, la structure de l'organisme demeure complexe. «C'est une structure basée sur énormément de principes. La gauche, ayant une méfiance systématique envers la représentation de type "libérale" voire envers la notion même de pouvoir, a souvent tenté de trouver des mécanismes institutionnels pour empêcher que "la tête se sépare du corps"», a expliqué Daniel Pierre-Roy, ancien vice-président de la FEUQ, qui a aussi été délégué à l'ASSÉ.

Le Congrès de la CLASSE, qui se réunit une fois par semaine, ne peut prendre des mandats que si la majorité des assemblées générales de ses membres s'est positionnée sur un enjeu en particulier. «En temps de grève, cette structure est anormalement lourde et de plus, elle laisse passer un nombre d'enjeux importants», note M. Pierre-Roy. Un à trois délégués par association peuvent assister au congrès, mais celle-ci n'a qu'un vote.

Pour Xavier Lafrance, ancien porte-parole de la CASSEE (la CLASSE de l'époque) lors de la grève de 2005, ce manque de flexibilité est compensé par une unité du groupe et des positions plus claires. «C'est vrai que lorsqu'il faut réagir rapidement, la structure occasionne certains délais, mais on est gagnant à la fin parce que nos positions reflètent vraiment ce qu'on pense», souligne-t-il. Et le point fondamental du mouvement, c'est son caractère démocratique. «Nous ne sommes pas que nos belles idées individuelles, basées sur un travail de recherche, mais des idées à tous, entérinées par les assemblées générales et les congrès. On estime que les autres doivent acquiescer à ça parce qu'on a tout le monde derrière nous. C'est ce qui fait notre rapport de force», avance-t-il.

[Actualité](#) | [Éducation](#)

Démocratie anarchisante

Professeur au cégep de Maisonneuve, Benoît Lacoursière a longuement analysé les organisations militantes dans un ouvrage intitulé *Le Mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*. Il admet que l'exercice de démocratie directe auquel se livrent les membres de la CLASSE n'est pas chose courante. «C'est une particularité de ce mouvement, une pratique syndicale qui va très loin dans la décentralisation des pouvoirs. C'est inspiré de la démocratie participative anarchisante qui dit que tout le monde est égal et qu'on ne peut conférer à quiconque plus de pouvoir qu'il n'en mérite», a-t-il expliqué.

Que ce soit pour la gratuité scolaire qu'elle prône, ses décisions prises très près de sa base ou encore le fait qu'elle ait deux porte-parole (homme et femme), la CLASSE possède quelques points en commun avec Québec solidaire (QS). «Mais c'est un organisme totalement non partisan qui ne veut pas du tout être apparenté à quelque parti politique que ce soit», constate Françoise David, porte-parole de QS.

En plus d'être féministe et égalitaire, la CLASSE demeure une organisation modeste, à petit budget. Aucun des délégués ou membres occupant des fonctions comme porte-parole ou trésorier ne reçoit de salaire. «Pendant la grève de 2005, j'avais le droit à 18 \$ par jour pour mes déplacements et mon lunch», se souvient M. Lafrance. Les dépenses autorisées sont aujourd'hui de 24 \$.

La structure disparate va jusqu'à comprendre des «gardiens et des gardiennes du Senti», des gardiens du bon climat lors des congrès et assemblées. Ces gardiens du Senti, dont le rôle ne figure toutefois pas dans les Statuts et règlements de la CLASSE, ont la tâche de «rapporter les malaises, tensions et sentiments généraux de la salle pouvant nuire au débat», peut-on lire dans leur dernier bilan du congrès des 6 et 7 avril derniers. Si certains monopolisent trop le micro, se répètent ou intentent des procès d'intention, ils peuvent être rappelés à l'ordre.

Quant aux porte-parole de la CLASSE, ils sont en quelque sorte des exécutants qui ne s'expriment qu'en fonction de mandats bien précis. Leur comportement est scruté à la loupe et ils font souvent l'objet de blâme. Ces derniers jours, plusieurs auraient souhaité les voir prendre position. Ils n'ont pas la marge de manoeuvre que les porte-parole de Québec solidaire peuvent avoir, note Mme David. «On est un parti politique qui s'inscrit dans une conjoncture politique qui fonctionne à une rapidité folle. On ne pourrait pas, Amir Khadir et moi, retourner sans cesse à nos congrès», dit-elle.

Condamnera-t-elle la violence?

En raison de ses principes tirés de l'anarchisme politique, il se pourrait que la CLASSE ne condamne pas la violence, ce qui la priverait d'un laissez-passer à la table des discussions, analyse Daniel Pierre-Roy. «[La CLASSE] respecte le principe de syndicalisme de combat et de diversité des tactiques. Celle-ci implique que l'on ne peut condamner les actions prises par nos camarades, car nous laissons le choix aux individus de décider eux-mêmes des actions qu'ils prendront, explique-t-il. Les associations les plus radicales membres de l'ASSÉ vont défendre le principe coûte que coûte alors que les associations étudiantes ayant rejoint la CLASSE pour le temps de la grève vont peut-être être tentées par l'approche un peu pragmatique de "démonçons-la et passons à un autre appel".»

Xavier Lafrance refuse de pronostiquer. «J'apprends plus de ce mouvement que je ne peux lui en apprendre. Je suis très impressionné de voir combien il a mûri. Cela dit, il faut tout faire pour aller à la rencontre du gouvernement. Pourvu que cela se fasse sur une base d'une union démocratique, combative et qui reconnaît les actions de désobéissance civile.» S'il n'y a pas condamnation de la violence à l'issue du congrès demain, la FEUQ et la FEUQ referont le point. Et la CLASSE, définitivement écartée des discussions, verra alors se reproduire le redouté scénario de 2005.

[Vos réactions \(84\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Guerre ouverte sur le Web - Publié le: jeudi 19 avril 2012, 22H38 | Mise à jour: jeudi 19 avril 2012, 22H44



photo d'archives

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a été victime de menaces lors des dernières semaines dans le cadre du conflit entourant la hausse des droits de scolarité.

Insultes et messages haineux sur le Web :

« Tu n'aurais jamais dû naître. » (courriel reçu par A. Grenier)
 « Si tu ne sais pas te servir de ta tête, on va te l'enlever. » (courriel reçu par A. Grenier)
 « Ctune vraie # salope # LineBeauchamp! " Belle citation d'un prof obligé de traverser notre ligne en raison de l' #injonction! #UdeM » (Vu sur Twitter)
 Sérieusement, on dirait que GND (Gabriel Nadeau- Dubois) se fout de la cause et est juste là pour se pavaner pour devenir politicien. (vu sur Twitter)
 « Si tu trouves que c'est correct que des policiers attaquent des citoyens sans arme, sans défense, tu mérites une baffa. »

Sarah-Maude Lefebvre

Le conflit sur les droits de scolarité prend les allures d'une guerre ouverte sur Internet. Insultes, intimidation et harcèlement, les réseaux sociaux sont le champ de bataille de plusieurs étudiants.

Victime de harcèlement sur les réseaux sociaux, le leader de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a déposé une plainte à la police, mercredi, alors qu'un internaute lui a laissé sous-entendre que des individus voulaient s'en prendre à lui physiquement.

Des courriels « épeurants »

Le cas de M. Nadeau-Dubois n'est pas unique. Arielle Grenier, une ancienne porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MERSQ), a pratiquement disparu du radar médiatique depuis quelques semaines, après avoir été sur toutes les tribunes pour défendre la hausse des droits de scolarité.

Des réactions enflammées

« Je n'ai pas eu le choix, a-t-elle confié au Journal. J'ai reçu des courriels vraiment épeurants. D'ailleurs, je reçois encore des menaces, même si je ne donne plus d'entrevues. »

Pas besoin de chercher longtemps pour constater à quel point le débat sur l'augmentation des frais de scolarité déchaîne les passions des internautes.

En faisant une simple recherche avec le nom de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp sur Twitter, on a accès des centaines de messages exaltés, provenant autant du clan des prohausses que des grévistes.

« Les médias sociaux sont le reflet de ce qui se passe dans notre société, analyse la consultante en médias sociaux, Michelle Blanc. En fait, c'est un miroir grossissant. Le négatif est encore plus négatif sur le Web. »

« J'ai moi-même publié quelques statuts sur la grève étudiante sur mon profil Facebook et ça a généré des réactions enflammées. L'instantanéité des réseaux sociaux et le sentiment généralisé, à tort, qu'on y est anonyme y sont pour beaucoup. »

Assumer ses propos

Si on assiste à une « guerre idéologique » sur Internet, le respect prime encore dans les assemblées générales, selon M. Nadeau-Dubois.

« Face-à-face, on doit assumer ses propos. Sur le Web, on peut aller plus loin. La tension monte énormément. Plus le conflit avance, plus la CLASSE reçoit des courriels agressifs et lancer des appels au calme n'y change pas grand-chose. »

Afficher 79 commentaires (Montréal)
Afficher 11 commentaires (Québec)

- 1956
 Ça commence à déraper, et la tension et les débordements augmentent, je crois que c'est rendu trop loin, va falloir que nos petits enfants-rois changent leur couches et qu'ils arrêtent de le demander à la population de le faire pour eux.
 C'est beau chiâler apres le monde qui pense pas comme toi, mais toi, concrètement c'est quoi ta solution, et lâche moi le «tout le monde dans la rue», faut commencer par se responsabiliser chacun et comme ça, on se ramasse avec un groupe responsable et qui fait autre chose que de brailler. Quand tu es en mode survie, comme vous le dites, ce n'est pas le temps de châler et de courir dans les rues, c'est le temps de se retrousser les manches et de faire quelque chose par soi-même et non de le réclamer des autres. Si t'es pas content de ta vie, attend pas apres les autres, prends-toi en main et fait quelque chose de concret, comme cela, tu deviens un exemple à suivre par tes semblables
- [Renault Fontaine](#)
 toi tu a tomber juste le beaubeau une belle gagne de brallard avec le nadeau comme chef sa promais pour l,avenir
- big daddy loop
 et toi tu fait coi ? Tu chiale depuis longtemps sur journal QC mais concretement tu fais coi en ce moment? tu alimente le conflit internet . respect pour tes valeurs mais personnelment je crois que c'est au nouvelle génération de faire quelque chose . je suis certain que tu a milliter toi meme pour quelque chose dans ta vie . ce nest pas parceque les études ne te concerne plus que c'est a négligée. bonne journée .

- myriam77
 JE VAIS DIRE COMME LA CLASSE
 Pas besoin d'accuser personne pour les menaces à Nadeau-Dubois, le judiciaire est la pour condamner.
 Sgr00298
 Qui sème le vent... récolte la tempête!
 Moi
 Je suppose que certaines personnes qui commentent ici ont eu la chance d'obtenir leur diplôme universitaire dans une institution très dispensieuse. Félicitations! C'est facile de réclamer aux étudiants quand on n'a même pas idée des efforts et du temps à investir pour obtenir un diplôme. La société devrait valoriser les hautes études. Et contrairement à la croyance populaire, nos universitaires ne sont pas des bébés gâtés. Nos bébés gâtés ont quitté l'école depuis longtemps, souvent par manque d'effort. Les bébés gâtés n'ont souvent pas le moindre petit diplôme et ne paierons pas le 1/10 de l'impôt qu'un universitaire paiera quand il aura un emploi. C'est sans compter sur tous les programmes de recyclage gratuits dont bénéficieront les paresseux qui n'ont pas étudié quand c'était le temps de le faire. Probablement en plus avec le chômage qui rentre aux deux semaines. Non seulement la société devrait payer pour notre élite, notre richesse, mais elle devrait les remercier de consacrer 5 voir 7 ou 10 ans de plus pour obtenir un diplôme qui n'est souvent pas accessible au 2/3 de la population par manque de capacité ou par paresse. Valoriser les études, ça veut dire payer collectivement pour exploiter les capacités de tous, du secondaire au collégial jusqu'à l'université. Le savoir est un investissement collectif, il faut rendre facile l'accès au savoir.
- Gilles Laplante

Les diplômés que je possède, je les ai payé. Et ne me faites pas rire avec les efforts. En science molle, ça n'en prend pas tant. Si tout le monde avait un doctorat, qui appèleriez-vous pour déboucher vos toilettes? Un docteur en génie mécanique?
 Tous les universitaires ne sont pas des bébés gâtés, seulement ceux qui manifestes sans se rendre compte qu'ils le font pour conserver aux bien nantis leur avantage à ne pas payer leur part. Je suis d'accord pour offrir de meilleures bourses aux défavorisés mais pas pour payer les études des enfants de Desmarais, de Pierre-Karl, de Pauline de John James et de tout les autres biens nantis.
 Moi
 C'est bien ce que je pensais, vous avez eu la chance de payer votre diplôme fort cher, ce qui n'est pas mon cas puisque les frais de scolarité sont bas et pratiquement gelés depuis 40 ans. Moi aussi j'ai payé mes frais de scolarité universitaires, mais aussi bien dire que c'était gratuit considérant leur prix très bas. De votre côté, je suppose que vous avez étudié à l'étranger pour que ça vous coûte si cher. En fait, les étudiants d'aujourd'hui réclament la même facilité que moi j'ai eu à accéder aux études malgré ma pauvreté certaine à l'époque. Contrairement à ce que vous laissez entendre de moi, je ne crois pas qu'ils soit souhaitable que tout le monde possède un diplôme universitaire. Par contre, je constate que seule notre élite semble sollicitée quand vient le temps de "faire payer". À ce compte-là, combien pensez-vous que devrait coûter un DEP ou un DEC? Pour ma part, je crois que l'accessibilité devrait être totale pour tous, comme dans plusieurs pays d'Europe. Pour moi l'éducation est une valeur fondamentale à tous les niveaux. Le message



doit être clair pour tous nos jeunes: allez à l'école et nous serons derrière vous. Et savez-vous quoi? Si un de mes enfants devient plombier, j'en serai très fier parce qu'il aura réussi quelque chose de bien que plusieurs n'atteignent même pas par manque d'effort et manque d'encouragement. Ce n'est pas le niveau d'étude qui compte mais le fait de réussir ses études, quand on en fait, ce qui n'est pas le cas de tous, avouez-le. Aussi, je vous ferai remarquer que le Québec a besoin plus que jamais de ses cerveaux. En passant, je vous invite à vous informer correctement sur qui paie réellement des impôts au Québec et vous verrez que les biens nantis, comme vous dites, sont les plus taxés en Amérique du Nord. De mon côté, je dis non à un système qui n'érige pas l'éducation comme une valeur fondamentale de notre société, qui ne la considère pas comme un élément créateur de richesse qui profite à tous, à vous comme à moi, comme à ceux qui y accèdent, peu importe le niveau. Dans

la société où je veux vivre, les enfants du voisin comme ceux des personnes que vous nommez, auront droit d'accéder au savoir de leur choix, parce que nous leur dirons collectivement: nous sommes avec vous comme toutes les générations avant nous qui ont fait de leur jeunesse une richesse plus qu'un embarras. Les efforts reliés aux études doivent faire partie de nos valeurs collectives! Gustav0

Comme je mentionnais sur l'autre fil de discussion: La gratuité scolaire c'est bien beau, mais il doit y avoir un minimum d'effort de l'individu avec un maximum d'effort de la collectivité, question de balance et d'équité.

Le maximum de l'effort pour l'éducation, la société québécoise le fait largement. À chaque année je dois couper quelque part pour arriver, car mes impôts (oui mal dépensé par moment) augmentent et pas mon salaire.

Le minimum d'effort de l'individu, ça commence par se serrer la ceinture pis trouver le moyen de déboursier 300\$ pour son éducation de plus en coupant ailleurs. Il y aura un juste retour du balancier lorsqu'il trouvera un emploi après le fruit de ses efforts.

Si on parlait d'un montant spectaculaire, je serai le premier à descendre dans les rues pour défendre le droit à l'éducation qui est une cause juste et noble.

D.

Les guerriers du clavier sont en feu!!! Pathétique. Et encore plus pathétique, le fait d'écrire un article sur ces conneries d'enfats de 4 ans.

Incrédule

Il m'est impossible de condamner ces courriels haineux, car le leader de la CLASSE n'a que lui à blâmer s'il exaspère la très vaste majorité de la population. Il n'a qu'à laisser ses idées de «printemps québécois» (quelle farce !!) de côté et aller vers les ouvertures que la ministre n'aurait jamais dû lui donner.

CYBERPRESSE: EXCLUSIF: Grève étudiante: les ailes jeunesse s'en mêlent - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 22h11



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Des étudiants ont participé à un «die-in», jeudi après-midi, à Montréal. Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Les jeunes péquistes somment leurs vis-à-vis libéraux de faire pression sur le gouvernement pour dénouer l'impasse dans le débat qui fait rage autour de la hausse des droits de scolarité.

L'aile jeunesse du Parti québécois lancera un appel officiel dès aujourd'hui à la présidente de la commission jeunesse du Parti libéral du Québec, a appris *La Presse*.

«On demande simplement à Maripier Isabelle, qui se targue assez couramment d'avoir l'oreille du premier ministre, de l'utiliser à bon escient», a fait valoir Alexandre Banville, président du Comité national des jeunes du Parti québécois. Selon lui, il faut que le premier ministre «passe pardessus son ego et cesse de jouer au jeu du chat et de la souris avec Gabriel Nadeau-Dubois et qu'il fasse preuve de leadership en l'invitant à la table».

Les jeunes péquistes disent tirer la sonnette d'alarme à cause de la multiplication des situations de débordement sur les campus.

«Le conflit dépasse les bornes, explique M. Banville, lui-même un étudiant en grève. La présence de forces policières et parapoliciaires au sein même de nos institutions universitaires est en soi un malheureux précédent.»

Le jeune leader politique demande au gouvernement de rencontrer les trois grandes associations nationales d'étudiants, puisque celles-ci semblent s'être liées par un pacte de solidarité.

Les jeunes libéraux appuient le gouvernement dans sa décision de hausser les droits de scolarité, annoncée au printemps 2011. Le programme de remboursement proportionnel aux revenus de l'aide financière aux études, annoncé juste avant Pâques, a été proposé par la commission jeunesse libérale.

CYBERPRESSE: Charest a perdu le contrôle, selon Khadir - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 22h03



Photo Jacques Boissinot, PC

Amir Khadir dit se croire dans le Chili d'Augusto Pinochet par moments.

La Presse Canadienne, Montréal

Le gouvernement Charest a perdu le contrôle de la situation dans la crise qui l'oppose au mouvement étudiant, s'insurge le porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir.

En entrevue à La Presse Canadienne, jeudi, le député de Mercier a indiqué que «toute cette répression policière, le matraquage, les arresta-

tions massives sans discernement, ce n'est pas le Québec, ce n'est pas une démocratie, c'est une méthode propre à des régimes très, très autoritaires». M. Khadir dit se croire dans le Chili d'Augusto Pinochet par moments.

Celui qui siège à l'Assemblée nationale depuis 2008 affirme qu'il est plus que temps de ranger les matraques et temps de négocier.

Plus de 300 personnes ont été arrêtées lors de manifestations étudiantes lors des journées de mercredi et jeudi au Québec.

Amir Khadir demande au ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, d'appeler ses troupes policières à l'ordre.

Le médecin et physicien de formation affirme que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, «a perdu beaucoup, beaucoup de crédibilité». Il croit toutefois que la responsabilité de ce qu'il qualifie de dérapage revient au premier ministre Jean Charest. Le député de Québec solidaire soutient que la ministre Beauchamp ne fait qu'obéir au budget Bachand et «la ligne du Parti libéral».

Jean Charest n'a donc pas besoin de désavouer sa ministre, simplement de lui indiquer la voie de la raison, de la négociation et de la modération, affirme M. Khadir.

Québec solidaire a récemment proposé une solution qui ne requiert pas d'augmentation des frais de scolarité ni l'augmentation de la dette des étudiants ou l'impôt de la classe moyenne. Il s'agirait d'une taxe de 0,3 pour cent sur le capital des banques et autres entreprises financières qui permettraient de conserver les frais de scolarité au niveau actuel.

«Pour qu'une sortie de crise soit possible, le gouvernement doit cesser de vouloir diviser les associations étudiantes entre bonnes et mauvaises selon ce qui sert ses intérêts», estime M. Khadir.

Il ajoute que les étudiants, que l'on soit d'accord avec eux ou pas, sont persuadés qu'ils défendent une notion de justice, un principe bon pour la société.

«Donc, pas la peine de les casser. Le mieux à faire c'est de s'asseoir avec eux», estime Amir Khadir.



RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Line Beauchamp prête à rencontrer la FEUQ et la FECQ vendredi, mais pas la CLASSE – Mise à jour le jeudi 19 avril 2012 à 22 h 03 HAE

La ministre de l'Éducation du Québec Line Beauchamp se dit prête à rencontrer la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) vendredi pour entreprendre des discussions sur la gestion des universités et l'accessibilité aux études.

Elle confirme cependant que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ne sera pas invitée, parce qu'elle n'a pas condamné explicitement et publiquement les violences commises. « Je suis disponible le plus vite possible moi, dès demain, pour qu'on puisse s'asseoir. » – Line Beauchamp

« Je veux réitérer que le gouvernement est prêt à répondre à l'une des propositions de la FEUQ qui nous demandait de bouger sur la question d'une meilleure gestion des universités. Je suis prête à parler de ça. On est toujours prêt à parler aussi de l'accessibilité aux études », a-t-elle dit jeudi matin dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Mme Beauchamp réitère cependant que le gouvernement reste ferme dans sa décision d'imposer une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans, et ce, dès septembre prochain.

Lorsque la ministre parle d'accessibilité aux études, il est question du régime de prêts et bourses. Québec a déjà proposé des [modifications à ce régime](#) le 5 avril, mais cela n'a pas calmé la grogne étudiante.

La ministre Beauchamp avait sommé les trois associations étudiantes de [condamner la violence](#) qui marque certaines manifestations mercredi. La FECQ et la FEUQ se sont exécutées, mais la CLASSE a plutôt maintenu sa position.

L'un des deux porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois a déjà indiqué que sa collègue Jeanne Reynolds et lui n'ont pas le mandat de dénoncer les gestes qui pourraient être posés par des grévistes étudiants. Ils s'en sont cependant publiquement dissociés.

Plusieurs manifestations au Québec

La grève étudiante donne à nouveau lieu à des manifestations dans plusieurs villes du Québec, notamment à [Montréal](#), à [Gatineau](#), à [Québec](#) et à [Sherbrooke](#).

Par ailleurs, des professeurs ont une fois de plus [dénoncé](#) la judiciarisation de la grève étudiante.

Laissons le temps à la CLASSE, disent la FECQ et la FEUQ

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin a déjà fait savoir à Radio-Canada qu'il se présentera à tout le moins à une première rencontre avec la ministre Beauchamp, mais qu'il demandera d'entrée de jeu à ce que la CLASSE soit aussi invitée.

« C'est un pas dans la bonne direction », a-t-il commenté. Il ajoute : « On ne se présentera pas seul à une telle rencontre pour parler de la commission d'évaluation des universités sans les principaux intéressés, c'est-à-dire la FEUQ ».

« Peut-être qu'une porte de sortie intéressante, ce serait le temps à la CLASSE, en fin de semaine, [de] se pencher sur le sujet de la condamnation et peut-être que ça permettrait lundi de s'asseoir avec l'ensemble des associations étudiantes », avance M. Bureau-Blouin.

« S'ils ne le font pas, on réévaluera la situation en temps et lieu ce lundi. S'ils le font, ça permettrait à l'ensemble des associations étudiantes d'aller s'asseoir avec la ministre et d'affronter le fond de la question, c'est-à-dire

les droits de scolarité à l'université et l'accessibilité aux études de manière plus générale », ajoute-t-il.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui a dit plus tôt cette semaine qu'elle avait l'impression d'être devenue la médiatrice entre Québec et la CLASSE dans ce conflit abonde dans le même sens.

« Je comprends que la ministre a aussi des enjeux qui sont électoralistes par rapport à la question des droits de scolarité. Je comprends son empressement. On est aussi conscient qu'il faut trouver une solution à ce conflit-là », a-t-elle déclaré sur les ondes du Réseau de l'information.

« Ceci étant dit, on a aussi entendu du côté de la FEUQ l'appel à la solidarité de la CLASSE et nous exigeons toujours leur présence à une table de négociations », ajoute-t-elle.

« Laissons à la CLASSE le temps d'avoir son congrès, le temps de prendre des décisions, et par la suite on pourra tous ensemble s'asseoir avec la ministre de l'Éducation », affirme Mme Desjardins.

La présidente de la FEUQ avance que le premier ministre Charest devrait reprendre le dossier si Mme Beauchamp n'est pas en mesure de le régler. « Ce n'est plus une question d'orgueil », laisse-t-elle tomber.

Pas de règlement sans la CLASSE

Gabriel Nadeau-Dubois affirme pour sa part que la ministre Beauchamp n'a pas le choix d'inviter la CLASSE à discuter si elle est sérieuse dans sa volonté de calmer le climat de tension qui s'envenime sur les différents campus.

« Mme Beauchamp se trompe si elle croit qu'elle peut régler cette grève-là en écartant la moitié des grévistes », dit-il, en rappelant que la CLASSE représente maintenant plus de 50 % des grévistes.

La CLASSE réitère en outre son appel à la solidarité à la FECQ et la FEUQ. Elle rappelle que les trois associations ont conclu un pacte au début du mois en vertu duquel ils allaient négocier avec la ministre ensemble.

« Nous allons rappeler à nos collègues de la FECQ que ce qui fait la force du mouvement étudiant dans le cadre des négociations, c'est de se présenter ensemble », a affirmé M. Nadeau-Dubois.

« Si malheureusement ils persistent dans leur volonté de négocier en l'absence de notre coalition, ils vont jouer le jeu de la ministre et contribuer à affaiblir le rapport de force du mouvement étudiant par rapport à la ministre de l'Éducation et à diminuer nos chances de victoire », ajoute-t-il.

En complément



• Vidéo - [Les explications de Martine Biron](#)
[Les commentaires \(786\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Conflit entre Québec et les étudiants : analyse d'experts en communication – Mise à jour le jeudi 19 avril 2012 à 20 h 10 HAE



Les étudiants se sont assis sur la chaussée de la promenade du Lac-des-Fées. © Lorian Bélanger

Le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement du Québec est entré dans sa dixième semaine, et aucune issue ne semble en vue.

Certains, comme l'ancien ministre libéral Claude Castonguay, lancent un appel au dialogue, tandis que d'autres jugent que les étudiants doivent plier.

Au-delà des positions de chaque partie, bien des observateurs se demandent comment amener les deux camps à s'asseoir ensemble pour trouver une façon de sortir de l'impasse.

Radio-Canada a parlé à des experts en gestion de crise pour évaluer la façon dont les deux parties ont abordé le dossier.

Les erreurs stratégiques

Les spécialistes qui ont parlé à la journaliste Dorothée Giroux, de l'émission *Désautels*, attribuent la durée et l'intensité du conflit à des failles, à des erreurs stratégiques, et ce, dans les deux camps.

Au-delà des principes divergents, des positions irréconciliables, les experts consultés relèvent des erreurs tactiques qui ont contribué, disent-ils, à l'enlisement de ce complexe dossier.

L'opinion publique

Christian Bourque, vice-président de la firme Léger Marketing, rapporte que l'appui à la cause étudiante est très lié à l'âge de la personne qui répond : au-delà de 45 ans, l'appui au gouvernement dans ce dossier est nettement majoritaire.



La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp

Marie-Christine Therrien, professeure en gestion de crise à l'École nationale d'administration publique (ENAP), juge que le gouvernement a réagi trop tard. Elle souligne spécifiquement la lenteur de réaction de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

« Cela a pris beaucoup de temps avant qu'elle réagisse à la grogne des étudiants, dit Mme Therrien, et on a eu de grands moments de silence de sa part. On a laissé finalement la crise se complexifier, s'approfondir, alors qu'on aurait pu avoir une réaction de sa part beaucoup plus tôt pour tenter d'ouvrir un dialogue avec les étudiants ».

Au lieu de cela, la ministre, dit l'experte, s'est contentée de marteler la même phrase, soit que l'augmentation des droits allait se faire, et que c'était là la façon juste de procéder.

Marie-Christine Therrien juge par contre qu'au fil du temps, le capital de sympathie des étudiants s'érode auprès de la population :

« Comme on a laissé s'envenimer la situation, et que les étudiants ont pris la route de faire des actions qui sont de plus en plus spectaculaires, cela fait en sorte que la population va moins les appuyer. »

Marie-Christine Therrien

Elle juge que tout cela détourne du vrai débat, qui devrait se faire sur la gouvernance universitaire, dit-elle.

Les actions de ces derniers jours font en sorte que la population est moins tolérante, mais elle ne voit pas l'ensemble de la problématique soulevée par les étudiants, conclut-elle.

En entrevue à Radio-Canada.ca, Bernard Motulsky, titulaire de la Chaire de relations publiques et communication marketing à l'UQAM, juge que la seule issue possible semble une volte-face d'une des parties, ce qui est hautement improbable, le gouvernement restant ferme et les associations semblant avoir leurs troupes bien en main.

S'il devait agir pour dénouer la crise, du côté étudiant, l'expert tenterait de convaincre les troupes que « le point est fait » et que la lutte va continuer, tout en retournant étudier. Sinon, dit-il, les associations risquent de subir les contrecoups d'un long conflit avec peu de gains. Du côté du gouvernement, il conseille de mieux documenter les véritables enjeux financiers des universités et de s'assurer que celles-ci bougent sur la question.



Manque de cohérence du message

De son côté, André Morrow, président de Morrow communications, juge sur les ondes de l'émission *Maisonneuve* que la responsabilité du conflit tombe dans le giron des étudiants. Il estime qu'un chef d'État ne peut accepter de s'asseoir pour négocier avec un groupe qui perturbe l'ordre public.

Selon lui, le message étudiant manquait d'unité, et de cohérence :

« Dans toute stratégie, on doit avoir un seul discours unique et on doit tenir la ligne. Dans ce cas, cela déborde, et la justification de toute cette démarche-là se saisit mal. »

André Morrow

Mettre de l'eau dans son vin

L'autre expert consulté, Yves Dupré, d'Octane communications, qui s'occupe également de communications et de stratégie en période de crise, affirme lui aussi que le gouvernement Charest est loin d'être sans tache dans cette escalade.

« Le gouvernement a très mal réagi, dans cette crise, car quand on a quelqu'un qui colle au mur dans une position très tranchée, il faut adopter une stratégie qui va permettre de trouver une porte de sortie. »

Cette possible porte de sortie s'est présentée, selon lui, dans l'annonce de la bonification du programme de prêts et bourses, une annonce qui est cependant intervenue trop tard.

M. Dupré juge aussi que Québec ne se comporte pas de manière à régler la crise, mais jette plus de l'huile sur le feu qu'autre chose.

Cependant, le gouvernement gagne du terrain, dit M. Dupré, surtout à cause des actes de vandalisme et de la division au sein même des mouvements étudiants.

Cette opinion n'est pas partagée par Bernard Motulsky. Il juge que les chances d'effritement de l'appui aux étudiants sont faibles : « Ils ont sans doute atteint le plancher, on assiste plutôt à un clivage classique pour ou contre les libéraux, les partisans des étudiants cristallisant l'opposition au gouvernement »

Les commentaires (64)

CYBERPRESSE / LE NOUVELLISTE: SQ: la grève a coûté 1,5 million \$ en heures supplémentaires - Publié le 19 avril 2012 à 18h13 / Publié le vendredi 20 avril 2012 à 07h48



Photo: La Presse Canadienne

Selon la direction de la SQ, plus de 28 000 heures supplémentaires ont été compliées depuis le début de la grève étudiante.

Patrice Bergeron, La Presse Canadienne, QUÉBEC

La contestation étudiante a coûté environ 1,5 million \$ uniquement en heures supplémentaires à la Sûreté du Québec, a révélé le grand patron de la force policière, Richard Deschesnes.

En commission parlementaire sur l'étude des crédits jeudi, M. Deschesnes a indiqué que plus de 28 000 heures supplémentaires avaient été compliées depuis le début du boycott des cours.

Il a précisé que son calcul des coûts ne tient même pas compte des heures régulières ni des autres dépenses afférentes.

En point de presse avant sa comparution, M. Deschesnes a affirmé que les leaders étudiants perdent le contrôle des manifestations.

Il prétend qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités.

Appelé à commenter les interventions parfois musclées des forces de l'ordre au cours des dernières semaines, il a affirmé que la police intervient dans «le respect de la démocratie» et suggère qu'on ne peut lui imputer les dérapages.

«Il y a des gens qui organisent des manifestations et qui n'ont pas le contrôle. Je dirais que c'est une responsabilité qui appartient à tout organisateur d'une manifestation: lorsqu'on fait une manifestation publique, on doit s'assurer d'avoir le contrôle des gens qui participent à notre manifestation.»

Au cours des deux derniers mois de contestation étudiante, plusieurs manifestants se sont plaints du recours à la force excessive par les policiers. Un étudiant a été blessé à l'oeil, tandis que deux députés, Amir Khadir et Denis Trotter, ont eux-mêmes goûté à la médecine de l'es-couade anti-émeute au cours d'une manif devant l'Assemblée nationale.

M. Deschesnes soutient néanmoins que l'usage de la force a semblé bien balisé.

«Je n'ai pas vu personnellement de cas évident de brutalité policière», a-t-il affirmé, en ajoutant que lorsqu'une manifestation est déclarée illégale,

les policiers doivent «prendre les moyens nécessaires pour rétablir l'ordre et faire respecter la loi». En commission parlementaire, son collègue responsable de la surveillance du territoire, Marcel Savard, a indiqué que la SQ ne disposait pas d'agents infiltrateurs à proprement parler au sein du mouvement étudiant, mais que des agents en civil surveillaient les mouvements de foule. Toujours à propos des heurts avec les étudiants, le porte-parole péquiste en matière de sécurité publique, Bertrand St-Arnaud, a interpellé le ministre Robert Dutil, au cours de la commission parlementaire, sur le rôle des agents de sécurité embauchés par les directions des universités pour faire respecter les injonctions qui donnent libre accès aux étudiants contre le mouvement de contestation.

Des cas d'abus d'autorité ont en effet été rapportés. Des patrouilleurs d'agences privées auraient intimidé des étudiants et des professeurs, auraient forcé ces derniers à rester dans leur classe pour donner leur cours et auraient effectué des contrôles d'identité dans des classes. «Il y a comme un climat qui me semble problématique, a dit M. St-Arnaud. (...) Je demande au ministre s'il trouve ça normal.» M. Dutil a répondu que ce sont les universités qui ont retenu les services des agences de sécurité. «Est-ce que les mesures prises par les universités pour appliquer les décisions des tribunaux sont normales? Je ne commenterai pas.(...) Il n'y a pas eu d'enquête, il n'y a pas eu de plainte, il ne s'est rien passé.»

LE DEVOIR: Les leaders étudiants solidaires contre Line Beauchamp: Les professeurs d'université dénoncent le retour forcé – Jeudi 19 avril, 17h59



Photo : Clément Allard - Le Devoir
La rencontre entre la ministre Beauchamp et la FEUQ et la FECQ devrait avoir lieu demain. La Presse canadienne

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a ouvert une porte aux associations étudiantes, qui l'ont rapidement refermée. Dans un point de presse à Québec, ce matin, elle a invité les leaders de la contestation étudiante à une rencontre le plus tôt possible, dès vendredi, mais sans l'association étudiante la plus militante, la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (la CLASSE). Elle défiait ainsi le front commun des associations. Les meneurs du mouvement ont toutefois dit non. La ministre a pris acte de la condamnation de la violence réitérée par les fédérations étudiantes des cégeps (FECQ) et des universités (FEUQ), mais déplore que la CLASSE refuse toujours d'affirmer clairement qu'elle renonce à la violence. «J'ai demandé à mon cabinet d'entrer en contact avec les deux associations étudiantes (FECQ et FEUQ) pour qu'on discute de la tenue d'une rencontre, a-t-elle annoncé avant d'entrer au caucus libéral. (...) Je suis disponible, le plus vite possible, dès demain (vendredi), pour qu'on puisse s'asseoir.» La ministre a toutefois réaffirmé qu'il est hors de question de remettre en cause la hausse des droits de scolarité. Elle a d'ailleurs ignoré la recommandation d'un ancien ministre libéral, Claude Castonguay, qui suggère au gouvernement de reporter la hausse prévue cette année et de dialoguer avec les étudiants.

L'opposition péquiste a pour sa part vertement critiqué l'inflexibilité du gouvernement et de la ministre. En commission parlementaire pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation, la porte-parole péquiste en cette matière, Marie Malavoy, a rappelé que le mouvement de grève dure depuis 66 jours — «du jamais vu» au Québec — et qu'il n'est pas près de s'estomper. «La situation est devenue aujourd'hui insoutenable», a-t-elle déclaré à la période de questions à l'Assemblée nationale.

Du côté des fédérations étudiantes, la FEUQ et la FECQ affirment ne pas comprendre l'empressement de la ministre à tenir une réunion dès vendredi, alors qu'elle refuse de rencontrer les leaders étudiants depuis dix semaines.

«On lui demande d'attendre que la CLASSE se positionne sur les actes de violence, puisqu'elle sera en congrès cette fin de semaine», a fait valoir la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a confirmé que l'organisation débattrait de la question lors de son congrès cette fin de semaine, à Montréal. La CLASSE s'était pour l'instant limitée à se dissocier des actes de violence.

M. Nadeau-Dubois croit toutefois que la ministre de l'Éducation cherche tout simplement à diviser le mouvement étudiant. «Rien n'indique que Mme Beauchamp ne trouverait pas une autre raison d'exclure la CLASSE, même si nous révisons notre position de dissociation», a-t-il soutenu en entrevue.

La ministre semble toutefois avoir ouvert une brèche dans la solidarité étudiante, puisque la FECQ a affirmé qu'elle participerait à la réunion même si la CLASSE n'y était pas.

«Nos membres nous ont dit qu'il fallait profiter d'une rencontre. La crise prend une ampleur sans précédent, c'est important de se mettre en mode solution», a indiqué le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Il réitère toutefois son souhait de voir la CLASSE à la table de négociation. «Si on veut trouver de manière durable une solution au conflit, il faut que l'ensemble des associations étudiantes soient représentées», a-t-il rappelé.

Face à l'ampleur de la crise, Martine Desjardins demande l'intervention du premier ministre Jean Charest pour dénouer l'impasse.

«Si Mme Beauchamp est incapable d'aborder le sujet des droits de scolarité parce que c'est rendu une question d'égo, on pense que le premier ministre devrait reprendre le dossier des mains de la ministre de l'Éducation et l'associer avec les associations étudiantes, et ce, sans conditions», a soutenu la présidente de la FEUQ, reprenant ainsi la proposition de l'ancien ministre libéral Claude Castonguay.

Les professeurs d'université dénoncent

Par ailleurs, la Fédération qui regroupe les syndicats de professeurs d'université s'oppose désormais à un retour forcé en classe et dénonce la judiciarisation du conflit, estimant qu'elle a créé un climat de peur dans lequel il est impossible d'offrir des cours dans une atmosphère sécuritaire et sereine et de respecter les exigences pédagogiques requises.

En conférence de presse à Montréal, le président de la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU), Max Roy, a parlé d'une situation intenable pour ses membres.

«L'obligation d'enseigner, dans les circonstances, favorise la discrimination entre les étudiants. Elle place les professeurs dans une position intenable de devoir arbitrer des conflits d'opinions et de défier les décisions prises démocratiquement par les associations étudiantes dûment constituées. De plus, la situation nécessitera de doubler les tâches d'enseignement une fois terminées les grèves étudiantes et au moment de la reprise générale des cours», a-t-il fait valoir.

M. Roy a également dénoncé avec vigueur le fait que des professeurs aient été intimidés par des agents de sécurité et des policiers, et que certains de ses membres aient été appréhendés de manière «injustifiée».

«On porte ainsi atteinte aux libertés civiles, dont la liberté d'expression, a poursuivi M. Roy. Un climat de peur s'installe sur les campus universitaires, ce qui était inimaginable et qui est absolument inacceptable.»

Manifestations: voir revue de presse Action

[Vos réactions \(83\)](#)

CYBERPRESSE: Le conflit s'enlise, les profs se rebiffent - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 16h39



Etienne Ranger, LeDroit

L'Université du Québec en Outaouais a de nouveau été le théâtre de confrontations violentes.

Pierre Saint-Arnaud, La Presse Canadienne

Le conflit étudiant s'enlise et s'aggrave en certains endroits, alors que les enseignants se rebiffent face à la situation dans laquelle le gouvernement tente de les placer et que les forces policières interviennent d'une manière de plus en plus musclée lors des manifestations étudiantes.

La Fédération qui regroupe les syndicats de professeurs d'université s'oppose désormais à un retour forcé en classe et dénonce la judiciarisation du conflit, estimant qu'elle a créé un climat de peur dans lequel il est impossible d'offrir des cours dans une atmosphère sécuritaire et sereine et de respecter les exigences pédagogiques requises.

En conférence de presse, jeudi à Montréal, le président de la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU), Max Roy, a parlé d'une situation intenable pour ses membres.

«L'obligation d'enseigner, dans les circonstances, favorise la discrimination entre les étudiants. Elle place les professeurs dans une position intenable de devoir arbitrer des conflits d'opinions et de défier les décisions prises démocratiquement par les associations étudiantes dûment constituées. De plus, la situation nécessitera de dédoubler les tâches d'enseignement une fois terminées les grèves étudiantes et au moment de la reprise générale des cours», a-t-il fait valoir.

M. Roy a également dénoncé avec vigueur le fait que des professeurs aient été intimidés par des agents de sécurité et des policiers, et que certains de ses membres aient été appréhendés de manière «injustifiée».

«On porte ainsi atteinte aux libertés civiles, dont la liberté d'expression, a poursuivi M. Roy. Un climat de peur s'installe sur les campus universitaires, ce qui était inimaginable et qui est absolument inacceptable.»

Pendant ce temps, le comité de coordination de «Profs contre la hausse» a décidé d'utiliser l'ironie pour dénoncer les arrestations d'enseignants, la présence policière dans les institutions et l'intimidation exercée par des agents de sécurité. Certains d'entre eux devaient se livrer aux policiers «de façon préventive», jeudi après-midi, au quartier général de la police à Montréal.

Dans un communiqué, les porte-parole du mouvement déclarent que «si des injonctions devaient s'imposer également dans nos institutions, nous refuserions d'obtempérer, désobéissant ainsi à la loi. C'est pourquoi, par souci d'économie d'essence et de travail, nous vous demandons de nous arrêter immédiatement».

Accusations criminelles

Sur le terrain, pendant ce temps, les actions étudiantes se sont poursuivies, jeudi.

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) a de nouveau été le théâtre de confrontations violentes, et la direction a annoncé après dîner que les cours étaient annulés pour la journée dans les pavillons Alexandre-Taché et Lucien-Brault.

Trois autobus en provenance de Montréal avaient plus tôt emmené des étudiants venus appuyer leurs collègues de Gatineau. Les manifestants

ont réussi à pénétrer à des moments différents dans les pavillons, malgré une importante présence policière et en contravention d'une injonction du tribunal.

Les policiers ont utilisé des gaz irritants pour les faire reculer à un certain moment, mais les jeunes sont revenus à la charge. Durant les affrontements, au moins quatre étudiants ont été blessés à la tête à coups de matraque.

Les étudiants qui sont entrés se seraient livrés à des actes de vandalisme dans l'institution, «des dommages considérables» selon la police. Les policiers ont procédé à l'arrestation d'environ 150 d'entre eux et des accusations criminelles de méfait, pour occupation illégale des lieux, seront portées contre la majorité d'entre eux. Il s'agit d'accusations beaucoup plus graves que les constats d'infraction à des règlements municipaux signifiés jusqu'ici et qui pourraient déboucher sur un casier judiciaire.

Cela porte à plus de 300 le nombre d'arrestations en deux jours.

La police de Gatineau a précisé en fin de journée que les étudiants arrêtés jeudi ont été libérés sous promesse de comparaître. Ils se sont de plus vu imposer certaines conditions, notamment l'interdiction de se rendre aux pavillons Lucien-Brault et Alexandre-Taché de l'UQO ou de se trouver à moins de 500 mètres de ces endroits, sauf pour assister à des cours.

Plusieurs étudiants ont nié les actes de vandalisme et soutenu qu'ils n'avaient fait qu'utiliser du mobilier pour empêcher les policiers de les atteindre.

En fin d'après-midi, le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt, visiblement déconcerté par la tournure des événements, a annoncé que l'institution demeurerait fermée toute la journée et la soirée de vendredi.

«Le personnel et les étudiants de l'UQO ont besoin d'une pause. Ils ont besoin d'un moment pour pouvoir assurer une atmosphère de travail paisible et des circonstances, un environnement de formation propices à l'apprentissage et, à ce stade-ci, il est impossible pour moi de vous assurer de la sécurité des gens demain (vendredi)», a-t-il dit.

Il a soutenu que les méfaits avaient été l'oeuvre de personnes qui n'étaient pas des étudiants de l'institution et qui avaient réussi à semer la pagaille malgré les mesures déployées pour assurer la tenue des cours, comme l'ordonnait une injonction de la Cour supérieure.

Les étudiants et des professeurs de l'UQO - encore présents lors des manifestations pour soutenir et protéger leurs étudiants - n'en revenaient pas de l'importance des forces policières présentes aux abords de l'université et ont dénoncé leurs interventions.

«Je me sens comme dans une dictature», a lancé Laurent Paradis-Charette, un étudiant, montrant du doigt l'escouade antiémeute qui bloquait les accès du pavillon Lucien-Brault.

De son côté, l'Université de Sherbrooke, qui prévoyait reprendre les cours dans toutes les facultés touchées par un boycott à compter de midi, jeudi, comme le lui ordonnait une injonction émise la veille par la Cour supérieure, a renoncé à le faire.

Ainsi, le boycott demeure en vigueur pour les facultés des lettres et sciences humaines, d'éducation, des sciences, et d'éducation physique et sportive, qui regroupent quelque 6000 des 17 500 étudiants de l'institution.

Bien que de nombreux étudiants aient manifesté aux abords du campus, ils sont demeurés à l'extérieur des terrains de l'université, l'injonction émise par le juge Gaétan Dumas interdisant toute présence à moins de 25 mètres des entrées du territoire universitaire.

À Québec, la tentative d'une enseignante en philosophie du cégep de Limoilou de donner un cours dans la rue s'est transformée en manifestation désordonnée à laquelle les policiers ont aussitôt mis un terme sans ménagement. Le tout s'est soldé par quelques dizaines d'arrestations.

Montréal n'a pas été épargnée alors qu'un affrontement entre policiers et manifestants s'identifiant au mouvement étudiant a éclaté vers 8 h 30, jeudi matin, au centre-ville. Une bousculade s'est produite, des gaz irritants et un engin fumigène ont été lancés par les policiers, forçant les étudiants à se déplacer. Deux personnes ont été arrêtées.

Les étudiants, dont plusieurs étaient masqués et vêtus de noir, s'étaient d'abord dressés devant l'entrée d'une succursale bancaire. Ils ont quitté le secteur après les affrontements. Un autre groupe s'est manifesté en après-midi en s'allongeant dans la rue à l'angle de deux artères très achalandées du Vieux-Montréal.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Universités: Les professeurs dénoncent le climat malsain - Publié le: jeudi 19 avril 2012, 14H53 | Mise à jour: jeudi 19 avril 2012, 15H12



Photo Agence QMI / Archives

Le Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal déplore le climat qui règne actuellement sur le campus.

Agence QMI

Les professeurs d'université dénoncent le climat malsain qui règne sur les campus des nombreux établissements d'enseignement

depuis quelques semaines, en raison des tensions liées à la grève étudiante.

Ces enseignants regroupés au sein de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU) estiment que la judiciarisation du conflit étudiant fait régner un climat de peur. Ils se sentent coincés entre les mots d'ordre du gouvernement, les décisions judiciaires et les associations étudiantes.

La FQPPU déplore également la présence intimidante des gardiens de sécurité engagés récemment par l'Université de Montréal pour surveiller le campus. Ces gardiens de sécurité sont armés de matraques et même d'armes à feu.

Pour Jean Portugais, du Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal, le climat qui règne actuellement ne représente pas la philosophie d'enseignement qui devrait exister dans les universités: «On voit des gardiens de sécurité dans les couloirs qui hurlent en disant "rentrez dans vos classes". On a vu ça à l'Université du Québec en Outaouais et à l'Université de Sherbrooke. On vit dans un climat qui n'a plus aucun sens.»

Le président de la FQPPU, Max Roy, croit qu'il est intolérable que des étudiants ou professeurs soient malmenés ou interceptés. «C'est plus qu'un traumatisme qu'on est en train de créer, a-t-il dit. On est en train d'installer un climat de terreur.»

Les professeurs lancent un appel à la classe politique et lui demandent d'écouter les revendications des étudiants.

CYBERPRESSE: Climat «extrêmement tendu» à l'Université de Montréal - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 11h56



Photo Valérien Mazataud, collaboration spéciale

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Les étudiants en grève de l'Université de Montréal dénoncent vivement le climat «extrêmement tendu» qui se serait installé sur leur campus depuis une semaine.

Il y a huit jours, l'administration universitaire a obtenu une injonction interdisant à quiconque d'ériger des piquets de grève bloquant des salles de cours. Pour faire respecter son injonction, l'université a embauché plusieurs agents de sécurité de la firme BEST.

Au début de la semaine, un professeur d'urbanisme s'était vivement plaint du travail de ces agents, plaidant qu'ils avaient intimidé certains de ses collègues. Des professeurs auraient même été contraints à donner leur leçon devant une salle vide par des agents de sécurité.

Ce matin, les étudiants en grève de l'université ont affirmé qu'ils considéraient la possibilité de porter plainte contre certains agents. Des insultes à caractère xénophobe et sexuel ont été proférées, selon les étudiants.

Une manifestation d'environ 250 personnes s'est mise en branle pour faire entendre leur mécontentement.

TVANOUVELLES: Grèves étudiantes: Beauchamp prête à rencontrer la FECQ et la FEUQ - Première publication jeudi 19 avril 2012 à 11h13



Crédit photo : Agence QMI

Par Régys Caron | Agence QMI

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, invite deux des trois associations étudiantes en conflit, la FECQ et la FEUQ, à discuter pour trouver une issue au conflit dans les cégeps et les

universités, qui en est à son 66e jour. La CLASSE, qui regroupe une majorité de grévistes, risque de se retrouver isolée.

«J'ai pris acte que deux associations étudiantes sur trois, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont réitéré le fait qu'elles condamnaient le recours à la violence et au vandalisme. Au gouvernement, nous condamnons aussi toute forme de violence et de brutalité excessive», a déclaré jeudi la ministre de l'Éducation.

Mme Beauchamp a demandé au personnel de son cabinet d'inviter la FEUQ et la FECQ à discuter de certains sujets, dont la gestion des universités et l'accessibilité aux études supérieures. Ces dernières ont déjà fait part de leur embarras

à entamer des discussions avec le gouvernement sans la présence de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui maintient sa position de se dissocier des gestes de violence commis sans pour autant les condamner.

«Je suis disponible dès demain (vendredi). Le gouvernement est prêt à répondre à une des demandes de la FEUQ, qui nous demandait de bouger sur une meilleure gestion des universités. On est toujours prêts à parler d'améliorer l'accessibilité aux études», a dit Mme Beauchamp, qui a tenu à répéter que le gouvernement Charrest demeurerait ferme sur l'augmentation de 75 % sur cinq ans des droits de scolarité.

CYBERPRESSE: La FEUQ refuse de rencontrer Beauchamp sans la CLASSE - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 10h49 | Mis à jour le jeudi 19 avril 2012 à 14h29



Photo Robert Skinner, La Presse
Line Beauchamp

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, invite officiellement les fédérations étudiantes collégiale et universitaire, la FECQ et la FEUQ, à une rencontre vendredi au plus tôt. Jamais sans la CLASSE, répond la FEUQ. Après avoir dit qu'elle accepte l'invitation de Mme Beauchamp, la FECQ a réévalué sa position. Elle ne participera pas à la rencontre en raison de la décision de la FEUQ.

Line Beauchamp a décidé d'écarter la CLASSE parce qu'elle a opposé une fin de non-recevoir à son ultimatum de mercredi. La ministre demandait aux étudiants de condamner les gestes de violence.

«J'ai pris acte du fait que deux associations étudiantes sur trois, la FEUQ et la FECQ, ont réitéré (mercredi) le fait qu'ils condamnaient le recours à la violence et au vandalisme. J'ai demandé à mon cabinet d'entrer en contact avec les deux associations étudiantes pour qu'on discute de la tenue d'une rencontre», a-t-elle affirmé cet avant-midi.

Elle souhaite que cette rencontre se tienne «le plus vite possible». Elle se dit disponible dès vendredi. Elle est en commission parlementaire jeudi pour l'étude des crédits budgétaires de son ministère.

Line Beauchamp est prête à discuter de la gestion des universités et du programme des prêts et bourses. «Les associations qui viendront à la rencontre, je sais qu'elles vont vouloir parler du niveau des droits de scolarité. Je ne peux pas empêcher que la question soit soulevée. Moi, je veux juste réitérer que le gouvernement est ferme sur cette question de la hausse des droits de scolarité», a-t-elle insisté.

La FEUQ décline l'invitation de la ministre. «J'ai un mandat très clair d'exiger que la CLASSE soit

présente. La ministre doit s'asseoir avec tout le monde», a affirmé sa présidente, Martine Desjardins. Elle demande à la ministre de mettre de côté ses «enjeux électoraux immédiats» et d'attendre que la CLASSE tienne son assemblée samedi.

La FECQ a d'abord affirmé à La Presse qu'elle accepte l'invitation de Mme Beauchamp. Une heure plus tard, elle a changé son fusil d'épaule. «On a réévalué un peu, précisé en fait, notre position sur le sujet», a dit son président, Léo Bureau-Blouin. Comme la FEUQ exige la présence de la CLASSE, «on n'ira pas tout seul à une rencontre».

Il a proposé au cabinet de Mme Beauchamp de reporter la rencontre à lundi pour «laisser la

chance à la CLASSE de se positionner sur le sujet» de la violence.

Mercredi, la FEUQ a appelé la ministre à dénoncer aussi l'intimidation commise à l'égard de professeurs et d'étudiants. Mme Beauchamp l'a fait cet avant-midi. «Nous condamnons l'utilisation de toute forme de violence ou de brutalité excessive. Il faut condamner le recours à l'intimidation», a-t-elle dit. Elle a répondu par l'affirmative lorsqu'un journaliste lui a demandé si elle condamne les menaces reçues par le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Ce dernier a porté plainte à la police.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Grève étudiante: Les associations solidaires - Publié le: jeudi 19 avril 2012, 10H48 | Mise à jour: jeudi 19 avril 2012, 23H52 / Première publication jeudi 19 avril 2012 à 17h03 - Mise à jour : jeudi 19 avril 2012 à 18h06

VIDÉO: Line Beauchamp et l'invitation de rencontrer deux associations étudiantes, la FEUQ et la FECQ. - jeudi 19 avril 2012 - Journal de Québec

QUÉBEC - **Line Beauchamp devra attendre encore quelques jours avant de discuter avec les associations étudiantes, celles-ci désirant demeurer solidaires.**

«On est prêts à aller s'asseoir avec Mme Beauchamp à condition que la CLASSE soit invitée», a statué la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) par la voix de sa présidente Martine Desjardins. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a décidé elle aussi d'exiger la présence de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) aux négociations promises.

La ministre de l'Éducation s'est dite déçue de devoir attendre mais a précisé que sa porte est toujours ouverte. Mme Beauchamp avait invité ce matin la FECQ et la FEUQ à discuter de la gestion des universités et de l'accessibilité aux études supérieures pour tenter de trouver une

issue au conflit, après avoir pris acte que les deux associations avaient dénoncé la violence. La CLASSE, qui regroupe environ 50% des grévistes, n'a pas été invitée sous prétexte qu'elle n'a toujours pas dénoncé la violence.

Trois mots

Le début de ces discussions entre la ministre Beauchamp et les associations étudiantes tient donc à ces trois mots: «condamner la violence». La FEUQ et la FECQ pressent la CLASSE de franchir le pas pour qu'une issue au conflit puisse être trouvée. Après s'être limitée à se «dissocier» des gestes violents commis depuis le début du conflit, la CLASSE promet de débattre de la question en fin de semaine prochaine.

Au moment où les coups de matraquet et les arrestations se multipliaient à Québec, Montréal et Gatineau, Line Beauchamp et son collègue de la Sécurité publique Robert Dutil ont tour à tour

dénoncé les excès de brutalité qui ont pu être commis par les forces policières appelées à intervenir dans les manifestations étudiantes. «Je dénonce toute violence quelque soit sa provenance, a déclaré Robert Dutil. Les personnes qui ont pu être victimes de brutalité policière n'ont qu'à se plaindre aux instances compétentes, a-t-il signifié.

Pour sa part, la Fédération québécoise des professeurs d'universités dénonce l'obligation d'enseigner dans un «climat de peur» contraire à la pédagogie universitaire.

[Afficher 5 de 39 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 5 de 103 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Gabriel Nadeau-Dubois victime de menaces - Mise à jour le jeudi 19 avril 2012 à 8 h 53 HAE



Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois

L'un des principaux meneurs du mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité, Gabriel Nadeau-Dubois, a déposé mercredi une plainte à la police de Montréal à la suite de menaces proférées à son endroit.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) aurait reçu plusieurs messages haineux et des menaces en provenance des réseaux sociaux.

M. Nadeau-Dubois, qui avait ignoré ces messages jusqu'ici, aurait décidé de déposer une plainte au Service de police de la Ville de Montréal en raison de récents messages qui le menaçaient physiquement.

Un internaute en particulier lui aurait envoyé un courriel d'intimidation dans lequel il prévient le porte-parole de la CLASSE de limiter ses apparitions publiques car des individus sont à sa recherche. Ce même internaute lui aurait également fait parvenir plusieurs messages haineux et injurieux. Depuis plusieurs semaines, Gabriel Nadeau-Dubois est à l'avant-scène médiatique dans le conflit qui oppose les mouvements étudiants au gouvernement du Québec sur la hausse des droits de scolarité.

Les menaces que reçoit le porte-parole de la CLASSE préoccupent les dirigeants étudiants et ses collègues de la CLASSE, car l'adresse personnelle de M. Nadeau-Dubois aurait circulé la semaine dernière sur les réseaux sociaux.

CYBERPRESSE: Reprise des cours: l'Université de Montréal recule - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 08h28



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

En plus des professeurs, des étudiants de l'Université de Montréal rapportent des propos déplacés et disgracieux de la part d'agents de sécurité à leur endroit. La Fédération des associations étudiantes du campus de

l'Université de Montréal (FAECUM) reçoit de nombreuses plaintes à ce sujet.

Pascale Breton, La Presse

Dans l'espoir de calmer les esprits qui s'échauffent sur son campus, l'Université de Montréal recule. L'administration a publié une nouvelle directive, mercredi, indiquant que «jusqu'à nouvel ordre, les cours visés par le boycottage ne seront pas donnés».

Tant les professeurs que les étudiants qui se sont prononcés en faveur de la grève ne sont pas donc pas tenus de se présenter à leurs cours.

L'administration devra réfléchir avec le corps professoral sur la mise en place des «conditions pédagogiques requises» pour reprendre les cours.

Depuis lundi, la direction avait donné le mot d'ordre aux professeurs de donner les cours, peu importe le nombre d'étudiants présents. Une directive qui a suscité un malaise chez plusieurs professeurs et des tensions avec des agents de sécurité qui ont été accusés d'intimider des professeurs et des étudiants.

Les cours qui ne font pas l'objet d'un boycottage de la part des étudiants doivent par ailleurs se dérouler normalement, a précisé l'Université.

CYBERPRESSE: Ultimatum: la CLASSE ne bronche pas - Publié le 19 avril 2012 à 08h18



Les porte-paroles de la CLASSE, Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois.

Pascale Breton, La Presse

C'est une fin de non-recevoir qu'a opposée la CLASSE à l'ultimatum lancé par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Elle demandait aux étudiants de condamner les gestes de violence, de vandalisme et d'intimidation.

«Ce gouvernement nous demande à nous de dénoncer symboliquement certaines actions avec lesquelles on n'a rien à voir. Il enfonce le débat public dans un débat de sémantique alors qu'il a refusé de condamner des gestes pas mal plus graves qu'un pot de peinture sur un immeuble», a répondu Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Il faisait référence à un événement survenu au début de la grève, lorsqu'un cégépien a été gravement blessé à un œil.

La position de la CLASSE a été adoptée par les membres, en congrès. L'organisation se dissocie des gestes de vandalisme, ne les encourage pas, mais refuse de les dénoncer. «On adhère à une diversité de tactiques», a rappelé M.Dubois-Nadeau.

Hier matin, pour dissiper toute ambiguïté, la ministre Beauchamp a demandé aux associations étudiantes de condamner les gestes de violence, de vandalisme et d'intimidation, et ce, dans la journée.

Tout en déplorant la guerre de mots qui éclipse le véritable débat, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a condamné les gestes faits au cours des derniers jours. Mais elle a invité la ministre à dénoncer à son tour l'intimidation qui aurait été commise à l'endroit de professeurs et d'étudiants, comme l'a révélé La Presse hier. Aucune date n'est encore fixée pour une rencontre entre la ministre et les organisations étudiantes afin de discuter de la gestion des universités. «On y travaille, mais il n'est pas question de s'asseoir avec une organisation qui refuse de condamner la violence», a indiqué l'attachée de presse de la ministre, Hélène Sauvageau.

De son côté, la FEUQ tient à la présence de la CLASSE. «On cherche toujours à ce que tout le monde soit présent et que la question des droits de scolarité soit sur la table. Ce n'est pas vrai qu'on va aller discuter de tout sans parler des droits de scolarité», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, en reconnaissant qu'elle se heurte à une «grande fermeture» de la part du gouvernement.

De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec a répété qu'elle condamnait les actes de violence, quels qu'ils soient. La situation est allée trop loin, a reconnu le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

«On va continuer d'appeler les gens au calme parce qu'il faut faire une pression, s'exprimer, mais on n'est quand même pas en Syrie non plus», a-t-il lancé, précisant du même souffle qu'il souhaite que la CLASSE soit invitée à la table de discussions.

L'ancien président de la FEUQ se fait entendre

Le président de la FEUQ lors de la grève étudiante de 2005, Pier-André Bouchard St-Amant, a tenté d'intercéder hier pour calmer le jeu.

Dans une lettre que La Presse a obtenue, il s'adresse directement aux membres de la CLASSE pour leur demander de dénoncer la violence et éviter de s'autoexclure de la table de négociation, comme en 2005.

«Si vous dénoncez la violence, vous battez le gouvernement à son propre jeu. Vous devenez alors une organisation adulte et allez là où les décisions se prennent», écrit-il.

Cette lettre n'a pas trouvé d'écho auprès de la CLASSE. «Il nous demande de renier nos principes», a rétorqué Gabriel Nadeau-Dubois, avant d'ajouter que l'ancien président «devrait peut-être écrire à ses collègues des fédérations pour leur demander de ne pas répéter l'erreur de 2005 et ne pas aller négocier sans la CLASSE».

Le débat s'est aussi transporté à l'Assemblée nationale. Pressé par la chef de l'opposition, Pauline Marois, de mettre fin à la crise, le premier ministre, Jean Charest, lui a demandé si elle-même s'assoierait avec la CLASSE.

LE DEVOIR: La CLASSE de plus en plus isolée: La FEUQ et la FECQ condamnent désormais clairement les actes de violence - Jeudi 19 avril 2012





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Les étudiants ont entre autres manifesté dans la rue Sainte-Catherine, hier, à Montréal.

Lisa-Marie Gervais

Devant l'ultimatum de la ministre de l'Éducation, le mouvement étudiant se divise: les deux fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ) condamnent désormais clairement les actes de violence et de vandalisme attribués au conflit, tandis que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) s'isole en refusant de les condamner.

«On s'est dissocié plusieurs fois, mais on ne va pas condamner, on n'a pas le mandat», a répété encore hier sur toutes les tribunes Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE, en alléguant qu'il n'en a pas le mandat. Et impossible, pour cette coalition qui représente près de 50 % des grévistes, d'obtenir un tel mandat à 24 heures d'avance. «La ministre demande aux porte-parole étudiants de prendre position en 24 heures, alors que nous sommes en grève depuis neuf semaines, et sans consulter les dizaines de milliers de personnes en grève.»

Cela n'est toutefois pas nouveau que les membres de cette organisation montrent des réticences à condamner la violence. Lors de son dernier congrès, un amendement à une résolution, voulant que la CLASSE souligne qu'«à l'instar des fédérations étudiantes elle n'a jamais appelé à la violence», a même été rejeté à majorité.

Pourtant, même si elle écarte cette option pour l'instant, la CLASSE pourrait, si elle le voulait, convoquer un congrès d'urgence avant samedi pour discuter de la question de la condamnation de la violence. «Le conseil de coordination peut, s'il le désire, convoquer un congrès extraordinaire dans un délai minimum de 72 heures», stipule-t-on à l'article 15.1 du chapitre 3 portant sur le congrès de la CLASSE.

Condamnera? Condamnera pas? L'heure n'est pas à se livrer une guerre de mots pour forcer les uns et les autres à se prononcer sur la question de la violence, estime la présidente de la Fédération étudiante universitaire, Martine Desjardins. «Il va falloir qu'on arrête d'avoir un débat de sémantique et qu'on ait un débat de fond, a-t-elle insisté. Il y a de plus en plus d'étudiants qui se mobilisent et prennent un mandat de grève, même l'École nationale d'administration publique en a pris un. La ministre a un problème sur les bras.»

Le dialogue de sourds se poursuit. «On cherche un terrain d'entente et on n'y arrive pas. On veut s'assurer qu'on va discuter de droits de scolarité, mais on n'a pas de ligne claire de la ministre. C'est une fermeture complète de sa part», a déploré Martine Desjardins.

Même scénario qu'en 2005?

Alors que le temps presse et que la tension monte, le scénario de la grève de 2005 semble vouloir se répéter: la FECQ et la FEUQ pourraient vrai-

semblablement se retrouver, sans la CLASSE, à la table des discussions avec la ministre. Pier-André Bouchard-St-Amand, qui était président de la FEUQ lors de ce dernier grand débrayage il y a sept ans, exhorte d'ailleurs les membres de cette organisation plus radicale à dénoncer la violence pour enfin dialoguer avec le gouvernement.

«Si vous refusez de dénoncer la violence, vous jouez ainsi le jeu électoral du gouvernement. Vous restez alors une organisation qui préfère rester en retrait lorsque viennent les moments cruciaux, un peu comme le petit frère qui lance parfois des roches aux voisins pour ensuite se cacher derrière son grand frère quand ces derniers sortent pour se plaindre. Vous devenez les artisans de votre propre malheur et vous vous auto-excluez, a-t-il écrit dans une lettre adressée aux étudiants dans son blogue. J'aimerais que vous fassiez le contraire et changiez l'histoire. Jouez le jeu du gouvernement et battez-le sur son propre terrain. Dénoncez la violence, venez négocier.»

Cependant, les signes que les discussions pourraient se mener sans la CLASSE sont de plus en plus évidents. Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, reconnaît que les pourparlers pourraient commencer sans elle. «Peu importe le moment que la ministre va choisir pour convoquer une réunion, on va y assister. Mais un des premiers points de discussion sera de voir pourquoi il y a un refus obstiné d'inviter la CLASSE, a-t-il soutenu au Devoir. On espère ne pas avoir à se rendre jusque-là, mais c'est entendu qu'on va participer si elle fait une rencontre. On souhaite que le conflit se règle. À chaque jour qui passe, ça compromet la session.»

La FEUQ exige quant à elle plus fermement la présence de la CLASSE. «On a eu une réunion avec nos membres. Ça commence à urger [les discussions avec la ministre], mais on a toujours le mandat d'exiger que la CLASSE soit présente à la table, a rappelé Mme Desjardins. C'est quand même mieux d'attendre qu'elle se prononce que de bousculer les choses.» Toutefois, la structure de son organisation étant moins contraignante que celle de la CLASSE, rien n'empêche que la FEUQ, qui tient parfois plusieurs fois par jour des rencontres au sommet avec ses délégués via Skype, décide de revoir sa position et de se désolidariser.

Ligne dure et ultimatum

Un point réunit toutefois les trois groupes d'étudiants: l'exigence que Line Beauchamp condamne à son tour les dérapages et la brutalité envers les étudiants sur divers campus. «Oui, on se dissocie et condamne les actes de violence et de vandalisme, mais on demande à la ministre de dénoncer les actes posés par les administrations universitaires à l'égard des étudiants et les actes de violence policière. Il faut faire un appel au calme. Nous, on a pris nos responsabilités. Mais où est la ministre?» a indiqué Martine Desjardins, la présidente de la FEUQ.

Sur ce point, le cabinet de la ministre maintient la ligne dure en refusant de condamner la violence et la brutalité policière. «La gestion de la sécurité appartient aux universités. Pour ce qui est de la brutalité policière, ça relève de la sécurité publique», s'est contenté de répondre Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de Mme Beauchamp.

La ministre avait lancé hier matin un ultimatum aux étudiants. «Je vais m'asseoir et je vais discuter avec des gens qui ont clairement condamné le recours à la violence, en date d'aujourd'hui à la fin de la journée. On aura un portrait clair [qui dira] avec qui je peux entamer un dialogue», a indiqué la ministre à des journalistes hier matin. Et comme elle ne condamne pas la violence, la CLASSE n'en fera vraisemblablement pas partie, a confirmé son cabinet.

En Chambre, le gouvernement a également tenté de cerner l'opposition péquiste sur le recours à la violence. Le Parti québécois a condamné l'usage de la violence dans cette crise, mais n'a pas dit si dans le dialogue il exclurait les représentants de la CLASSE.

Avec La Presse canadienne

[Vos réactions \(91\)](#)

LE DEVOIR: Des élèves du secondaire en débrayage contre la hausse – jeudi 19 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Des élèves du secondaire d'une école du quartier Saint-Michel se joindront au mouvement étudiant à compter de mardi.

Mélissa Guillemette

Les élèves d'une école secondaire de Montréal ont voté pour un débrayage de trois jours afin de dénoncer la hausse des droits de scolarité. Ils souhaitent se lancer dans la mêlée, alors que leurs collègues des cégeps et universités se trouvent dans des situations tendues dans plusieurs régions du Québec.

Du 24 au 26 avril, les élèves de l'école Joseph-François-Perrault, une école publique du quartier Saint-Michel, devraient organiser des piquets de grève et des manifestations. Si plusieurs élèves du secondaire avaient délaissé les cours pour la marche du 22 mars, à Montréal, il s'agit d'une première tentative de grève étudiante au secondaire.

Le conseil d'élèves a organisé une assemblée générale mardi après les cours, et le quart des étudiants s'y sont présentés. À main levée, les élèves ont voté à 91 % pour la grève. «C'est le temps de montrer que nous avons notre mot à dire, a expliqué un étudiant de 5e secondaire, Louis Duranleau-Hendrickx, au nom de ses collègues de classe. Nous invi-

tons également les autres écoles secondaires à voter pour un débrayage afin de mettre plus de pression sur le gouvernement.

Informée hier du vote des élèves, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) a indiqué qu'elle étudiait la question avec l'Alliance des professeurs et la direction de l'école. La façon dont le vote a été tenu sera analysée, par exemple, a expliqué le porte-parole de la CSDM, Alain Perron.

Climat tendu à l'UQO

Le climat demeure des plus tendus à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), où la direction tente une reprise des classes depuis lundi. Plus de cours ont toutefois eu lieu hier que la veille, soit 38 des 47 séances prévues le mercredi.

En conférence de presse en fin d'après-midi, le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt, a demandé à ce que soit respectée l'injonction que d'autres étudiants ont obtenue vendredi dernier pour que les manifestants les laissent assister à leurs cours. M. Vaillancourt demande tout spécialement aux gens qui ne sont pas étudiants à l'UQO de cesser de bloquer les entrées. «On espère que les gens qui n'ont pas affaire à l'université resteront chez eux.»

Le recteur a par ailleurs salué le travail du Service de police de la Ville de Gatineau, alors qu'une centaine de personnes ont été arrêtées hier.

Les étudiants dénoncent plutôt ces arrestations. «Ce qui est déplorable, c'est qu'ils sortent l'antiémeute pour des étudiants qui, je tiens à le souligner, sont depuis le début de la grève pacifiques», a lancé Carole-Anne Poitras, une étudiante de l'UQO. La CLASSE offrirait tôt ce matin le transport en autobus à ses membres qui voulaient se rendre à Gatineau.

De son côté, l'Université de Montréal a finalement suspendu les cours visés par les votes de grève pour une période indéterminée, «à la suite de discussions avec les instances syndicales des professeurs et des chargés de cours». Après avoir obtenu une injonction la semaine dernière, l'Université tentait d'opérer une reprise totale des cours cette semaine. Mais les manifestations se sont poursuivies et le climat n'est pas «propice à la tenue d'activités académiques», juge la direction.

À Sherbrooke, une demande d'injonction déposée par la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke a été accordée par la cour hier. Les cours doivent donc reprendre ce matin. Dix-neuf manifestants qui bloquaient des bureaux du ministère de l'Éducation à Sherbrooke ont été arrêtés hier.

Un peu plus de 175 000 étudiants sont toujours en grève, dont certains depuis neuf semaines et demie.

Avec La Presse canadienne

Vos réactions

- Caroline Moreno – Inscrit, 19 avril 2012 06 h 17
BRAVO Joseph-François-Perrault !
Les élèves du secondaire (et leurs parents) sont les prochaines victimes de ces hausses...
- Q1234 – Inscrite, 19 avril 2012 09 h 31
Oui! Bravo! Nous vous appuyons! C'est vous les générations les plus concernées!
- Georges Paquet – Abonné, 19 avril 2012 06 h 26
Le secondaire en grève.
Il ne manque que le primaire et les garderies. De façon démocratique, bien sûr...
- Q1234 – Inscrite, 19 avril 2012 09 h 32
Pas fou! Ce sont eux qui vont en souffrir le plus.
Il semble que les adultes ne sont pas tous prêts à protéger le bien public pour eux alors...
- arrenciel – Abonné, 19 avril 2012 09 h 59
Est-ce que le seul geste démocratique valable au Québec est de prendre sa carte de membre de votre parti libéral?
La fatigue démocratique est grande au Québec. On veut en faire l'économie. Pas de discussion, que des partisans du parti unique celui du pouvoir, qui ne gouverne plus, mais qui exerce sa puissance au profit des nantis!
Gérard Côté
Lire le texte de M. Lisée dans son blogue
- André Michaud – Inscrit, 19 avril 2012 10 h 22
Ces enfants connaissent-ils vraiment le dossier? Savent-ils que les études ici sont payées à 80% par les citoyens, et que c'est L'endroit les plus économique en Amérique du nord?

Moi aussi quand j'étais enfant au secondaire je courrais les occasions de manquer l'école...peu importe la cause..

- Francis Paradis – Inscrit, 19 avril 2012 21 h 53
@Michaud

Vous-mêmes êtes-vous au courant du dossier? Le connaissez vous?

Si oui, vous savez bien entendu que les études ne sont pas payées à 80% par les citoyens. Vous semblez oublier que malgré la faible participation (en valeur relative) des étudiants au financement des universités, celles-ci sont financées à hauteur de 20%, bon an mal an, par des dons d'entreprises et d'ex-étudiants.

Bien sûr, si vous connaissez ces faits, c'est donc que vous tentez d'induire en erreur la population. Sinon, c'est que vous connaissez mal les dossiers. À vous de choisir quelle option convient le mieux à votre cas.

- Jean-Denis Bruneau – Abonné, 19 avril 2012 22 h 13

Pour répondre à Monsieur André Michaud, je crois que ces "enfants" comme vous dites si bien comprennent très bien l'enjeu actuel de ce conflit. Ils sont pour la plupart pratiquement des citoyens à part entière à quelques mois de pouvoir voter. Cette hausse nous affectera bien plus que tous les étudiants actuellement en grève aux niveaux collégial et universitaire. Peut-être manquez-vous l'école, peu importe la cause, mais bon nombre d'entre nous suivons nos études avec assiduité. La grève n'est vraiment pas une façon de prendre congé, mais plutôt de montrer que même non-majeurs, nous sommes capables d'avoir une opinion très

bien construite et d'appuyer une cause qui nous tiens à cœur.

- Amélie Bruneau, étudiante de 5e secondaire
Laurent Richer-Beaulieu – Inscrit, 19 avril 2012 10 h 33

Une journée pédagogique

Connaissez-vous ces journées qu'on appelle "pédagogiques" ? Pour ceux qui ne le savent pas, ce sont des journées où les élèves sont en congé et les professeurs travaillent. Les élèves adorent ce genre de journée. J'étais élève au secondaire il y a maintenant un peu moins d'un an et je peux en témoigner !

Personne ne peut le nier : Les élèves du secondaire, peu importe leur opinion, sont et seront toujours ravis de manquer des jours de classe. Les examens reportés, les devoirs et les cours remis à un autre jour... c'est le paradis !

Toutefois, il faut se questionner sur la méthode et sur le pourquoi d'une grève des élèves du secondaire. Avant de tergiverser dans le mélodramatique et de féliciter nos beaux jeunes valeureux d'entreprendre une lutte sociale, regardons la situation avec un oeil critique et plus avisé.

Premièrement, la méthode. Le vote qui s'est passé à l'école secondaire Joseph-François-Perrault est loin de ce qu'on peut appeler "démocratique". Comme tous les votes à mains levées, cette situation engendre immédiatement de l'intimidation, qu'elle soit directe ou indirecte, physique ou verbale. Comprenez bien : un élève de première secondaire ne votera jamais contre la voix la plus forte, soit celle de la majorité des plus âgés. Un élève de première secondaire a 12 ans... et un de cinquième en a 17. Qui est le

plus persuasif et intimidant des deux ? Vous me suivez ?

Je suis étudiant au Collège de Maisonneuve, en première année de Sciences Humaines. Aux assemblées générales, là où le vote est supposé être démocratique, on vote aussi à main levée. Et il y en a de l'intimidation, croyez-moi ! Je fais partie de ces gens qui n'ont pas peur d'aller en avant et de parler (on est 4 qui osent, vous comprendrez pourquoi) et qui n'ont pas peur non plus des regards haineux et des insultes qu'on lance à notre passage dans l'allée du gymnase durant l'assemblée. Le pire, c'est qu'ils ont le même âge que

- Louis Duranleau-Hendrickx – Inscrit, 19 avril 2012 16 h 58

Premièrement, il faut tenir compte que le temps de classe perdu sera certainement repris et les élèves le savent. Évidemment, comme aller à l'école jusqu'à 16 ans est obligatoire et que certains attendent d'avoir atteint cet âge pour quitter l'école, la grève tombe comme des jours de congé. Néanmoins, la grande majorité des élèves ont voté pour un débrayage, car ils veulent se prononcer sur la question de la hausse. Nous avons réussi à réunir des centaines d'étudiants de notre école le 22 mars 2012, certains de ceux qui sont venus n'avaient pas d'absence motivée, alors ils ont du faire des retenues. Si nous avons voté une levée des cours, c'est parce que les étudiants vont s'impliquer, nous avons déjà planifié du piquetage tôt le matin, plus d'une heure avant notre rentrée matinale quotidienne normale. De plus, nous avons un examen du ministère en français sous peu et c'était hier la principale préoccupation de tous les étudiants, c'est donc faux de dire: examens reportés... c'est le paradis! Croyez-vous vraiment que le ministère va reporter son examen final, surtout pour cause de grève ?

Finalement, le vote à main levée. Oui le vote s'est fait à main levée, personne n'ayant demandé un vote secret, mais je peux vous assurer qu'hier il n'y a pas eu d'intimidation au moment du vote. Des élèves de secondaire 1 et 2 sont venus s'exprimer au micro, pour ou contre la grève et aucun n'a été hué... Je crois qu'une des premières choses que la présidence a faite, c'est de rappeler que toutes les positions sont acceptables... Hier, il y a eu de bons débats, mais tout s'est déroulé dans le plus grand respect. Une vingtaine d'étudiants ont voté contre la grève, dont un de mes amis, et je respecte au plus haut point leur position.

En temps normal, je vous aurais félicité pour votre courage lors des AG, même si je ne suis pas d'accord avec vous, mais vous êtes si méprisant envers les élèves du secondaire que vous

- Francis Paradis – Inscrit, 19 avril 2012 22 h 02

@Louis

Bravo, très bien écrit et rempli de bon sens! @Laurent

L'intimidation n'est pas envers les verts. Ce qui crée des réactions, c'est le manque d'argument. Un vert qui se fait huer est un vert qui donne uniquement des arguments personnels (mes cours, mon argent, ma job d'été).

Les votes à main levée ont lieu dans les conseils d'administration des entreprises, à l'assemblée nationale, aux assemblées générales des partis politiques ainsi qu'à l'élection des conseils d'administration (chez Desjardins, par exemple). Si c'est bon pour les entreprises, le gouvernement et les organisations politiques, pourquoi pas pour les étudiants?

- Arnaud Gagnon – Inscrit, 19 avril 2012 22 h 23

Étiez-vous dans la rue le 22 mars?

Il faut croire que non. Avez-vous été là pendant le rendez-vous que les élèves du secondaire s'étaient donnés ce jour-là? Moi oui.

Oublions un moment le fait qu'ils étaient nombreux, très même. Concentrons nous uniquement sur le fait que j'ai parlé avec plusieurs d'entre-eux, surtout les plus jeunes et que j'ai été très ému ce jour-là. Ému parce qu'un jeune de secondaire 1 qui défend avec force convictions ces valeurs, qui est capable d'argumenter correctement pour défendre la grève et le mouvement étudiant contre la hausse, un tel élève, c'est quelque chose de beau. C'est une preuve que tout n'est pas perdu. Une preuve que les gens de demain ne seront pas tous comme vous: aveugles, bornés.

Votre commentaire est à proprement parlé insultant.

Étiez-vous là pendant l'AG de JFP? Non.

Vous vous contenter de diffamation parce que aigri que vous êtes vous voyez le mal partout dans notre mouvement de grève. Peut-être y-a-t-il vraiment eu intimidation dans VOTRE AG, mais y-en-a-t-il dans les autres? Il ne faut pas se contenter de Richard Martineau et Éric Duhaime pour le savoir, il; faut y être.

- Eric Pauzé – Inscrit, 19 avril 2012 10 h 42
- L'esprit de la réforme

L'un des buts de la récente réforme scolaire n'est-elle pas de faire grandir l'esprit critique et la conscience citoyenne des élèves, dans le but de se forger une opinion, de l'exprimer et la défendre en tant que citoyen? Il faut croire que ça a marché!

- Donald Bordeleau – Inscrit, 19 avril 2012 20 h 46

Bravo pour ce début de démocratie.

En espérant que la police ne sortira la matraque pour taper sur nos jeunes.

Le présent gouvernement du Québec est en train d'entraver gravement son potentiel économique et éducatif en augmentant le coût des études universitaires comme cela se produit présentement en Ontario

- Charles Carrier-Plante – Abonné, 20 avril 2012 00 h 53

Un moment d'éducation politique

Qu'il faut être de mauvaise foi, pour dire qu'ils sont trop jeunes pour position dans ce débat de société qui fait rage depuis 10 semaines.

Au secondaire, les étudiants ont justement l'âge qu'il faut pour commencer à prendre des positions politiques. Cette crise sociale que nous traversons sera assurément une période formatrice pour eux, car ils seront amenés à débattre de questions politiques qui touchent la société future, mais également qui les touchent directement.

Il faut rappeler que ceux qui sentiront pleinement les effets de la hausse ont 15 ans aujourd'hui. C'est pour ces jeunes, et non pour eux-mêmes, que les universitaires sont dans la rue. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'ils se sentent interpellés par ce débat ?

Que des jeunes soient prêts à se mobiliser dès le secondaire, c'est assurément un signe de santé démocratique. Québec, soit fier de ta jeunesse qui apprend à se tenir debout !

Je rappellerai, en terminant, que la grève de 2005 avait donné lieu à des débrayages semblables dans certaines écoles secondaires (dont la mienne, à l'époque).

- Marc-Antoine Fournelle – Inscrit, 20 avril 2012 10 h 51

À André Michaud et les autres sophistes.

Les USA constitue le pire pays sur la planète en terme de frais de scolarité. Le Canada, n'est pas loin.

S'il vous plaît, ne pouvons-nous pas se référer à la moyenne de l'OCDE?

Si dans mon village, personne n'a son secondaire trois, ça ne veut pas dire que je suis le plus grand intellectuel du pays parce que j'ai mon secondaire 5.

LE DEVOIR: Pas de blâme pour Durivage – Jeudi 19 avril, 00h20

Le Devoir

L'animateur de télévision Simon Durivage n'a pas manqué de respect au leader de la Coalition large de l'Association pour une solidarité étudiante (CLASSE) lorsqu'il l'a qualifié de «petit Gabriel», juge l'ombudsman de Radio-Canada dans une décision rendue hier.

Une téléspectatrice a déposé une plainte après l'émission du 2 avril du Club des ex, au cours de laquelle l'animateur a parlé en ces termes de

Vos réactions

- Pierrot7 – Abonné, 19 avril 2012 09 h 03
Pas surprenant...
Entre collègues, on se protège. Pour la crédibilité, on repassera...
- PORT – Inscrit, 19 avril 2012 11 h 12

Gabriel Nadeau-Dubois. Simon Durivage a reconnu qu'il n'aurait pas dû utiliser cette expression pour désigner le leader, mais un trou de mémoire lui a fait oublier son nom de famille. L'ombudsman de Radio-Canada, Pierre Tourangeau, conclut que l'animateur n'a pas enfreint les normes journalistiques de la société d'État, même si l'expression «petit Gabriel» «pouvait certainement être perçue comme paternaliste».

Il me semble que...

Gabriel tout court aurait été suffisant.

- meme40 – Inscrit, 19 avril 2012 22 h 16
les normes journalistiques de la société d'état...???

Encore beau qu'il ne l'ai appelé petite madame..Rien de plus élastiques que les

normes de la société d'état c'est selon le nombril de l'animateur, et du sujet traité.On pourrait bâtir une cathédrale de vertige,avec l'essuie-glace de l'ombudsman de la société d'état .

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: La crise paralysée - Publié le: mercredi 18 avril 2012, 23H03 |

Mise à jour: mercredi 18 avril 2012, 23H15



© Jean-François Desgagnés

Jean Charest reproche à Pauline Marois de ne pas dénoncer avec fermeté certains gestes posés en marge du conflit étudiant. La chef de l'opposition réplique en affirmant que les étudiants sont victimes d'intimidation de la part d'agents de sécurité.

Régys Caron

QUÉBEC - Le premier ministre Jean Charest accuse Pauline Marois de faire preuve de mollesse au moment où les négociations entre les associations étudiantes et la ministre Line Beauchamp butent sur un débat sémantique.

« La chef de l'opposition a-t-elle du jello dans la colonne vertébrale », a demandé le premier ministre pendant la période de questions, hier, à l'Assemblée nationale. M. Charest reprochait à Pauline Marois de dénoncer mollement certains gestes commis en marge du conflit étudiant. « Le bureau de la députée-ministre a été saccagé, des cocktails Molotov dépo-

sés en avant des bureaux des députés, des bidons d'essence déposés sur les résidences », s'est insurgé le premier ministre.

Soutenant avoir à maintes reprises dénoncé les actes de violence, Pauline Marois a signalé qu'à l'Université de Montréal, des agents de sécurité vêtus de gilets pare-balles se livraient à de l'intimidation et filmaient les étudiants. « La situation est en train de dégénérer », a dénoncé la chef péquiste après avoir reproché au gouvernement Charest de laisser le conflit s'envenimer. L'opposition officielle demande au gouvernement d'ouvrir sans tarder un dialogue avec les étudiants.

Ultimatum

Pour leur part, les associations étudiantes déplorent le « débat sémantique » qui a cours. La ministre de l'Éducation leur a de nouveau demandé, hier, de « condamner publiquement » les gestes de violence commis lors de certaines manifestations étudiantes.

Line Beauchamp visait particulièrement la Coalition large sur une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui souhaite participer aux discussions sur la gestion des universités avec la FECQ et la FEUQ. Cette table de négociations est perçue comme une ouverture pouvant mettre fin à la grève qui touche 172 000 étudiants des cégeps et des universités depuis 65 jours.

La CLASSE a déclaré qu'elle se « dissocie » des actes de violence commis depuis le début du conflit étudiant. « Ce ne sont pas des actions que nous encourageons », a précisé le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois, qui a de nouveau refusé de « condamner » les gestes de violence, soutenant qu'il n'en avait pas le mandat.

Synonymes

« Dénoncer, condamner ou se dissocier, ce sont des synonymes. Est-ce qu'on peut arrêter le débat de sémantique. Ça fait plusieurs jours qu'on élude le fond du problème qui est l'augmentation des frais de scolarité », déplore la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

La FEUQ demande elle aussi à la ministre Beauchamp de dénoncer les « débordements » commis par les forces policières et des gardes de sécurité appelés dans certains cégeps et universités. « Des agressions vont jusqu'à la violence physique (...) L'arrogance du gouvernement n'a plus de borne (...) il tente de diviser pour mieux régner », a dénoncé la FEUQ.

Afficher 4 commentaires (Montréal)

- 100peursTop 50
une guerre de mots, qui ne fait que repousser la fin de ces actes. Je crois que les deux partis en causes sont aussi responsable des gestes.
Au début, la ministre a refusé catégoriquement de discuter avec les étudiants. Ensuite, une petite proposition, la bonification des p&b pris sur le budget des universités, ensuite encore un refus de discuter, ensuite autre proposition, une place sur le comité de gestion des universités(cela ne sert qu'à vérifier des chiffres a la fin du bilan financier, donc mettre un plâtrer sur la plaie juste pour pas que cela s'infecte et non prévenir la blerssure), fin des discussion. Ensuite, elle veut discuter mais seulement avec certain

groupes. Elle est dure a suivre la madame la Ministre.

Pourquoi ne pas tout simplement suspendre la hausse pour un trimestre (ce qui ne changera rien pour les finances du quebec), s'assoier et discuter avec les 3 associations. La violence n'a pas sa place, je suis d'accord. Mais le parti libérale eux ont-ils condamné les arrestations survenue hier par l'upac. Pourtant il y a des membres influents qui s'occupent du financement du partis. Il faut arreter cette guerre des mots et negocier. La classe pourrait aussi condamné le geste, pour faire plaisir a la ministre qui joue sur les mots. C'est un rapport de force, un peu sado-maso, qui sera la dominante et le soumis!!!!

monacoooTop 100

Bravo

amical55Top 100

Personne ne veut perdre la face dans ce conflit !! leur égo est très fort.

Jenesuispasetudiant

C'est du réchauffé tout ça! Un article semblable (Je dirais même presque pareil) mais ayant un autre titre est paru dans votre journal il y deux jours de cela!
Vous manquez à ce point de sujet?

Montrer 1 commentaire (Québec)

• polivon

DE LA COLONNE AVEC LES ÉTUDIANTS ET A GENOUX DEVANT LE FÉDÉRAL LES ÉTUDIANTS NE DONNENT PAS A LA CAISSE LIBÉRAL

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: L'UdeM suspend temporairement les cours des étudiants en grève – Mise à jour le mercredi 18 avril 2012 à 22 h 40 HAE

L'Université de Montréal a annoncé mercredi que « les cours visés par le boycottage des étudiants » ne seront plus donnés jusqu'à nouvel ordre, en raison « des difficultés certaines à reprendre les classes dans un climat acceptable ».

« Les enseignants et les étudiants touchés par cette mesure n'ont donc plus à se présenter en classe », indique-t-elle dans un communiqué publié mercredi matin.

« L'Université de Montréal est très soucieuse de maintenir les meilleures relations entre toutes les composantes de sa communauté. À la suite de discussions avec les instances syndicales des professeurs et des chargés de cours, il nous est apparu essentiel, devant l'état de la situation, de faire des gestes qui, non seulement assureront la sécurité de tous, mais nous permettront également de trouver une issue à la situation dans les plus brefs délais », explique l'institution.

« Force est de constater aujourd'hui que, malgré les moyens déployés, la situation demeure difficile, et le climat peu propice à la tenue des activités académiques, tant pour les étudiants que pour les enseignants. »

Extrait du communiqué de l'UdeM

L'Université de Montréal annonce également que les plans de rattrapage élaborés destinés aux étudiants en grève « sont suspendus, tant et aussi longtemps que l'enseignement ne pourra se faire « dans un climat favorable à l'apprentissage ».

Les cours et les évaluations continueront cependant de se dérouler comme prévu pour les étudiants qui ne sont pas en grève.

La Cour supérieure du Québec a accordé la semaine dernière à l'Université de Montréal une injonction interlocutoire interdisant aux étudiants grévistes de bloquer l'accès à ses installations. L'Université a ensuite annoncé que les cours et les évaluations reprendraient à compter du 16 avril, même devant un groupe partiel d'étudiants, et qu'ils ne seraient pas repris ultérieurement.

« L'UdeM Inc. » clouée au pilori

Dans une lettre envoyée aux médias, 36 professeurs et chargés de cours de l'Université de Montréal accusent la direction de gérer l'institution comme un centre commercial.

Il déplore notamment la décision de s'adresser aux tribunaux pour obtenir une injonction interdisant les manifestations d'étudiants grévistes devant ses installations et ainsi forcer un retour en classe.

La lettre est écrite par le professeur Gérard Beaudet, de l'Institut d'urbanisme, et est notamment cosignée par Jean-Claude Marsan, André-Pierre Contandriopoulos et Michel Seymour.

Selon eux, l'Université de Montréal a ajouté « l'insulte à l'injure » en arguant, à l'appui de sa demande d'injonction, qu'elle était une propriété privée.

« Non seulement l'administration a-t-elle fait la preuve tout au long du conflit d'un à-plat-ventrisme éhonté face au gouvernement Charest et à

sa ministre de l'Éducation, mais elle se comporte dorénavant comme si l'Université était un centre commercial où ne sont bienvenus que ceux qui y consomment ce qu'on y offre », dénoncent-ils.

Les signataires admettent que des échauffourées et du vandalisme ont été commis dans un certain nombre de pavillons, « ce qui est condamnable ». Ils déplorent cependant que soient passées sous silence « les provocations répétées par un gouvernement qui s'entête à refuser toute discussion de fond et par des administrations universitaires et collégiales qui semblent alimentées par les mêmes spécialistes en communication ».

Décisions de gestion douteuse

Les signataires de la lettre s'en prennent d'ailleurs à une série de décisions qui, disent-ils, démontrent bien que la gestion de l'Université mérite d'être remise en question. Ils clouent notamment au pilori le recteur qui, en plein conflit étudiant, s'est rendu à l'hôtel de ville de Montréal pour procéder au lancement du chantier d'un second campus sur le site de la gare de triage d'Outremont.

« L'UdeM Inc. a dorénavant plus sérieux et plus urgent à faire que de se préoccuper des « jérémiades » de ses étudiants concernant sa mission et sa gouvernance. »

Extrait de la lettre

Les signataires affirment que l'UdeM et les autres institutions d'enseignement postsecondaires font preuve d'arrogance, malgré leur feuille de route des dernières années, qui est jalonnée de plusieurs décisions douteuses.

Ils évoquent entre autres le « gâchis monumental de l'Îlot Voyageur, [...] l'amélioration condamnable des prestations de retraite à même les budgets de fonctionnement, les primes de départ inversement proportionnelles au travail accompli, sans compter la multiplication des pavillons et campus au gré d'une guérilla territoriale qu'aucune planification intégrée ne justifie ».

Professeurs entre l'arbre et l'écorce

Les professeurs et chargés de cours, disent-ils, se retrouvent dans une situation « extrêmement inconfortable » en raison de la décision de l'Université de reprendre les cours.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La FEUQ et la FECQ condamnent la violence, la CLASSE ne bouge pas – Mise à jour le mercredi 18 avril 2012 à 22 h 27 HAE

Alors que la tension monte dans certaines manifestations d'étudiants au Québec, les principales associations étudiantes répondent à l'ultimatum de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui les sommait de condamner « dès aujourd'hui » tout geste de violence posé dans le cadre du conflit sur les droits de scolarité.

Par voie de communiqué, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) indique qu'elle « condamne les actes criminels perpétrés par tout individu, qu'il soit étudiant ou non ».

La FEUQ précise qu'« elle a toujours dénoncé la violence au cours des manifestations et protestations étudiantes, qu'elle ait été commise par des étudiants ou des policiers », et ce, peu importe si les victimes sont des étudiants ou des professeurs.

« Maintenant que c'est fait, la ministre doit convoquer une table de discussion pour qu'on puisse finalement s'asseoir et parler de cette hausse injuste et inéquitable des frais de scolarité », poursuit la FEUQ.

« Nous avons écouté ses exigences et nous avons été bons joueurs, maintenant c'est à eux d'être à l'écoute des demandes de la FEUQ et d'inviter tout le monde à une table qui traitera de la question des frais de scolarité », conclut-elle.

La FECQ a aussi publié un communiqué en fin de journée dans lequel elle « dénonce et se dissocie des gestes de violence posés par certains policiers et par certains étudiants ».

« Nous tenons à rappeler aujourd'hui que tant les gestes de violence posés par les policiers que par les étudiants sont déplorables et injustifiables. Par contre, en ne faisant pas preuve d'ouverture à dénouer le conflit, le gouvernement ne fait que jeter de l'huile sur le feu », explique Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

La FECQ souligne aussi que « la judiciarisation du conflit envenime la situation », jugeant que « les injonctions ne font qu'aggraver la situation ».

La CLASSE maintient sa position

De son côté, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) affirme que malgré l'ultimatum de Mme Beauchamp, elle « maintient sa position concernant les événements des derniers jours ». En ne donnant que 24 heures aux étudiants pour prendre position, la ministre est « inconséquente et manque de respect pour les grévistes et la démocratie étudiante », souligne la CLASSE dans son communiqué.

La CLASSE juge que le délai de la ministre Beauchamp ne lui permet pas de consulter ses membres. En entrevue à Radio-Canada, l'un de ses deux porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, a affirmé que des consultations sur la question allaient être menées dans ses associations membres, mais

« Il y a quelques semaines, l'Université avait bien laissé comprendre que les professeurs étaient libres de déterminer si oui ou non ils pouvaient donner leurs cours », explique-t-il. Or, « en avisant les étudiants que les cours se donnaient, elle a retiré cette information-là et laissé entendre aux étudiants que les professeurs étaient obligés » de les donner.

« On nous place entre deux groupes d'étudiants qui sont déjà passablement aux prises les uns avec les autres. C'est absolument inacceptable », déplore M. Beaudet.

Session suspendue en sciences politiques

Mardi, le département de science politique de l'Université de Montréal a annoncé qu'il suspendait la session d'hiver 2012 « jusqu'à nouvel ordre ». Le directeur du département, Éric Montpetit, a soutenu que les cours ne pouvaient tout simplement pas être donnés en raison des perturbations.

Le directeur de l'Institut d'urbanisme de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal a pour sa part accusé un agent de sécurité de l'établissement d'avoir « clairement intimidé » des enseignants du département mardi matin pour les contraindre à donner des cours, malgré l'absence d'étudiants dans les classes.

En complément



Vidéo - [Patrice Roy s'entretient avec une porte-parole de l'Université de Montréal, Flavie Côté.](#)

[Les commentaires \(102\)](#)

qu'il n'y a aucune chance que la CLASSE ne change sa position d'ici 24 heures.

La CLASSE dénonce aussi ce qu'elle qualifie de « dérapage du débat ». « Le débat sur la hausse des frais de scolarité est un débat de société fondamental et il est en train de déraiper vers un débat sémantique et superficiel. Au lieu de faire diversion en montant en épingle quelques actions individuelles, pourquoi madame Beauchamp ne prend-elle pas ses responsabilités en ouvrant un dialogue honnête et constructif avec le mouvement étudiant? » estime Gabriel Nadeau-Dubois.

M. Nadeau-Dubois répète qu'il n'a pas le mandat de condamner les actions que pourraient mener certains de ses membres. Il s'est cependant publiquement « dissocié » de ces gestes.

Un ultimatum aux associations étudiantes

Plus tôt mercredi, à son arrivée à l'Assemblée nationale, la ministre Beauchamp avait déclaré qu'elle souhaitait s'asseoir « avec des leaders qui vont dire haut et fort, clairement, sans condition, qu'ils demandent qu'on renonce à poser des gestes de violence ou d'intimidation, qu'on condamne l'usage de la violence et de l'intimidation ».

« J'ai été claire dimanche, et là, j'estime qu'en date d'aujourd'hui, pour qu'on puisse avancer, pour qu'on puisse passer à l'action, il faut que le jeu soit clair. Je demande qu'en date d'aujourd'hui, les leaders étudiants me disent clairement qu'ils condamnent la violence », a-t-elle ajouté.

« À la fin de la journée, on aura un portrait clair [à savoir] avec qui je peux entamer un dialogue. »

Line Beauchamp

La chef de l'opposition à Québec, Pauline Marois, estime que l'attitude du gouvernement Charest ne mène pas au dialogue avec les étudiants. Elle fait appel au sens des responsabilités de Jean Charest : « Est-ce qu'on veut humilier les étudiants? Est-ce qu'on veut les diviser? Moi je n'ai jamais entendu la CLASSE dire : " On cautionne ces gestes, on est d'accord avec ceux-ci ", jamais je ne l'ai entendu. Ils veulent que la CLASSE utilise les mots du gouvernement. Il me semble qu'on a un gouvernement d'adulte, il me semble qu'il devrait être capable de faire preuve d'un peu de compréhension. »



La ministre Line Beauchamp lance un ultimatum aux étudiants.

Le sujet a d'ailleurs donné lieu à des échanges corsés entre Mme Marois et le premier ministre Charest à l'Assemblée nationale. La chef péquiste a accusé le gouvernement d'avoir un comportement provocateur. M. Charest a argué que de ne pas s'asseoir avec des associations qui refusent de condamner la violence était une question de principe.

Les étudiants déplorent que la ministre ne dénonce pas certains débordements

Bien qu'elle réponde favorablement à la demande de la ministre, la FEUQ ne manque pas de l'épingler, déplorant qu'elle n'ait « jamais dénoncé les débordements des forces policières dans les manifestations comme il a été possible de le voir dans les universités du Québec en Outaouais (UQO) et à Chicoutimi (UQAC), à l'Université de Montréal et à l'Université Concordia ».

Mme Beauchamp n'a pas davantage condamné, déplore la FEUQ, les universités « qui emploient des services privés de sécurité qui intimident les professeurs et les étudiants à l'intérieur même les murs des universités, des agressions qui vont parfois jusqu'à la violence physique, ce que les étudiants n'ont jamais fait ». « Elle aussi doit être conséquente avec ses exigences », ajoute-t-elle.

Même son de cloche du côté de la CLASSE. « Lorsqu'un manifestant a perdu un œil au mois de mars, a-t-on entendu la ministre dénoncer la violence policière? Lorsque deux journalistes ont été arrêtés arbitrairement, a-t-on entendu le premier ministre le dénoncer? Alors qu'en ce moment même les étudiants et les étudiantes de l'Université du Québec en Outaouais et de l'Université de Montréal sont intimidés et violentés, entend-on la ministre dénoncer ces actes? Absolument pas. Pourquoi alors s'acharner sur les associations étudiantes pour qu'elles dénoncent symboliquement des actions avec lesquelles elles n'ont rien à voir? » a déclaré Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE.

En fin de semaine, la ministre a invité la FECQ et la FEUQ à participer à une commission sur la gestion des universités. La CLASSE a cependant été ignorée, sous prétexte que le groupe refuse de « condamner » les gestes de violence qui marquent le conflit depuis quelques jours.

La CLASSE a demandé plus tôt cette semaine à la FECQ et à la FEUQ de respecter [un pacte conclu il y a deux semaines](#), en vertu duquel elles négocieront ensemble avec le gouvernement ou ne négocieront pas du tout.

« Je vous avoue que je me retrouve un peu présentement dans le rôle de médiateur », avait laissé tomber Martine Desjardins dans une entrevue accordée sur les ondes du Réseau de l'information. « J'essaie de voir ce que la CLASSE peut faire pour aller s'asseoir à la table, parce que pour nous c'est une exigence.

Quant à la FEUQ, elle a redemandé mercredi à la ministre de l'Éducation de convier la CLASSE à la table de discussion.



De dizaines de manifestants sont arrêtés mercredi en Outaouais.

Manifestations sous tension

De leur côté, les étudiants québécois qui débraient pour contester la hausse de 75 % des droits de scolarité sur cinq ans ont entrepris de nouvelles actions de perturbation sociale, mercredi.

À Gatineau, les policiers [ont arrêté 161 manifestants](#) qui protestaient sur la voie publique.

À Sherbrooke, les policiers antiémeutes [ont arrêté 19 grévistes étudiants](#) qui bloquaient l'accès aux locaux du ministère de l'Éducation, situés rue Belvédère. Ils ont été libérés en début d'après-midi après avoir reçu des amendes de 146 \$.

En parallèle, la demande d'injonction déposée par des étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke forçant la reprise des cours [a été accordée](#). La décision a été rendue en fin d'après-midi mercredi au palais de justice de Sherbrooke par le juge Gaétan Dumas.

En outre, des étudiants de l'Université de Montréal se sont quant à eux réunis en après-midi au centre-ville de la métropole, protestant notamment contre les différentes injonctions obtenues par les universités partout au Québec pour contrer le mouvement de grève. Les étudiants ont marché jusqu'au palais de justice de Montréal, où ils se sont réunis dans le calme.

L'Université de Montréal [a de son côté annoncé mercredi](#) que « les cours visés par le boycottage des étudiants » ne seront plus donnés jusqu'à nouvel ordre, en raison « des difficultés certaines à reprendre les classes dans un climat acceptable ».

Après 65 jours de grève étudiante, le gouvernement Charest n'a pas encore tenu de rencontre avec les leaders étudiants, malgré le fait que les établissements postsecondaires disent haut et fort que les sessions de milliers d'étudiants sont compromises.

Le Cégep de l'Outaouais a par exemple annulé, mercredi, sa session d'été en raison de la grève étudiante. L'établissement, qui n'a pas offert de cours depuis 25 jours, prévoyait offrir 11 cours.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Mathieu Nadon fait le point sur la situation à l'UQO et à Sherbrooke, Sébastien Bovet rapporte les réactions politiques à Québec, puis Anne-Marie Dussault s'entretient avec Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.](#)



- Vidéo - [Québec lance un ultimatum aux représentants étudiants, rapporte Martine Biron.](#)

Les commentaires (889)



Crédit photo : Agence QMI

Manifstation devant l'Université de Montréal le 4 avril 2012
Agence QMI

Réunis en assemblée générale mercredi, les professeurs de l'Université de Montréal ont condamné le gouvernement Charest et la direction de l'établissement pour leur «gestion désastreuse» de la grève étudiante.

Les membres du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal ont adopté une résolution qui dénonce «le mépris manifesté par le gouvernement et par la direction de l'Université de Montréal à l'égard de nos étudiants, des professeurs et de l'ensemble des membres de la communauté».

Ils ont aussi exprimé «leur profonde indignation face à l'embauche d'agents de sécurité armés» et ont exigé leur «retrait immédiat» de ces derniers du campus. Ils ont aussi blâmé la direction de l'Université de Montréal qui judiciaire le conflit en demandant des injonctions aux tribunaux.

Les professeurs de l'Université de Montréal réunis en assemblée générale ont aussi déploré l'arrestation d'un de leurs collègues de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et l'expulsion d'une chargée de cours au même endroit.

TVANouvelles: Grève étudiante: La CLASSE et la FEUQ fustigent l'ultimatum de la ministre Beauchamp - Première publication mercredi 18 avril 2012 à 16h25



Crédit photo : archives Agence QMI

La CLASSE et la FEUQ ont vivement réagi à l'ultimatum de la ministre de l'Éducation qui a sommé mercredi matin la CLASSE de condamner publiquement les gestes de violence commis en marge de la contestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité.

Agence QMI

La CLASSE et la FEUQ ont vivement réagi à l'[ultimatum de la ministre de l'Éducation](#) qui a sommé mercredi matin la CLASSE de condamner publiquement les gestes de violence commis en marge de la contestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité.

Line Beauchamp a demandé à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), sans la nommer, de «**dénoncer haut et fort tout acte de violence**» dans la journée.

La ministre a prévenu que si la CLASSE ne s'exécute pas, elle ne sera pas invitée à participer aux discussions sur la gestion des universités avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

«Le problème avec la ministre, c'est qu'elle, elle n'a jamais dénoncé les débordements des forces policières dans les manifestations comme il a été possible de le voir dans les **universités du Québec en Outaouais et à**

Chicoutimi, à l'Université de Montréal et à l'Université Concordia, a déclaré par communiqué la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Elle n'a pas condamné les administrations universitaires qui emploient des services privés de sécurité qui intimident les professeurs et les étudiants à l'intérieur même des murs des universités, des agressions qui vont parfois jusqu'à la violence physique, ce que les étudiants n'ont jamais fait. Elle aussi doit être conséquente avec ses exigences.»

«Lorsqu'un [manifestant a perdu un œil](#) au mois de mars, a-t-on entendu la ministre dénoncer la violence policière? Lorsque deux journalistes ont été arrêtés arbitrairement, a-t-on entendu le premier ministre le dénoncer? [...], a rétorqué Jeanne Reynolds, la porte-parole de la CLASSE. Absolument pas.»

«Il y a deux semaines, Mme Beauchamp ordonnait au mouvement étudiant de reprendre des votes de grève suite à sa bonification des prêts étudiants. Aujourd'hui, elle demande aux porte-parole étudiants de prendre position en 24 heures, alors que nous sommes en grève depuis neuf semaines, et sans consulter les dizaines de milliers de personnes en grève. La ministre est inconséquente et manque de respect pour les grévistes et la démocratie étudiante», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, l'autre porte-parole de la CLASSE, dans le même communiqué diffusé mercredi après-midi.

Ouverture de la ministre Beauchamp

La table de négociations à laquelle la ministre a pour l'instant convié la FEUQ et la FECQ est perçue comme une ouverture pouvant mettre fin à la grève qui touche 170 000 étudiants des cégeps et des universités depuis 10 semaines. Mardi, les dirigeants de la FECQ et de la FEUQ avaient déclaré qu'elles n'iraient pas négocier avec le gouvernement sans la CLASSE. Elles ont du même souffle invité la CLASSE à dénoncer la violence et à demander publiquement à ses membres de manifester pacifiquement pour que ces discussions puissent débiter.

Par la voix de son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, la CLASSE avait déclaré qu'elle se dissociait des actes de violence commis depuis le début du conflit étudiant. «Nous nous dissociions des actes de violence, ce ne sont pas des actions que nous encourageons, avait-il précisé.

LE DEVOIR: Line Beauchamp lance un ultimatum aux étudiants: La CLASSE refuse l'ultimatum - Mercredi 18 avril, 16h03



Photo : La Presse canadienne
Jacques Boissinot

«Je vais m'asseoir et je vais discuter avec des gens qui ont clairement condamné le recours à la violence, en date d'aujourd'hui à la fin de la journée, on aura un portrait clair qui dira avec qui je peux entamer un dialogue», a indiqué la ministre (qu'on vit ici hier à l'Assemblée nationale).

Lisa-Marie Gervais

Devant l'ultimatum de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a indiqué qu'elle ne condamnera pas les actes de violence et de vandalisme, à tout le moins pas d'ici 24h. Quant aux deux autres fédé-

érations étudiantes, elles ont accepté de dénoncer ces actes.

Jusqu'ici, les trois groupes d'étudiants s'entendent sur le fait qu'ils doivent tous être présents aux discussions et demandent à la ministre Beauchamp qu'elle condamne aussi les dérapages qui ont lieu dans certains établissements, notamment à la suite d'obtention d'injonction pour forcer le retour en classe. «Nous on a demandé à la ministre qu'elle condamne. Chacun doit prendre ses responsabilités, elle aussi», a dit Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ).

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait lancé ce matin un ultimatum aux étudiants:

les trois grandes organisations d'étudiants en grève devront dénoncer la violence d'ici la fin de la journée si elles veulent une place dans les négociations.

«Je vais m'asseoir et je vais discuter avec des gens qui ont clairement condamné le recours à la violence, en date d'aujourd'hui à la fin de la journée, on aura un portrait clair [qui dira] avec qui je peux entamer un dialogue», a indiqué la ministre à des journalistes ce matin.

Dimanche, Mme Beauchamp avait démontré un signe d'ouverture en annonçant qu'elle acceptait de discuter de la gouvernance des universités.

Depuis, elle a eu des échanges informels avec la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) concernant une possible rencontre. Elle avait toutefois indiquée que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ne serait pas invitée, tant et aussi longtemps qu'elle ne condamnerait pas les actes de violence et de vandalisme liés au mouvement étudiant et visant notamment les bureaux et résidences de certains ministres.

Les porte-parole de la CLASSE avaient rétorqué que leur organisation aimerait être des discus-

sions mais que le mandat de condamner la violence ne leur avait pas été donné.

La CLASSE a rappelé que la FEUQ n'a pas non plus condamné les gestes de violence et s'étonne que le gouvernement lui-même ne dénonce pas la brutalité policière envers certains étudiants.

«On nous demande de dénoncer des actes de vandalisme, mais la ministre n'est pas capable de condamner la brutalité policière qui a fait perdre un œil à un étudiant», a dit Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE.

[Vos réactions \(122\)](#)

LE QUOTIDIEN: L'Association étudiante de l'unité d'enseignement en travail social de l'UQAC: "La CLASSE doit participer" - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 15h27



Photo archives

UQAC
CATHERINE DELISLE, Le Quotidien
 (CHICOUTIMI) L'Association étudiante de l'unité d'enseignement en travail social de l'UQAC recommande très fortement à la FEUQ d'exiger que la CLASSE participe aux négociations avec la ministre Line Beauchamp.

Dans un communiqué laconique émis à la presse, hier, l'Association étudiante, qui représente près de 400 membres, souligne que l'exclusion de la CLASSE par la ministre constitue une entorse majeure aux valeurs de solidarité et de justice sociale. Elle rappelle, au passage, que la Coalition représente 47 pour cent des étudiants en grève générale illimitée et la FEUQ 20 pour cent.

L'Association de l'unité d'enseignement en travail social prendra un autre vote pour la reconduction de la grève lundi prochain. Le groupe boycotte les cours depuis le 2 mars.

Les étudiants trouvent illégitimes les conditions de négociations imposées par la ministre et recommandent à la FEUQ de dénoncer la situation.

CYBERPRESSE: Le gouvernement lance un ultimatum à la CLASSE - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 14h50 | Mis à jour le mercredi 18 avril 2012 à 15h37



Photo : Jacques Boissinot, La Presse Canadienne
 La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demande à la CLASSE, une fois pour toutes, de condamner la violence et d'y renoncer afin de faire avancer les choses. Elle en fait une condition pour le dialogue.

Patrice Bergeron, La Presse Canadienne, Québec

Le gouvernement a lancé un ultimatum, mercredi, à l'association étudiante la plus radicale, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, lui demande instamment, une fois pour toutes, de condamner la violence et d'y renoncer afin de faire avancer les choses. Elle en fait une condition pour le dialogue.

Depuis dimanche, des contacts ont été établis entre le gouvernement et les deux autres associations étudiantes, la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), mais pas avec la CLASSE.

Répondant à cet appel, les leaders de la CLASSE ont à nouveau affirmé qu'ils n'avaient pas le mandat de condamner les gestes violents posés par certains éléments du mouvement étudiant, mais que le sujet serait porté à l'attention des membres.

«Les débats sur la violence se font depuis plusieurs années, justement, au sein des associations étudiantes, a lancé la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. Là on nous demande en quelques jours de régler ce problème-là.»

La CLASSE argue toutefois que la ministre Beauchamp doit donner l'exemple, en condamnant les abus des services policiers et des directions d'établissements scolaires envers les manifestants.

Jeanne Reynolds a d'ailleurs qualifié la situation de «paradoxe et absurde».

«On nous demande de dénoncer des actes de vandalisme alors que la ministre n'a jamais condamné la violence policière qui a fait perdre un œil à un étudiant il y a quelques semaines. Elle encourage, par exemple, les étudiants et les étudiantes à franchir les lignes de piquetage, et ça

amène de la confrontation physique», a-t-elle dit.

La FEUQ a réagi à la demande de la ministre de la même façon, l'enjoignant à dénoncer elle aussi la violence, de plus en plus présente lors des manifestations et sur les campus. La présidente de la fédération, Martine Desjardins, a toutefois ajouté qu'en bon joueur, la FEUQ accepte de dénoncer les actions répréhensibles.

De plus, autant la FEUQ que la CLASSE ajoutent que la ministre tente vraisemblablement de faire dériver le débat sur un enjeu tout autre que la hausse des droits de scolarité.

«On a l'impression aussi que c'est une façon de faire bifurquer le véritable enjeu qu'est la question des droits de scolarité vers un débat de sémantique», a commenté la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

«Je pense qu'on n'est plus à l'étape, justement, de débattre sur la sémantique de dissocier, dénoncer et condamner et qu'on devrait s'attaquer au noeud du problème», a-t-elle ajouté.

En Chambre, le gouvernement a également tenté de cerner l'opposition péquiste sur le recours à la violence.

Le premier ministre Jean Charest a sans cesse contre-attaqué pour savoir si le chef péquiste Pauline Marois accepterait de s'asseoir avec les leaders de la CLASSE.

LE SOLEIL: Vain ultimatum à la CLASSE - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 13h56 | Mis à jour le mercredi 18 avril 2012 à 22h58



La Presse Canadienne

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demande instamment à la CLASSE, une fois pour toutes, de condamner la violence et d'y renoncer afin de faire avancer les choses.

Marc Allard, Le Soleil
 (Québec) La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a lancé un ultimatum, mercredi, à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui a refusé de condamner publiquement la violence comme la ministre lui demandait de faire le jour même.

Dans un communiqué envoyé en matinée, Line Beauchamp a demandé aux leaders étudiants de «répondre publiquement à sa demande aujourd'hui [mercredi]».

«Mais la CLASSE a dit non, évoquant un délai trop court pour consulter ses membres.

Line Beauchamp a exigé que la CLASSE respecte cette condition pour pouvoir discuter avec elle.

«Je vais m'asseoir avec les leaders [étudiants] qui vont dire haut et fort, clairement, sans condition, qu'ils demandent qu'on renonce à poser des gestes de violence et d'intimidation», a dit la ministre Beauchamp en point de presse.

«Une des associations dit clairement jusqu'à maintenant qu'elle refuse, qu'elle n'a pas le mandat de condamner la violence», a-t-elle ajouté, faisant référence à la CLASSE.

Bien que la demande de la ministre était adressée «aux associations étudiantes», l'ultimatum visait la CLASSE en particulier, qui n'a pas été invitée à la commission indépendante sur la gestion des universités à laquelle Mme Beauchamp a convoqué les fédérations étudiantes universitaire (FEUQ) et collégiale (FECQ).

Membres à consulter

La CLASSE, qui s'est déjà «dissociée» des actes de violence, a continué mercredi à justifier son refus de les condamner en rappelant qu'elle devait d'abord consulter ses membres.

«Les débats sur la violence se font depuis plusieurs années, justement, au sein des associations étudiantes, dit la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. Là, on nous demande en quelques jours de régler ce problème-là.» La CLASSE estime que la ministre Beauchamp est en train de faire dévier le conflit sur la hausse des droits de scolarité vers un «débat sémantique et superficiel».

Selon la Coalition, la ministre Beauchamp doit de son côté donner l'exemple en condamnant les abus des services policiers et des directions

d'établissements scolaires envers les manifestants.

La FEUQ, qui exige que la CLASSE soit invitée à la commission indépendante, a aussi demandé, mercredi, à la ministre de dénoncer la violence, de plus en plus présente lors des manifestations et sur les campus.

Après 10 semaines de grève, environ 168 000 étudiants sont toujours en grève dans les universités et cégeps de la province, dont plus de 4000 à l'Université Laval.

Avec La Presse Canadienne

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANouvelles: Conflit étudiant: Charest accuse Marois de mollesse - Publié le: mercredi 18 avril 2012, 11H09 | Mise à jour: mercredi 18 avril 2012, 11H14 / Première publication mercredi 18 avril 2012 à 15h09



Crédit photo : Agence QMI

Par Régys Caron | Agence QMI

Le premier ministre Jean Charest accuse la chef du Parti québécois, Pauline Marois, de faire preuve de mollesse dans le conflit qui oppose son gouvernement aux associations étudiantes en grève.

«La chef de l'opposition a-t-elle du jello dans la colonne vertébrale», a demandé le premier ministre, mercredi matin, pendant la période de questions à l'Assemblée nationale.

M. Charest a rappelé que le bureau de comté de la ministre de l'Éducation a été saccagé, que des cocktails Molotov ont été lancés et des bidons d'essence trouvés sur les propriétés de certains ministres avant de redemander à la chef de l'opposition si elle accepterait de s'asseoir avec un groupe d'étudiants qui refuse de condamner la violence.

Soutenant avoir à maintes reprises dénoncé les actes de violence, Pauline Marois a reproché au gouvernement Charest de s'entêter dans sa décision d'augmenter les droits de scolarité de 75% en cinq ans et de laisser le conflit s'envenimer.

Des gardiens de sécurité vêtus de gilets pare-balles ont intimidé des professeurs de l'Université de Montréal, a signalé la chef de l'opposition.

Afficher 15 de 15 commentaires (Montréal)

- Bardou25Top 50
PAULINE, PAULINE, vraiment pathétique . Vous devez avoir dénoncé la violence seule dans votre chambre devant votre miroir ? Car nous n' en avons jamais entendu parler ? La vous dénoncez la violence faite a vos petits Amis des syndicats de professeurs,mais ne dénoncez jamais la violence faite a la population ? A QUI ALLONS NOUS FAIRE CONFIANCE POUR REMPLACER LES LIBÉRAUX ???
- Papineau321
Moi, j'ai bien entendu Pauline Marois dénoncer les actes de vandalisme. Ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle la "dame de béton", elle a réussi à faire le ménage au Parti québécois... Les viaducs québécois ne sont certainement pas faits du même béton que Pauline. Vous n'avez pas entendu la dame annoncer à tous ceux qui trempent dans la corruption qu'ils vont payer? Vous ne l'avez pas vue mettre fin aux chicanes internes de son

propre parti? Si quelqu'un risque de "s'effriter", c'est le gouvernement Charest.

(Modifié par l'auteur 1 semaine ago)

- SarcaustiqueTop 100
On espère que son béton ne soit pas de la même composition que celui des viaducs Québécois, car la Pauline risque de s'effriter !
- Papineau321
Cher Sarcaustique, j'avoue que vous avez le sens de la répartie, ha! ha! Je vous trouve bien sympathique.
- coco189Top 10
Bon Mme Marois, maintenant vous dénoncez les agents de sécurité qui intimident vos bons amis les professeurs syndiqués. Quand des élèves sont intimidés pour vouloir être responsables financièrement vous appelez ça de la démocratie! Belle mentalité, on gèle les frais et on pellette la dette en avant, les jeunes paieront quand nous ne serons plus là! J' imagine que c'est ça conception de l'équité intergénérationnelle...misère qu'on fait dur!
- Papineau321
C'est vrai qu'on fait dur... La dette du Québec serait beaucoup moins élevée si on était assez intelligents pour se débarrasser des Libéraux. Ils sont en trains de piger tout plein d'argent dans la poche des contribuables pour subventionner leurs petits amis dans les minières du Grand Nord. À ce sujet, très bon article de Geneviève Lajoie dans Le Journal de Montréal aujourd'hui : "Mission Plan Nord, plusieurs donateurs à bord".
- Tim 123456
Lorsqu'on ne sait plus quoi dire, on attaque pour rien.
Politique d'école primaire.
- alain6361
Bien dit!!!!!!
- Sarcelle33
Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait quelques éléments 'pourris' parmi les jeunes, surtout lorsqu'on a comme exemple un gouvernement farci de rumeurs de corruption, de généreuses primes données aux petits amis, d'un déficit monstre, de décisions prises en fonction de grosses compagnies minières, pétrolières etc. Vole la galère sur le bateau de Tony et contrats attribués avec 35 et 40% en prime.
Quand l'exemple ne vient pas d'en haut, peut-on s'attendre que certains jeunes aient les mains plus blanches que ceux qui dirigent en ce moment. Ce qu'il faut entendre du Premier Ministre actuellement est: 'Faites ce que je dis et non ce que je fais'.
Le respect, ça se mérite.
- Papineau321
Je suis parfaitement d'accord.
- SarcaustiqueTop 100
PATHÉTIQUE-PAULINE

Quel argumentaire pauvre venant de la "cheuf" de l'opposition.

Ses amis enseignants qui traditionnellement vont donner leurs votes à Madame se méritent une caresse dans le dos ce matin.

Au mieux Madame Pauline qui ne gagne rien côté faveur populaire, renforce son bassin d'électeurs ultra-gauchistes.

(Modifié par l'auteur 1 semaine ago)

amigo27

Ajouter ses amis syndicalistes.

SarcaustiqueTop 100

Bien vrai, ce sont des incontournables !

[Mi Heng](#) Mi Heng (173 - 198), style Zhengping (正平), était un érudit qui a vécu vers la fin de la dynastie Han.

Ultra-gauchiste? Sur quelle planète vivez-vous? Québec-Solidaire est le parti des ultra-gauchistes.

Papineau321

Pauvre Jean Charest, c'est lui qui a du jello dans la colonne vertébrale. J'espère que mon commentaire ne sera pas censuré, car je ne fais que retourner à Charest ses propres mots. Rien de plus.

Afficher 13 de 13 commentaires (Québec)

myriam77

J'HAÏS CHAREST. je n'aime pas Marois

Et pourtant, je dois donner raison à Charest cette fois ci. Marois couraille les votes et cela est dangereux. Quant à cela, j'aime autant Legault qui au moins, même s'il peut perdre des votes, n'a pas peur d'affronter les syndicats.

monaco00

Myriam je suis certain que votre homme favori est Jean Charest.

polivon

AS-TU ÉCOUTÉ L ANCIEN MINISTRE LIBÉRAL CASTONGUAY DIRE CE SOIR A 24HRES A ANNE MARIE DUSSEAU IL FAUT QUE TON IDOLE JAMES INTRVIENNE CEST LUI LE PREMIER MINISTRE C EST PAS MAROIS QUI ES AU POUVOIR DIRE QUEL A 4 ENFANTS ET NON JAMAIS ÉTÉS A L ECOLE PRIVÉ TOUJOURS AU PUBLIC

monaco00

Cette Dame est vraiment détestable, pourtant elle a fait un tour de bateau avec Accusto. Et des donateurs au PQ. c'est juste de ça. Quand on est dans l'opposition on dit n'importe quoi.

bigsou

ta vraiment raison,tu te trompe juste de nom et de partie....ou tu est un humoriste, ha ha ha !!

Jemesouviensderien

L aimez vous encore vous l'avez élus 3 fois vous devez l aimer très fort hein?

polivon

Quel pauvre type tout son entourage est éclaboussé et vient nous parler de mollesse quel menteur collusion corruption garderie LA NORMANDEAU

- mamielita
- il y a de quoi à être sourd et aveugle. Je suppose que Charest ne vie pas sur notre planète, aujourd'hui il mets la faute sur tous le monde c'est vraiment déplorable de voir ça. Mettre la faute aux autres je pense qu'il ne se rappelle pas que c'est son gouverne-

ment qui à laisser le climat se détériorer autant

[Leonce Hamelin](#)

tu as tort car pour une fois qu'on a un premier ministre qui mais ses culottes rare car Pauline elle veut des votes et après elle se souviendra plus de vous

• Ben

Jean Charest, lui ne sait pas gouverner, ils est d'une fermeté exagérée avec les jeunes et il a été d'une mollesse avec la fameuse enquête sur la corruption.

Pour moi il n'a aucun jugement. Il doit partir au plus vite.

• [Leonce Hamelin](#)

contraire il doit rester

• Fuck la Gauche

• Malheureusement pour toi, il sera réélu!

• monacooo

C'est le meilleur homme pour diriger le Québec. Plan Nord, infrastructure va mettre les étudiants au pas. que demandez de mieux.

TVANOUVELLES: Grève étudiante: Les employeurs redoutent les conséquences - Première publication Mercredi 18 avril 2012 à 11h27



Crédit photo : Archives Agence QMI

Par Mathieu Gohier | Agence QMI

La grève ne fait pas que prolonger la session d'hiver des étudiants universitaires et collégiaux, elle menace également de retarder leur arrivée sur le marché du travail cet été. Une perspective qui inquiète les employeurs qui embauchent des étudiants comme travailleurs saisonniers.

Au musée Exporail de Saint-Constant, en Montérégie, la directrice générale Marie-Claude Reid envisage déjà une solution de rechange si les étudiants normalement engagés ne peuvent être disponibles.

«On peut faire appel à d'autres employés à temps partiel, mais ce n'est pas l'idéal et il s'agit d'une solution à court terme», a-t-elle expliqué.

Le musée qui emploie une douzaine d'étudiants durant l'été pourrait rapidement se retrouver à court de personnel.

«On peut bien essayer d'adapter nos horaires, mais nos étudiants commencent habituellement le 1er mai pour accueillir les visites scolaires, a indiqué la directrice générale d'Exporail. On a vraiment besoin de cette main-d'œuvre à temps plein durant l'été.»

Même si elle souhaite que le conflit se règle de façon à satisfaire autant les étudiants que le gouvernement, Marie-Claude Reid voit mal comment l'industrie touristique pourrait se passer d'eux.

«J'ai besoin de tout mon monde au plus tard en début juin et c'est la même chose ailleurs, a-t-elle dit. Ce qui nous inquiète surtout, c'est la possibilité que la grève se poursuive encore longtemps.»

Des impacts pour les municipalités?

La Ville de Sainte-Catherine emploie 25 étudiants, principalement des sauveteurs et des animateurs, au cours de l'été. Elle pourrait être amenée à revoir les périodes d'embauche de son personnel estival.

«Des 25 employés, trois ou quatre sont présentement concernés par la grève et cela pourrait avoir un impact sur nos façons de faire», a affirmé la responsable des communications de la Ville, Danielle Boucher.

Pas question toutefois de modifier le service aux citoyens, a-t-elle assuré.

«Nos heures d'ouverture resteront les mêmes et la qualité du service aux citoyens ne sera pas affectée», a précisé Mme Boucher. Seuls les horaires du personnel pourraient être amenés à changer.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES: Grève | Violence: Ultimatum de Beauchamp / Grève étudiante: La ministre Beauchamp exhorte la CLASSE à dénoncer la violence - Publié le: mercredi 18 avril 2012, 10H37 | Mise à jour: mercredi 18 avril 2012, 10H43 / Première publication mercredi 18 avril 2012 à 15h05



Crédit photo : Agence QMI

La ministre de l'Éducation demande aux dirigeants de la CLASSE de «répondre publiquement à sa demande aujourd'hui (mercredi)».

Par Régys Caron | Agence QMI

La ministre de l'Éducation presse la **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)** de condamner publiquement les gestes de violence, de vandalisme et d'intimidation commis en marge de la **contestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité**.

La ministre de l'Éducation demande aux dirigeants de la CLASSE de «répondre publiquement à sa demande aujourd'hui (mercredi)».

Après avoir confirmé que des discussions informelles avaient eu lieu depuis dimanche avec deux des trois associations étudiantes (**FECQ et FEUQ**), **Line Beauchamp** a émis un communiqué tôt mercredi matin dans lequel elle demande à la CLASSE, sans la nommer, de «dénoncer haut et fort tout acte de violence».

Mme Beauchamp pose cette condition pour que la CLASSE puisse participer aux discussions sur la gestion des universités avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Cette table de négociations est perçue comme une ouverture pouvant mettre fin à la grève qui touche 170 000 étudiants des cégeps et des universités depuis 10 semaines.

Mardi, les dirigeants de la FECQ et de la FEUQ ont déclaré qu'elles n'iront pas négocier avec le gouvernement sans la CLASSE. Elles ont du même souffle invité la CLASSE à **dénoncer la violence** et à inviter publiquement ses membres à manifester pacifiquement pour que ces discussions puissent débiter.

La ministre de l'Éducation demande aux dirigeants de la CLASSE de «répondre

publiquement à sa demande aujourd'hui (mercredi)».

«Dissociation», pas «dénonciation»

Par la voix de son **porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois**, la CLASSE a déclaré qu'elle se «dissocie» des actes de violence commis depuis le début du conflit étudiant. «Nous nous dissocions des actes de violence, ce ne sont pas des actions que nous encourageons», a précisé M. Nadeau-Dubois.

Soutenant ne pas être le leader de la CLASSE, mais son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois a de nouveau refusé de condamner les gestes de violence, signifiant ne pas en avoir reçu le mandat de la part des membres de son organisation. Selon M. Nadeau-Dubois, la ministre de l'Éducation n'aura pas le choix d'inviter la CLASSE à la table de discussions sur la gestion des universités, car l'association étudiante représente près de 50% des étudiants en grève.

[Afficher 5 de 37 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 5 de 133 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANOUVELLES: Conflit sur la hausse des droits de scolarité: Pas de dialogue sans la CLASSE - Première publication mercredi 18 avril 2012 à 07h35



Crédit photo : archives Agence QMI

Formé des trois associations étudiantes, la FEUQ, la FECQ et la CLASSE, le mouvement étudiant risque de se diviser sur l'offre de dialogue faite dimanche par la ministre de l'Éducation Line Beauchamp

Par Régys Caron | Agence QMI

Il n'y aura pas de dialogue entre les associations étudiantes et la ministre de l'Éducation à moins que la CLASSE y participe et dénonce les actes de violence et de vandalisme commis depuis le début du conflit sur la hausse des droits de scolarité.

«Le problème, c'est de demander à la CLASSE de dénoncer plus ouvertement les différents actes de vandalisme ou d'inviter les étudiants à poursuivre dans des actions qui sont pacifiques», a exposé mardi la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. Des échanges informels ont déjà eu lieu depuis dimanche entre le cabinet de la ministre, la FECQ et la FEUQ.

«Le gouvernement nous place dans une situation inconfortable, c'est pour ça qu'on souhaite que nos collègues de la CLASSE soient invités à une table de discussion», a renchéri le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) Léo Bureau-Blouin. Les deux porte-paroles étudiants étaient à l'Assemblée nationale mardi.

Division

Formé des trois associations étudiantes, la FEUQ, la FECQ et la CLASSE, le mouvement étudiant risque de se diviser sur l'offre de dialogue faite dimanche par la ministre de l'Éducation Line Beauchamp. La CLASSE n'est pas invitée à cette table de discussion, la ministre lui reprochant de ne pas avoir dénoncé les actes de violence et de vandalisme commis ces derniers jours en marge de la grève des étudiants.

«Avant d'aller m'asseoir à une table, je dois avoir la certitude que la CLASSE sera présente, a précisé Martine Desjardins. On ne peut pas se permettre d'exclure un groupe. On se serre les coudes, mais il faut que tout le monde fasse sa part.»

«Pourquoi devrions-nous dénoncer des gestes que nous n'avons pas organisés? La CLASSE n'est pas une organisation violente», a plaidé l'attaché de presse de l'organisme Renaud Poirier-Saint-Pierre. La CLASSE considérerait comme un bris de solidarité de la part de la FECQ et de la FEUQ, si améliorer la gestion des universités.

elles entreprenaient des négociations formelles, sans elle, avec le gouvernement.

Élections

Les bruits d'élections incitent les associations étudiantes à prendre des dispositions pour faire sortir le vote des jeunes et battre les libéraux.

«On va mettre en place des structures qui vont permettre de sortir le vote des jeunes, a promis Léo Bureau-Blouin. On a mis 200 000 personnes dans la rue le 22 mars dernier, on peut amener au moins 200 000 personnes à se présenter aux urnes aux prochaines élections. On a ciblé les comtés libéraux qui ont obtenu les plus faibles majorités.»

Les étudiants demandent que des pôles de vote soient installés dans les cégeps et les universités.

Compression dans les universités

Les universités québécoises ont échappé au plan de retour à l'équilibre budgétaire déclenché il y a deux ans par le gouvernement Charest. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a assuré tout de même vouloir leur «serrer la vis».

En juillet 2010, l'ex-ministre de l'Éducation Michelle Courchesne fixait à 10,8 millions \$ sur quatre ans, l'effort de compression qu'elle commandait au réseau des 18 universités québécoises. Les réductions demandées étaient de 7,8 millions \$ en dépenses administratives, en plus de 3 millions \$ à couper dans les budgets de publicité, de formation et de déplacement.

De plus, Mme Courchesne ordonnait aux universités de réduire leur personnel administratif en supprimant 50% des emplois libérés par des départs à la retraite. Le plan de réduction de dépenses commandé par le MELS excluait la rémunération de personnel.

Cibles réduites

Le MELS a confirmé que la réduction de 7,8 millions \$ en dépenses administratives a été ramenée à 6,4 millions \$ sur quatre ans et que les réductions de 25% commandées au chapitre des dépenses de publicité, de formation et de voyages ont été annulées.

Les universités ont pu se soustraire à la Loi sur le retour à l'équilibre budgétaire (loi 100) en soutenant qu'elles sont des organismes privés (financés à 75% par les fonds publics).

Quant aux réductions de postes par attrition, elles ont vraisemblablement été annulées, le MELS ayant été incapable d'en faire rapport.

Les crédits voués aux universités ont augmenté de 2,5 à 2,7 milliards \$ depuis deux ans. Pendant ce temps, l'effort de compression a été réduit à 1,6 million \$ par année, soit 0,0006% de leur enveloppe annuelle.

Québec a annoncé que les universités bénéficieraient de revenus additionnels de 967 millions \$ d'ici 2017, dont 493 millions \$ proviendront du gouvernement et 279 millions \$ des étudiants.

Directives

Line Beauchamp a affirmé que son ministère «dicte aux universités où doit aller l'argent. Elles doivent présenter des plans de rémunération comparables et en équilibre avec les politiques salariales du gouvernement».

Ses directives n'ont pas empêché le recteur de l'Université Laval d'augmenter son salaire de 22%.

Mme Beauchamp vient d'ailleurs d'inviter la FECQ et la FEUQ à participer à un forum de discussion visant à

CYBERPRESSE: Grève étudiante: Québec condamne la violence - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 07h28



Photo: Marco Campanozzi, archives La Presse
Le ministre de la Sécurité publique Robert Dutil.

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Québec a utilisé un outil parlementaire exceptionnel, mardi, pour condamner «les gestes de violence et d'intimidation portant sur la hausse des droits de scolarité».

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a en effet prononcé une déclaration ministérielle - chose rare - pour demander «aux membres de l'Assemblée nationale et à tous les leaders de notre société» de faire une «condamnation inconditionnelle, sans réserve» de ces gestes.

Pour la chef du Parti québécois, Pauline Marois, «l'usage de toute forme de violence [...] est condamnable et, pour faire plaisir au premier ministre, condamnable clairement et sans ré-

serve». Elle a toutefois ajouté que «... le gouvernement a jeté de l'huile sur le feu».

Jean Charest s'est dit «amèrement déçu» de ces propos: «Quand elle dit qu'elle est contre la violence pour me faire plaisir à moi, je pense qu'il y a là une indication d'une très profonde dérive.»

Le député de Québec solidaire, Amir Khadir, a quant à lui critiqué la manœuvre de ce gouvernement «hypocrite». «Depuis deux mois, on assiste à de la violence physique exercée par des meutes de policiers que le gouvernement a mobilisés contre les étudiants», a-t-il dit.

CYBERPRESSE: UdeM: des agents de sécurité accusés d'intimidation - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 05h00



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

En plus des professeurs, des étudiants de l'Université de Montréal rapportent des propos déplacés et disgracieux de la part d'agents de sécurité à leur endroit. La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) reçoit de nombreuses plaintes à ce sujet.

Pascale Breton, La Presse

La situation dégénère à l'Université de Montréal, où des professeurs accusent des agents de sécurité d'intimidation à leur égard. Le conflit prend une telle tournure que la direction renonce maintenant à obliger les professeurs à donner leurs cours.

«Les conditions pédagogiques ne sont pas réunies pour donner les cours et permettre aux professeurs de poursuivre les activités. Nous ne sommes pas dans une situation normale», a reconnu la porte-parole de l'Université, Flavie Côté, au terme d'une journée mouvementée.

L'Université de Montréal avait fixé au 10 avril la date butoir pour le retour en classe. Au cours des derniers jours, elle a obtenu une injonction pour empêcher tout blocage sur son campus. Elle a aussi fait parvenir une directive aux professeurs les informant qu'ils devaient donner les cours ou les examens même si un seul étudiant était dans la classe.

Mardi, Mme Côté a confirmé que cette consigne sera «ajustée» à la suite des événements récents.

Depuis le début de la semaine, des agents de sécurité de la firme privée Best ont été engagés par l'Université pour prêter main-forte aux agents de la paix déjà sur le campus. Certains de ces agents portent une matraque télescopique qui sert à repousser les foules. Plusieurs professeurs et étudiants ont dénoncé leurs agissements.

Certains professeurs affirment avoir été intimidés, voire forcés à rentrer dans leur local pour donner les cours.

Le directeur de l'Institut d'urbanisme a d'ailleurs été témoin d'une scène impliquant deux professeurs qui venaient de constater qu'aucun élève n'était présent au cours.

«Un agent leur a dit d'aller dans leurs salles de cours de façon suffisamment ferme pour que je puisse parler d'intimidation», explique le directeur, Franck Scherrer. Il a écrit une lettre au doyen de la faculté, qui a circulé mardi.

«Il règne un climat délétère à l'Université de Montréal actuellement et les professeurs sont en colère», confirme le président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM), Jean Portugais.

«La direction de l'Université de Montréal et les directives qui viennent aussi du gouvernement du Québec sont responsables de cet état de crise», ajoute-t-il.

Des étudiants rapportent de leur côté des propos inappropriés et disgracieux de la part des agents à leur endroit. La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) reçoit de nombreuses plaintes à ce sujet, affirme la secrétaire générale, Stéfanie Tougas. «Ils dépassent les bornes», lance-t-elle au sujet des agents de sécurité.

Trimestre suspendu?

«La situation est prise au sérieux», affirme la porte-parole de l'Université de Montréal. Ces allégations seront vérifiées et des mesures seront prises si elles se confirment, a-t-elle ajouté, en précisant que les agents de sécurité interviennent s'il y a «perturbation».

Par ailleurs, des étudiants en science politique ont cru que leur trimestre était annulé mardi lorsqu'ils ont reçu un courriel du directeur du département les informant que le trimestre d'hiver était suspendu.

En fin de journée, la porte-parole de l'Université a convenu que le directeur avait agi précipitamment. «Le mot suspension reste à définir», explique Mme Côté. La direction et les professeurs devront discuter au cours des prochains jours des modalités de rattrapage ou d'abandon de cours s'il y a lieu.

Le climat qui règne actuellement inquiète vivement le mouvement des Profs contre la hausse. Plus de 2500 professeurs ont adhéré à ce mouvement, et quelques centaines se réunissent chaque semaine pour faire le point sur la situation.

Mardi, il a été question des incidents à l'Université de Montréal et de l'arrestation d'un professeur à l'Université du Québec en Outaouais.

Contre la ministre

«L'indignation est là. Le désir de solidarité aussi», rapporte Caroline Proulx, professeure en littérature au Collège d'Ahuntsic. Certains professeurs comptent même se rendre à Gatineau aujourd'hui pour manifester.

Les Profs contre la hausse ont rédigé une lettre demandant la démission de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Ils ont recueilli à ce jour 1425 signatures de professeurs.

«Ça n'a pas d'allure, on est en train de se demander où ça va aller», ajoute Mme Proulx, qui fait partie des instigateurs de cette lettre.

LE DEVOIR: Grève étudiante - Le climat demeure toujours aussi tendu – Mercredi 18 avril 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Des étudiants de l'UQAM ont suivi un cours à l'extérieur de leur établissement hier pour la cause étudiante.

Lisa-Marie Gervais

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) condamnera-t-elle la violence pour être des négociations entre le gouvernement et les étudiants? La possibilité qu'elle devance son congrès pour reposer la question à ses membres est pour l'instant écartée, mais pas complètement exclue, a appris Le Devoir. Elle y réfléchit actuellement.

Pendant ce temps, alors les deux fédérations étudiantes ont des échanges avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, concernant une rencontre prochaine, la mobilisation se poursuit.

À l'Université de Montréal, le climat devient de plus en plus malsain. Depuis lundi, alors que les cours reprenaient à la suite d'une injonction, une vingtaine de nouveaux agents de sécurité armés de matraques des services spéciaux B.E.S.T. ont fait leur apparition sur le campus, pour épauler les agents de l'université non armés.

La tension est montée d'un cran lorsque plus d'une centaine d'étudiants ont occupé le hall de la Faculté d'aménagement. Malgré le fait que les conditions pour donner les cours n'étaient pas réunies, des enseignants ont été intimidés par des agents de sécurité, ont rapporté des professeurs de l'Institut d'urbanisme.

Le directeur de l'Institut d'urbanisme, Franck Scherrer, a déploré cette altercation qui viole la liberté scolaire des professeurs. «Les agents de sécurité ont posé des gestes maladroits, au-delà de ce qui était envisageable dans leur rôle», a-t-il souligné au Devoir. Déjà dix associations exigent la démission du recteur Guy Breton, de même qu'une pétition signée jusqu'ici par 2300 personnes.

À l'UdeM, on dit avoir eu vent de débordements et de comportements racistes et irrespectueux de certains agents de B.E.S.T. «On leur a rappelé quelles étaient nos attentes», a indiqué Flavie Côté, porte-parole de l'Université. «Tous ces éléments font que le climat à l'Université est difficile et il faut s'ajuster», a-t-elle noté.

Le directeur du Département de science politique, Éric Montpetit, a quant à lui suspendu les cours jusqu'à nouvel ordre. La direction de l'UdeM reconnaît qu'en raison des perturbations, il y a lieu de convoquer la communauté universitaire pour rediscuter des modalités de rattrapage et de la tenue des cours.

Judiciarisation



Autre étape dans la judiciarisation du conflit, un étudiant du cégep de Saint-Laurent a tenté d'obtenir de la Cour supérieure une injonction interlocutoire provisoire forçant son établissement à lui donner ses cours. Une étudiante du collège de Rosemont retournait quant à elle en classe hier également en vertu d'une injonction qu'elle a obtenue.

Des juristes et avocats ont tenu hier une conférence de presse aux côtés de la CLASSE pour dénoncer la «répression judiciarisée» de la grève étudiante. «Cette judiciarisation du mouvement de grève a pour effet de créer un climat de confrontation et s'inscrit en faux avec les votes démocratiques des associations étudiantes», ont-ils déclaré. Ils soulignent que malgré ce que plusieurs laissent entendre, la grève n'est pas un droit conféré aux seuls travailleurs et ne fut pas créée par le Code du travail. Ils seraient environ 175 000 étudiants en débrayage. Les quelque 2000 étudiants de l'École nationale d'administration publique ont voté pour une grève de trois jours pour tenir un symposium sur la gouvernance et le financement des universités.

Des sympathies fascistes sanctionnées

Québec — Le ministère des Affaires municipales doit sévir contre un haut fonctionnaire aux sympathies fascistes.

Le directeur de la fiscalité au ministère, Bernard Guay, a écrit récemment une lettre véhémente contre le mouvement de grève étudiant que le quotidien Le Soleil a dû retirer de son site Internet.

Dans la lettre, M. Guay a parlé de mettre fin à «la tyrannie des agitateurs de gauche». Pour contrer les «activistes étudiants» et «reconquérir le terrain», il invite à s'inspirer des «mouvements fascistes» qui, dans les années 1920 et 1930, ont appliqué aux gauchistes «leur propre médecine». «Les opposants aux grèves doivent donc cabaler, s'organiser pour franchir en masse les lignes de piquetage [sic], apostropher les porteurs de carrés rouges où qu'ils les rencontrent, répondre à l'intimidation par le défi», écrit-il.

Hier, le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, a condamné les propos de son fonctionnaire en les qualifiant d'«inappropriés». Il a indiqué que M. Guay avait été rencontré par le sous-ministre et que des sanctions administratives avaient été appliquées, lesquelles n'ont pas été précisées. (La Presse canadienne)

Vos réactions (37)

LE DEVOIR: Droits de scolarité: Charest ne bouge pas d'un iota: Une trentaine d'étudiants ont assisté aux échanges entre le gouvernement et l'opposition – Mercredi 18 avril 2012

Robert Dutrisac

Québec — Talonné par l'opposition pendant deux heures lors de l'étude des crédits, Jean Charest, à titre de ministre responsable de la Jeunesse, n'a bougé d'un iota sur la hausse des droits de scolarité. Le premier ministre a surtout cherché à mettre dans le même sac le Parti québécois et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Aux questions du député de Terrebonne, Mathieu Traversy, le porte-parole péquiste pour la jeunesse, Jean Charest a répliqué par une question qu'il a répétée à trois reprises au Salon rouge. «Je le regarde droit dans les yeux. Les Québécois veulent savoir: est-ce que oui ou non le PQ et sa chef croient que nous devrions nous asseoir avec le représentant de la CLASSE?» La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, a accepté de discuter avec les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), mais pas avec ceux de la CLASSE parce qu'ils se contentent de se «dissocier» des gestes de violence au lieu de les condamner.

L'insistance du premier ministre fut précédée par une déclaration ministérielle de Robert Dutil à l'Assemblée nationale pour condamner la violence et l'intimidation. Le ministre a demandé aux membres de l'Assemblée nationale de faire de même.

Vos réactions

- Carole Dionne – Inscrite, 18 avril 2012 01 h 12
Anyway, il ne bouge presque jamais
Come on, les étudiants. Il bouge seulement pour ses amis. Et qui sont ses amis? Ceux qui sont le plus susceptibles de voter pour lui. Donc, comme vous ne voter presque pas, cher étudiants, désolé
- Q1234 – Inscrite, 18 avril 2012 07 h 32
Quel démagogue!
Quand il n'y a pas d'arguments, on vise les personnes. Le ministre n'a aucun argument valable pour agir comme il le fait et il le sait. Il ne reste qu'à tenter d'induire des images pour que la population se tourne contre les étudiants. C'est facile et très peu digne de la fonction qu'il occupe.
C'est toute notre démocratie qui en souffre. Notre tissu social qui est touché. Nous devons continuer à être solidaires et ne pas laisser ce gouvernement nous diviser ainsi. Appuyons les étudiants et protégeons-les contre ces abus de notre gouvernement.
- Filip Matzen – Inscrit, 18 avril 2012 09 h 52
De plus, on cupabilise toute le mouvement à cause de certains méfaits donc nous avons même pas la preuve que c'est les étudiants. Ainsi on montre du doigt tout le mouvement, car comme vous dite quand on a pas d'argument on vise les peronnes.
Filip Delarocka, Quebec, Contribuable et solidaire pour le changement

«Le Parti québécois dénonce également tout geste de violence et méfait en guise de manifestation», a déclaré à son tour la députée de Taillon, Marie Malavoy. «Nous avons peur, et cela malheureusement s'est produit, que tout refus du dialogue mène à des débordements», a-t-elle ajouté.

Au Salon rouge, une trentaine d'étudiants, tous vêtus de rouge, de la FEUQ et de la FECQ, dont leur président respectif, Martine Desjardins et Léo-Bureau-Blouin, ont assisté bien sagement aux échanges. Jean Charest ne leur a pas permis d'espérer. «Nous l'assumons totalement [notre décision]. On n'est pas dans une situation de tergiversations», a affirmé le premier ministre. Les universités au Québec doivent être de «calibre mondial», a-t-il réitéré. «Ce n'est pas un choix, c'est une obligation.»

Le premier ministre a refusé d'avoir une rencontre avec les étudiants présents. Il n'a pas daigné non plus leur serrer la main au début de l'étude des crédits, comme l'avaient fait députés libéraux et péquistes.

Dans un communiqué commun, tant la FEUQ et la FECQ se sont dites déçues par l'exercice. Le premier ministre «ne semble pas se soucier réellement de l'amélioration des conditions de vie des jeunes», a déploré Léo Bureau-Blouin. Les deux associations se disent ouvertes à discuter avec la ministre de la «mauvaise gestion» des universités, mais elles ont la ferme intention d'aborder le «fond du problème»: la hausse des droits. Tous les étudiants devaient avoir «voix au chapitre» et la CLASSE devrait faire partie des discussions, ont-t-ils rappelé.

- Jean Lapointe – Abonné, 18 avril 2012 09 h 23
Il suffit d'avoir un peu de coeur au ventre.
«C'est vrai, j'ai failli être psychothérapeute. J'ai aussi une formation en psychologie organisationnelle qui m'aide à cerner les dynamiques de groupe, à comprendre pourquoi une situation est dans une impasse et comment la dénouer» Line Beauchamp.
<http://fr.chatelaine.com/article/2192-line-beauchamp>
Si c'est cela que ça donne une formation en psychologie des organisations, on peut se poser de sérieuses questions sur le sérieux d'une telle formation.
Il me semble qu'il suffit d'avoir un peu de coeur au ventre pour savoir ce qu'il faut faire dans une situation comme celle dans laquelle se trouve Line Beauchamp.
Un peu de coeur au ventre ça voudrait dire: considérer les étudiants comme des êtres humains avec lesquels échanger au moins des idées et non pas des individus à manipuler pour en arriver à ses fins.
- Guillaume Girard – Inscrit, 18 avril 2012 10 h 59
Merci pour le lien! Trop hilarant!
- André Michaud – Inscrit, 18 avril 2012 09 h 58
mouvement détourné
Le mouvement étudiant a été détourné vers une campagne pour forcer M.Charest à démissionner. Dans le discours de la CLASSE ce thème revient très souvent. C'est pourquoi le

PQ et les syndicats sont venus supporter financièrement la cause étudiante..

Et c'est pourquoi ceux qui supportent la CLASSE sont péquistes ou Québec solidaire..ils veulent se servir de ce conflit pour avantager leur parti. Les gens appuyant les libéraux ou la CAQ sont pour le dégel.

Et qui perdra le plus à ces sparages?

Les citoyens qui devront payer des millions pour le travail des policiers sans cesse provoqués par des manifs faites contre eux au lieu d'avec eux. Les étudiants dont la session sera plus longue et donc qui manqueront l'argent qu'ils auraient pu gagner en travail d'été..et aussi les employeurs qui comptaient sur eux..et leurs clients..

Tout cela pour gagner quoi? Rien du tout!

Guillaume Girard – Inscrit, 18 avril 2012 11 h 03

Que de niaiseries dites dans quelques paragraphes!

Le seul coupable de ce merdier est Charest!

Line est sa boniche utile!

Simon Fontaine – Inscrit, 18 avril 2012 21 h 43

Une hausse logique?

J'ai une question pour les soi-disant pro-hausse:

Pourquoi n'exigez-vous pas que les étudiants paient 100% de leurs études? Ça ne serait pas ça la réelle juste part? Pourquoi vous contentez-vous de 17%?

Si vous considérez normal que la société paient pour leurs citoyens, c'est que vous considérez l'éducation comme un service pu-

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : suspension de session, tensions et manifestations à Montréal – Mise à jour le mercredi 18 avril 2012 à 0 h 08 HAE

Le département de science politique de l'Université de Montréal a annoncé mardi qu'il suspendait la session d'hiver 2012.

« À partir de maintenant et jusqu'à nouvel ordre, les professeurs, les chargés de cours et les étudiants n'ont pas à se rendre à leurs cours », indique le directeur du département, Éric Montpetit, dans un message envoyé aux étudiants.

« La remise des plans de rattrapage, initialement prévue pour demain, est aussi suspendue jusqu'à nouvel ordre », précise le message, destiné aux quelque 1200 étudiants du département.

En entrevue à Radio-Canada, Éric Montpetit explique que les cours ne peuvent tout simplement pas être donnés en raison des perturbations. Il dit ne pas savoir quand la session pourra être reprise.

Les cours ont repris lundi à l'Université de Montréal, en raison d'une injonction accordée la semaine dernière par la Cour supérieure.

Rififi au département d'urbanisme de l'UdeM

Le directeur de l'Institut d'urbanisme de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal accuse un constable de l'établissement d'avoir « clairement intimidé » des enseignants du département mardi matin.

Frank Scherrer dit qu'il s'est présenté au pavillon de la faculté en matinée pour vérifier si deux cours avaient repris, comme l'a ordonné l'Université de Montréal. Des grévistes étaient présents, dit-il, mais sans qu'ils n'aient posé de geste pouvant être interprétés comme contrevenant à l'ordre de la cour.

M. Scherrer soutient qu'un seul étudiant s'est présenté à l'un des cours, mais qu'il s'est finalement abstenu d'y assister. « Les deux enseignants concernés ont constaté à juste titre que les conditions pédagogiques n'étaient pas réunies pour que le cours ait lieu ».

Selon lui, un constable de l'Université de Montréal a néanmoins « clairement intimidé » en leur enjoignant de façon directe d'aller enseigner dans les salles de cours, et ce, à plusieurs reprises », écrit-il dans une lettre publiée sur Facebook. Ce comportement, dit-il, « viole la liberté académique des professeurs ».

« Cette intimidation répétée a eu lieu alors que j'étais présent, et que j'attestais en tant que directeur de l'institut d'urbanisme que les conditions étaient bien telles que décrites par les enseignants. Mon avis a été sciemment ignoré par ce constable, à plusieurs reprises », affirme M. Scherrer.



Manifestants et policiers à Sherbrooke

Manifestations à Montréal

Par ailleurs, des étudiants se sont rassemblés devant le cégep du Vieux-Montréal et à la place du Canada pour manifester une fois de plus leur opposition à la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans décrétee par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Une manifestation devait également avoir lieu en après-midi devant l'ancien couvent des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, sur le boulevard Mont-Royal. Ils devaient ensuite marcher jusqu'à la gare de triage d'Outremont.

Les grévistes veulent dénoncer des exemples de mauvaise gestion universitaire : ils disent que l'immeuble a été acheté pour 15 millions de dollars en 2003 par l'Université de Montréal, avant d'être revendu pour la construction de condos.

La gare de triage est quant à elle le théâtre d'un projet immobilier de l'Université de Montréal dont les étudiants évaluent les coûts à 1,2 milliard de dollars sur 20 ans.

Vers 21 h, près de 2000 manifestants se sont rassemblés au parc Émilie-Gamelin, avant de prendre différentes directions au centre-ville de Montréal. Le tout s'est déroulé dans le calme et s'est terminé vers 23 h 30, selon le SPVM.

Selon la CLASSE, un peu moins de 170 000 étudiants de 183 associations étudiantes sont actuellement en grève au Québec. Certains débraient depuis la mi-février.



Manifestation de nuit à Montréal le 17 avril 2012.

Outaouais

À Gatineau, environ 200 étudiants en grève ont continué de défier l'injonction émise par la Cour supérieure la semaine dernière en bloquant un accès à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). En matinée, la police a arrêté un professeur de l'UQO, qui a été libéré sous promesse de comparaitre.

Estrie

À Sherbrooke, un étudiant a été arrêté après que des grévistes étudiants eurent entrepris d'occuper les bureaux de la Chambre de commerce. Il a comparu pour répondre à des accusations de voies de fait et d'entrave au travail d'un policier.

Des étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke ont déposé une demande d'injonction qui leur permettrait d'assister à leurs cours malgré la grève.

Québec

La Fédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) ont suggéré mardi, pour résoudre le problème du sous-financement dans les universités et ainsi éliminer la hausse des droits de scolarité, de faire payer les entreprises privées par l'entremise d'un Fonds des services de santé et d'éducation postsecondaire.

Par ailleurs, l'Université Laval a annoncé les détails de la procédure d'abandon de cours pour les étudiants en grève. Ainsi, les étudiants qui sont en grève ou qui ont été en grève pendant au moins trois semaines et qui ne peuvent prolonger leur session pourront abandonner leurs cours sans mention d'échec s'ils en font la demande avant le 27 avril. Les étudiants qui choisissent cette option ne seront toutefois pas remboursés.

D'autre part, le ministère des Affaires municipales a dû sévir mardi contre un haut fonctionnaire aux sympathies fascistes, qui a récemment écrit dans le quotidien *Le Soleil* une lettre véhémente contre le mouvement étudiant, dans laquelle il parle de mettre fin à « la tyrannie des agitateurs de gauche » en s'inspirant des « mouvements fascistes ».

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Jacques Bissonnet fait le point sur la grève étudiante et rapporte les réactions politiques.](#)



Vidéo - [Le compte rendu de Mélanie Bourgeois](#)
[Les commentaires \(502\)](#)

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Grève étudiante : un haut fonctionnaire aux sympathies fascistes est sanctionné – Mise à jour le mardi 17 avril 2012 à 23 h 53 HAE



© PC/Graham Hughes

La rue Saint-Denis à Montréal est envahie par le mouvement étudiant le 14 avril 2012.

Le ministère des Affaires municipales doit sévir contre un haut fonctionnaire aux sympathies fascistes. Le directeur de la fiscalité au Ministère, Bernard Guay, a écrit récemment une [lettre véhémente](#) contre le mouvement de grève étudiant que le quotidien *Le Soleil* a dû retirer de son site Internet.

Dans la lettre, M. Guay a parlé de mettre fin à « la tyrannie des agitateurs de gauche ». Pour contrer les « activistes étudiants » et « reconquérir le

terrain », il invite à s'inspirer des « mouvements fascistes » qui, dans les années 1920 et 1930, ont appliqué aux gauchistes « leur propre médecine ».

« Les opposants aux grèves doivent donc cabaler, s'organiser pour franchir en masse les lignes de piquetage [sic], apostropher les porteurs de carrés rouges où qu'ils les rencontrent, répondre à l'intimidation par le défi », écrit-il.

La publication de cette lettre sur le site Internet du quotidien *Le Soleil* a suscité un tel tollé que la direction a dû la retirer en présentant ses excuses.

Mardi, le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, a condamné les propos de son fonctionnaire en les qualifiant « d'inappropriés ». Il a affirmé que M. Guay avait été rencontré par le sous-ministre et que des sanctions administratives avaient été appliquées. M. Lessard n'en a toutefois pas précisé la nature.

« Il y a des mesures appropriées [qui ont été apportées], cette personne-là vit avec ça maintenant, et cela l'amène à réfléchir », a-t-il fait savoir dans un point de presse, mardi après-midi.

La montée des mouvements fascistes dans l'Europe des années 1920 et 1930 a été marquée par des heurts et de nombreux combats de rue avec les organisations de gauche, les syndicats et les partis communistes. En Allemagne, les chemises brunes du parti nazi se sont imposées par la brutalité jusqu'à l'élection d'Adolf Hitler en 1933.

LA PRESSE CANADIENNE
[Les commentaires \(74\)](#)

TVANouvelles / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Gabriel Nadeau-Dubois à Denis Lévesque: L'appel au calme doit venir de Mme Beauchamp - Première publication mardi 17 avril 2012 à 20h48 / Publié le: mardi 17 avril 2012, 21H36 | Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 21H48



Crédit photo : TVA Nouvelles
 Gabriel Nadeau-Dubois de la CLASSE en entrevue à Denis Lévesque

TVA Nouvelles

Lors d'un débat houleux à l'émission de Denis Lévesque, Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE a affronté Christian Dufour, enseignant à l'ÉNAP et chroniqueur au Journal de Montréal.

Christian Dufour a questionné à plusieurs reprises le porte-parole de la CLASSE à savoir pourquoi son association n'a pas encore dénoncé les actes de violence et de vandalisme. « Il ne faut pas prendre les gens pour des innocents. Il y a eu une série d'incidents de vandalisme. Si on apprenait qu'il y avait un mort et des blessés, vous attendriez avant de consulter vos membres? »

« On se dissocie de certains gestes, mais pas de les condamner. Nous maintiendrons cette position. Ce sont les étudiants qui contrôlent ce mouvement », a répliqué Gabriel Nadeau-Dubois, ajoutant qu'il ne veut pas parler d'incidents au

conditionnel. Il affirme que si les étudiants réclament que la CLASSE condamne les incidents de violence, il le ferait.

« Discours de batteur de femmes »

Le débat s'est rapidement échauffé après que Christian Dufour ait qualifié le propos de Gabriel Nadeau-Dubois de « discours d'abuseur, de batteur de femmes. » « Vous dites que les abus qu'il y a eu, c'est parce que le gouvernement n'a pas écouté les étudiants », a lancé Christian Dufour. Gabriel Nadeau-Dubois a alors dénoncé les « accusations graves » lancées par M. Dufour. « Vous centrez le débat sur moi. Mon rôle est marginal. (...) Dans un mouvement social, ce qui est important est ce que les grévistes font et non ce que le porte-parole dit. »

M. Dufour a rappelé au porte-parole de la CLASSE que le mouvement commence à irriter les Québécois. « J'ai eu de la sympathie, notre cœur était avec vous autres. Maintenant, les gens en ont ras le bol de votre petit discours. (...) Votre responsabilité est à l'égard de la société québécoise. Où les menez-vous les étudiants? »

Gabriel Nadeau-Dubois estime que le gouvernement a empiré la situation en refusant de dialoguer. « La situation actuelle était prévisible; aucun groupe dans la société n'accepterait d'être traité comme les étudiants sont traités. Quel groupe dans la société ferait la grève pendant neuf semaines et n'aurait même pas une rencontre de dialogue? »

Il voudrait, entre autres, discuter de la gestion des finances des institutions, du salaire des

cadres et des recteurs et de la mauvaise gestion des fonds publics. « Les gens veulent savoir ce qui se passe avec leurs impôts. Est-ce qu'on finance les universités ou on paie des bonus? » demande Gabriel Nadeau-Dubois.

Le porte-parole estime que « le seul appel au calme, ce n'est pas moi qui peux le faire, c'est Mme Beauchamp qui peut le faire en acceptant de dialoguer avec l'ensemble des étudiants. »

Afficher 2 commentaires (Québec)

• 1956
 cela serait beau s'il était dirigeant d'entreprise, ça marcherait avec des coups de pied au c.... Quand tu diriges tu dois assumer, pas seulement quand ça fait ton affaire, c'est pour cela que le mouvement n'arrive à rien, le leader n'a pas couilles et refuse de voir la réalité en face

• 1956
 En plus, vous demandez au gouv. de faire sa part, aux entreprises de faire leur part, à la société de faire sa part, MAIS VOUS, C'EST QUOI LA PART QUE VOUS ÊTES PRÊT À FAIRE?

Et lâchez moi que vous êtes le futur, vous vivez aujourd'hui, donc c'est quoi votre part aujourd'hui?

Afficher 10 de 10 commentaires (Montréal)

• yvesliet
 Bla Bla Bla Bla Bla Bla Bla Bla BlaComme disait ma fille quand elle



était petite et qu'elle ne voulait rien entendre...

Vous avez raison M.Dufour. Je suis tannée de l'entendre celui-là, mais V-R-A-I-M-E-N-T tannée.

Je trouve que les étudiants agissent comme des ados (ce qu'ils sont encore, en réalité) ou des enfants de 2 ans qui sont trop gâtés et qui font des crises pq ils n'ont pas ce qu'ils veulent.

- SarcaustiqueTop 100
NOUVEAU AU QUÉBEC
Il semble que dorénavant sa prend un mandat pour dénoncer des gestes de violence, vite un vote !
- [Martin Riopel](#)Top 50
Je me pose la question suivante: Quand est-ce que les membres de la classé vont donner à GND le mandat de dire des choses intelligentes ? Il serait temps qu'ils fassent un vote sur le sujet parce que plus ça va, moins les étudiants sont crédibles...
- 1sylvain1
Bravo Monsieur Charest, dans l'art d'envenimer les crises mineures en crises majeures vous avez fait votre 110%

- Crise des inondations à St-Jean sur le Richelieu

- Commission d'enquête sur la corruption dans la construction

- Crise étudiante

.... Maintenant pouvez- vous régler les dossiers morpionnés par votre mauvaise gestion s.v.p.

• GrecofTop 50

Christian Dufour, un autre qui essaie de détourner le débat du vrai problème qui est le non dialogue, de ce gouvernement corrompu, avec les étudiants.

[yvesliet](#)

À lire votre commentaire, l'enfant de 2 ans, ce ne serait pas vous par hasard?

[Martin Riopel](#)

Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, et pas plus sourd que celui qui ne veut pas comprendre.

[Sarcaustique](#)

Ce qui n'aide pas la cause, ce sont des pseudos analystes qui ne sont pas capables de réfléchir pour 2 sous.

Je vous condamne tous les quatre pour démagogie et connivence avec les corrompus du gouverneMENT Charest!

• SarcaustiqueTop 100

Il faut croire que l'on vient d'être condamné par un pseudo-juge ;) Bonne journée à vous Grécof.

• yvesliet

Et pourquoi faudrait-il que VOUS ayez raison? Votre commentaire me fait bien rire...vaut pas la peine d'en dire plus!

• SarcaustiqueTop 100

AVOIR UNE TÊTE À CLASSE

C'est incroyable de pouvoir dire autant de mots en ne disant rien.

Moi être membre de la CLASSE, je changerais de porte-parole, mais étant donné que je n'en suis pas un, je vous dis gardez-le, mais il n'aide peut-être pas votre cause.

(Modifié par l'auteur 1 semaine ago)

• yvesliet

S'il y en avait plus que pensaient comme vous...nous n'en serions peut-être pas là!

• GhostRiderRun

Ton peuple s'offrira volontairement au jour de tes forces militaires.

Dans les splendeurs de la sainteté, venant de la matrice de l'aurore, tu as ta troupe de jeunes gens commes des gouttes de rosée.

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Droits de scolarité : la CADEUL et la TaCEQ font leurs propositions – Mise à jour le mardi 17 avril 2012 à 18 h 52 HAE

La Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) y vont de leur proposition pour résoudre le problème du sous-financement dans les universités et ainsi éliminer la hausse des droits de scolarité.

Lors d'un point de presse mardi à l'Université Laval, la CADEUL et la TaCEQ ont suggéré de faire payer les entreprises privées par l'entremise d'un Fonds des services de santé et d'éducation postsecondaire.

Plusieurs millions de dollars seraient ainsi prélevés, selon la masse salariale de chaque entreprise. « Si on l'appliquait dès l'an prochain, ça représenterait des revenus de 216 millions, donc l'équivalent des revenus nets de la hausse des droits de scolarité. Évidemment, il y a moyen d'appliquer ça de manière progressive, si c'est ce que désire la ministre », a indiqué Martin Bonneau, président de la CADEUL.

« Les entreprises bénéficient d'employés qualifiés, de diplômés qualifiés qui sortent de nos universités. Donc, on juge que c'est à elles de faire leur juste part », a quant à lui plaidé Simon Gosselin, secrétaire général de la TaCEQ.



Quelques dizaines d'étudiants manifestent près du jardin Saint-Roch.

Les étudiants de Québec restent mobilisés

Après plus de deux mois de débrayage, les étudiants de la région de Québec restent toujours mobilisés. Deux principales manifestations ont eu lieu mardi.

La première s'est déroulée à 14 h dans le jardin Saint-Roch, à proximité de l'Université du Québec.

À 16 h, quelque 150 étudiants en architecture de l'Université Laval ont quant à eux manifesté sur le boulevard Laurier, près du Centre hospitalier de l'Université Laval.



Une cinquantaine d'étudiants ont manifesté sur le boulevard Laurier.

Ces derniers ont d'ailleurs décidé de poursuivre la grève lors de votes secrets tenus lundi. L'appui au mouvement étudiant a été particulièrement élevé aux études supérieures (70 %). Les étudiants au baccalauréat ont été plus divisés, avec un taux de 51 % pour la grève.

Arrestation et constats d'infraction

Des étudiants de plusieurs cégeps de la région ont aussi manifesté mardi midi. Même s'ils ne sont pas en grève, ils voulaient démontrer leur opposition à la hausse des droits de scolarité.

À Limoilou, un jeune a été arrêté. Trois constats d'infraction ont également été distribués à des étudiants. Les policiers ont justifié leur intervention en affirmant que les étudiants retardaient la circulation, une affirmation démentie par ceux et celles qui étaient présents à la manifestation.

Par ailleurs, les étudiants de l'École nationale d'administration publique (ENAP) ont décidé de se joindre au mouvement de grève contre la hausse des droits de scolarité. Ils ont voté pour une levée des cours de trois jours, du 18 au 20 avril. Il s'agit d'un mandat qui pourrait être renouvelé. Environ 150 étudiants se sont aussi rassemblés à Sainte-Foy mardi midi pour réclamer des négociations entre le gouvernement et les quatre associations étudiantes, soit la FECQ, la FEUQ, la CLASSE et la TACEQ.

[Les commentaires \(32\)](#)

TVANouvelles: Dérapages liés au conflit étudiant: Marois et Charest réagissent - Première publication mardi 17 avril 2012 à 18h49 - Mise à jour : mardi 17 avril 2012 à 19h20



Crédit photo : Agence QMI

TVA Nouvelles

À l'Assemblée Nationale, la chef du Parti Québécois, Pauline Marois, a accusé le premier ministre Jean Charest de jeter de l'huile sur le feu. Aujourd'hui, dans une déclaration ministérielle, le gouvernement a demandé à tous les leaders de condamner la violence. Ce qu'a fait madame Marois, mais en ajoutant que le premier ministre avait manqué à son devoir de préserver la paix sociale.

Selon elle, il est le premier responsable de l'impasse dans le conflit étudiant et même des déra-

pages des derniers jours : «Sa première responsabilité c'est d'ouvrir un dialogue, d'établir une ligne de communication, de trouver une solution. Il y a devant nous des jeunes, nos jeunes, notre avenir, ce sont nos enfants.»

M. Charest croit plutôt que la chef du PQ dérive: «Je suis profondément attaché aux valeurs québécoises de paix, de démocratie et de tolérance. Quand la chef de l'opposition officielle dit qu'elle est contre la violence pour me faire plaisir, à moi, je pense qu'il y a l'indication d'une très profonde dérive».

Réactions d'autres personnalités politiques

C'est à la demande de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, que le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, vient de dénoncer les actes de vandalisme et de violence posés par certains individus depuis le début de la grève des étudiants et des universités. «Nous demandons aujourd'hui, par le biais de cette déclaration ministérielle, aux membres de l'Assemblée nationale et à tous les leaders de notre société de condamner les gestes de violence et d'intimida-

tion portant sur la hausse des frais de scolarité», a dit M. Dutil.

Le gouvernement a failli à ses responsabilités en s'abstenant d'ouvrir le dialogue avec les étudiants, a rétorqué l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. «Le refus du dialogue mène à la violence et nous avons condamné ces débordements, a rappelé la députée péquiste de Taillon, Marie Malavoy. Maintenir la paix sociale n'est pas juste de dénoncer les actes de violence. Ça veut dire ouvrir le dialogue au moment où il s'impose.»

Manifestations mouvementées à l'UQO

La journée a encore été mouvementée à l'Université du Québec en Outaouais où un professeur a été arrêté et sera accusé d'entrave au travail des policiers.

Pour la 2e journée, quelques centaines d'étudiants ont bloqué des entrées de l'université pour empêcher la reprise des cours ordonnée par les tribunaux. Le chaos a régné une bonne partie de la journée autour d'un des pavillons. Seuls quelques cours ont pu être donnés.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANouvelles: Conflit étudiant: La CLASSE dénonce la «guerre de mots» - Publié le: mardi 17 avril 2012, 18H09 | Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 18H25 / Première publication mardi 17 avril 2012 à 19h59



Crédit photo : Agence QMI

Par Sami Bouabdellah | Agence QMI

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) dénonce que le conflit étudiant ait pris la tournure d'une «guerre de mots» et reconnaît qu'elle se retrouve de plus en plus acculée au pied du mur.

«On fait face à un isolement», a reconnu la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, lors d'un point de presse tenu mardi.

La CLASSE a pourtant refusé de répondre aux demandes du gouvernement libéral de condamner les actes de vandalisme qui ont été perpétrés lundi dans des bureaux de ministres.

«Comment la ministre peut-elle nous demander de condamner des gestes de vandalisme si elle ne condamne pas la brutalité policière? a lancé Jeanne Reynolds. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) n'a pas condamné ces gestes-là non plus et peut quand même prendre part à la table de négociations.»

Selon Mme Reynolds, le gouvernement incite lui-même à la «confrontation physique» en incitant les étudiants à franchir les piquets de grève pour aller à leurs cours.

«Répression judiciaire»

Mardi, des avocats ont donné leur appui à la CLASSE pour dénoncer la «répression judiciaire» du mouvement étudiant, en référence aux nombreuses injonctions accordées à des universités pour que les cours se donnent en dépit de la grève.

«Cette judiciarisation du mouvement de grève a pour effet de créer un climat de confrontation et s'inscrit en faux avec les votes démocratiques des associations étudiantes, a affirmé Jonathan Leblanc, avocat à la CSN. Ce ne sont que des injonctions provisoires qui ne vont pas au fond des choses.»

Me Leblanc est aussi revenu sur la notion de «boycott des cours» à laquelle fait référence la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, depuis le début du conflit.

«Malgré ce que plusieurs laissent entendre, la grève n'est pas un droit conféré aux seuls travailleurs et ne fut pas créée par le Code du travail, a avancé M. Leblanc. Le droit de grève constitue une mesure de contestation élevée au rang des droits fondamentaux à l'échelle internationale.»

Manifestation

Par ailleurs, environ 200 personnes se sont rassemblées en ce lieu «symbolique» qu'est le 1420 Mont-Royal, un bâtiment de l'ancienne congrégation religieuse des Soeurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie vendu à une firme privée, pour manifester contre la hausse des droits de scolarité.

Présente sur place, Françoise David de Québec solidaire donnait son appui aux étudiants.

«Présentement, le gouvernement libéral ne fait qu'une bête et mesquine tentative de division du mouvement étudiant en excluant la CLASSE. Jean Charest compte sur l'essoufflement du mouvement de grève», a affirmé Mme David.

Demain, 40 enseignants et chargés de cours de l'Université de Montréal dénonceront «l'attitude» de l'université qu'ils accusent «d'instrumentaliser» ses professeurs.

Afficher 6 de 6 commentaires (Montréal)

- pourlajustice
Je viens de voir Gabriel Nadeau-Dubois à l'émission de Denis Lévesque. Concernant son refus de condamner les actes criminels, il a insisté sur le fait qu'il n'était qu'un "porte-parole" des étudiants membres de la CLASSE et que ce sont ces mêmes membres qui devront lui donner le mandat ou non de condamner la violence et les actes de vandalisme. Tout un leader. Être membre de la CLASSE, je commencerais à être inquiet.
- tremblayTop 100
Il fait bien cela le jeune homme il est porte parole donc il doit dire ce que les membres lui donne comme mandat. Quand allez vous demander à votre Chef de simplement négocier et d'arrêter de faire semblant de vouloir négocier.?

jaba1947

Me Leblanc avocat à la CSN quelle belle référence. Une injonction quand même émise par la cour. Quand tu es derrière toi des syndicats, des députés de l'opposition (PQ, Amir et Françoise) qui encouragent le mouvement donc cela veut dire qu'ils encouragent l'affrontement avec le gouvernement élu qu'ils ne condamnent pas le vandalisme et toutes les perturbations envers les travailleurs etc. Que feraient-ils de mieux ces gens qui ne font que critiquer. Surtout quand on sait très bien la raison de leur appui avec les rumeurs de prochaines élections. J'aurais honte d'être aussi hypocrite. Ces petits leaders sont nos futures chefs syndicaux. On n'est pas sortis du bois.

129enazTop 50

Vous oubliez Pauline et ses députés (cartonnés rouges). Je doute fort, cependant, qu'elle arbore ces memes cartons rouges lorsqu'elle aura à négocier avec eux si elle est portée au pouvoir

tremblayTop 100

C est le refus de négocier qui constitue un geste violent

Deric Caron Réduire

Je trouve que c'est sensé comme position de la CLASSE, ils n'ont pas à dénoncer les actes parce que ça semble logique que leur membres les approuvent, en fait, plusieurs en commettent. Ont diras ce qu'on voudras, au moins ils respectent leur membres et ce qu'ils veulent. Je vois pas pourquoi il ce plierait, c'est ce que leur membres veulent.

Afficher 3 commentaires (Québec)

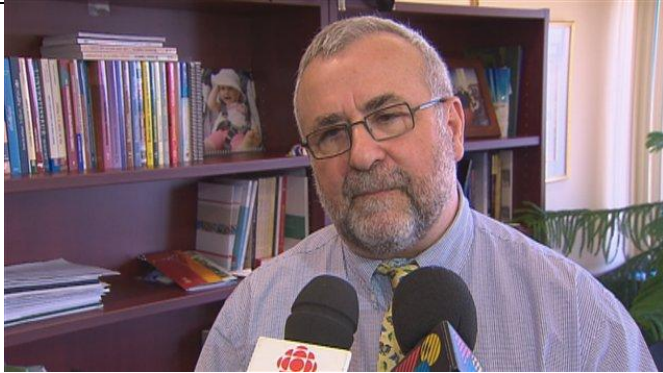
1956

Quand on porte pas nos culottes, C'est ça qui arrive. Si vous pouvez être assez isolé pour perdre tous vos membres, cela va déjà régler un gros probleme

laframboise123

DIVERSION POUR MIEUX RÉGNER POUR U NJ EU DE MOT LORS QU ON VOIE UN GOUVERNEMENT CORROMPUE TRUDEL BOUTREUIL DES AMIS DE JAMES ET ACCURSO LA PLUS PART DES MINISTRES ONT ÉTÉS SUR LE BATEAU D ACCURSO ET CHARETTE AUSSI ET FAISAIT DES COCKTAILS DE FINANCEMENT POUR TI-JAMES 7500 DE SALAIRE PAR ANNÉE PAS DÉCLARER VIVIE LES

RADIO-CANADA / QUÉBEC: Université Laval : l'abandon des cours sans échec sera permis, mais sans remboursement – Mise à jour le mardi 17 avril 2012 à 18 h 03 HAE



Bernard Garnier, vice-recteur aux études de l'Université Laval, estime avoir répondu aux attentes de la majorité.

La direction de l'Université Laval a fait savoir mardi midi que les étudiants touchés par la grève contre la hausse des droits de scolarité pourront abandonner leurs cours sans mention d'échec à leur relevé de notes. Ils ne seront cependant pas remboursés.

Cette procédure s'applique premièrement à ceux qui ont été absents à au moins 3 cours, qui sont retournés en classe dans les dernières semaines et qui sont présentement en situation de rattrapage. Leur demande d'abandon doit être faite avant le 27 avril.

Les étudiants présentement en grève, qui ont manqué 3 cours ou plus et qui ne sont pas disponibles après le 27 avril, date officielle de la fin de session d'hiver, peuvent aussi abandonner leurs cours. Ils doivent également le faire avant le 27 avril.

La procédure s'applique aussi à ceux qui sont présentement en grève et qui ont déjà été absents à 3 cours ou plus, dont le retour en classe se ferait après le 27 avril et dont le rattrapage serait réalisable avant le 22 juin. Dans ce cas, la date limite d'abandon sans mention d'échec et

Les commentaires (2)

Envoyé par [Jacques C-Royer](#) de Québec, 19 avril 2012 à 06 h 34 HAE

Le pire c'est que les étudiants sont prêts à perdre leur session et ne se feront pas rembourser mais chialent contre l'augmentation de 1625\$??? bravo les étudiants quelle logique!

sans remboursement sera annoncée lorsque le moment du retour en classe sera connu.

Bernard Garnier, vice-recteur aux études de l'Université Laval, estime avoir répondu aux demandes de la majorité. « Je pense que plusieurs vont saisir l'occasion [...] Certains ne peuvent pas rester, quoi qu'il arrive. Ils doivent retourner chez eux, soit dans leur pays ou dans leur région etc. », indique-t-il.



Martin Bonneau, président de la CADEUL

La CADEUL satisfaite

De son côté, la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) a dit être satisfaite de l'annonce faite par la direction de l'établissement.

« On voit qu'ils font quand même beaucoup d'efforts pour s'adapter aux situations des différents départements. La bonne nouvelle, c'est qu'il n'y a toujours pas d'annulation de session, c'est seulement [...] des rattrapages. Évidemment, les étudiants sont bien conscients de la situation. C'est l'information qu'on leur communique. On est assez satisfait de ce qui a été annoncé », a réagi Martin Bonneau, président de la CADEUL.

Envoyé par [Noha Mandour](#) de Québec, 18 avril 2012 à 06 h 36 HAE

Vous voulez une éducation gratuite? Pas de problème! Éducation gratuite, ensuite deux ans de service militaire!

CYBERPRESSE: La CLASSE loin de la table de discussion - Publié le mardi 17 avril 2012 à 17h45



Photo: Ninon Pednault, La Presse

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, a rappelé que les fédérations étudiantes collégiale et universitaire n'ont pas dénoncé les actes de violence et ont tout de même été invitées à participer à une discussion avec la ministre.

Émilie Bilodeau, La Presse

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) refuse toujours de condamner le vandalisme, la clé pour obtenir une place à la table de discussion entre la ministre de l'Éducation et les étudiants. Les porte-parole de l'organisation semblent d'ailleurs

loin d'être sûrs qu'ils vont obtenir un mandat, en ce sens, de la part de leurs membres.

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, affirme que le débat sur les actes de violence a déjà été tenu dans les assemblées générales. «Les débats sont complexes et très compliqués. C'est difficile pour les étudiants de dire qu'ils condamnent ces gestes de violence. Pour eux, il y a d'autres gestes qui sont plus violents», a-t-elle dit hier en conférence de presse. «On nous demande de dénoncer des actes de vandalisme, mais la ministre n'est pas capable de condamner la brutalité policière qui a fait perdre un oeil à un étudiant.»

Le caucus de la CLASSE prévu samedi prochain ne sera d'ailleurs pas devancé pour tenter de dénouer le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement.

Mme Reynolds a rappelé que les fédérations étudiantes collégiale et universitaire n'ont pas dénoncé les actes de violence et ont tout de même été invitées à participer à une discussion avec la ministre Line Beauchamp. La CLASSE déplore être la seule des trois organisations étudiantes à devoir dénoncer le vandalisme.

«Clairement, le gouvernement essaie de nous diviser pour mieux régner», a dit Mme Reynolds

qui demande à la ministre d'inclure la CLASSE qui représente 50% des grévistes.

Des appuis pour la CLASSE

Par ailleurs, la CLASSE a obtenu l'appui d'un groupe d'avocats, de juristes et de professeurs, hier. Parmi eux, un avocat de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec a dénoncé la tentative du gouvernement d'isoler la CLASSE. «Dans une démocratie représentative, le gouvernement est censé être garant de la paix sociale. Là, le gouvernement ne remplit pas ses responsabilités en tentant de diviser et en tentant de discréditer le discours de la CLASSE», a dit Jonathan Leblanc.

La Ligue des droits et libertés a également apporté son soutien à l'organisation étudiante. «L'attitude autoritaire et paternaliste du gouvernement crée un climat malsain en refusant obstinément de parler avec les étudiants et en demandant aux cégeps et universités de retourner en classe malgré les votes de grève», a déclaré Me Lucie Lemonde.

Les avocats, juristes et professeurs ont signé une lettre pour dénoncer la judiciarisation de la grève étudiante et «le recours aux tribunaux qui porte atteinte aux droits d'association et d'expression».

LE DEVOIR: Encore rien de concret pour une rencontre entre les étudiants et Québec – Mardi 17 avril, 16h54



Photo : La Presse canadienne
Jacques Boissinot

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a confirmé l'existence de contacts entre son cabinet, d'une part, et la FECQ et la FEUQ, d'autre part. Mais elle est restée très prudente.

La Presse canadienne

Les discussions en vue d'une éventuelle rencontre entre les associations étudiantes et le cabinet de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp n'ont encore rien donné de concret.

Interrogée aujourd'hui à Québec, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a confirmé l'existence de contacts entre son cabinet, d'une part, et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), d'autre part.

Mais elle est restée très prudente, affirmant que les parties ne faisaient que travailler à discuter d'une éventuelle rencontre. La date n'en est pas encore arrêtée.

Théoriquement d'ailleurs, la ministre veut parler plus largement de la gestion des universités,

mais il est clair que la question litigieuse des hausses des droits de scolarité y serait abordée. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) semble donc écartée pour le moment.

«Clairement, le gouvernement essaie de diviser pour mieux régner, parce qu'il sait très bien que si l'ensemble des organisations étudiantes sont à la table de négociation, il y a plus de chances de réussite», a commenté la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, au cours d'une rencontre avec la presse à Montréal.

«Dans cette optique-là, oui, en ce moment, on fait face à un isolement. Mais je pense qu'on va être capable, si les organisations étudiantes respectent leur engagement, de faire reculer le gouvernement et qu'il nous invite finalement à cette table de négociation-là», a-t-elle ajouté.

Mme Reynolds trouve ironique que la FECQ soit invitée à cette rencontre, alors que selon elle, la FECQ ne représente que 16 % des étudiants encore en grève. La CLASSE, elle, en représente environ 48 %.

La FECQ et la FEUQ font maintenant pression pour que la ministre de l'Éducation accepte de rencontrer toutes les associations étudiantes, incluant la CLASSE, mais la ministre refuse.

Interrogée à ce sujet, la ministre a répété que la position gouvernementale était déjà connue.

Lundi, le premier ministre Jean Charest lui-même a affirmé que la CLASSE prenait des positions extrêmes dans le débat sur la hausse des droits de scolarité et a déploré le fait que ses dirigeants refusaient de condamner clairement les récents actes de violence qui ont marqué la campagne de protestation.

Pour Mme Reynolds, poser comme condition une nécessaire condamnation des actes de violence

est un «faux débat». Elle critique à son tour le fait que le gouvernement ne veuille pas dénoncer «la brutalité policière» qui a fait qu'un jeune qui a participé à une manifestation a été gravement blessé à un oeil, il y a de cela plusieurs semaines.

Dutil et Malavoy dénoncent le vandalisme

Pour sa part, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a fait une déclaration à l'Assemblée nationale pour dénoncer les différents gestes de violence et méfaits qui ont été perpétrés ces derniers jours: introduction par effraction, sac-cage de bureaux, vitres cassées, etc.

«La violence se répand. Comme un incendie, il est facile de l'allumer, mais difficile de l'éteindre. Parmi les gestes qu'il est nécessaire de poser pour en éviter la propagation, l'un de ceux-ci est la condamnation inconditionnelle de ces violences et intimidations, une condamnation sans réserve», a-t-il lancé.

«Nos désaccords avec les choix des personnes légitimement élues ne justifient pas la violence et l'intimidation», a-t-il ajouté dans cette déclaration ministérielle.

À son tour, la députée péquiste Marie Malavoy a dénoncé «tout geste de violence et méfait en guise de manifestation». Elle a toutefois invité le gouvernement Charest à «maintenir la paix sociale en ouvrant le dialogue» avec les étudiants.

Les étudiants qui débraient le font pour protester contre les hausses annoncées des droits de scolarité à l'université, de l'ordre de 325 \$ par année pendant cinq années consécutives, à compter de l'automne prochain. Ces droits passeront donc de 2168 \$ en 2011- 2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

[Vos réactions \(22\)](#)

TVA NOUVELLES (QUÉBEC / MONTRÉAL) : Université Laval: Les modalités d'abandons de cours dévoilées - Première publication mardi 17 avril 2012 à 16h41 / Première publication mardi 17 avril 2012 à 21h36



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Pas de date-butoir pour la fin de session à l'Université Laval, mais un échéancier serré.

En effet, on connaît maintenant les modalités d'abandon sans échec pour les étudiants qui sont touchés par le boycott des cours.

Ces modalités, rendues publiques par le vice-recteur aux études, Bernard Garnier, s'appliquent aux étudiants qui ont manqué au moins trois séances de cours.

C'est ainsi que ceux d'entre eux qui sont déjà retournés en classe et qui sont en situation de rattrapage ont jusqu'au 27 avril pour présenter une demande d'abandon sans échec d'un ou plusieurs cours à la direction des programmes de l'Université.

Même situation pour les étudiants qui sont présentement en grève et qui ne seraient pas disponibles après le 27 avril, date prévue de la fin de la session : ils ont jusqu'au 27 avril pour présenter une demande d'abandon sans échec.

Enfin, pour les étudiants qui sont présentement en grève, dont le retour en classe se ferait après le 27 avril et dont le rattrapage serait réalisable avant le 22 juin, on dit que la date limite de l'abandon sans échec sera connue lorsqu'ils seront de retour en classe.

Ces abandons sans échec devraient permettre aux étudiants, le cas échéant, de conserver leur statut d'étudiant à temps plein. Leurs frais de scolarité pour les cours abandonnés ne leur seront cependant pas remboursés.

TVA NOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Hausse des frais de scolarité: La facture aux entreprises plutôt qu'aux étudiants ? - Première publication mardi 17 avril 2012 à 15h43 / Publié le: mardi 17 avril 2012, 17H34 | Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 17H40



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Deux regroupements d'étudiants proposent au gouvernement Charest de faire payer les entreprises pour éviter la hausse des frais de scolarité à l'université.

La Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ), qui regroupe des étudiants de l'Université Laval, de l'Université de Sherbrooke et de l'Université McGill, et la Confédération des associations étudiantes de l'université Laval (CADEUL) proposent donc de modifier le mandat du Fonds de service de Santé, auquel continuent les entreprises, pour qu'il devienne le Fonds de Service de santé et d'éducation post-secondaire.

Les cotisations des entreprises à ce fonds remanié seraient alors augmentées de manière à éponger les 216 millions \$ que le gouvernement compte présentement aller chercher en augmentant les frais de scolarité des étudiants.

«Les entreprises bénéficient des diplômés qualifiés qui sortent des universités. Donc, on juge que c'est à elles de faire leur juste part», explique Simon Gosselin de la TACEQ.

Selon son collègue de la CADEUL, Martin Bonneau, la formule permettrait, à la fois, d'éviter la hausse des frais de scolarité et d'obtenir de l'argent plus rapidement et plus simplement qu'en se lançant dans une opération d'analyse de la gestion des universités.

«Ce qu'on dit c'est : vous pouvez aller chercher l'argent tout de suite, Ça va être très simple à appliquer. Vous allez éviter la hausse des droits de scolarité, vous allez être capables de satisfaire les étudiants, vous allez être capable d'obtenir le financement que vous voulez pour les universités québécoises. C'est la solution la plus pragmatique qu'on a à offrir à la ministre, en ce moment.»

La TACEQ a demandé à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, d'être invitée aux discussions qu'elle entend tenir avec la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) et la Fédération des étudiants de CEGEPs du Québec (FECQ). Le cabinet de la ministre n'a pas donné suite à cette demande.



Afficher 5 commentaires (Montréal)

- pierre_alexandre
Quelle solution ridicule. Voici les éventuelles conséquences à cette proposition: les entreprises vont soit aller s'installer ailleurs, soit augmenter leur tarifs et leur prix à la consommation (et les gens paieront encore la note) ou soit ajuster les salaires de leurs employés en conséquence.
Ce sont encore les mauvaises personnes qui vont payer.
De toute façon, le gouvernement a plus à perdre qu'à gagner s'il reculait avec la hausse étant donné que la majorité de la population québécoise est pour la hausse des frais de scolarité. D'un point de vue politique, jamais ils ne vont reculer.
- BM67
Et les entreprises? Ils vont aller chercher l'argent où? Dans les poches des consommateurs qui, par le fait même, les mêmes qui paient la TVQ et les impôts. Pourquoi est-ce que cela ne serait pas les étudiants qui investiraient dans leurs études et ainsi partager le risque de cet investissement.
- Lesnombriils
les solutions apportées ont quasiment toutes un fondement logique :
- faire payer les étudiants : ce sont eux qui vont par la suite bénéficier d'un meilleur salaire, donc c'est une contribution logique de leur part (tu gagneras bien plus durant toute ta vie si tu as un diplôme universitaire (il s'agit là du précepte de base sinon le raisonnement suivant est faux), donc tu peux bien payer quelque chose qui représente un faible pourcentage de la somme supplémentaire que tu vas gagner par rapport à si tu t'arrêtes à un DEC)
- faire payer toute la société : grâce aux meilleurs salaires que feront les étudiants, ils dépenseront plus, ce qui sera autant d'argent engrangé en plus pour le gouvernement, donc d'argent que le gouvernement viendra chercher "en moins" dans les poches des contribuables. Donc en maintenant les frais de scolarité plus faibles, il y aura un accès plus large à l'université, donc plus de diplômés, donc plus d'argent dépensés par ces diplômés dans le futur, donc moins d'impôts (condition sine qua non : que les frais de scolarités que devront payer les contribuables soient moins élevés que l'argent recueilli au final via la TVQ par les diplômés).
Ces deux solutions ont donc leur logique, après ce n'est qu'un choix politique...
Par contre, faire payer les entreprises, je ne vois pas où est le fondement... Parce que se sont les entreprises qui vont bénéficier de ces diplômés? Le raisonnement ne tient pas : le diplômé sera le premier bénéficiaire puisqu'il devrait logiquement avoir un meilleur salaire.
Donc pourquoi ne parler que des bénéfices des entreprises et pas de celui des diplômés eux-mêmes? Et puis oui, il est évident que si une entreprise doit payer une taxe supplémentaire c'est au final le contribuable qui paye. Dans ce cas pourquoi alourdir le fardeau des entreprises plutôt que de faire directement payer le contribuable via les impôts? Cela dit, je suis personnellement en faveur de la hausse des frais de scolarité...
- myriam77Top 10
C'EST SEULEMENT UN CHOIX POLITIQUE?
Merci. On choisit que vous payez maintenant. Les bons comptes font les bons amis.
- tremblay
Si des individus fournissent beaucoup d'argent aux caisses des partis politiques, il me semble évident que les entreprises pourraient financer une part de l'éducation supérieure à 1%.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL: Droits de scolarité: Dutil entre dans le débat - Publié le: mardi 17 avril 2012, 15H21 | Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 15H25



Régys Caron
Le gouvernement Charest demande à l'Assemblée nationale de condamner les gestes de violence et d'intimidation posés en marge de la grève sur les droits de scolarité.

C'est à la demande de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp que le ministre de la Sécurité publique Robert Dutil vient de dénoncer les actes de vandalisme et de violence posés depuis le début de la grève des étudiants et des universi-

© Jean-François Desgagnés

tés. «Nous demandons aujourd'hui, par le biais de cette déclaration ministérielle, aux membres de l'Assemblée nationale et à tous les leaders de notre société de condamner les gestes de violence et d'intimidation portant sur la hausse des frais de scolarité», a dit M. Dutil.

Le gouvernement a failli à ses responsabilités en s'abstenant d'ouvrir le dialogue avec les étudiants, a rétorqué l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. «Le refus du dialogue mène à la violence et nous avons condamné ces débordements, a rappelé la députée péquiste de

Taillon Marie Malavoy. Maintenir la paix sociale n'est pas juste de dénoncer les actes de violence. Ça veut dire ouvrir le dialogue au moment où il s'impose.»

Afficher 5 commentaires (Québec)

- monacooo
Les Péquistes appuient le vandalisme des étudiants car tous les députés du PQ. portent le petit carré rouge. Le premier Ministre Cha-

rest devrait en placer un carré rouge sur le front de Mme.Marois.

Lydia

Le P.Q. EST NÉ et fut élu suite à des actes de TERRORISME... Alors, ça va de soit que le PQ continu d'appuyer de tels gestes.
• Ces comportements sont des actes de TERRORISME et rien de moins quoiqu'en disent nos politiciens PÉQUISTES.
• laframboise123

N OUBLIER PAS CE MATIN L ARRESTATION DE NORMAND TRUDEL ET BOUDREAU FAISAIT DES COCKAILS DE FINANCEMENT POUR JAMES CHARETTE ET ILA DEJA ÉTÉ SUR LE BATEAU D ACCURSO

Lydia

Vous êtes d'un ridicule absolu.

coltsfan

hahahahahahahaha wow.

LE SOLEIL: Allusions fascistes: un haut-fonctionnaire sanctionné - Publié le mardi 17 avril 2012 à 15h10 | Mis à jour le mardi 17 avril 2012 à 22h46



Le Soleil, Erick Labbé

Le directeur de la fiscalité au ministère, Bernard Guay, a écrit récemment une lettre véhémente contre le mouvement de grève étudiant que le quotidien *Le Soleil* a dû retirer de son site internet en présentant des excuses à ses lecteurs.

Annie Mathieu, *Le Soleil*

(Québec) Un haut fonctionnaire du ministère des Affaires municipales s'opposant farouchement à la grève étudiante et dont la lettre d'opinion a été publiée sur le site Internet du *Soleil* la semaine dernière sera sanctionné.

Citant en exemple les fascistes des années 1920 et 1930 qui ont «appliqué aux gauchistes leur propre médecine», le directeur général de la fiscalité au Ministère, Bernard Guay, invitait les opposants au mouvement étudiant à «franchir en masse les lignes de piquetage». Il les enjoignait également à répondre «à l'intimidation par le défi».

Le texte intitulé *Pour en finir avec les grèves étudiantes* a été publié sur le site du *Soleil* le 12 avril puis retiré après que le journal eut reçu plusieurs plaintes. La direction de l'éditorial a par ailleurs présenté ses excuses aux lecteurs, mardi.

Mardi après-midi, le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, a condamné les propos de M. Guay en les qualifiant d'«inappropriés». Il a indiqué que M. Guay avait été rencontré par son supérieur et que des sanctions administratives avaient été appliquées, sans toutefois en préciser la nature. La responsable des communications du Ministère, Caroline St-Pierre, s'est également contentée de préciser que M. Guay avait enfreint le code de conduite des employés du ministère des Affaires municipales (MAMROT) et que des «mesures adéquates» seraient prises.

Joint à son domicile mardi en milieu d'après-midi, Bernard Guay a dit attendre d'en savoir plus sur les mesures disciplinaires dont il fera l'objet. Il n'a pas voulu commenter davantage.

Plusieurs dizaines d'étudiants réunis pour manifester à la place de l'Université-du-Québec en après-midi ont réclamé sa démission. L'un des organisateurs de l'événement, Raphaël Langevin, a soutenu qu'il était inacceptable qu'un haut fonctionnaire tienne des propos «méprisants», et ce, surtout dans un contexte de grève. «Lorsqu'on banalise un tel discours, il y a des conséquences néfastes pour la démocratie», a dénoncé l'étudiant en biochimie de l'Université Laval.

Le groupe d'étudiants a marché jusqu'aux bureaux du MAMROT pour déposer en personne leur requête.

Avec La Presse Canadienne

LE SOLEIL: Laval permet des abandons de cours sans échec, sans remboursement - Publié le mardi 17 avril 2012 à 13h11 | Mis à jour le mercredi 18 avril 2012 à 07h42



Le Soleil, Yan Doublet

Marc Allard, *Le Soleil*

(Québec) L'Université Laval (UL) n'a pas l'intention de forcer ses étudiants à retourner en classe. Elle est prête à prolonger la session jusqu'à la fin juin pour permettre aux grévistes de rattraper les cours manqués et laisse à la plupart d'entre eux la possibilité d'abandonner sans échec.

Bien que plus de 4000 étudiants soient toujours en grève sur le campus, l'UL ne veut pas imiter l'Université de Montréal, qui a obtenu la semaine dernière une injonction interlocutoire interdisant la tenue de manifestations qui empêcheraient les étudiants et les employés d'avoir accès à l'ensemble de ses installations, notamment les salles de cours.

Le vice-recteur aux études, Bernard Garnier, a expliqué hier en point de presse que sur les quelque 35 000 étudiants inscrits à la session d'hiver, les étudiants en grève représentaient une minorité avec laquelle il est

préférable d'être conciliant - au risque de s'exposer à des manifestations et des interventions policières comme aux cégeps d'Alma, de Valleyfield et à l'Université du Québec en Outaouais.

Après l'épisode de l'injonction obtenue par Laurent Proulx - et les mesures de sécurité qu'elle a nécessitées pour être respectée -, l'Université Laval a estimé que «la méthode douce, le dialogue» constituait une meilleure solution que les tribunaux, a indiqué M. Garnier. «On apprend, a-t-il dit. [...] Les étudiants apprécient qu'on soit parlable.»

Nouveaux scénarios

Jusqu'ici, l'UL avait prévu que, dans le «pire scénario», les étudiants en grève depuis 10 semaines le 23 avril auraient jusqu'au 25 mai pour compléter leur session. Mais voyant le débrayage se poursuivre, l'institution a prévu de nouveaux scénarios.

Ainsi, si la grève se poursuit au-delà du 23 avril, la session sera allongée d'une semaine supplémentaire par semaine de grève, jusqu'au 22 juin.

«On va tout faire pour que ça marche. On va essayer de trouver les enseignants, les professeurs, les chargés de cours. Mais on n'est pas sûr que ça va marcher à 100 % tout le temps», a dit Bernard Garnier, précisant que des chargés de cours pourraient ne pas être disponibles après la fin de la session.

Abandon de cours

À la demande de plusieurs étudiants, précise M. Garnier, l'Université Laval permettra aussi aux grévistes qui ont manqué plus que trois séances d'abandonner leur cours sans échec avant le 27 avril. Ceux-ci ne seront toutefois pas remboursés, puisque les enseignants ont été payés quand même durant la grève.

Ceux qui retourneront en classe après le 27 avril pourront aussi abandonner leurs cours. Mais la date limite pour le faire sera précisée ultérieurement, quand la date du retour en classe sera fixée.

En attendant, la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), une association nationale qui représente 65 000 étudiants, dont ceux de la Confédération d'associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), a proposé une sortie de crise, hier matin, au gouvernement.

La TaCEQ suggère que les entreprises augmentent légèrement leur cotisation obligatoire au Fonds des services de santé qui serait élargi aux études postsecondaires. La cotisation serait haussée progressivement entre 0,10 % et 0,15 % selon la taille de la masse salariale des entreprises. De cette manière, le gouvernement pourrait récupérer les 216 millions \$ qu'il prévoit récolter avec la hausse des droits de scolarité - et les geler -, selon la TaCEQ.

«Si on se tourne vers les entreprises en leur demandant un effort minimal, explique Martin Bonneau, le président de la CADEUL, ça va avoir un effet très bénéfique sur le financement des universités et ça va éviter de continuer d'endetter les étudiants.»

CYBERPRESSE: Une rencontre entre Québec et les étudiants reste hypothétique - Publié le mardi 17 avril 2012 à 12h12 | Mis à jour le mardi 17 avril 2012 à 17h04



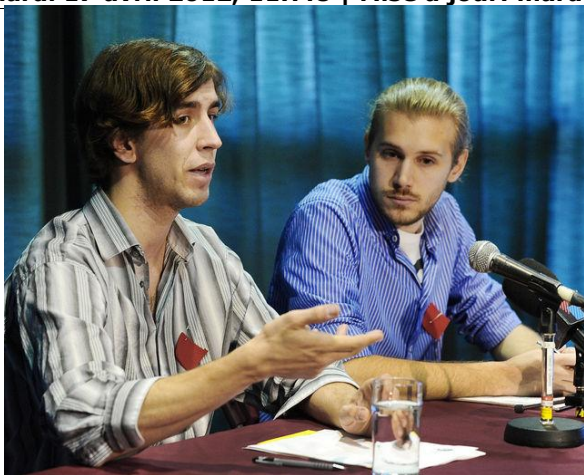
Photo: Robert Skinner, La Presse Line Beauchamp

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Québec
Les discussions en vue d'une éventuelle rencontre entre les associations étudiantes et le cabinet de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp n'ont encore rien donné de concret. Interrogée mardi à Québec, la ministre Beauchamp a confirmé l'existence de contacts entre son cabinet, d'une part, et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), d'autre part. Mais elle est restée très prudente, affirmant que les parties ne faisaient que travailler à discuter d'une éventuelle rencontre. La date n'en est pas encore arrêtée. Théoriquement d'ailleurs, la ministre veut parler plus largement de la gestion des universités, mais il est clair que la question litigieuse des hausses des droits de scolarité serait abordée. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSÉ) semble donc écartée de ces échanges pour le moment.

«Clairement, le gouvernement essaie de diviser pour mieux régner, parce qu'il sait très bien que si l'ensemble des organisations étudiantes sont à la table de négociation, il y a plus de chances de réussite», a commenté la coporte-parole de la CLASSÉ, Jeanne Reynolds, au cours d'une rencontre avec la presse à Montréal. «Dans cette optique-là, oui, en ce moment, on fait face à un isolement. Mais je pense qu'on va être capable, si les organisations étudiantes respectent leur engagement, de faire reculer le gouvernement et qu'il nous invite finalement à cette table de négociation-là», a-t-elle ajouté. Mme Reynolds a dit trouver ironique que la FECQ soit invitée à cette rencontre, alors que selon elle, la FECQ ne représente que 16 pour cent des étudiants encore en grève. La CLASSÉ, elle, en représente environ 48 pour cent. La FECQ et la FEUQ font maintenant pression pour que la ministre de l'Éducation accepte de rencontrer toutes les associations étudiantes, incluant la CLASSÉ, mais la ministre refuse. Interrogée à ce sujet, la ministre Beauchamp a répété que la position gouvernementale était déjà connue. Lundi, le premier ministre Jean Charest lui-même a affirmé que la CLASSÉ prenait des positions extrêmes dans le débat sur la hausse des droits de scolarité et a déploré le fait que ses dirigeants refusaient de condamner clairement les récents actes de violence qui ont marqué la campagne de protestation. Pour Mme Reynolds, poser comme condition une nécessaire condamnation des actes de violence est un «faux débat». Elle a critiqué à son tour le fait que le gouvernement ne veuille pas dénoncer «la brutalité policière» qui a fait qu'un jeune qui

a participé à une manifestation a été gravement blessé à un oeil, il y a de cela plusieurs semaines. Pour sa part, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a fait une déclaration à l'Assemblée nationale pour dénoncer les différents gestes de violence et méfaits qui ont été perpétrés ces derniers jours: introduction par effraction, sacage de bureaux, vitres cassées, etc. «La violence se répand. Comme un incendie, il est facile de l'allumer, mais difficile de l'éteindre. Parmi les gestes qu'il est nécessaire de poser pour en éviter la propagation, l'un de ceux-ci est la condamnation inconditionnelle de ces violences et intimidations, une condamnation sans réserve», a-t-il lancé. «Nos désaccords avec les choix des personnes légitimement élues ne justifient pas la violence et l'intimidation», a-t-il ajouté dans cette déclaration ministérielle. À son tour, la députée péquiste Marie Malavoy a dénoncé «tout geste de violence et méfait en guise de manifestation». Elle a toutefois invité le gouvernement Charest à «maintenir la paix sociale en ouvrant le dialogue» avec les étudiants. Les étudiants qui débraient le font pour protester contre les hausses annoncées des droits de scolarité à l'université, de l'ordre de 325 \$ par année pendant cinq années consécutives, à compter de l'automne prochain. Ces droits passeront donc de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Pour résoudre le conflit: Dans la poche des entreprises - Publié le: mardi 17 avril 2012, 11H48 | Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 21H40



© Jean-Claude Tremblay

Pour dénouer l'impasse, MM. Simon Gosselin, secrétaire général de la TaCEQ, et Martin Bonneau, président de la CADEUL, invitent les entreprises à faire leur part.

Diane Tremblay
QUÉBEC - Les étudiants en grève proposent de faire payer les entreprises pour financer les universités. La contribution proposée représenterait de 0,098 % à 0,154 % de la masse salariale. Ainsi, la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) estime que le gouvernement récupérerait les 216 millions d'argent neuf qu'il veut aller chercher dans les poches des étudiants. « C'est une mesure très pragmatique qui nous permettrait de régler le problème », a fait part Simon Gosselin, de la TaCEQ. Les entreprises contribuent déjà au fonds des services de santé pour un montant de six milliards de dollars par année. Comme elles bénéficient d'une main-d'œuvre qualifiée, il est normal, pour les étudiants, qu'elles contribuent à la cagnotte. « La principale responsabilité des entreprises, par rapport aux étudiants, c'est de reconnaître l'investissement qu'ils font en leur versant une rémunération adéquate qui tient compte de leur éducation et de leur formation », a réagi Norma Kozhaya, économiste en chef au Conseil du patronat. Devant le prolongement de la grève, l'Université Laval a annoncé, hier, qu'elle repoussait au 27 avril la date limite d'abandon d'un cours sans mention d'échec. Les étudiants ne pourront toutefois pas se faire rembourser.

Afficher 10 de 10 commentaires (Québec)

- GroEgo
Bon encore faire payer les autres à leurs place! Eille les génies, si vous faites payer les entreprises, vous penser qu'elles vont la

prendre où l'argent? dans les poches des travailleurs, encore...
Commence à être écoeurer en Tab..... des petites faces de fendant avec leurs cr.... de carré rouge
• yiago

Les entreprises qui emploient des universitaires n'ont pas contrairement aux autres entreprises à payer pour la formation de leurs employés. Ce n'est pas normal. Les entreprises profitent tellement des universités... si vous saviez!!!

- Ne serait-ce que par la recherche appliquée! Cela nous coûte une fortune et les entreprises obtiennent les brevets pour un rien!
- Avant, chaque compagnie avec son secteur de recherche et développement, maintenant, elles se fient sur les universités pour la recherche, mais ne contribuent pas plus financièrement! C'est pas win/win comme marché!
- 1956
on demande à tous sauf aux étudiants de faire leur part, voyons la société inclus aussi les étudiants!!!!
 - driver50
Quelle foutaise!
216\$ millions aux universités veut dire 216\$ millions de moins de disponible pour des salaires.
 - Phil R
Comment j'ai fait, moi, pour m'en sortir sans demander d'argent à personne? Comment ais-je pu payer mes frais de scolarité sans chialer, sans chigner? ... Je dois avoir étudié dans un Québec d'une autre dimension. Pourtant, ça fait pas 8 ans que je suis sorti de l'école et, à moins que je ne me trompe, personne ne mourrait dans les couloirs, faute de ne plus avoir d'argent pour manger. Et à mon époque, personne n'avait de Iphone ou Android (je sais, ça existait pas, mais étrangement, les frais de cellulaires coutait pas mal moins cher à l'époque aussi... alors comment ça que des jeunes aujourd'hui ont tous un putain de téléphone intelligent qui coute grossomodo 70\$ par mois?)
Ah, la jeunesse royale à son meilleur.
 - Phil R
"Je dois avoir étudié dans un Québec d'une autre dimension." ...Le peu de fautes que je vois, j'essais de les corriger!
 - yiago
Ben voyons donc! Depuis 2007, nos frais de scolarité ont déjà augmenté de 30%!
Là c'est une autre augmentation de 75%
Si au moins les Universités géraient correctement l'argent, ça serait pas aussi fâchant!
Mais c'est pas le cas! La haute administration des Universités se paient la belle vie et ensuite vient quêter plus d'argent au gouvernement! C'est à eux qu'il faut dire NON.
Nous, les étudiants, vivons au 21e siècle ce qui veut dire ordinateur et cellulaire! C'est notre réalité!
Mais je vous rassure, la plupart n'ont pas de cellulaire avec gros forfait!
Personnellement, mon cellulaire remplace ma ligne fixe et me coûte le même prix! De nos jours, je pense que personne ne m'en voudra d'avoir le téléphone?
 - 1956
Dans mon temps, he oui, je suis ce que tu appelles un vieux crouton (mais qui a vécu avant toi) il y avait plus d'étudiants qui voyageaient en autobus, le sud, on y pensait même pas, le téléphone, c'était la boîte téléphonique à 25 cent, et oui, on vivait pareil et on s'assumait, on savait se faire dire non et on vivait pas tout à l'envers pour autant et on a étudié, jusqu'à la fin de l'université et crois-le ou non, on a survécu.
C'est sûr que si on avait mit le luxe en avant, les sorties multiples, les gadgets électroniques, on aurait fait comme vous, on aurait fait misère.....
 - laframboise123
VIVE LES ÉTUDIANTS NORMAND TRUDEL ET BOUDREAU ARRETÉS CE MATIN FAISAIT DES COCKTAILS DE FINANCEMENT POUR JAMES CHARETTE ET SA BANDE ET ALLAIT

- DUR LA BATAU D ACCURSO C EST PATHÉTIQUE
- 1956
- encore un problème de pilule mon laframboise, tu devrais mâcher des suppositoires
- Afficher 12 de 12 commentaires (Montréal)**
- VieuxschnockTop 50
Tout le monde doit faire sa part selon les associations, sauf eux bien entendu. On voit ici la limite du communisme, pelleter le problème dans la cour du voisin, quelqu'un d'autre va le faire! Nous sommes passés de "Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays." à un peuple qui se parasite lui-même.
Lamentable!
Cher étudiants, croyez moi, vous allez faire votre part aussi.
Il est impératif que le gouvernement garde la tête froide devant ces enfants rois, sinon il perdra toute crédibilité.
 - Allophone123
Est-ce une joke? Pour leur demande, ça n'a aucun sens. Croyez-vous que vos revendications sont au top de notre société? Si les étudiants veulent que on fasse part à contribuer leurs études, ils doivent tout à fait faire leur part au retour. Pour moi, en coupant deux bières chaque semaine et moins party chacun semestre, ils peuvent absorber la hausse. Et, c'est votre responsabilité que vous récoltez la facture de nettoyage et effacer tous les saccages et graffitis. C'est ce que je veux dire quand je dis "Faire votre part"....
Chaque demande que vous presentez à la table vous rends s'écarter avec moi et la majorité du monde. Réveillez, les kids....Vous êtes étourdis et ils sont déconnectés de la réalité....
(Modifié par l'auteur 1 semaine ago)
 - pierre_bourdieuTop 50
Si on considère qu'une bière coûte environ 1,50\$ et qu'on multiplie ce coût par deux, on obtient 3\$. Multiplié par 52 semaines on obtient une belle économie de 156\$. On est très loin des 1625\$ qu'il en coûtera de plus par année dans 5 ans. Admettons, en plus, que les étudiants retranchent de leur vie sociale un party par mois (on sais très bien que les étudiants sont à ce point fêtards qu'ils font AU MOINS un party par semaine, il peuvent donc bien se permettre d'en couper un).
Considérons qu'un étudiant dépense en moyenne 40\$ dans un party (ce sont de gros buveurs). On multiplie ce chiffre par 12 mois et on obtient 480\$. Additionné au 156\$ des bières coupées ça nous fait 636\$ d'économie par année.
Faites le calcul. Il reste encore près de 1000\$ de frais de scolarité supplémentaires à assumer. On est donc très loin du compte. J'en conclus soit
 - 1) que c'est vous qui auriez besoin de retourner sur les bancs de (la petite) école pour vous mettre à jour un peu en mathématiques
 - 2) que les étudiants ne réussiront peut-être pas à "absorber la hausse" en coupant la bière mais que vous avez possiblement "absorbé trop de bière" pour imaginer qu'on puisse si facilement "couper la hausse".
 - jnboisvertTop 10
Pour exercer une certaine crédibilité, ces "représentants" devraient commencer par enlever le carré minoritaire rouge (même si

- c'est leurs positions personnelles), et parler au nom de tous les représentés.
- Pour ces révolutionnaires de salon, on se rabat plutôt vite sur les mamelles du système capitaliste honni. Comme pour des subventionnés, ça vous prend des mégènes pour vous permettre de vous réaliser à l'abri des forces du marché ?
- La vie est parfaite ET injuste. Personne ne vous doit rien, surtout pas vos "ennemis de CLASSE" ...
- soleil2012
- à vouloir toujours critiquer, demander et envier les compagnies qui engendrent du profit et bien elles vont finir par partir eux aussi du Québec. Ce qui m'écoeure c'est de voir la société québécoise et nos jeunes devenir de plus en plus des quêtoux. en fait je comprend pourquoi les québécois aiment aller à Cuba... le Québec devient peu à peu un Cuba nord-américain.... je suis inquiet pour notre belle province et surtout pour nos jeunes
- myriam77
- JE NE DIS PAS NON MAIS
- Déjà que les entreprises se plaignent du trop grand nombre d'obligations au Québec (1% de la masse salariale, etc) et déjà que plusieurs compagnies ferment boutique et parce qu'il semble plus avantageux pour eux d'aller ailleurs... Parce qu'ils vont ailleurs, on ne peut pas toutes les nationaliser
- D'autre part, pourquoi faudrait-il dédié ces sommes seulement à l'éducation? Trouvez de l'argent en regardant le compte en banque de l'autre, c'est facile mais si les personnes dans les CHSLD feraient pareil (pourquoi pas), les transports en commun etc.
- Parce que la richesse, il faut effectivement se la partager.
- yo93
- Les compagnies s'en vont parce qu'elles veulent faire de plus en plus de profit. Elle se fiche complètement de mettre des centaines de travailleurs au chômage. Je trouve ton analyse de la situation des finances du Québec et du conflit étudiant complètement arriéré.
- Louis Émile Ambourhouet-Bigman Étudiant actuel en sciences comptables à L'UQAM, inscrit en économie et gestion pour la session prochaine
- Votre point de vue est vrai, mais celui de celle que vous interpellez l'est plus. Les entreprises s'en vont autant par bon sens que par quête du profit. Pourquoi produiraient-elles à un coût plus élevé au Québec (main-d'oeuvre moins qualifiée, syndicats mafieux, etc) en sachant qu'on leur demandera de surcroît une compensation plus grande tout en leur crachant constamment au visage qu'elles n'en font pas assez ?
- [Martin Riopel](#)
- Electrolux, Mabe... ça vous dis quelque chose, chers étudiants ? Juste au cas où vous l'ignorerez, ce sont des entreprises qui vont fermer, et ouvrir leurs portes ailleurs parce qu'elle considèrent que ça leur coûte plus cher ici qu'ailleurs. Et vous voulez les imposer plus ? Je sais bien que ce n'est pas pour conduire des chariots-élévateurs ou produire des appareils électromécaniques que vous étudiez, mais sachez que ces entreprises font vivre environ trois milles personnes, et qu'elle vont fermer sous peu. Donc ayez un peu de respect pour les travailleurs qui vont bientôt se retrouver sur le chômage.
- claudéc

Martin, Ton commentaire sur les conducteurs de chariot-élévateur m'a fait sourire. Là où j'ai déjà travaillé, il y avait justement 2 types qui conduisaient un chariot-élévateur et qui

avaient déjà enseigné, donc avaient un diplôme universitaire.....
Eric Asselin
C'est quoi cette idée de mongol-là???

129enaz
Facile à comprendre , faire payer les riches (un nouveau tantra) SARCASME

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANouvelles: Grève étudiante: Pourparlers entre Beauchamp et les étudiants - Publié le: mardi 17 avril 2012, 11H38 | Mise à jour: mardi 17 avril 2012, 11H44 / Première publication mardi 17 avril 2012 à 15h54



Crédit photo : Agence QMI

Par Régys Caron | Agence QMI
La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont entrepris des pourparlers informels avec le cabinet de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp en vue de lancer les discussions promises sur la gestion des universités.

«On travaille à discuter pour une éventuelle rencontre. Il faut nous laisser travailler», a dit Mme Beauchamp mardi matin.

La Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) n'a pas participé à ces discussions. La ministre demande aux dirigeants de la CLASSE de condamner les actes de violence et de vandalisme commis ces derniers jours en marge de la grève des étudiants, avant de les inviter à la table.

«Pourquoi devrions-nous dénoncer des gestes que nous n'avons pas organisés? La CLASSE n'est pas une organisation violente», a plaidé un porte-parole de l'organisme Renaud Poirier-Saint-Pierre. La CLASSE considérerait comme un bris de solidarité de la part de la FECQ et de la FEUQ si elles entreprenaient des négociations formelles, sans elle, avec le gouvernement.

Les dirigeants de la FECQ et de la FEUQ souhaitent engager ces discussions avec le gouvernement et demandent que la CLASSE y participe. «Le gouvernement leur demande de condamner les actes de violence. S'ils pouvaient faire ça, peut-être que ça nous aiderait à faire pression sur le gouvernement (...) On souhaite éviter les divisions (...) Tout ce que ça prend c'est une phrase», a dit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec Léo Bureau-Blouin.

Des représentants de la FECQ et de la FEUQ seront présents à l'Assemblée nationale mardi après-midi, notamment à la commission parlementaire sur la jeunesse qui relève du Conseil exécutif. Ils seront vêtus en rouge.

Afficher 14 de 14 commentaires (Montréal)

- SarcaustiqueTop 100
Une seule phrase Monsieur Nadeau-Dubois, une seule, nous condamnons ces gestes. Ils ne vous demandent pas de dire que c'est vous, ils vous demandent de condamner les gestes afin que vous puissiez jouer votre soit disant rôle de leader et ainsi aider à calmer les esprits.
N'est-ce pas un minimum Monsieur Nadeau-Dubois ?
- Bobby Lacroix
Il faut également préciser que ni la FECQ ni la FEUQ n'ont condamné les violences et le vandalisme. Ils s'en dissocient ou s'en distancie, mais les deux fédérations ne les ont pas formellement condamné.

Ça semble n'être qu'une stratégie pour diviser le mouvement, comme en 2005, lorsque la Coalition de l'ASSÉ s'est vue exclue des négociations sous prétexte qu'elle était trop radicale : l'évènement sur lequel le gouvernement s'était basé, à l'époque, était du café renversé sur le tapis pendant un sit-it dans le bureau du ministre.

• gernathTop 50
Tout à fait, et le pire c'est que beaucoup de monde ne le voit pas, ils n'entendent que ce que M. Charest et Mme Beauchamp leur dit de penser.

• Bobine
Gabriel Nadeau-Dubois n'est pas le leader de la classe. Il ne peut donc pas dénoncer.

• Slimo3000

Alors qui est le leader? il est le porte parole, non? Si oui, c'est donc à LUI de dénoncer les gestes en représentant le reste de sont groupe. Et si il ne peut pas dénoncé p c qu'il n'est pas le leader de la CLASSE, alors pourquoi aurait-il droit à une place au négociations? Voyont!!

• I don't have a name.

La CLASSE prend position sur certains sujets, Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds ne font que divulguer ce dont nous parlons en Congrès. Ce n'est pas à "Gabriel Nadeau-Dubois" de dénoncer les étudiants et les étudiantes optant pour l'action directe, d'autant plus que certains et certaines d'entre eux et elles sont aussi membres de la coalition. Condamner leur geste, c'est les marginaliser alors qu'ils font partie de la lutte au même titre que les gens plus "modérés". Aussi, GND n'est pas sur le Comité de Négociations qui irait défendre notre point de vue devant Line Beauchamp. Ce n'est pas une divinité, ce n'est pas notre Président, ce n'est pas le chef de notre mouvement, ce n'est qu'un être humain qui fut élu porte-parole. Merci.

• tremblay
Je me répète je ne vois aucun jugement de la cour qui condamne un Étudiant pour le moment donc il N'a pas à le faire.

• tremblay
Ce jeune homme est un porte parole il doit avoir un mandat de son association pour ce qu'il doit dire. Le fonctionnement n'est pas le même pour les autres associations.

• gernathTop 50
Elle est-ce qu'elle condamne sont gouvernement à nous voler jour après jours. Non, alors elle devrait laisser sa place à quelqu'un d'autre.

M Léo-Paul Lauzon à raison: "la smatte Line Beauchamp, ministre libérale de l'éducation qui vient nous dire en dérision qu'elle ne peut céder à l'intimidation. Intimidation des étudiants et des syndicats s'entend, car pour elle et son gouvernement le peuple doit se plier docilement à leurs diktats sinon ils interprètent ça comme de l'intimidation. Fait tout le temps s'écraser. Par contre, madame Beauchamp et ses acolytes cèdent allègrement à l'intimidation du patronat et de leurs lobbyistes qui les mènent par le bout du nez. De plus, pas question pour ces pantins de céder à la corruption institutionnalisée. Au contraire, ils l'alimentent et en sont partie

prenante. Pitbull avec le monde ordinaire mais poodle avec le monde extraordinaire".
myriam77

• QUAND JE VOUS DIT QUE LES ÉTUDIANTS JOUENT SUR LES MOTS...

J'ai bien entendu (sauf pour les étudiants qui se sentait coincé par la question) la représentante de la FEUQ dire à Anne Marie Dusault qu'elle n'irait pas rencontrer Line Beauchamp sans que la CLASSE soit invité. Donc elle refusait d'assister à cette réunion sans la CLASSE.

Là , aujourd'hui, on apprend qu'elle et le petit Blouin vont se rendre à la réunion de Mme beauchamps pour réclamer en autre , que la CLASSE soit invité. Ceci est loin d'être pareil.

C'est ne pas y souscrire et condamner, ce n'est pas pareil, sauf pour les étudiants et les profs qui veulent avoir absolument raison.

• EN PASSANT...

Pour mon " ami "

Pascal-Marc SavardSVP, me parle plus de génétique parce que je ne dis pas comme les étudiants. je sais que tu es très supérieur à tout le monde. C'est connu. Changes de disque, svp.

• Merci

coutu_ju

"Pascal-Marc Savard SVP, me parle plus de génétique parce que je ne dis pas comme les étudiants. Je sais que tu très supérieur à tout le monde. C'est connu. Change de disque, svp."

Myriam77, je suis TELLEMENT D'ACCORD avec vous !!! Je pensais être la seule à avoir vu que son ego est probablement aussi gros et dangereux que le stade olympique... :)

• [Loup Hébert-Chartrand](#)

Arrêtons de penser que la CLASSE fonctionne comme un parti politique!!!!

Les médias perdent leur temps à vouloir faire dire à Gabriel Nadeau des choses qu'il n'a pas le pouvoir de dire.

Gabriel Nadeau n'est pas un "leader étudiant". C'est un porte parole qui ne prend pas la moindre décision individuelle. Meme s'il est beau, meme s'il parle bien, ce n'est pas un CHEF!

La CLASSE ne comporte aucune instance d'autorité. Les lignes à suivre sont discutées en congrès, chaque semaine, et déterminées selon l'avis des portes paroles des associations étudiantes.

Est-ce que Line Beauchamp prend des libertés pour dénoncer les mesures de son gouvernement?

Aucunement.

• Eric Asselin

coudonc, ça prends-tu nécessaire un nom de famille composé pour être porte-parole, délégué, président (appelez ça comme vous le voulez) d'une association étudiante???

nadeau-dubois

bureau-bloiu

poirier-st-pierre

• [tremblay](#)

Pourquoi vous écrivez? Ils sont leader, jeunes et articulés.

[Afficher 5 de 17 commentaires \(Québec\)](#)



La Presse, Robert Skinner

Plus de 170 000 étudiants et élèves sont toujours en grève, dont 83 000 au collégial.

Pascale Breton, La Presse

Malgré les injonctions et les appels pressants de retour en classe, rien n'est encore réglé dans les cégeps et les universités.

Devant la contestation provoquée par son désir de forcer le retour en classe, la direction du cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu a annulé les cours toute la semaine.

Au Collège de Valleyfield, où s'est tenue une assemblée générale extraordinaire pour reprendre le vote de grève, les élèves se sont prononcés par une faible majorité contre le retour en classe.

«Dans ces conditions, on va maintenir la levée des cours. Si c'est la volonté des étudiants, on va la respecter», a indiqué le directeur général du Collège, Guy Laperrière. Le vote doit être repris le 23 avril.

Le temps presse pour sauver le trimestre, selon les directeurs généraux. Vendredi dernier, la Fédération des cégeps a d'ailleurs lancé un appel pressant aux élèves afin qu'ils retournent en classe.

Depuis, seuls les élèves du cégep de Drummondville ont mis fin à leur grève. Hier, en plus du Collège de Valleyfield, le cégep de la Gaspésie et des Îles ainsi que le cégep de Saint-Félicien ont reconduit la grève.

Plus de 170 000 étudiants et élèves sont toujours en grève, dont 83 000 au collégial. «Il est trop tôt pour tirer des conclusions», a toutefois indiqué la porte-parole de la Fédération, Caroline Tessier, au sujet de l'impact de cette sortie.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a par ailleurs gagné sa cause dans l'injonction déposée contre le cégep de Saint-Hyacinthe. Le juge Yves Poirier, de la Cour supérieure du Québec, interdit à l'administration de divulguer les résultats de sa consultation menée auprès des élèves pour un éventuel retour en classe.

Au cégep André-Laurendeau, qui a fait la même chose la semaine dernière, le résultat a été si serré qu'il n'a pas permis de dénouer la crise. La direction tente maintenant de discuter avec l'association étudiante.

«Des avenues sont explorées. On ne peut pas rentrer avec la police», a expliqué le directeur général, Hervé Pilon.

Le retour n'est pas plus facile dans les universités. Les étudiants de l'École nationale d'administration publique, qui avaient voté une journée de grève lors de deux manifestations, ont voté hier pour une grève de trois jours renouvelables, à compter de demain.

À l'Université de Montréal, qui a demandé aux professeurs de donner les cours, peu importe le nombre d'étudiants dans la classe, des perturbations ont marqué la journée. Le déclenchement volontaire de l'alarme d'incendie au pavillon Jean-Brillant a ainsi interrompu un examen.

LE SOLEIL: Commission sur la gestion des universités: la CLASSE n'est toujours pas invitée - Publié le mardi 17 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 17 avril 2012 à 07h57



Le Droit, Simon Séguin-Bertrand

Après avoir barricadé et occupé pendant une journée un pavillon de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), à Gatineau, les étudiants ont quitté les lieux pacifiquement lundi après-midi, avant que les policiers n'ouvrent de force les portes.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Le gouvernement a refusé, lundi, d'inviter la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) à la commission indépendante sur la gestion des universités tant qu'elle ne condamnera pas explicitement les actes de violence commis pendant le conflit étudiant.

De passage à Laval, lundi, pour faire la promotion du Plan Nord, le premier ministre Jean Charest a reproché à la CLASSE de tolérer ces gestes de violence. «Il y a des cocktails Molotov qui ont été déposés devant les bureaux de quatre élus, d'autres élus se sont retrouvés avec des bidons d'essence sur leur propriété privée et le saccage du bureau de la ministre Beauchamp, a dit M. Charest. Il est temps de dire haut et fort que c'est inacceptable.»

«La FEUQ [Fédération étudiante universitaire du Québec] et la FECQ [Fédération étudiante collégiale du Québec] ont trouvé le moyen de s'en dissocier de manière claire, a-t-il ajouté. Ce qui n'est pas le cas de la CLASSE.»

Le premier ministre a ainsi réitéré la position de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui est restée discrète, lundi. Dimanche, Mme Beau-

champ avait exclu la CLASSE de la commission indépendante sur la gestion des universités à laquelle elle a invité la FEUQ et la FECQ.

La ministre Beauchamp avait évoqué la position «extrême» de la Coalition sur la hausse des droits de scolarité et reproché à son porte-parole de ne pas avoir condamné le saccage de son bureau de circonscription à Montréal-Nord, vendredi matin, par une quinzaine de manifestants.

Lundi, en conférence de presse à Montréal, la CLASSE s'est dissociée des actes de violence, mais a refusé de les condamner.

Dissocier, pas condamner

En entrevue au *Soleil*, le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a expliqué que les membres de la Coalition avaient voté pour se dissocier des actes de violence et non pour les condamner. Pour que la CLASSE les condamne, souligne-t-il, il faudrait que ses membres se prononcent en ce sens en assemblée générale.

«C'est une position inexplicable, dit M. Nadeau-Dubois. Comment peut-elle [Line Beauchamp] exclure d'un côté la CLASSE, qui représente 47 % des grévistes et qui se dissocie des actes qu'elle n'apprécie pas, mais garder autour de la table la FEUQ, qui, elle, représente 20 % des grévistes?»

La CLASSE réclame sa place à la table de discussions et estime que son ouverture à participer à la commission indépendante prouve qu'elle veut contribuer à diminuer les tensions. Selon Gabriel Nadeau-Dubois, des discussions sur la gestion des universités mèneront inévitablement à la hausse des droits de scolarité.

Lundi, l'attachée de presse de Line Beauchamp, Hélène Sauvageau, a refusé de dire si la CLASSE serait admise si elle condamnait les actes de violence. Chose certaine, «tant que la CLASSE n'aura pas dénoncé publiquement les actes de violence, de vandalisme et d'intimidation, ils ne seront pas les bienvenus à la table de discussion», a-t-elle indiqué au *Soleil*.

Condition sine qua non

Dimanche, les membres de la FEUQ ont voté à l'unanimité pour exiger que la CLASSE puisse participer à la commission indépendante, une condition sine qua non pour qu'ils acceptent de s'asseoir avec la ministre. Si Line Beauchamp refuse, ils devront tenir un nouveau vote, indique la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

La FECQ, dont les membres ont battu une proposition exigeant la participation de la CLASSE, n'a pas posé la même condition. Mais «on désire que l'ensemble des étudiants soit représenté à la table de discussion», précise le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Jusqu'à maintenant, ni la FECQ, ni la FEUQ n'ont utilisé le verbe condamner pour réprimer des actes de violence. M. Bureau-Blouin y voit un entêtement sémantique de la part du gouvernement.

«S'il faut utiliser le mot condamner, je n'ai pas de problème à l'utiliser, dit-il. S'il faut appeler au calme, on va le faire plus régulièrement. Mais ce n'est pas une différence qui est importante, c'est pour ça que je vois mal pourquoi encore et toujours le gouvernement n'accepte pas la présence d'un acteur.»

L'exclusion de la CLASSE rappelle de mauvais souvenirs à ses membres. Son ancêtre, la CASSEE (Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie), avait été exclu des négociations avec le gouvernement en 2005, après des semaines de grève. La FEUQ et la FECQ étaient les seules à avoir négocié une sortie de crise.

Lundi, la CLASSE a exhorté la FEUQ et la FECQ à être solidaires, leur rappelant qu'elles se sont engagées publiquement il y a deux semaines à ne pas négocier sans elle.

La TaCEQ veut aussi sa place

La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) s'est étonnée, lundi, de ne pas avoir été invitée à la commission indépendante sur la gestion des universités.

Beaucoup plus discrète que les trois autres grands regroupements étudiants nationaux (FEUQ, CLASSE, FECQ) depuis le début de la mobilisation contre la hausse des droits de scolarité, elle représente néanmoins 70 000 étudiants de l'Université Laval, de l'Université McGill et de l'Université de Sherbrooke.

Lundi, la TaCEQ a salué l'ouverture au dialogue de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, mais a craint que son absence révèle «une tactique mise en place afin de diviser le mouvement étudiant pour mieux le faire taire».

La TaCEQ se dit prête à participer à la commission indépendante, mais indique qu'elle y voit une occasion pour discuter de la hausse des droits de scolarité.

>> LES GRANDS REGROUPEMENTS ÉTUDIANTS DU QUÉBEC

- CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante)

Coalition temporaire formée autour de l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) pour contrer la hausse des droits de scolarité, elle regroupe près de 100 000 membres dans les universités et les cégeps.

- FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec)

Créée à la suite du dégel des droits de scolarité de 1989, elle regroupe 125 000 étudiants dans 15 associations membres, dont la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, la Concordia Student Union et la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke.

- FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec)

Créée en 1990, elle regroupe 80 000 membres dans 22 des 48 cégeps publics du Québec.

- TaCEQ (Table de concertation étudiante du Québec)

À la suite de la grève de 2005, plusieurs associations, dont la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval, ont quitté la FEUQ. Créée en 2009, la TaCEQ représente près de 70 000 étudiants provenant de l'Université McGill, de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke.

À noter que certaines associations étudiantes peuvent faire partie de plusieurs fédérations à la fois.

Avec La Presse et La Presse Canadienne

LA VOIX DE L'EST: Au cégep de Granby, on admire les grévistes tout en dénonçant le vandalisme - Publié le mardi 17 avril 2012 à 05h00



photo Janick Marois

Professeure au département de Tourisme, Héléne Huard estime que l'intransigeance de l'État est responsable des débordements de violence.

Pascal Faucher, La Voix de l'Est

(Granby) Pour la grève, contre le saccage. Au cégep de Granby Haute-Yamaska, on ne débraie pas. Mais la ténacité des étudiants est admirée. Ce n'est pas le cas du vandalisme et de l'intransigeance du gouvernement.

Bureaux pillés, métro stoppé, menaces... Pour Réjean Sauvé, les manifestants errent lorsqu'ils commettent ces débordements. «Je trouve déplorable que certains se rendent jusque-là, déclare l'étudiant en éducation spécialisée. C'est inadéquat. Les gens éduqués ne s'expriment pas comme ça. D'un autre côté, on plaint ceux qui ont de la misère à se rendre au travail... Et les étudiants qui ne pourront poursuivre leurs études, eux?»

Les débordements se multiplient après neuf semaines de grève à certains endroits. «Les gens sont poussés à bout, ils ne savent plus gérer

leurs émotions, dit M. Sauvé. Mais il y a d'autres façons de se faire entendre.»

Une opinion que partage Alexandre Côté, étudiant en sciences humaines. «Ça va trop loin, dit-il. S'ils mettent la population contre eux...» Il préfère quand même que les grévistes «ne lâchent pas», sinon «ils auront fait tout ça pour rien.»

C'est le fait d'une poignée de radicaux, juge Jocelyn Picard, professeur au département de Tourisme. «La majorité fait la grève pacifiquement. Et dans un conflit d'une telle durée, ça arrive. Des gens perdent les pédales pour moins que ça.»

La faute à Charest?

Les étudiants vont-ils trop loin? Héléne Huard, aussi enseignante au département de Tourisme, le croit, mais rejette la faute sur l'intransigeance de l'État. «Je le tiens responsable des actes de violence, dit-elle. J'appuie totalement les étudiants et je déplore l'inaction du gouvernement.»

Toutes les personnes interrogées par La Voix de l'Est affirment que la grève est justifiée, aussi longue soit-elle. «C'est tout à fait légitime, dit Andréane Ouellet, étudiante en tourisme. En tant que collectivité, on ne doit pas se laisser faire. D'autant plus que le gouvernement se plaint qu'il manque de médecins, de spécialistes... En même temps, je suis contente qu'on ne soit pas en grève ici.»

«C'est une question philosophique, ajoute Mme Huard. Est-ce qu'on veut favoriser l'éducation, oui ou non? Ces jeunes-là seront déjà très hypothéqués à leur sortie de l'école. Leur charge face à la société sera énorme. Personnellement, j'aime mieux payer plus pour eux aujourd'hui et

laisser les jeunes payer pour moi quand je serai vieille.»

Jocelyn Picard voit les choses de façon encore plus pragmatique. «Je ne connais pas grand monde qui accepterait une hausse de 75% de son compte d'Hydro demain matin, dit-il. Si l'éducation est un élément stratégique pour un pays, il faut faire un choix. Je connais des étudiants très doués, mais qui hésitent à aller à l'université parce qu'ils n'ont pas assez d'argent. Ça me désole parce que c'est du talent gaspillé.»

Déséquilibre

M. Picard estime que quoi qu'il arrive, le bras de fer se terminera mal. «Des jeunes vont peut-être perdre leur session. Il y aura un déséquilibre monstre. Et si la session est perdue, les étudiants et le gouvernement n'auront plus rien à perdre. Les débordements seront pires.»

«Je trouve triste que le gouvernement ne se soit pas assis avec les étudiants», dit Réjean Sauvé.

«Au moins, ça nous a rendus plus politisés, dit son camarade Jeffrey Martel, étudiant en éducation spécialisée. Aux prochaines élections, on va tous aller voter, c'est sûr.»

Étudiante en sciences humaines, Cassandra Jacques-Paquin est plus pessimiste. «Je ne pense pas que la grève va changer grand-chose. Je pense que le gouvernement ne cédera pas.»

À terme, qui gagnera? «Je crois que les deux parties vont mettre de l'eau dans leur vin, même si les dommages sont déjà énormes», dit Marc-Édouard Larose, étudiant en marketing et membre de l'association étudiante. Si les gens négociaient, ça réduirait le grabuge.»

LE DEVOIR: Grève étudiante - Des étudiants forcent l'annulation de cours: Des cours ont été annulés à Gatineau, à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Valleyfield - Mardi 17 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des étudiants ont érigé un blocus devant le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu.

La Presse canadienne

Gatineau — Après avoir barricadé et occupé pendant une journée un pavillon de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), à Gatineau, les étudiants ont quitté les lieux pacifiquement hier après-midi, avant que les policiers n'ouvrent les portes de force.

Car ceux-ci avaient reçu l'ordre de la direction de l'UQO, en fin d'après-midi, de déloger les étudiants en grève, «en utilisant la force minimale», a insisté le recteur Jean Vaillancourt.

Les étudiants avaient bloqué hier l'accès au pavillon pour empêcher la reprise des cours ordonnée par la Cour supérieure vendredi dernier. Cette injonction avait été demandée par un groupe d'étudiants qui voulaient retourner en classe.

C'est ce qui avait poussé les étudiants qui ont voté en faveur de la grève à barricader les portes du bâtiment de l'UQO au petit matin. Ils ont qualifié l'injonction d'«antidémocratique» puisque la grève avait fait l'objet d'un vote libre.

Plus de 200 étudiants occupaient ainsi l'intérieur du bâtiment et une cinquantaine d'autres scandaient des slogans à l'extérieur. La direction de l'Université s'est aussitôt résolue à annuler les cours pour la journée, invoquant des raisons de sécurité.

Le recteur de l'UQO a aussi demandé à un juge hier de casser l'injonction, plaidant que les risques pour la sécurité des étudiants et du personnel étaient plus grands si l'ordonnance était maintenue que si le vote de grève était respecté.

Vos réactions

- Fabien Dumais – Inscrit, 17 avril 2012 15 h 29
Petit effet pervers...
Admirons ensemble l'effet pervers des choix de rédaction sur le cadrage de l'actualité. On écrit: "Trois jeunes hommes ont été arrêtés près du Cégep du Vieux-Mtl, alors que plusieurs immeubles ont été la cible d'actes de vandalisme (...)." Ces deux événements ne sont liés que dans le temps, mais la forme utilisée laisse croire que les arrestations sont liées au vandalisme, bien qu'il n'en soit rien.
- Martin Pelletier – Inscrit, 17 avril 2012 19 h 01
L'article se termine sur cette phrase: "La police de Montréal ne conclut pas encore à une série de gestes d'étudiants." C'est subtil, mais ça ne laisse pas du tout la même impression que si on avait dit, par exemple: "Pour l'instant, la police de Montréal ne sait pas qui sont les auteurs de ces événements."
- Lise Moga – Inscrite, 17 avril 2012 17 h 38
Un ordre de la cour entraine-t-il une entrave à la justice, seulement pour les marsiens?
- Danielle Bertrand – Inscrite, 17 avril 2012 17 h 47
C'est la vie et c'est juste
Personne n'a pas obligé aux étudiants à reprendre les classes. Ceux qui veulent étudier peuvent, et ceux qui ne veulent pas peuvent rester à la maison ou dans les rues. Les universités et les CEGEP les offrent un choix, quelque chose que les militants ne font pas avec ses intimidations, l'absence de votes

secrets et démocratiques, ses tactiques violentes. Dans le monde réel les grèves ont des normes et des conséquences. Les entreprises restent ouvertes, les grévistes doivent respecter les droits des autres et ne peuvent pas les interdire le passage, et les employés qui ne travaillent pas perdent leur salaires. Si les étudiants ne veulent assister à class, ils doivent accepter et vivre les conséquences de cette décision: perdre la scolarité et l'année scolaire, et souffrir les sanctions pénales si ils font des actes criminels.

• Martin Pelletier – Inscrit, 17 avril 2012 19 h 01

Les étudiants qui se désolidarisent de leurs pairs qui ont votés la grève par des moyens démocratiques sont des briseurs de grève, des scabs. Les dispositions anti-briseurs-de-grève ont été adoptées dans le code du travail pour contrer les violences qui avaient lieu sur les lignes de piquetage. Si les briseurs de grève voulaient efficacement contrer les tenants de la grève des étudiants, ils devraient demander une consultation en accord avec les statuts de leur association étudiante et s'arranger pour être présent lorsque le vote aurait lieu.

Dans le monde réel, les briseurs de grève sont ceux qui sont prêts à accepter de courber l'échine.

• benoît lemaire – Inscrit, 17 avril 2012 20 h 17

Réponse à "Mr" Pelletier...

La demande pour faire casser l'injonction a été refusée. Le recteur a demandé aux étudiants de quitter les lieux. Ils ont obtempéré dans le calme en fin d'après-midi. Non sans déception, car la reprise des cours aujourd'hui est incertaine et le recteur a admis qu'il s'attendait à d'autres actions aujourd'hui. «D'autres stratégies sont vraisemblablement en préparation par les manifestants pour demain [aujourd'hui] matin. On va prendre des mesures différentes, un peu plus efficaces, je l'espère, pour respecter la volonté de la Cour», a déclaré le recteur.

En Montérégie, la direction du cégep Saint-Jean-sur-Richelieu a également annoncé, hier en début d'après-midi, la fermeture de ses portes au moins jusqu'à vendredi, alors que les étudiants se prononceront sur la poursuite de la grève. Vendredi dernier, la direction avait annoncé sa décision de reprendre les cours malgré le vote des étudiants, afin de permettre aux collégiens de terminer leur session. Mais dans la nuit de dimanche à hier, des étudiants ont érigé un blocus face aux entrées du cégep.

En matinée, hier, la direction a pris la décision d'annuler les cours pour la journée, en raison «d'incidents qui portaient à croire que la reprise des cours serait périlleuse», selon Chantal Denis, directrice générale du cégep.

Au cégep de Valleyfield, les étudiants ont voté en faveur de la reconduction de la grève hier, malgré le désir de la direction de reprendre les cours. En fin d'après-midi hier, le regroupement des étudiants du cégep de Saint-Hyacinthe s'est entendu avec la direction de son établissement sur une injonction provisoire. Elle visait à empêcher le cégep de mener une consultation électronique auprès des étudiants pour la reprise des cours demain

Saccage: de nouvelles arrestations

Trois jeunes hommes de 19 ans ont été arrêtés, hier matin, près du Cégep du Vieux-Montréal, alors que plusieurs immeubles ont été la cible d'actes de vandalisme dans la nuit d'hier dans divers quartiers de Montréal. Certains des édifices visés abritent des bureaux de ministères du gouvernement du Québec.

Des vandales s'en sont pris à un édifice du boulevard Marcel-Laurin, dans l'arrondissement Saint-Laurent, la circonscription du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier. Des fenêtres ont été fracassées et des traces de cocktail Molotov ont été trouvées sur les lieux.

D'autres gestes illégaux ont été commis au bureau de comté de la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, rue Saint-Jacques, dans la circonscription de Saint-Henri-Sainte-Anne.

La police de Montréal ne conclut pas encore à une série de gestes d'étudiants.

Comme vous le dites si bien... "dans le cadre du code du travail". Dois-je en rajouter?

Votre grève est non légitime, vous n'êtes pas régis par le code du travail. Vous êtes clients, subventionnés par le gouvernement (payeurs d'impôt) et non travailleurs. Terminé.

• Q1234 – Inscrite, 17 avril 2012 20 h 44

Si vous voyez ainsi la démocratie, qu'en est-il de ceux qui n'ont pas voté pour Charest ou Harper? Nous ne sommes pas obligés de respecter leurs lois? Ni leur payer d'impôts? Votre raisonnement ne tient pas car il ne s'agit de choix individuels madame Bertrand mais de vote démocratique qui fait que la majorité l'emporte et que l'individu doit se soumettre au vote de cette majorité. Les Cégeps et les Universités n'offrent pas une marchandise mais l'Éducation que nous donnons aux citoyens. C'est drôle qu'on exige le vote secret pour les étudiants mais que nous ne l'exigeons pas pour les députés de l'assemblée nationale. Les assemblées des étudiants sont fort bien animées et les règles démocratiques y sont fort bien respectées. Les politiciens n'ont pas de leçon à leur donner à cet égard. Et la violence, elle vient surtout du gouvernement et des policiers, cessez donc de médire sur les étudiants et ouvrez les yeux, vous verrez qui ne respecte pas la démocratie.

LE DEVOIR: Étudiants: vers une sortie de crise ? - Les parties campent sur leurs positions, mais... - La FEUQ reconnaît que la balle est maintenant dans le camp de la CLASSE – Mardi 17 avril 2012



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir
Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, tous deux porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité étudiante (CLASSE), photographiés quelques instants avant de s'adresser à la presse, hier, au Centre St-Pierre, à Montréal.

Lisa-Marie Gervais

Le mouvement de grève étudiante pourrait bien entrer dans sa dernière ligne droite. Il reste toutefois un gros nœud à défaire: celui entre le gouvernement, qui souhaite que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) «condamne» les gestes de violence et de vandalisme à l'endroit de certains ministres, et cette dernière qui, malgré son intention de participer aux négociations, refuse de le faire prétendant qu'elle n'en a pas le mandat.

«Comme porte-parole, on se dissocie de ces gestes-là qui ne sont pas commandés par la CLASSE, mais pour avoir un mandat nous permettant de les condamner, il nous faut attendre le congrès en fin de semaine», a déclaré au Devoir le co-porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, la position est ferme: «Tant et aussi longtemps qu'elle ne condamnera pas les gestes de violence, la CLASSE ne se joindra pas à la table», a dit Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de la ministre.

Pour l'instant, c'est la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qui se retrouve dans le rôle du «médiateur». «Mon mandat, c'est d'exiger la présence de la CLASSE à la table. C'est pourquoi on travaille fort pour que ça se

réalise et que tout le monde mette de l'eau dans son vin», a reconnu Martine Desjardins. «On se retrouve dans une drôle de position, à devoir jouer les médiateurs. Ce serait plus simple que les deux parties se parlent», a-t-elle confié. Elle reconnaît que la balle est dans le camp de la CLASSE. «C'est sûr que ça va prendre une réponse de leur côté dans le sens [de ce que veut la ministre]. Sans condamner, on peut dire que ce sont des actes répréhensibles. Est-ce que ça serait suffisant pour la ministre si la CLASSE appelait à des actions pacifiques?», s'est-elle interrogée tout haut en indiquant que sa fédération n'avait pas non plus condamné publiquement ces actions.

Mme Desjardins rappelle toutefois qu'après 64 jours de grève, il y a urgence d'en arriver à une entente. «Les décisions ne peuvent pas attendre une semaine. Le temps presse. Si on nous démontre une ouverture à ce qu'on demande depuis des semaines, il faut répondre», a-t-elle noté. Existe-t-il la possibilité d'écarter la CLASSE des discussions si celle-ci s'obstine à ne pas répondre aux conditions de la ministre? Oui, soutient pour sa part le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. «C'est important que tout le monde soit présent, mais on ne ratera pas une occasion de dialoguer avec la ministre», a-t-il fait savoir. «On veut vraiment trouver une sortie de crise.»

La CLASSE en est consciente. «Mais si les fédérations étudiantes acceptent de négocier sans nous, elles renient un engagement public», a souligné M. Nadeau-Dubois.

La CLASSE veut négocier

C'est pourquoi la CLASSE a réclamé hier une place à table avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, aux côtés des deux autres fédérations étudiantes. Pour elle, négocier sur la question de la gestion universitaire est plus qu'un appel au calme. «On pose un geste concret en acceptant de dialoguer même si ce n'est pas sur l'enjeu dont on voudrait s'entretenir», a souligné M. Nadeau-Dubois. Au risque d'avoir à discuter d'un dégel. «On va s'asseoir et parler, oui, de la gestion universitaire, en sachant très bien qu'on va mettre sur la table la question de la hausse», a-t-il déclaré.

Alors qu'on lui demandait si son organisation était prête à accepter une certaine hausse, par exemple moindre, en échange d'une commission indépendante sur les universités, le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a répondu qu'il est conscient qu'en s'assoyant à la table, «tout est ouvert». Cela dit, il rappelle que toute offre de la ministre sera d'abord soumise aux membres de son organisation. «D'ici là, nos mandats sont clairs et contre la hausse. On ne commencera pas à dire, avant de négocier, qu'on va accepter quelque chose de moindre.»

Considérée par le gouvernement comme étant l'organisation la plus radicale, la CLASSE, jadis la CASSEE, a encore sur le cœur d'avoir été écartée des négociations lors de la grève de 2005, entre la FECQ et la FEUQ et le ministre de l'Éducation d'alors, Jean-Marc Fournier. L'organisation de 93 000 membres, qui représente 47 % des étudiants en grève, craint que le scénario ne se répète et que cela n'engendre une division qui mettra à mal le mouvement. «La CLASSE représente beaucoup plus de gens que ne l'a jamais fait la CASSEE et prend beaucoup plus de place dans l'espace public. Si la ministre a Jean-Marc Fournier comme conseiller, elle devrait changer. Parce qu'on n'est plus en 2005, les acteurs ont changé», a dit M. Nadeau-Dubois.

Visiblement courroucé, le premier ministre Jean Charest a qualifié «d'inacceptables» les gestes de violence et de vandalisme perpétrés en marge du conflit et a sommé la CLASSE de les dénoncer. Il a profité de l'occasion pour répéter que son gouvernement ne reculerait pas sur la question de la hausse. «La décision sur les droits de scolarité a été mûrie sur une très longue période de temps. C'est une décision à laquelle nous croyons beaucoup, qui est juste et qui est équitable», a-t-il déclaré depuis Laval, où il faisait la promotion du Plan Nord.

Les syndicats se réjouissent de la récente ouverture démontrée par la ministre Line Beauchamp dans le dossier de la grève étudiante, mais exigent ainsi que l'ensemble des associations étudiantes soient invitées à participer à une éventuelle commission indépendante sur la gestion des universités.

Avec La Presse canadienne

Vos réactions (107)

LE DEVOIR: Aux recteurs de faire des efforts, dit Jean Garon: L'ex-ministre donne son appui aux étudiants et suggère de couper dans les administrations – Mardi 17 avril 2012

Lisa-Marie Gervais

À retenir

Pour lire [la lettre de Jean Garon](#)

L'ancien ministre de l'Éducation Jean Garon ajoute son grain de sel dans le conflit opposant les étudiants et le gouvernement. Tout en prenant le parti des étudiants, cet ex-politicien péquiste va même jusqu'à prôner la gratuité scolaire.

Dans une lettre très critique envoyée à certains médias hier, il soutient que la hausse des droits de scolarité n'est pas nécessaire et qu'il y a à amplement à couper dans les administrations des universités, à commencer par le salaire des recteurs. «Il y a un ménage à faire dans la gestion des universités. Les recteurs ont tous des limousines aujourd'hui et des salaires faramineux», a-t-il déclaré au Devoir, avec la verve désinhibée qu'on lui connaît bien.

Pour changer un système, c'est par la tête qu'il faut commencer, note celui qui a été ministre de l'Éducation durant 16 mois entre 1994 et 1996. Il cite sa propre expérience en exemple, ayant dû renflouer les coffres des universités sans hausser les droits de scolarité ou les frais afférents. «Plutôt que de serrer la vis aux étudiants sur leurs prêts, j'ai renégocié les taux payés par le gouvernement aux banques pour le financement des dettes étudiantes», explique M. Garon dans sa lettre coup de gueule qui est disponible sur notre site Internet.

Il dit aussi avoir demandé aux commissions scolaires de mieux gérer leurs locaux en ne finançant plus les espaces vacants. «Ces deux exemples montrent qu'il y a de l'espace pour des économies dans un budget comme

Vos réactions

- pilelo – Inscrite, 17 avril 2012 02 h 17

La sagesse même!

celui du ministère de l'Éducation, à la condition de se creuser la tête, de ne pas hésiter à déranger les établissements et de savoir compter», a-t-il signifié. Très critique envers la ministre Line Beauchamp, il dit avoir des doutes sur sa capacité à «faire la job» en précisant qu'actuellement, ce n'est pas le cas. «Moi, j'avais eu le mandat de Parizeau de faire le ménage en éducation. Elle, je ne sais pas quel mandat elle a. Si Charest lui a demandé de se coucher, elle ne fera rien», a-t-il soutenu.

Pour la gratuité

À l'instar de Guy Rocher, l'ex-ministre croit que la gratuité est possible et que c'est un choix politique «que le gouvernement ne peut reporter sur personne d'autre». «On est rendu dans le corporatisme américain. C'est scandaleux. Si on n'a pas la volonté politique de changer, tout le monde va imiter les dirigeants [d'université]. Et c'est la classe moyenne qui va payer», a-t-il déploré.

M. Garon appuie la proposition de la ministre Beauchamp de créer des mécanismes pour veiller à la bonne gestion du financement octroyé aux universités. Or, il rappelle que cet organisme de reddition compte existe déjà, soit la Commission parlementaire de l'éducation.

Enfin, M. Garon dit lui aussi souhaiter une sortie à la crise actuelle. «Je pense que les étudiants peuvent accepter de négocier, mais c'est à eux de décider», a-t-il indiqué. S'il trouve qu'ils ont bien joué leurs cartes jusqu'ici, il condamne néanmoins les gestes de violence, dont certains sont attribués au mouvement étudiant. «Briser, ce n'est jamais bon», a-t-il conclu.

Le grand nettoyage dans la gestion est à faire d'abord. La négociation sur les frais



viendra ensuite s'il le faut, mais ce ne devrait pas être nécessaire: la simple propreté administrative suffira largement - si jamais elle survient dans ce milieu de pachas !

- LouisH - Abonné, 17 avril 2012 08 h 32
Réorienter le débat...
Bravo M. Garon. Mme Beauchamp et Charest devraient réfléchir un peu et éviter de se camper sur des positions qui sont, on s'en rend compte, indéfendables. Qu'ils négocient et règlent! Doit-on attendre des mois et mêmes des années de reculer sur des mesures aussi rétrogrades et néfastes mêmes pour les finances publiques.
- Q1234 - Inscrite, 17 avril 2012 16 h 06
La gratuité est un choix politique seulement! En effet, le discours du gouvernement ne tient plus. Il doit se rendre. Ou démissionner.
- MS Kamaz - Inscrit, 19 avril 2012 23 h 05
Et au-delà des chiffres ?
Avec quelques digressions je l'avoue, je ne peux m'empêcher de revoir l'actualité à la

lumière de ce bon texte de Jean Garon qui, avec Jacques Parizeau, formaient l'une des équipes de politiciens les plus chevronnés que l'on ait eue au Québec; des gars compétents animés par cet idéal de redonner au peuple des infrastructures nécessaires afin qu'il puisse s'autodéterminer. En comparaison, les élus d'aujourd'hui pour la plupart (Charest en tête de ligne), de par leurs interventions à l'Assemblée nationale ou à travers les médias, donnent à voir l'état de déliations idéologique et intellectuel de notre société. Le glissement s'est opéré, ces élus raisonnent comme des comptables ou des négociateurs d'entreprises, polarisant l'argumentation sur chaque dossier (dont l'aide aux étudiants) autour de la seule question économique, alors que les problèmes dont ils sont saisis requièrent d'agir «en bon père de famille», avec une perspective beaucoup plus large, une plus grande compréhension par exemple des jeunes qui en sont l'avenir ; ce

n'est pas en brimant stupidement les élans parfaitement conformes à une société démocratique que ce gouvernement démontre sa cohérence... Loin de là. L'argent et l'économie n'étant qu'un élément de l'ensemble à faire prospérer. Mais suis-je le seul à voir les choses ainsi ? La nation en n'a plus que pour la «piasse», désormais dénominateur commun à toutes les variables de la pensée occidentale... (soupir) Si l'argent ou les profits sont l'oxygène d'un individu ou d'une société, est-ce que nous sommes venus au monde uniquement pour respirer ? Si oui, aussi bien mettre un terme à cette absurdité qu'est vivre - seul ou collectivement. Avec Charest et sa risible cohorte, nous avons affaire à une bande d'incompétents et d'opportunistes qui, ces jours-ci, au lieu de saisir l'occasion de transcender les vieux paterne qui gangrène toute discussion entre oppresseurs et opprimés, succombe

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Pas de cours lundi aux cégeps de Valleyfield et Saint-Jean-sur-Richelieu – Mise à jour le lundi 16 avril 2012 à 23 h 05 HAE



© Karine Bastien

Au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu, lundi matin.

Les cours sont suspendus, lundi, au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu et au Collège de Valleyfield, deux établissements où la direction a annoncé son intention de recommencer des cours malgré des grèves étudiantes.

Au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu, la direction a annoncé sa décision lundi matin, après avoir constaté que des dizaines d'étudiants bloquaient toutes les entrées de l'immeuble. Des autobus transportant des grévistes d'autres villes étaient aussi attendus.

Le président de la Fédération étudiante du Québec (FECQ) estime que la décision a pris la bonne direction. « Je comprends que la direction veut reprendre les cours, qu'il y a de l'anxiété. Mais c'est important que les décisions démocratiques des étudiants soient respectées », a-t-il dit.

Au Collège de Valleyfield, la direction avait annoncé dimanche que les cours seraient suspendus, mais que les étudiants et les employés auraient accès à l'établissement lundi. Les étudiants étaient convoqués à une assemblée générale, au cours de laquelle ils ont finalement décidé de reconduire la grève.

La direction du Collège a annoncé il y a une semaine qu'elle voulait reprendre les cours afin d'être en mesure de compléter la session. Les deux premières tentatives, jeudi et **vendredi**, ont échoué en raison des manifestations étudiantes organisées devant l'établissement.

Cours annulés à l'UQO

Les cours ont été annulés pour la journée, lundi, à l'[Université du Québec en Outaouais](#) (UQO), à Gatineau, alors qu'ils devaient reprendre le matin conformément à une injonction obtenue vendredi par un groupe d'étudiants. Toutefois, au petit matin, des étudiants en grève ont réussi à pénétrer dans l'établissement pour en bloquer ensuite l'accès. La direction de l'université s'est aussitôt résolue à annuler les cours pour la journée, invoquant des raisons de sécurité.

En après-midi, les avocats de l'UQO ont essayé, en vain, de faire annuler l'injonction de vendredi. La direction de l'école estimait que les risques pour la sécurité des étudiants et du personnel étaient plus grands si l'injonction était maintenue que si le vote de grève était respecté.

Plusieurs dizaines d'étudiants sont restés barricadés à l'intérieur du pavillon Alexandre-Taché pendant toute la journée. Un groupe d'une vingtaine de professeurs ont formé une chaîne humaine devant l'entrée principale du pavillon, de crainte pour la sécurité des étudiants.

Une fois la nouvelle du maintien de l'injonction connue, les étudiants barricadés ont tenu un vote et ont décidé de sortir de l'établissement. Ils ont été accueillis par les applaudissements de dizaines de partisans à l'extérieur.

Le recteur de l'établissement avait demandé aux forces policières de ne pas intervenir de la journée, tant que l'injonction était plaidée en cour.

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), quelque 170 000 étudiants collégiaux et universitaires sont actuellement en grève au Québec, dont plus de 20 000 à l'UdeM et plus de 6000 à l'UQO.

Certains grévistes entreprennent leur dixième semaine de débrayage. Leur objectif est de faire reculer le gouvernement, qui a décrété une hausse de 1625 \$ des droits de scolarité sur cinq ans, à compter de septembre prochain.

« La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a demandé lundi à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) de **respecter le pacte conclu** il y a deux semaines et de ne pas aller négocier avec le ministre de l'Éducation du Québec sans eux. Ils disent être prêts à participer à ces discussions. » — Incertitude sur d'éventuelles négociations

Votes de grève

Les étudiants du Collège de Bois-de-Boulogne se sont prononcés en faveur de la reconduction de la grève, à l'instar de tous les cégeps où s'est tenu un vote lundi : Valleyfield, Saint-Félicien et le campus des Îles-de-la-Madeleine du cégep de la Gaspésie et des Îles. Ceux de Drummondville étaient de retour en classe après avoir voté en ce sens vendredi dernier.

Du côté des universités, les étudiants en psychologie de l'Université de Montréal ont aussi voté en faveur de la reconduction de la grève. Les étudiants de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) ont voté en faveur d'une grève générale de trois jours renouvelable. Ils se prononceront de nouveau tous les trois jours. Ces derniers avaient notamment participé à la manifestation nationale du 22 mars dernier à Montréal.

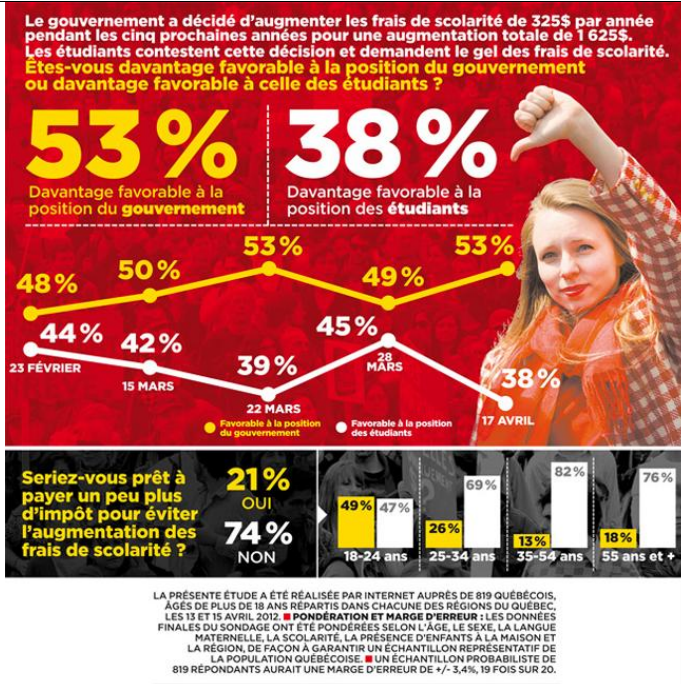
Un étudiant de l'UQAR obtient une injonction

À Rimouski, le juge Gilles Blanchet de la Cour Supérieure du Québec a accordé l'injonction provisoire que réclamait un étudiant en génie mécanique de l'Université du Québec à Rimouski, Marc-André Jourdain.

Ayant convaincu le juge qu'il subissait des préjudices irréparables en raison de la grève, Marc-André Jourdain pourra dorénavant suivre les six cours de son programme de génie.

Sa demande d'injonction était faite à titre personnel et ne visait pas à interdire la grève.

Les commentaires (57)



Selon le vice-président à la direction chez Léger Marketing, Christian Bourque, les actes de vandalisme perpétrés dans le métro de Montréal, pourraient aussi avoir un impact négatif sur l'appui au mouvement.

« Dans le sondage du 22 mars, le blocage du pont Champlain leur avait nuï, rappelle-t-il. Les Québécois n'aiment pas la chicane, alors de voir un mouvement qui se radicalise, ça risque de déplaire. »

Par ailleurs, Christian Bourque assure que l'annonce de l'ouverture de la ministre Line Beauchamp à discuter de la gestion des universités, dimanche, n'a pas influencé les résultats.

« Dans un tel conflit, celui qui proteste veut gagner du terrain. Mais, même si les étudiants ont des appuis importants, ils ne sont pas capables de faire bouger l'aiguille en leur faveur, analyse Christian Bourque. Ça ne fonctionne pas. »

Le gouvernement remonte

À l'opposé, le gouvernement du Québec a regagné du terrain. La décision d'augmenter les frais de scolarité de 325 \$ par année durant les cinq prochaines années obtient l'appui de 53 % des répondants du sondage. Ce taux avait été atteint le 22 mars dernier, et avait par la suite baissé à 49 %, le 28 mars dernier.

Les étudiants inquiets ?

Ce sondage montre aussi que le mouvement étudiant atteint un bas niveau d'appui chez les jeunes de 18 à 24 ans, avec 57 %.

Le 22 mars dernier, 74 % de cette tranche de la population appuyait la grève.

« La marge d'erreur du sondage est élevée, mais c'est une baisse significative, évalue Christian Bourque. Les étudiants doivent être inquiets pour leur session et pour leur travail d'été alors ça doit avoir un impact. Personne ne voudrait être à leur place. »

Le groupe d'âge des 55 ans et plus est celui qui appuie le moins les étudiants, à 27 %.

Pas plus d'impôts

Quant à savoir si les Québécois seraient prêts à payer plus d'impôts pour éviter une hausse des frais de scolarité, cette option est rejetée par une claire majorité (74 %).

Les gens de 35 à 54 ans sont les plus farouchement opposés à cette option, à 82 %.

« Ce sont eux qui paient le plus d'impôts dans la société, alors ils ne doivent pas vouloir être davantage imposés. Il doit y avoir un lien », croit Christian Bourque.

[Afficher 5 de 25 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 5 de 151 commentaires \(Montréal\)](#)

Vidéo: Christian Bourque, 17 avril 2012, Journal de Montréal
Héloïse Archambault

L'appui de la population aux étudiants en grève contre la hausse des droits de scolarité a diminué de façon significative depuis deux semaines.

Selon un sondage Léger Marketing réalisé pour le compte du *Journal*, 38 % des répondants sont favorables à la position des étudiants de geler les frais de scolarité.

Il s'agit d'une diminution de 7 % par rapport au dernier sondage, réalisé le 28 mars dernier. À ce moment, 45 % de la population appuyait leurs revendications.

Le sondage a été réalisé en deux phases égales, vendredi et dimanche derniers, entre 15 h et 20 h.

Le vandalisme déplaît

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : la CLASSE ne veut pas être isolée – Mise à jour le lundi 16 avril 2012 à 22 h 28 HAE

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) demande à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) de respecter le pacte conclu il y a deux semaines et de ne pas aller négocier avec la ministre de l'Éducation du Québec sans elle.

La CLASSE se dit prête à participer aux discussions sur la gestion des universités que la ministre Line Beauchamp a décidé de lancer. Ces discussions, dit-elle, mèneront inévitablement à remettre en question la hausse des droits de scolarité.

La ministre Line Beauchamp a proposé dimanche de tenir des [discussions sur la gestion des universités](#), comme la FEUQ l'avait réclamé la veille, en assemblée générale. Elle a invité la FEUQ et la FEUQ à y participer, mais pas la CLASSE, sous prétexte que la Coalition ne fait preuve d'aucune ouverture en vue d'éventuelles discussions et qu'elle refuse de dénoncer les récents gestes de vandalisme.

Lundi après-midi, le premier ministre Jean Charest a appuyé la position de sa ministre et a reproché à la CLASSE de ne pas condamner le vandalisme des derniers jours.

« Nous constatons que de plus en plus d'étudiants prennent tous les moyens à leur disposition pour retourner en cours », a déclaré le premier ministre, en ajoutant que Mme Beauchamp avait posé « un geste très important » dimanche en répondant aux demandes de la FEUQ.

Dans une entrevue accordée à RDI lundi matin, le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a déclaré qu'il était « très dommage » que la ministre ait décidé d'écarter la CLASSE des discussions. Il a cependant affirmé que son association allait accepter l'offre de la ministre.

« On pense qu'on ne pouvait laisser tomber cette occasion de dialogue. Je pense qu'il faut apaiser les tensions qui sont très vives en ce moment à la grandeur de la province », a indiqué Léo Bureau-Blouin.



Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin

« On veut travailler auprès du cabinet de la ministre pour que nos collègues de la CLASSE soient invités », a-t-il ajouté, en précisant qu'il « n'est pas correct de balayer un acteur du revers de la main ».

« Nous, on est prêt à s'asseoir avec la ministre, à discuter de sa proposition. On veut quand même profiter de ces rencontres-là pour mettre sur la table le tout, c'est-à-dire les frais de scolarité à l'université également », a-t-il dit.

« Même si ce n'est pas parfait, ça démontre qu'il y a une volonté gouvernementale de sortir un peu de la crise. Je pense que si tout le monde fait son bout de chemin [...], on va être capable d'en arriver à quelque chose. »

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ

Éviter le scénario de 2005

En conférence de presse, lundi matin, l'une des porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, a rappelé d'entrée de jeu que la Coalition, la FECQ et la FEUQ avaient convenu il y a deux semaines de négocier ensemble avec la ministre.

« C'est un appel à la solidarité que nous leur faisons aujourd'hui, et nous le réitérons parce que c'est important quand on veut négocier que toutes les organisations étudiantes soient présentes pour maximiser les chances de réussir », a soutenu Mme Reynolds. Selon elle, la ministre Beauchamp cherche avec sa proposition à « diviser pour mieux régner ».

« Si elle veut calmer les tensions, si elle veut en arriver à une solution dans ce conflit-là, la CLASSE doit faire partie des solutions. »

Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE

L'autre porte-parole du groupe, Gabriel Nadeau-Dubois, dit que la CLASSE a discuté de la question avec les autres fédérations étudiantes dimanche, après l'annonce de la ministre Beauchamp.

« Ce qui nous a été dit, c'est qu'elles allaient exiger ou fortement demander notre présence à la table de négociations. C'est agréable à entendre, mais nous ce qu'on veut comme position et ce qu'on demande, et ce que des dizaines de milliers d'étudiants demandent [...], c'est d'éviter une division autour de la table des négociations et de rester solidaires ».

« Si les fédérations étudiantes refusent de négocier sans nous, la ministre n'aura pas le choix de nous inviter », affirme M. Nadeau-Dubois. Celui-ci dit vouloir éviter la répétition du scénario de la grève de 2005, alors que la FECQ et la FEUQ ont négocié seules une sortie de crise avec Québec.

Plus de 170 000 étudiants collégiaux et universitaires du Québec sont en grève pour contester la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans décrétée par le gouvernement Charest. Certains entreprennent lundi leur dixième semaine de grève.

Contrairement à la FECQ et à la FEUQ, la CLASSE, qui représente 47 % des étudiants québécois en grève, préconise la gratuité scolaire dans les institutions postsecondaires du Québec.

La FEUQ exige la présence de la CLASSE



La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, exige que la CLASSE participe aux discussions avec la ministre Beauchamp.

Quelques minutes après la fin de la conférence de presse de la CLASSE, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, s'est présentée sur un plateau du Réseau de l'information aux côtés de Gabriel Nadeau-Dubois pour réaffirmer qu'elle continuera d'exiger que la CLASSE soit présente aux discussions.

« On continue de l'exiger, ça fait bientôt 24 heures que je l'exige sur toutes les tribunes. On veut que la CLASSE soit présente. [...] C'est important qu'on soit tous assis à la même table, et on va continuer de plaider en ce sens-là », a-t-elle dit.

« La porte qui est ouverte par la ministre, ça fait des mois qu'on la demande. Donc de voir qu'il y a une ouverture, on va la prendre. On a déjà annoncé qu'on allait à cette table-là. Mais évidemment, il faut s'entendre sur les prémisses de cette table de discussion, et s'assurer que tout le monde est représenté, c'est une première », précise-t-elle.

« Tant que mes membres n'ont pas donné de mandat autre que d'exiger que la CLASSE soit là, je vais continuer de plaider en ce sens. C'est important, c'est essentiel que la CLASSE soit à cette table. »

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

Pour Martine Desjardins, la main tendue par la ministre montre que le mouvement étudiant porte ses fruits. « Ça fait deux ans qu'on travaille sur

ce dossier-là. La ministre, suite à de multiples pressions, décide d'ouvrir la porte. Donc c'est clair que c'est le mouvement qui l'a fait reculer. »

La CLASSE se dissocie des violences

La CLASSE a par ailleurs répondu à ceux qui, comme la ministre Beauchamp, soulignent qu'elle ne condamne pas les gestes de vandalisme et de violences qui marquent le conflit étudiant depuis quelques jours.

Lundi, les bureaux de quatre ministres du gouvernement Charest ont été attaqués avec de la peinture rouge et des cocktails Molotov, et des personnes ont lancé des sacs remplis de briques sur les rails du métro de Montréal. La semaine dernière, le bureau de circonscription de Line Beauchamp et l'Université de Montréal ont aussi été la cible de vandales.

« La CLASSE, comme à l'habitude, se dissocie de ces gestes-là. La CLASSE réitère que ce ne sont pas des moyens qu'elle utilise, c'est un moyen qu'elle n'a jamais utilisé et qu'elle n'utilisera jamais », a dit Gabriel Nadeau-Dubois.

« Cela dit, il y a assez de tribunaux au Québec pour condamner les gens, nous ne voyons pas en quoi les associations étudiantes devraient également le faire », ajoute-t-il du même souffle.

Gabriel Nadeau-Dubois soutient que sa collègue Jeanne Reynolds et lui ne peuvent faire davantage. « En tant que porte-parole, nous avons un mandat qui nous a été démocratiquement donné dans les assemblées générales de ne pas prendre d'initiative de dénoncer des gestes », a-t-il dit.

« Le seul appel au calme qui peut fonctionner, ce n'est pas le mouvement étudiant qui peut le faire, c'est la ministre de l'Éducation, en acceptant de rencontrer tout le monde », conclut-il.

Le bureau de la ministre Beauchamp a fait savoir que les ces derniers propos de la CLASSE ne modifient pas sa décision de n'inviter que la FECQ et la FEUQ aux discussions.

L'objectif : faire reculer Québec sur les droits de scolarité

Les porte-parole de la CLASSE et les présidents de la FECQ et de la FEUQ s'entendent à tout le moins sur un élément : des discussions sur la gestion des universités ne peuvent que mener à des pourparlers sur la hausse des droits de scolarité.



La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

Selon Gabriel Nadeau-Dubois, le seul fait que la ministre Beauchamp crée une commission permanente et indépendante sur la saine gestion des universités prouve que les arguments qu'elle avance pour justifier la hausse des droits de scolarité sont mal fondés.

« En ouvrant un comité de négociations sur la question de la gestion universitaire, Mme Beauchamp reconnaît implicitement que ces gens-là ne font pas bien leur travail et que donc leurs chiffres sont problématiques », dit-il.

« Comment peut-elle nous dire d'un côté que l'argument principal qui fonde la hausse des frais de scolarité est à rediscuter, mais que la hausse, elle, ne devrait pas être remise en question. Si les chiffres qui justifient la hausse des droits de scolarité perdent leur crédibilité, la hausse des frais de scolarité perd aussi également une partie de sa nécessité et de sa crédibilité », argue-t-il.

« Alors pour nous, il est inévitable qu'autour de cet éventuel comité de discussion [...], que la ministre le veuille ou non, on va en arriver rapidement aux enjeux qui sont au cœur de la grève actuelle : la hausse des frais de scolarité, la privatisation de l'éducation et, pourquoi pas, la tenue d'états généraux sur l'éducation », conclut Gabriel Nadeau-Dubois.

« Mme Beauchamp tente de nous convaincre qu'on devrait choisir entre une université de qualité et une université accessible. Or c'est faux. La hausse des frais de scolarité n'est pas inévitable. »

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE

La ministre Beauchamp a cependant réitéré encore dimanche qu'il n'est pas question pour elle de discuter de la question des droits de scolarité. Elle martèle depuis des semaines que la hausse imposée aux étudiants représente la « juste part » du coût de leur diplôme.

En attendant que l'impasse soit résolue, les établissements qui cherchent à offrir leurs cours malgré la grève doivent composer avec la pression des étudiants. Lundi, le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu a dû abandonner

[son projet](#) de recommencer à donner les cours en raison des piquets de grève dressés par les grévistes devant le cégep.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Jacques Bissonnet rapporte la réaction de la CLASSE.](#)



- Vidéo - [Grève étudiante : Jacques Bissonnet, Sébastien Bovet et Davide Gentile font le point sur les événements de la journée de lundi.](#)



- Vidéo - [Le compte rendu de Mélanie Bourgeois](#)



- Vidéo - [Anne-Marie Dussault s'entretient avec les représentants de la FEUQ, de la FECQ et de la CLASSE.](#)
[Les commentaires \(877\)](#)

JOURNALEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Gestion des universités: Les recteurs et les principaux sont ouverts à la discussion - Publié le: lundi 16 avril 2012, 16H40 | Mise à jour: lundi 16 avril 2012, 16H54 / Première publication lundi 16 avril 2012 à 17h14



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI

Les universités acceptent de remettre en question leur gestion, mais souhaitent participer aux discussions, selon la **Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)**.

Cette dernière a déclaré dans un communiqué publié lundi après-midi qu'elle a pris «bonne note» de l'intention de la ministre de l'Éducation.

Line Beauchamp a proposé, dimanche, de discuter avec les étudiants en vue de parvenir à un règlement dans le conflit entre le gouvernement et les étudiants du Québec qui contestent la hausse des frais de scolarité.

Les recteurs et les principaux ont toutefois rappelé qu'ils sont déjà assujettis à plusieurs normes légales et réglementaires.

«Les universités accordent une grande importance à la reddition de comptes. Elles sont déjà engagées dans un processus continu à cet égard et renouvellent leur demande d'une reddition de comptes plus stratégique, a dit la présidente désignée du Conseil d'administration de la CREPUQ, Luce Samoisette, rectrice de l'Université de Sherbrooke. Il est par ailleurs essentiel qu'elles soient partie prenante de toute discussion portant sur cet enjeu.»

Afficher 2 commentaires (Montréal)

- BordeleauTop 50

Ce n'est pas normal que la Ville de Longueuil ait dit oui à l'établissement de l'Université de Sherbrooke sur son territoire.

Quelqu'un à la Ville de Longueuil aurait dû dire NON, c'est irresponsable et les universités de Montréal vont en subir les conséquences. Même chose au Ministère de l'Éducation.

Ou encore le nouveau campus de l'Université de Montréal à Outremont qui coûtera près de 200 millions.

La clientèle universitaire est en baisse présentement. Après 2016, il faudra faire de regroupement des universités et même fermé des pavillons.

Les recteurs on souvent des rêves avec l'argent des étudiants qui sert déjà à ériger quelques pyramides universitaires.

Les frais de scolarité ont pour effet de compromettre l'accessibilité aux études supérieures. Il faut se rappeler que quand Robert Bourassa avait triplé les droits de scolarité au début des années 1990, les universités de langue française avait vu leurs effectifs fondre de 26 000 étudiants sur cinq ans, écrit-on dans Le Devoir du 26 mars dernier, sous la plume de Frédéric Lacroix.

Il y a aussi 550 millions qui sont reçu du fédéral depuis 2 ans pour les prêts et bourses. Ce montant a été utilisé à d'autres postes budgétaires.

BordeleauTop 50

Voici ce que l'on récolte après 10 ans de ce gouvernement.

Il ne faut pas oublier que c'est Jean-Marc Fournier qui en 2006 alors ministre de l'éducation avait détourné des fonds destinés à l'enseignement et permis aux hauts dirigeants du réseau des universités du Québec d'obtenir des fonds de pension supplémentaires.

Le gouffre de l'îlot Voyageur va nous coutez à l'échéance près de 600 millions, encore un cadeau de Monsieur Fournier.

Pendant ce temps, on apprend aujourd'hui que les grandes universités du Québec sont dans le rouge et traînent de gros déficits.

Les universités Laval, Sherbrooke, du Québec (sauf Montréal), Bishop's, Concordia réussissent maintenant à équilibrer leur budget. Mais à l'inverse L'UQAM, McGill et l'Université de Montréal continue à être dans le rouge. Donc, selon cette logique il y a des universités qui n'ont pas besoin d'argent frais pour fonctionner. Mais ou est la logique pour les autres universités.

Les universités québécoises traînent un déficit accumulé total de 453 millions et comme ceci : Université de Montréal (139 millions), Université Laval (96 millions), McGill (72 millions), UQAM (67 millions)

LE DEVOIR: Gestion des universités: la CLASSE doit dénoncer la violence pour être invitée, dit Charest – Lundi 16 avril 2012, 16h27



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds, de la CLASSE. La Coalition est prête à participer à la commission indépendante sur la gestion des universités, à laquelle la ministre a convoqué hier les fédérations étudiantes collégiale (FECQ) et universitaire (FEUQ).

La Presse canadienne

Le premier ministre Jean Charest estime que la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) n'aura pas sa place au sein de la commission indépendante sur la gestion des universités tant et aussi longtemps qu'elle ne condamnera pas fermement et sans réserve la violence qui se manifeste en marge du conflit étudiant.

De passage à Laval, aujourd'hui, pour faire la promotion du Plan Nord, le premier ministre a qualifié d'inacceptables les gestes de violence et d'intimidation qui se multiplient ces jours-ci.

Il répète par ailleurs que son gouvernement ne reculera pas sur la question des droits de scolarité, que l'augmentation est juste et équitable et que la décision a été longuement mûrie.

Plus tôt dans la journée, les porte-parole de la CLASSE se sont dits prêts à participer à la commission indépendante sur la gestion des universités, à laquelle la ministre a convoqué hier les fédérations étudiantes collégiale (FECQ) et universitaire (FEUQ). La CLASSE a demandé aux deux fédérations de faire preuve de solidarité et de ne pas accepter d'y participer si elle n'est pas elle-même présente.

La CLASSE veut participer

Ses porte-parole accusent d'ailleurs au passage la ministre Beauchamp de chercher à diviser le mouvement étudiant en ne l'invitant pas à ces travaux, alors qu'elle représente 47 % des étudiants qui boycottent leurs cours.

La Coalition se dit également prête à faire sa part pour diminuer la tension, et estime que son ouverture à participer à la commission en est une démonstration. Cependant, bien que ses porte-parole disent se dissocier des actes de violence, ils refusent systématiquement de les condamner, disant ne pas avoir de mandat en ce sens.

Le premier ministre Charest rétorque qu'il ne faut pas de mandat pour condamner des gestes qui vont à l'encontre des valeurs de la société. Bien que Mme Beauchamp ait indiqué que la commission ne portera pas sur les droits de scolarité, la CLASSE justifie sa demande de participation par le fait qu'en discutant des dépenses des universités en publicité et en immobilisations, du nombre et de la rémunération des cadres et des recteurs, la question du financement des universités et, par le fait même, de la

hausse des droits de scolarité devront être abordées.

La CLASSE soutient qu'en ouvrant une discussion sur la gestion des fonds universitaires, la ministre en reconnaît implicitement la déficience et remet implicitement en question la crédibilité du discours des gestionnaires universitaires quant au sous-financement de leur institution.

Des syndicats approuvent l'ouverture de la ministre

Par ailleurs, des organisations syndicales se sont réjouies de la récente ouverture démontrée par la ministre Beauchamp dans le dossier de la grève étudiante, mais en demandent davantage. L'Alliance sociale, qui regroupe sept organisations syndicales du Québec, exige ainsi que l'ensemble des associations étudiantes soient invitées à participer à une éventuelle commission indépendante sur la gestion des universités.

Les syndicats affirment aussi qu'il faudra y aborder la question des droits de scolarité, même si la ministre l'a écartée de l'ordre du jour. Le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent, croit qu'il faut maintenir la pression et poursuivre les efforts pour faire plier Québec.

L'Alliance sociale demande également à ce que la hausse des droits de scolarité annoncée pour la prochaine année scolaire soit suspendue, le temps que la commission indépendante sur la gestion des universités puisse déposer son premier rapport.

Vos réactions (107)

LE DEVOIR: Les cours annulés au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu et à l'Université du Québec en Outaouais – Lundi 16 avril, 15h28



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Des étudiants se sont rassemblés ce matin devant le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu.

La Presse canadienne

La direction du cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu annonce la fermeture de ses portes pour la journée et la soirée d'aujourd'hui. Toutes les activités à l'enseignement régulier et à la formation continue ainsi que les activités à la communauté sont donc suspendues.

La directrice générale de l'institution, Chantal Denis, explique dans un communiqué que malgré la volonté de la direction de permettre l'accessibilité et de reprendre les cours, elle a l'obligation d'assurer la sécurité des étudiants et du personnel, de même que la sécurité des lieux. Il y a quelques jours, un vote a été tenu au sein de la communauté étudiante de ce collège et la majorité a choisi de poursuivre la grève.

Cependant, vendredi, la direction a fait savoir que malgré ce vote, les cours reprendraient normalement le 16 avril afin de permettre aux élèves de terminer leur session et d'obtenir leur diplôme. Elle précisait qu'une grève qui se prolongerait ne laisserait plus de marge de manoeuvre au

collège pour se conformer au Règlement sur le régime des études collégiales (RREC).

Dans la nuit d'hier, des étudiants ont donc décidé d'ériger un blocus face aux entrées du cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. La décision de fermer le collège pour la journée a été annoncée peu après.

Cours annulés en Outaouais et à Valleyfield

Les cours ont été annulés pour la journée, aujourd'hui, à l'Université du Québec en Outaouais, à Gatineau.

Les cours devaient d'abord reprendre lundi en raison d'une injonction obtenue vendredi par un groupe d'étudiants qui réclamaient de retourner en classe.

Toutefois, ce matin, un groupe d'étudiants a réussi à pénétrer dans l'établissement pour en bloquer ensuite l'accès. La direction de l'université s'est aussitôt résolue à annuler les cours pour la journée, pour des raisons de sécurité.

En milieu d'après-midi, aujourd'hui, plusieurs étudiants étaient toujours barricadés à l'intérieur. Craignant pour la sécurité des étudiants, un groupe d'une vingtaine de professeurs ont formé une chaîne humaine devant l'entrée principale du pavillon Alexandra-Taché, sur la rue du même nom.

Au cégep de Valleyfield, les étudiants ont voté en faveur de la reconduction de la grève aujourd'hui, malgré le désir de la direction de reprendre les cours. La semaine dernière, la tentative du cégep de provoquer le retour en classes avait été vaine, les étudiants ayant manifesté en masse devant l'établissement, et la direction ayant décidé de fermer ses portes pour des raisons de sécurité.

Vandalisme aux couleurs étudiantes à Montréal

Trois jeunes hommes de 19 ans ont été arrêtés, ce matin, près du Cégep du Vieux-Montréal, alors que plusieurs immeubles ont été les cibles d'actes de vandalisme dans la nuit d'hier dans divers quartiers de Montréal. Plusieurs ont été peints de rouge. Certains des édifices visés abritent des bureaux de ministères du gouvernement du Québec.

Deux arrestations ont été effectuées par le Service de police de la Ville de Montréal vers 5 h 20 pour des introductions par effraction. Un troisième homme de 19 ans a été arrêté vers 9 h 35 pour un méfait. Les trois hommes sont interrogés en après-midi par les enquêteurs.

Vers 3h05, des vandales se sont attaqués à un édifice du boulevard Marcel-Laurin, dans l'arrondissement Saint-Laurent, la circonscription du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier. Des fenêtres ont été fracassées et des traces de cocktail Molotov ont été trouvées.

Une quinzaine de minutes plus tard, d'autres gestes illégaux ont été commis au bureau de comté de la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, sur la rue Saint-Jacques, dans la circonscription de Saint-Henri/Sainte-Anne. Là aussi, du verre brisé et des objets incendiaires ont été trouvés, mais aucun dommage n'a été causé par le feu.

Des graffitis peints en rouge ont aussi été tracés à cet endroit. Depuis plusieurs semaines, le rouge est la couleur utilisée par des manifestants étudiants qui protestent contre la hausse des frais de scolarité. Cependant, la police de Montréal ne conclut pas encore à une série de gestes d'étudiants.

Un immeuble résidentiel a ensuite été attaqué sur la rue Beaubien, dans l'arrondissement Anjou, pour une raison inconnue, et quelques minutes plus tard, des bouteilles contenant de l'essence a été trouvées dans un autre immeuble commercial, tout près de là.

Finalement, un immeuble commercial a été barbouillé de peinture rouge dans l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce.

L'immeuble visé est situé sur le chemin de la Côte-des-Neiges à quelques pas d'importants pavillons de l'Université de Montréal. Il abrite notamment une institution financière, une agence de voyages, une clinique médicale, mais aussi un bureau du ministère des Finances.

Sur l'une des portes d'entrée de la façade, les mots «justice sociale» ont été peints avec de la peinture rouge.

Certains des dossiers de vandalisme ont été confiés à l'escouade des incendies criminels du SPVM.



Vos réactions

- Donald Bordeleau – Inscrit, 16 avril 2012 16 h 04
Pyramides pour recteurs.
Pyramides pour recteurs.
Voici ce que l'on récolte après 10 ans de ce gouvernement.
Il ne faut pas oublier que c'est Jean-Marc Fournier qui en 2006 alors ministre de l'éducation avait détourné des fonds destinés à l'enseignement et permis aux hauts dirigeants du réseau des universités du Québec d'obtenir des fonds de pension supplémentaires.
Le gouffre de l'îlot Voyageur va nous coutez à l'échéance près de 600 millions, encore un cadeau de Monsieur Fournier.
Pendant ce temps, on apprend aujourd'hui que les grandes universités du Québec sont dans le rouge et traînent de gros déficits.
Les universités Laval, Sherbrooke, du Québec (sauf Montréal), Bishop's, Concordia réussissent maintenant à équilibrer leur budget. Mais à l'inverse L'UQAM, McGill et l'Université de Montréal continue à être dans le rouge. Donc, selon cette logique il y a des universités qui n'ont pas besoin d'argent frais pour fonctionner. Mais ou est la logique pour les autres universités.
Les universités québécoises traînent un déficit accumulé total de 453 millions et comme ceci : Université de Montréal (139 millions), Université Laval (96 millions), McGill (72 millions), UQAM (67 millions)
Ce n'est pas normal que la Ville de Longueuil ait dit oui à l'établissement de l'Université de Sherbrooke sur son territoire. Quelqu'un à la Ville de Longueuil aurait dû dire NON, c'est irresponsable et les universités de Montréal vont en subir les conséquences. Même chose au Ministère de l'Éducation.

Ou encore le nouveau campus de l'Université de Montréal à Outremont qui coutera près de 200 millions.

La clientèle universitaire est en baisse présentement. Après 2016, il faudra faire de regroupement des universités et même fermé des pavillons.

Les recteurs on souvent des rêves avec l'argent des étudiants qui sert déjà à ériger quelques pyramides universitaires.

• Gilbert Talbot – Abonné, 16 avril 2012 16 h 21

Qui fait ça ?

Voilà toute la question. Le lien n'est pas établi avec le conflit étudiant et leurs organisations affirment ne pas utiliser la violence dans ses manifestations pacifiques. Cependant, l'insistance avec laquelle le gouvernement demande, particulièrement à la CLASSE de dénoncer ces actes violents souligne au crayon noir que le gouvernement veut semer le doute dans la population et entre les associations membres de la coalition étudiante, même si la police reconnaît ne pas être capable de faire le lien entre les étudiants et ces actes de vandalisme.

• jean corneille – Inscrit, 16 avril 2012 20 h 01
Alons m.Talbot il y a des caméras installés partout et les coupables sont connus ou seront identifiés, le moment est peut être le meilleurs et il faudrait pas ajouter de l'huile sur le feu!

• jean corneille – Inscrit, 16 avril 2012 19 h 55
action réaction !

Ce conflit a été géré par des toto ,ils croyaient que leurs force découlaient du nombre et qu'ils pouvaient frapper à gauche comme à droite sans se préparer à recevoir des coups Ouf! tu donnes un coup prépare toi ! tu donne un coup tu recois un coup si tu n'est pas préparer tu est K,O. et tu est res-

Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau
Des étudiants se sont rassemblés ce matin devant le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu.



Photo : Peter Ray La Presse canadienne
Un policier constate les dommages faits au bureau de la ministre Marguerite Blais, à Montréal.

ponsable du groupe qui te soutiens ,si l y a dérapageprépare toi le coup suivant sera possiblement mortel, c'est la loi du milieu et des négo!...Hélas meilleur chance la prochaine fois!

jean corneille

• Donald Bordeleau – Inscrit, 16 avril 2012 23 h 13

Avec injonction rien ne va avancé.

Aussi, le recours au mot "boycott" suppose que l'éducation est une marchandise et le terme grève s'applique très bien au mouvement étudiant qui cessent collectivement une activité qui profite aux gens qu'ils cherchent à faire reculer (on dit grève de la faim même si les mangeurs ne sont pas salariés).

L'histoire fait figure de jurisprudence et ce n'est pas à négliger.

Il y a une raison pour laquelle la "judiciarisation" du conflit est actuellement dénoncé, une société sans mouvements sociaux aptes à réagir à de mauvaises décisions est particulièrement dangereuse et le mouvement étudiant est un bijou qu'il faut chérir puisqu'il est un des rares mouvements qui est apte à se mobiliser rapidement et à déranger réellement et ce même si on n'est pas d'accord avec ce qu'il défend actuellement.

Je vous invite donc à être plus nuancée dans vos euphémismes et à regarder ce que le mouvement étudiant a permis de changer à travers le monde avant de présenter comme aussi évident son manque de légitimité et son caractère "injuste" pour les étudiants qui veulent leur cours.

Plusieurs professeurs universitaires défendent ardemment ce mouvement et l'autonomie qu'il se doit de garder face au système judiciaire et à l'état en général.

Charest prend un grand risque de perdre le contrôle avec les étudiants, car de toute fa-

çon il n'a pas d'autres choix. Il va aller jusqu'au bout. Mais il aura toujours des carrés rouges sur ses talons.

- Lise Moga - Inscrite, 17 avril 2012 11 h 26 @Donald Bordeleau
Les gèves ne sont pas toutes soumises au code du travail. Il n'y a pas eu de ligne de

piquetage devant mon frigidaire après qu'un petit nombre d'étudiants se soit soumis à l'ascèse d'un jeûne de 24 heures. D'ailleurs, est-ce que cela a eu un impact sur eux, ils ont persévéré pendant combien de minutes? Normalement, quand on contrevient à un ordre de la cour, on est passible d'outrage au

tribunal. Est-ce que les étudiants qui ont contrevenu à une décision de la cour d'offrir la formation académique, ont été inquiétés par la justice?

TVANOUVELLES: La question étudiante vole la vedette au Plan Nord: La CLASSE doit condamner la violence - Première publication lundi 16 avril 2012 à 13h10 - Mise à jour : lundi 16 avril 2012 à 14h30



Crédit photo : TVA Nouvelles
La ministre Michelle Courchesne et le premier ministre, Jean Charest, à Laval pour la tournée Cap Nord.

TVA Nouvelles

Le premier ministre poursuit sa tournée de promotion du Plan Nord sous **haute surveillance** à Laval.

Par mesure de précaution, la sécurité est omniprésente autour de **Jean Charest** en raison de la **grève étudiante**. D'ailleurs, ce sujet a monopolisé l'ensemble des questions qui lui ont été adressées au cours d'un bref point de presse accordé aux médias, lundi après-midi.

M. Charest n'a pas dérogé et maintient la position avancée par la **ministre de l'Éducation, Line Beauchamp**, à l'effet que son gouvernement demeure ouvert aux discussions, mais n'entend pas changer d'idée sur la hausse des droits de scolarité.

«On a toujours dit qu'on allait rester à l'écoute, quoique la discussion sur les **droits de scolarité** a été mûrement réfléchi», a-t-il soutenu.

La CLASSE exclue

Amené à commenter l'exclusion de la **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)** de l'invitation de la ministre Beauchamp, Jean Charest a expliqué que c'était une façon de dénoncer l'attitude de ce regroupement.

«Dans le cas de la CLASSE, elle prend des positions extrêmes dans le débat. En plus, les leaders de la CLASSE refusent de condamner les actes de violences qui ont été commis dans les derniers jours.»

Le premier ministre a rappelé que des bidons d'essence ont été placés sur les terrains privés de certains élus de l'Assemblée nationale, alors que d'autres ont trouvé des cocktails Molotov devant leurs bureaux. Il a également mentionné le [saccage du bureau de circonscription de la ministre Line Beauchamp](#) à titre d'exemple.

«Il faut dire haut et fort que c'est inacceptable», a-t-il renchéri.

M. Charest estime que la Fédération étudiante universitaire du Québec, comme la Fédération étudiante collégiale du Québec, ont «trouvé les moyens de se dissocier [des actes de violence] de manière claire», contrairement à leurs collègues de la CLASSE.

En matinée lundi, la [CLASSE avait soutenu qu'elle se dissociait des actes de vandalisme, mais a refusé de les condamner](#), avançant que là n'était pas son mandat.

Tournée Cap Nord

Une dizaine de voitures de police et d'agents suivent le premier ministre dans ses déplacements alors qu'il visite notamment les installations des Fourgons Transit inc., un fabricant de boîtes de camion lavallois, qui devrait profiter du **Plan Nord**.

Dans sa tournée **Cap Nord**, Jean Charest rappelle toutes les occasions d'affaires liées au Plan Nord et ses impacts économiques importants au sud de la province.

Le premier ministre devait s'entretenir avec des gens d'affaires durant l'après-midi.

CYBERPRESSE: La CLASSE doit condamner les actes de violence, dit Charest - Publié le lundi 16 avril 2012 à 11h31 | Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 16h55

Pascale Breton et Émilie Bilodeau, La Presse
Jean Charest exige que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) condamne les actes de violence si elle veut participer à la table de discussion avec la ministre de l'Éducation et les fédérations étudiantes. Le premier ministre a posé cette condition lundi pour la plus radicale des trois organisations étudiantes.

«Il y a des cocktails Molotov qui ont été déposés devant les bureaux de quatre élus, d'autres élus se sont retrouvés avec des bidons d'essence sur leur propriété privée, et il y a eu le saccage du bureau de la ministre Beauchamp. Il est temps de dire haut et fort que c'est inacceptable», a déclaré M. Charest lors d'un point de presse.

Plus tôt dans la journée, la CLASSE avait pourtant joint sa voix à celles des fédérations étudiantes collégiale et universitaire en se dissociant des actes de violence. Les trois organisations ont toutefois refusé de les condamner, affirmant qu'elles ne veulent pas se substituer aux tribunaux.

La Coalition, qui assure ne pas encourager la violence, devra durcir son discours sur le vandalisme si elle veut participer à la mise en place de la commission pour assurer une saine gestion des universités, annoncée dimanche par Line Beauchamp. «La FEUQ et la FECQ ont trouvé le moyen de s'en dissocier de manière claire, ce qui n'est pas le cas de la CLASSE, a dit M. Charest. La violence, ce n'est pas un débat de mots. Quand on intimide les gens et qu'on met des cocktails Molotov devant des bureaux de députés

et qu'on saccage des bureaux, c'est inacceptable.»

La CLASSE veut discuter

Le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a rappelé que c'est aux membres de décider, en assemblée générale, s'ils souhaitent condamner les gestes de vandalisme.

«La CLASSE se dissocie de ces gestes-là. Je réitère que ce ne sont pas des moyens qu'elle utilise, ce sont des moyens qu'elle n'a jamais utilisés. Cela dit, il y a assez de tribunaux au Québec pour condamner les gens», a-t-il assuré lors d'une conférence de presse tenue plus tôt dans la journée.

La CLASSE considère par ailleurs faire un geste d'ouverture en voulant s'asseoir avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, même si la question de la hausse des droits de scolarité - enjeu de la grève - n'est pas expressément à l'ordre du jour.

«La CLASSE prend acte de l'augmentation des tensions dans les derniers temps. La CLASSE est prête à faire sa part pour contribuer à diminuer ces tensions. On est prêt à s'asseoir avec la ministre», a déclaré M. Nadeau-Dubois.

L'organisation réclame d'ailleurs sa place à cette table de discussion, au même titre que les fédérations étudiantes.

«Il est inacceptable d'exclure ainsi une association étudiante. C'est d'autant plus inacceptable que c'est l'organisation principale qui mène la lutte avec 47% des grévistes. La ministre ne peut ignorer la moitié des grévistes. Si elle veut arriver à une solution, la CLASSE doit en faire

partie», a martelé la co-porte-parole, Jeanne Reynolds.

Réunion compromise?

La tenue d'une réunion est encore loin d'être inscrite aux agendas des organisations étudiantes et de la ministre.

Lundi encore, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a réaffirmé que la présence de la CLASSE est une condition sine qua non à la participation de la FEUQ.

«Si la ministre refuse, on va reconsidérer la chose avec nos associations, on va se consulter de nouveau. Mais présentement, mon mandat est très clair. Je dois exiger la présence de la CLASSE et de la FECQ», a indiqué Mme Desjardins, qui attend toujours un appel du cabinet de la ministre pour connaître la date de la rencontre.

De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) entend participer à la réunion coûte que coûte.

Les membres ont demandé «qu'on participe au processus de discussion le plus rapidement possible, parce que les gens sont inquiets pour leur trimestre. Les gens veulent que le conflit se règle. Ils pensent qu'on ne peut pas se passer d'un espace de discussion», a affirmé le président, Léo Bureau-Blouin.

Advenant cette situation, le premier point à l'ordre du jour serait de négocier la présence de la CLASSE à des réunions subséquentes, a-t-il ajouté.

TVANOUVELLES: Gestion des universités: La CLASSE veut être à la table de négociation - Première publication
lundi 16 avril 2012 à 10h21 - Mise à jour : lundi 16 avril 2012 à 12h32



Crédit photo : Agence QMI

Par Sami Bouabdellah | Agence QMI

La **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante** (CLASSE) a exigé de faire partie des discussions sur la **gestion des universités**, lors d'un point de presse tenu lundi matin.

Dimanche, la ministre de l'Éducation [s'était dite prête à entamer des discussions](#) avec les étudiants sur la mise en place d'une «commission indépendante et permanente» pour assurer une saine gestion des universités. Elle avait cependant rejeté la participation de la CLASSE.

«Si la CLASSE ne fait pas partie de la solution, il n'y aura pas de solution à cette crise, a prévenu le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois. Il est inacceptable d'exclure l'organisation principale qui mène la lutte et qui représente 47% des étudiants en grève, alors que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) n'en représente que 20%.»

Selon le porte-parole, la CLASSE fait aujourd'hui preuve de «souplesse» en acceptant de discuter de la gestion des universités.

«La CLASSE prend acte de l'augmentation des tensions et est prête à collaborer pour les diminuer, mais le seul appel au calme qui peut être fait est celui de la ministre», a-t-il avancé.

La CLASSE promet d'aborder la question de la hausse des droits de scolarité lors de la commission indépendante, puisqu'il y a, selon elle, une contradiction dans l'annonce faite dimanche par la ministre.

«Mme Beauchamp justifie la hausse des frais de scolarité en fonction de calculs proposés par des gestionnaires d'universités, mais hier en proposant de discuter de la mauvaise gestion des universités, elle admet que les pratiques de ces gestionnaires sont problématiques», a affirmé M. Nadeau-Dubois.

Solidarité

La CLASSE a aussi lancé «un appel à la solidarité» en incitant les deux fédérations étudiantes (FEUQ et FECQ) à respecter leur «engagement pris publiquement» de ne pas négocier en l'absence de la coalition.

«Le mouvement étudiant doit rester solidaire dans le processus de négociation et les fédérations étudiantes doivent refuser d'y participer si l'ensemble des organisations étudiantes n'y sont pas représentées», a affirmé Jeanne Reynolds, l'autre porte-parole de la CLASSE.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) avait demandé, dimanche, «à la ministre d'inviter toutes les associations étudiantes nationales à la table de discussion afin que l'ensemble des revendications des étudiants en grève soit représenté. À ce chapitre, la FEUQ demande donc que la FECQ [Fédération étudiante collégiale du Québec] et la CLASSE soient présentes et aient voix au chapitre».

Positions «assez extrêmes»

Dimanche, la ministre avait qualifié les positions de la CLASSE «d'assez extrêmes» lorsqu'on lui avait demandé si la CLASSE allait être invitée.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, qualifie de «problématique» cette position de la ministre.

«Il y a lieu de se poser des questions sur la compréhension du mouvement de grève par la ministre. La CLASSE représente actuellement la majorité des étudiants en grève. Le gouvernement ne semble pas réaliser ce qui est en train de se produire», a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois.

Vandalisme

Appelés à revenir sur [les actes de vandalisme posés lundi matin à Montréal](#), les porte-parole de la CLASSE ont refusé de les condamner, affirmant que ce n'était pas leur mandat.

«La CLASSE se dissocie de ces gestes-là. Ce ne sont pas des moyens qu'elle utilise, a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois, mais il n'est pas de notre mandat de les condamner.»

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Négociations: Charest dénonce la CLASSE - Publié le: lundi 16 avril 2012, 10H19 | Mise à jour: lundi 16 avril 2012, 16H17



Photo Agence QMI / Archives Jean Charest

Sami Bouabdellah / Agence QMI

LAVAL – Amené à commenter l'exclusion de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) de l'invitation de la ministre Beauchamp, Jean Charest a expliqué que c'était une façon de dénoncer l'attitude de ce regroupement.

«Dans le cas de la CLASSE, elle prend des positions extrêmes dans le débat, a affirmé le premier ministre lors d'un point de presse tenu lundi dans le cadre de la tournée de promotion du Plan Nord. En plus, les leaders de la CLASSE refusent de condamner les actes de violence qui ont été commis dans les derniers jours.»

M. Charest n'a pas dérogé et maintient la position avancée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, indiquant que son gouvernement demeure ouvert aux discussions, mais n'entend pas changer d'idée sur la hausse des frais de scolarité.

De son côté, la CLASSE a soutenu qu'elle se dissociait des actes de vandalisme, mais a refusé de les condamner, avançant que là n'était pas son mandat. La coalition a aussi prévenu que les tensions ne feront qu'augmenter si elle est exclue des discussions sur la gestion des universités.

«Si la CLASSE ne fait pas partie des discussions, il n'y en aura pas de solution à cette crise, a fait savoir le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois lors d'un point de presse tenu lundi matin. Il est certain que d'exclure le groupe le plus militant des discussions ne fera qu'augmenter les tensions.»

«La CLASSE prend acte de l'augmentation des tensions et est prête à collaborer pour les diminuer, mais le seul véritable appel au calme qui peut être fait est celui de la ministre », a-t-il ajouté.

Le porte-parole défend vigoureusement la participation de sa coalition à une éventuelle «commission indépendante et permanente» sur la gestion des universités, proposée dimanche par Mme Beauchamp.

«Il est inacceptable d'exclure l'organisation principale qui mène la lutte et qui représente 47 %

des étudiants en grève, alors que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) n'en représente que 20%», a martelé M. Nadeau-Dubois.

Appel à la solidarité

La CLASSE a lancé «un appel à la solidarité» en incitant les deux fédérations étudiantes (FEUQ et FECQ) à respecter leur «engagement pris publiquement» de ne pas négocier en l'absence de la coalition.

«Le mouvement étudiant doit rester solidaire dans le processus de négociation et les fédérations étudiantes doivent refuser d'y participer si l'ensemble des organisations étudiantes n'y sont pas représentées», a affirmé l'autre porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds.

Proposition contradictoire

Par ailleurs, la CLASSE trouve contradictoire la proposition qu'a faite la ministre dimanche. Elle réitère qu'on ne peut pas parler de gestion des universités sans aborder la question des droits de scolarité.

«Mme Beauchamp justifie la hausse des frais de scolarité depuis des mois en fonction de calculs proposés par des gestionnaires des universités, mais hier en proposant de discuter de la mauvaise gestion des universités, elle a admis que les pratiques de ces gestionnaires sont problématiques», a affirmé M. Nadeau-Dubois.

[Afficher 5 de 180 commentaires \(Montréal\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Saint-Jean-sur-Richelieu: Cours annulés - Publié le: lundi 16 avril 2012, 8H18 | Mise à jour: lundi 16 avril 2012, 17H02

Agence QMI

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU - Les cours qui devaient être donnés lundi au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu ont finalement été annulés.

L'administration du cégep avait imposé la reprise des cours, suscitant la grogne des étudiants en grève contre la hausse des frais de scolarité à l'université. Répondant à l'appel de l'Association générale des étudiants, des centaines de jeunes se sont présentés au cégep lundi matin pour bloquer les portes.

Les étudiants étaient devant les grilles de l'établissement dès 5 h 30. Vers 8 h, il y avait près de 500 personnes réunies pour manifester devant le collège. Plusieurs professeurs de cégep et d'universités se sont joints à la manifestation. Le député provincial de Saint-Jean-sur-Richelieu, Dave Turcotte, est venu appuyer les étudiants dans leur lutte.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, s'était lui aussi déplacé pour l'occasion. «Nous trouvons inquiétant que des administrations nient les votes de grèves qui sont faits de manière démocratique», a-t-il déploré.

La direction a donc suspendu les cours et toutes les activités au sein de l'établissement. «Malgré

notre volonté de permettre l'accessibilité au cégep et de reprendre les cours, nous avons l'obligation d'assurer la sécurité de nos étudiants, de notre personnel et des lieux», a déclaré Chantal Denis, la directrice générale du cégep.

Le prochain vote pour reconduire ou non la grève au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu se tiendra lors d'une assemblée générale vendredi matin.

Grèves reconduites

La grève a par ailleurs été reconduite lundi après-midi pour une semaine au Collège de Valleyfield, en Montérégie, par 534 voix pour et 492 voix contre, ainsi qu'au Cégep de Gaspé, où 51 % des étudiants se sont prononcés pour la poursuite du mouvement, et au Cégep de Saint-Félicien, au Saguenay - Lac-Saint-jean, avec 49,1 % des voix, contre 47,3 % des voix pour la reprise des cours.

Dans les Laurentides, la direction du collège de Sainte-Thérèse a prévenu lundi ses étudiants que s'ils ne rentrent pas en classe jeudi, la présente session ne pourra pas aller jusqu'à son terme. Il est «minuit moins trente secondes pour proposer un scénario qui assurera la qualité de la formation, a indiqué la directrice des études, Micheline Allard. Plus le temps passe, plus la marge de manœuvre diminue pour développer un scénario réaliste afin de finaliser la présente session.»

Cela dit, même si les étudiants rentrent en classe ce jeudi, Mme Allard a indiqué qu'il faudra notamment donner des cours les samedis. «Selon la convention collective, nous devons donner deux mois de vacances aux enseignants. Il reste donc une petite marche de manœuvre pour se rendre à la fin du mois de juin», a-t-elle précisé, ajoutant que les cours de la session d'été avaient, eux, été annulés.

Injonction contre le Cégep de Saint-Hyacinthe

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'est réjouie de la demande d'injonction provisoire à l'encontre de la direction du Cégep de Saint-Hyacinthe, en Montérégie, qui voulait imposer le vote informatique aux étudiants.

«Pour nous, ce jugement est une victoire pour la reconnaissance du monopole de représentation des associations étudiantes, a commenté Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. En empêchant l'administration du Collège d'utiliser le résultat du vote pour justifier un retour en classe, l'entente reconnaît que l'association étudiante agit de manière légitime et démocratique.»

Afficher 5 de 55 commentaires (Montréal)

TVANOUVELLES: Fermeture du cégep: Cours annulés à Saint-Jean-sur-Richelieu - Première publication lundi 16 avril 2012 à 07h04 - Mise à jour : lundi 16 avril 2012 à 15h59



Crédit photo : site internet du cégep

Agence QMI

Les cours qui devaient être donnés lundi au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu ont finalement été annulés.

L'administration du cégep avait imposé la reprise des cours, suscitant la grogne des étudiants en grève contre la hausse des frais de scolarité à l'université. Répondant à l'appel de l'Association générale des étudiants, des centaines de jeunes se sont présentés au cégep lundi matin pour bloquer les portes.

Les étudiants étaient devant les grilles de l'établissement dès 5h30. Vers 8h, il y avait près de 500 personnes réunies pour manifester devant le collège. Plusieurs professeurs de cégep et d'universités se sont joints à la manifestation. Le député provincial de Saint-Jean-sur-Richelieu, Dave Turcotte, est venu appuyer les étudiants dans leur lutte.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, s'était lui aussi déplacé pour l'occasion. «Nous trouvons inquiétant que des administrations nient les votes de grèves qui sont faits de manière démocratique», a-t-il déploré.

La direction a donc suspendu les cours et toutes les activités au sein de l'établissement. «Malgré notre volonté de permettre l'accessibilité au cégep et de reprendre les cours, nous avons l'obligation d'assurer la sécurité de nos étudiants, de notre personnel et des lieux», a déclaré Chantal Denis, la directrice générale du cégep.

Le prochain vote pour reconduire ou non la grève au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu se tiendra lors d'une assemblée générale vendredi matin.

LE SOLEIL: Grève étudiante: jour de vérité à l'UQAR - Publié le lundi 16 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 08h28



Carl Thériault, collaboration spéciale
Le recteur de l'Université du Québec à Rimouski, Michel Ringuet

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Les cours doivent reprendre aujourd'hui à l'Université du Québec à Rimouski, sans quoi les étudiants subiront de «lourdes conséquences», avait menacé le recteur Michel Ringuet le 4 avril.

Les 2346 membres de l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec au campus de Rimouski sont en grève générale illimitée depuis le 22 février. Ce débrayage ne touche pas le campus de Lévis, où il n'y a aucun mouvement de grève en cours.

Le recteur de l'UQAR avait soutenu le 4 avril que la session pouvait être prolongée d'une semaine ou deux. Il avait alors fixé le retour en classe au 16 avril.

Michel Ringuet n'a pas rappelé *Le Soleil*, dimanche. Les étudiants du campus de Rimouski se prononceront par ailleurs jeudi sur la reconduction du mandat de grève.

LE SOLEIL: Un appui aux étudiants militants de Québec - Publié le lundi 16 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le lundi 16 avril 2012 à 09h50



Le Soleil, Erick Labbé
Hélène Nazon, professeure en littérature au Collège François-Xavier-Garneau, se dit «fière» de ses étudiants qui, en pleine fin de session, se démènent pour organiser des actions militantes et y prendre part, comme ces deux sit-in tenus dans des banques la semaine dernière.

Olivier Parent, Le Soleil
 (Québec) «À Québec, je trouve ça injuste pour les étudiants de dire qu'ils ne sont pas mobilisés, juste parce qu'ils n'ont pas choisi la grève comme moyen d'action.» Ce n'est pas un leader étudiant qui le dit, mais une «prof contre la hausse» du Collège François-Xavier-Garneau, Hélène Nazon.

«Je pense que c'est dur pour eux, parce qu'ils sont mobilisés, ils voient que la province au complet est en grève, puis ils essaient d'ajouter

leur voix, poursuit-elle. Mais aux yeux de tout le monde, c'est comme "Ah, la grève n'a pas passé dans les cégeps à Québec, donc tout le monde est à droite, ils ne font rien!" C'est vraiment injuste envers eux.»

La professeure en littérature se dit «fière» de ses étudiants qui, en pleine fin de session, se démènent pour organiser des actions militantes et y prendre part, comme ces deux sit-in tenus dans des banques la semaine dernière. «À Garneau, les étudiants que je vois se mobiliser, je les trouve d'autant plus courageux qu'ils continuent d'aller à leurs cours», exprime-t-elle, en rejetant l'idée d'une «pensée unique» dans la capitale.

Mme Nazon fait partie du millier d'enseignants qui ont signé la pétition réclamant la démission de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Dimanche, le porte-parole des professeurs pétitionnaires, Sébastien Paquin-Charbonneau, a indiqué au Soleil que les signatures affluaient depuis leur sortie publique, vendredi. Il n'était toutefois pas en mesure de fournir un nombre global de signataires.

Même si la ministre Beauchamp a maintenant ouvert un front sur la gestion des universités, les professeurs opposés à la hausse n'en démontent pas. «Elle n'est plus un interlocuteur légitime. On le voit encore avec l'annonce [d'hier], elle refuse de s'asseoir avec les représentants étudiants pour discuter de l'enjeu de la grève, qui est la

hausse des droits de scolarité», rappelle Hélène Nazon.

«La ministre ne répond pas du tout à ça, elle continue de faire jouer une cassette abêtissante. Elle refuse même de défendre sa position. Cette attitude me semble inacceptable dans une démocratie», renchérit Karine Pelletier-Lacroix, professeure de philosophie au Collège Garneau.

Intimidation sur le net

«C'est toujours une stratégie de diviser pour régner que le gouvernement utilise», ajoute leur collègue Gabriel Bouchard, qui observe dans ses classes un «silence» qui semble s'expliquer par la «peur de la confrontation». «L'intimidation qui a eu lieu est beaucoup sur le Net. Les gens, lorsqu'ils sont en présence les uns des autres, évitent ces sujets-là», analyse celui qui croit «qu'on en parlait plus ouvertement avec les professeurs» lors des conflits étudiants de 1995 et de 2006.

N'empêche, les trois enseignants du Collège Garneau sondent avec intérêt l'humeur de leurs élèves. Karine Pelletier-Lacroix donne d'ailleurs la possibilité à ses étudiants du cours Éthique et politique de rédiger leur texte argumentatif sur la hausse des droits de scolarité. «Dans les classes, ce que je constate, c'est qu'il y a une majorité d'étudiants qui sont contre la hausse des droits de scolarité, qui sont contre la grève, mais qui demeurent pragmatiques au fond», conclut-elle.

LE SOLEIL: Grève étudiante: aucune date butoir à l'Université Laval - Publié le 16 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le 16 avril 2012 à 08h10



La Presse, Robert Skinner
Malgré le fait que les sessions soient menacées dans certains établissements collégiaux ou universitaires, les manifestations étudiantes se sont poursuivies, dimanche. L'Université Laval a toutefois refusé d'imposer une date butoir à ses étudiants contestataires.

Samuel Auger, Le Soleil
 (Québec) Les étudiants grévistes de l'Université Laval ne perdront pas à court terme leurs cours ou leurs sessions. Au lieu d'un ultimatum, la direction communiquera plutôt d'ici demain aux étudiants contestataires les modalités de prolongation de leur trimestre, a appris *Le Soleil*.

Le vice-recteur aux études et aux activités internationales de l'Université Laval, Bernard Garnier, transmettra d'ici mardi une liste de modalités aux étudiants en grève.

«Je parlerai des conditions d'abandon sans échec et des remboursements de cours, etc. Je vais aussi préciser les modalités pour le prolongement de la session. C'est certain qu'on va être obligé de rallonger la session pour les gens qui sont toujours en grève», a indiqué dimanche Bernard Garnier au *Soleil*.

La direction universitaire n'entend pas non plus menacer les étudiants en leur imposant une date butoir pour retourner en classe, comme l'a fait le 4 avril l'Université du Québec à Rimouski. «On n'a pas de date butoir. On ne fait pas de menace. Ça ne sert à rien», tranche M. Garnier.

Le spectre d'une perte de cours ou de session est donc écarté. «Dans notre esprit, il n'est pas question d'annuler les cours. On est toujours dans un mode plus optimiste», a ajouté le vice-recteur. «Mais les gens comprennent bien que plus ça passe, plus c'est compliqué, pour tout le monde, a-t-il poursuivi. À chaque jour qui passe, chaque semaine qui

passé, eh bien, automatiquement, ça a des conséquences sur la fin éventuelle du trimestre. C'est dans ce sens-là qu'on va s'adresser aux étudiants.»

Les étudiants grévistes recevront donc un message détaillant les modifications au calendrier universitaire. «Si la grève continue encore pendant plusieurs semaines, alors la session va être prolongée d'autant», résume Bernard Garnier.

La CADEUL confirme

À la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), on confirme ne pas avoir reçu de menaces ou de pressions de la part de la direction. «Il n'y a pas eu de menaces ou d'ultimatums. On nous a simplement dit : si ça dure plus que six semaines, attendez-vous que ça soit prolongé», avance le vice-président à la recherche et à l'enseignement de la CADEUL, Martin Bonneau.

Selon lui, l'idée d'une date butoir pour le retour en classes ne serait véhiculée que par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. «La pression vient plus des messages que la ministre lance à travers les médias. Nous, on ne sent pas ça du côté de l'administration universitaire», estime M. Bonneau. «Ça ne ressemble pas à l'Université de Montréal ou l'Université du Québec en Outaouais», ajoute-t-il.

L'université montréalaise a en effet prévenu ses étudiants que des cours pourraient être suspendus ou compromis advenant une poursuite de la grève. De plus, tous les cours seront donnés dès ce matin à l'Université de Montréal - peu importe la grève -, et ces cours ne pourront être repris. Même scénario en Outaouais, où les cours reprendront de force ce matin, en dépit de la grève. Les étudiants ne se rendant pas en classe auront le loisir d'annuler leurs cours sans mention d'échec, mais ils n'obtiendront aucun remboursement.

À Québec, l'Université Laval aurait plutôt suggéré des arrangements aux associations étudiantes en grève. «Ça peut être les soirs, les fins de semaine, il y aura des activités de rattrapage, des plans de cours adaptés. On peut changer la pondération des travaux aussi, mettre plus de travaux à faire à la maison. Mais ça, c'est vraiment à chaque professeur d'essayer de trouver un plan avec ses étudiants», énumère le vice-président de la CADEUL, Martin Bonneau.

Le vice-président de l'association regroupant 28 000 membres du premier cycle croit finalement que les ultimatums de la ministre Beauchamp ne tiennent pas la route. «C'est davantage un bluff, soutient Martin Bonneau. Au mois de mars, elle avait clairement dit aux journalistes : écoutez, la session ne peut pas être annulée, c'est sûr que ça n'arrivera pas. Alors, lorsqu'elle a dit : "c'est fini, rentrez en classe", on avait de bonnes raisons d'en douter.»

Plus de 171 000 étudiants répartis dans 184 associations sont en grève au Québec. Le mouvement de grève est toutefois plus marginal à Québec, où seulement 4830 étudiants de l'Université Laval ratent leurs cours. La

grève étudiante se déroule depuis 62 jours, soit le conflit étudiant le plus long de l'histoire de la province.

Retours forcés et menaces

La grève étudiante entre dans une période critique, selon certaines institutions universitaires et collégiales. Appuyées par la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, plusieurs d'entre elles ont annoncé un retour forcé des cours, en raison de décisions de la cour et de la pression du calendrier.

- **Ministre Line Beauchamp**

«Toutes les mesures doivent être prises pour que les cours se donnent.»

- **Jean Beauchesne, pdg de la Fédération des cégeps**

Situation «catastrophique» dans les cégeps montréalais

- **Michel Ringuet, recteur de l'Université du Québec à Rimouski**

Des cours le 16 avril, sous peine de «lourdes conséquences»

- **Université de Montréal**

Des cours le 16 avril, ou les cours seront perdus sans compensation

- **Université du Québec à Montréal**

Date butoir le 7 mai pour reprendre les cours

LE DEVOIR: Grève des étudiants - Un petit pas de Line Beauchamp - La ministre de l'Éducation lance une invitation à la FEUQ seulement, un geste perçu comme une tentative de division par les étudiants - Lundi 16 avril 2012



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir

Des centaines d'élèves du secondaire et de nombreux parents ont manifesté leur appui hier, à Montréal, à la lutte contre la hausse des droits de scolarité et pour la gratuité scolaire.

Frédérique Doyon, Marco Béclair-Cirino

Alors que le mouvement étudiant multiplie les actions pour sa dixième semaine de grève, Québec ouvre une petite porte à la discussion sur la question de... la gestion universitaire. Mais le gouvernement demeure ferme quant à la hausse des droits de scolarité.

La ministre Line Beauchamp accepte de s'asseoir avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) afin de trouver des solutions pour une meilleure gestion des universités. Elle se dit prête à créer une commission d'évaluation indépendante et permanente sur la gestion universitaire, à laquelle participeraient les étudiants, comme l'a proposé la FEUQ samedi.

«Nous répondons, oui, à cet appel, mais nous demeurons fermes sur la question de la hausse des droits de scolarité», a déclaré la ministre hier après-midi en conférence de presse. Y voit-elle une réelle solution pour mettre fin à la grève? «Répondre à une proposition adoptée par la FEUQ, selon moi, ce doit être porteur de solutions», a-t-elle indiqué. «C'est le bon sujet de discussion», puisque les autres avenues ouvertes par son gouvernement, dit-elle, soit l'accessibilité aux études et de nouvelles modalités d'aide financière «n'ont pas trouvé écho» auprès des étudiants.

La FEUQ se réjouit des signes d'ouverture de Québec, si maigres sonégo-ciaient-ils. «C'est un pas, mais un petit pas», a déclaré au Devoir Martine Desjardins, qui vient d'être reconduite à la présidence de l'organisation. Elle veut bien s'asseoir avec Line Beauchamp, mais elle impose ses conditions. D'une part, «le sujet [de la hausse] devra être abordé. Et on demande qu'elle invite également la CLASSE [Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante] à la table.»

Stratégie de division

En conférence de presse, Line Beauchamp a laissé entendre que la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) seraient ses seuls interlocuteurs. Elle juge que «la CLASSE se situe à un extrême du continuum dans les positions des organisations étudiantes» et «n'a jamais soumis aucune base de discussion». Elle déplore que son porte-parole

n'ait pas dénoncé les actes de violence commis dans les derniers jours, notamment le saccage des bureaux de sa circonscription et les menaces de mort proférées contre des ministres.

La CLASSE juge son exclusion des pourparlers «inacceptable» puisqu'elle rallie 47 % des grévistes (contre 20 % pour la FEUQ). «En tant qu'organisation principale de cette grève, on a plus que notre place dans ce dialogue-là», a déclaré au Devoir son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. La FEUQ et la CLASSE voient une «stratégie de division» dans le discours de la ministre.

Chose certaine, l'ouverture de Line Beauchamp survient au moment où l'étau se resserre sur son gouvernement. D'une part, elle fouette l'ardeur des associations étudiantes à se solidariser et à se mobiliser encore. La FEUQ a clos son assemblée générale en annonçant une série d'actions pour cette dixième semaine de grève, dont une campagne de publicité radio, signée par le duo d'humoristes Les justiciers masqués. Une manifestation bâillon se tiendra mercredi pour dénoncer les nombreuses injonctions qui attaquent la démocratie étudiante, selon l'organisation. La FEUQ se joindra aussi à la grande manifestation du Jour de la Terre, le 22 avril.

D'autre part, le Parti québécois et la Coalition avenir Québec (CAQ) ont vilipendé l'attitude du gouvernement libéral, alors que les étudiants s'engagent dans une 10e semaine de grève.

Le chef de la CAQ, François Legault, a appelé le premier ministre Jean Charest à «discuter» avec les leaders étudiants à la fois d'accessibilité aux études supérieures et de gestion des universités, après quoi «il va falloir prendre les moyens pour que les étudiants retournent dans les classes, ceux qui le souhaitent».

«Si j'étais à la place de Jean Charest, je ne serais pas allé au Brésil. Je pense qu'il est de son devoir de rencontrer le plus rapidement possible, il devrait le faire dans les prochaines heures, rencontrer les étudiants, une rencontre de la dernière chance. Je pense que les étudiants ont bien droit à ça, mais il doit rester ferme sur les frais de scolarité.»

La chef du PQ, Pauline Marois, qui s'est engagée à abolir la hausse des droits de scolarité si elle est portée au pouvoir à l'issue de la prochaine campagne électorale, a dénoncé vertement l'abdication de «la première responsabilité d'un premier ministre» soit celle «de s'assurer qu'on ne divise pas pour régner».

Pauline Marois n'appelle pas les 170 000 étudiants en grève à retourner en classe puisque «ce serait une forme de caution de Jean Charest».

Marche secondaire

Après la marche de samedi, qui a rallié 40 000 manifestants au centre-ville de Montréal, c'était au tour des écoles secondaires d'emboîter le pas aux universités et aux cégeps, hier, dans la lutte contre la hausse des droits de scolarité.

Quelques centaines d'étudiants, de parents, d'amis se sont réunis entre 13h et 14h au pied de la statue Georges-Étienne-Cartier du mont Royal, par un soleil propice aux éclosions printanières.

«Ce sont les élèves actuellement en secondaire trois qui vont être touchés à 100 % par la hausse, donc ils doivent être conscients, se mobiliser s'ils veulent bloquer la hausse pour que l'éducation reste accessible», a expliqué Alexandre Petitclerc, porte-parole de l'Association indépendante des étudiants du secondaire, organisatrice de la marche qui s'est terminée à la place Émilie-Gamelin.

[Vos réactions \(86\)](#)